

## ■ Réseaux islamistes en Europe

Sa proximité du Maghreb et l'importance des communautés maghrébines qui y vivent font de l'Europe une terre de repli idéale pour les islamistes algériens. Les gouvernements occidentaux s'efforcent de contrôler l'activité de ces militants qui ont monté des filières clandestines de trafic d'armes. p. 2

## ■ Les socialistes aux urnes

Les militants socialistes devaient départager, vendredi 3 février, les deux candidats à la candidature présidentielle : Henri Emmanuelli et Lionel Jospin. Ce dernier se déclarait « plutôt optimiste » sur l'issue du vote. p. 6

## ■ Pierre Cot et Thierry Wolton

Aux historiens qui contestent sa description de Pierre Cot (1895-1977), Thierry Wolton réplique en persistant et signant : le ministre de l'air des années 30 était bien, selon lui, un espion au service de l'URSS. p. 14



## ■ La mutation de la pêche

Un an après les émeutes des marins-pêcheurs, les prix du poisson restent bas alors que la consommation est assez faible et que les importations continuent. Mais les amateurs ont engagé des réformes pour s'adapter aux évolutions du marché mondial. p. 13

## ■ Les éditoriaux du « Monde »

Grozny écrasée, Dépenaiser p. 15

## Israël et les Palestiniens vont reprendre les négociations

Le sommet du Caire n'a cependant pas réglé les questions de fond

ISRAËL et l'Autorité palestinienne sont convenus, jeudi 2 février au Caire, de reprendre la semaine prochaine leurs négociations sur l'extension de l'autonomie à l'ensemble de la Cisjordanie. Mais, sur le fond, les divergences demeurent.

Après le sommet qui a réuni les dirigeants de l'Égypte, de la Jordanie, d'Israël et de l'Autorité palestinienne, Itzhak Rabin et Yasser Arafat ont établi un calendrier de travail qui prévoit une réunion, lundi 6 février, du comité chargé de la préparation technique des élections pour un Conseil de l'autonomie, prévues par la Déclaration de principes signée le 13 septembre 1993 à Washington. MM. Rabin et Arafat se retrouveront le 16 février.

Après, les « ministres des affaires étrangères » des « quatre » devraient se rencontrer à Washington. Mais aucune décision n'a été prise au sujet du « redéploiement » de l'armée israélienne en Cisjordanie, de l'extension des colonies israéliennes - notamment autour de Jérusalem - et de la libération des



prisonniers palestiniens. Le secrétaire d'État américain, Warren Christopher, n'en a pas moins qualifié d'« historique » le sommet du Caire. Le Liban et la Syrie, qui

n'étaient pas représentés au Caire, ont souligné que cette réunion ne pouvait donner aucun résultat.

Lire page 3

## La dépénalisation des drogues divise la commission Henrion

La loi sur l'usage de stupéfiants remise en cause

APRÈS un peu moins d'un an de travaux, la commission de réflexion sur les drogues et la toxicomanie, présidée par le professeur Roger Henrion, a rendu public, vendredi 3 février, le rapport qu'elle avait remis il y a quelques jours à Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville. Concernant le point sur lequel elle était le plus attendue - la suppression ou non des sanctions pénales encourues par les simples consommateurs de drogues - la commission Henrion n'a pas voulu trancher. Tout en admettant qu'il est « difficile d'admettre l'amalgame fait, au moins dans les textes législatifs, entre l'adolescent fumeur occasionnel de haschisch et l'héroïnomanie qui se pique plusieurs fois par jour », seulement neuf membres (sur dix-sept) se sont prononcés en faveur d'une dépénalisation de l'usage de cannabis et de sa possession en petite quantité. Selon eux, « conserver une sanction pénale qui n'est pratiquement plus appliquée devient dérisoire et déconsidère la justice aux yeux des adolescents ». Ces neuf « dépénalisateurs » proposent de

substituer à la pénalisation existante une réglementation qui prévoirait l'interdiction de fumer avant l'âge de seize ans et l'interdiction de consommer du cannabis dans les lieux publics. A l'inverse, les huit défenseurs de la pénalisation reprennent à leur compte la « théorie de l'escalade » vers les drogues dures, mais ils ne s'opposent toutefois pas à une « évolution des textes qui prendraient en compte la spécificité du cannabis ». Concernant les drogues dures, une faible majorité (neuf voix contre huit) se prononce en faveur du maintien de la pénalisation.

Soucieux de voir se développer une complémentarité des prises en charge et de mettre fin à l'opposition entre « sévère et substitution », les experts de la commission recommandent une actualisation de la loi du 31 décembre 1970 sur les stupéfiants et recommandent de remplacer la délégation générale à la lutte contre la drogue et la toxicomanie (DGLDT) par une agence indépendante.

Lire page 9

## Comment devenir letton en Lettonie

LA LETTONIE a ouvert, depuis le 1<sup>er</sup> février, les registres de naturalisation pour les 700 000 « non-citoyens » - russophones pour la plupart - qui résident sur son territoire. Votée le 22 juillet 1994, la loi sur la citoyenneté est précisément entrée en application le lendemain de la décision de l'assemblée du Conseil de l'Europe faisant de la petite République balte son 34<sup>e</sup> membre (Le Monde du 2 février).

Sept cent mille personnes, cela représente un gros quart des habitants de la Lettonie. « Imaginez la France naturalisant 15 millions de personnes », a hasardé l'historien letton Alvars Stranga. Mais, trois ans après l'indépendance proclamée le 21 août 1991, il fallait bien proposer un statut aux russophones, à la fois pour normaliser les rapports avec la Russie et pour voir s'ouvrir les portes des institutions d'Europe occidentale qui ont fait de la politique envers les minorités un préalable à toute adhésion. Les Lettons ont pris leur temps pour mettre au point une loi sur la nationalité - « de consensus », assurent-ils -, bons derniers derrière la Lituanie et l'Estonie.

« Être voisins de l'imprévisible Russie nous impose d'être prudents... et tolérants », explique Valdis Birkavs, premier ministre au moment de la loi et aujourd'hui ministre des affaires étrangères, de passage à Paris pour un colloque sur les pays baltes organisé par l'IFRI (Institut français des relations internationales) et deux instituts de recherche suédois et danois.

L'histoire a déposé en Lettonie des populations bien différentes, qui n'ont pas toujours cohabité facilement. Il y a un million et demi de citoyens lettons, dont presque un tiers sont des Russes installés de longue date (la Lettonie a été rattachée à l'Empire russe en 1721, s'en est émancipée après la première guerre mondiale, pour être à nouveau annexée par Staline en 1940). 50 000 personnes ont la nationalité russe. Viennent ensuite ces « non-citoyens » qui avaient la nationalité soviétique et sont restés « suspendus en l'air » après la disparition de l'URSS. « Ces gens ont perdu toute identité, il faut absolument les impliquer, dit Valdis Birkavs. Ils ont tous de ces trajectoires typiquement soviétiques

- nés en Russie, déportés au Kazakhstan, passés en Ukraine, installés en Lettonie, mariés à une femme ouzbèke -, ils ne savent plus où sont leurs racines ».

La situation des russophones est inconfortable. Alors qu'ils avaient accueilli plutôt favorablement l'indépendance, ils ont dû attendre longtemps une clarification de leur statut. Pour obtenir la nationalité, il faut justifier de dix ans de résidence et avoir des connaissances écrites et orales de la langue lettonne. Quel sera le degré de sévérité de ces examens ? Le ministre avoue ne pas le savoir. Il ne s'attend pas à une ruée des « non-citoyens » pour acquérir la nationalité - « le processus prendra dix ans » - mais pense que la plupart y viendront. « Ils voient que la Lettonie se développe, est calme, a des perspectives d'adhésion à l'Union européenne ». Si l'on comprend bien, l'« aide au retour » prévue pour les personnes qui souhaiteraient se réinstaller en Russie ne risque pas de mettre en danger l'équilibre budgétaire.

Sophie Gherardi

## Le rebond de Fiat



Giovanni Agnelli

LE PROPRIÉTAIRE de Fiat, Giovanni Agnelli, est satisfait de la diversification qu'il a conduite ces dernières années. La France est son premier pôle d'intérêt hors d'Italie, notamment dans l'industrie agro-alimentaire (Danone et Saint Louis), dans Alcatel, Accor et Matra-Hachette. Reconnu contre son gré en 1994 à la tête de son groupe, le « patriarche » songe à nouveau à sa succession.

Le nom du fils de son frère Umberto revient le plus souvent. Mais la transformation nécessaire du capital de Fiat pourrait entraîner une perte du contrôle majoritaire de la famille.

Entre-temps, l'année 1994 fut bonne pour l'automobile. Les ventes de Fiat ont crû de 20 %, tirant profit de la reprise. L'entreprise est sortie spectaculairement du rouge avec un bénéfice d'exploitation de 8,5 milliards de francs, qui contraste avec les pertes de 6,3 milliards de l'année précédente. La restructuration de la firme avait tardé et 12 000 emplois ont dû être supprimés l'an passé.

Le constructeur italien est retombé de la première à la sixième place en Europe. Mais ses efforts, ainsi que ceux concernant le renouveau de la gamme (lancement de sept nouveaux modèles en 1994), portent leurs premiers fruits. Fort de son immense poids économique, la famille Agnelli occupe une place particulière sur la scène politique italienne. Son influence est grande mais sa prudence également. Giovanni Agnelli joue les médiateurs mais évite la politique politicienne. Pendant l'épisode Berlusconi, il a notamment appelé la majorité et l'opposition à baisser le ton.

Lire page 16

## Une France de propriétaires

FAUT-IL songer à Guizot et à son célèbre « enrichissez-vous » ? Ou bien à Thiers, qui rêvait d'une « France de propriétaires » ? On aurait tort, en tout cas, de ne voir dans la nouvelle série de propositions économiques et sociales dévoilées jeudi 2 février sur TF1 par le candidat Edouard Balladur qu'un bric-à-brac, somme toute assez classique en période de campagne électorale.

En apparence, certes, le premier ministre a joué sur ce registre. Une réforme pour offrir une « seconde chance » aux hommes et aux femmes « qui ont commencé leur vie professionnelle très tôt », une autre pour diminuer les droits sur les petites successions, une troisième pour baisser fortement les droits de mutation : les suggestions ont tout du catalogue, et, surtout, ne semblent pas avoir de lien entre elles.

Pourtant, elles en ont un. Si l'on

y réfléchit bien, la cohérence entre toutes ces dispositions est évidente. Ces mesures constituent non pas une sorte de programme d'action - version balladurienne des cent dix propositions socialistes de 1981 -, mais, plutôt, l'amorce d'un projet de société qui, s'il peut être discuté, a néanmoins sa logique. Laquelle ? Le rapport sur La France de l'an 2000, rédigé par Alain Minc sous l'égide du commissariat général au Plan, et dont le premier ministre a visiblement décidé de faire le meilleur usage, permet de mieux en cerner la philosophie.

Ce document ne se borne pas, en effet, comme on l'a souvent remarqué, à proposer que le principe de l'action publique ne soit plus l'égalité, mais l'équité. Il suggère aussi, dans le même esprit, que la France trouve « une traduction raisonnable de la société de compétition ». En clair, chaque citoyen doit pouvoir nourrir l'ambition de progresser dans l'échelle sociale, en même temps qu'il s'enrichit.

Or la conjoncture économique est vraiment peu propice à ce projet. Tout au long des années 70, c'était encore possible. Par le moyen de l'université, on pouvait toujours caresser l'espoir d'une promotion sociale pour ses enfants, sinon pour soi-même. Sur-tout, la forte inflation faisait le jeu, non des rentiers, mais de ceux qui

s'endettaient, par exemple, pour l'acquisition de logements. Au cours des années 80, tout a basculé. Avec l'envolée considérable du chômage et une conjoncture économique marquée par une très faible inflation et des taux d'intérêt réels très élevés, l'avenir s'est soudainement bouché. La promotion par le travail est devenue plus qu'aléatoire, et l'enrichissement, en tout cas pour les couches moyennes de la société, très difficile. Il existe, d'ailleurs, une statistique significative qui a retenu l'attention des conseillers de M. Balladur : le taux de détention d'une résidence secondaire, en France, n'a pas du tout évolué depuis six ans.

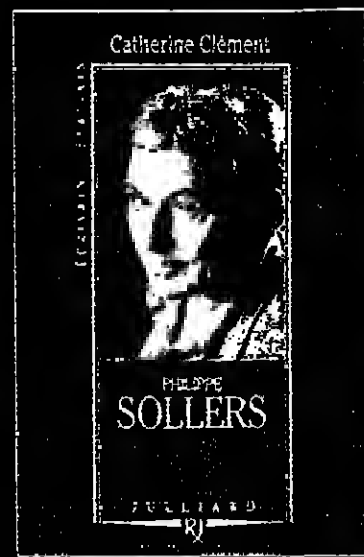
Le premier ministre n'est donc pas loin de penser qu'Alain Madelin a raison, même si ce dernier s'est rallié à son rival Jacques Chirac : selon une formule chère au ministre des entreprises, l'« observateur social » est bloqué depuis de longues années. Le projet pour le prochain septennat consiste donc, en quelque sorte, à remettre l'ascenseur en marche. C'est le cœur du projet balladurien : il vise à promouvoir un « libéralisme populaire », selon la formule qu'affectionne le premier ministre.

Laurent Mauduit

Lire la suite page 15

## PHILIPPE SOLLERS par CATHERINE CLÉMENT

« Drôle de texte - anecdotique et intelligent - bourré de portraits autant que d'analyses. Sollers, en personnage de roman. Clément, en romancière transcendante. » Bernard-Henry Lévy le Point



COLLECTION ÉCRIVAIN / ÉCRIVAINS  
JULLIARD  
RJ

DOCUMENTATION  
MONDE SUR MINTEL

LAUDOC

04 56

Auteurs : 1 DM : 2000, 95 : 2000, 25 : 2000, 40 : 2000, 55 : 2000, 70 : 2000, 85 : 2000, 100 : 2000, 115 : 2000, 130 : 2000, 145 : 2000, 160 : 2000, 175 : 2000, 190 : 2000, 205 : 2000, 220 : 2000, 235 : 2000, 250 : 2000, 265 : 2000, 280 : 2000, 295 : 2000, 310 : 2000, 325 : 2000, 340 : 2000, 355 : 2000, 370 : 2000, 385 : 2000, 400 : 2000, 415 : 2000, 430 : 2000, 445 : 2000, 460 : 2000, 475 : 2000, 490 : 2000, 505 : 2000, 520 : 2000, 535 : 2000, 550 : 2000, 565 : 2000, 580 : 2000, 595 : 2000, 610 : 2000, 625 : 2000, 640 : 2000, 655 : 2000, 670 : 2000, 685 : 2000, 700 : 2000, 715 : 2000, 730 : 2000, 745 : 2000, 760 : 2000, 775 : 2000, 790 : 2000, 805 : 2000, 820 : 2000, 835 : 2000, 850 : 2000, 865 : 2000, 880 : 2000, 895 : 2000, 910 : 2000, 925 : 2000, 940 : 2000, 955 : 2000, 970 : 2000, 985 : 2000, 1000 : 2000

M 0147 - 0204 - 7.00 F



**FIS** C'est d'outre-Rhin que l'ex-Front islamique du salut (FIS), par la voix autorisée de Rabah Kébir, l'un de ses dirigeants, qui y vit en exil depuis 1992, s'est exprimé pour

condamner l'attentat « ignoble » à la voiture piégée qui, lundi, en plein cœur d'Alger, a coûté la vie à quarante-deux personnes. Nombre d'intégristes algériens ont ainsi trouvé

refuge hors de leur pays, singulièrement en Europe, pour appuyer le combat de leurs « frères » sur le terrain. ● LES PAYS DE L'EUROPE DE L'OUEST – la France au premier chef,

mais aussi l'Allemagne – s'efforcent de contrôler les réseaux islamistes qui se sont implantés sur leur sol. ● DES FILIÈRES de trafic d'armes à destination des maquis algériens se

sont néanmoins mises en place à partir de l'Europe de l'Est, profitant du manque de vigilance, voire d'une certaine complicité des autorités locales.

## Les islamistes algériens tentent de consolider leurs réseaux en Europe

S'appuyant sur d'importantes communautés maghrébines, l'ex-FIS et des groupes armés ont organisé, notamment à partir des Etats de l'ancien glacié soviétique, des filières pour alimenter les maquis algériens en équipements militaires

L'AFFAIRE DE FOLEMBRAY, en août 1994, à l'issue de laquelle vingt islamistes – ou présumés tels – avaient été expulsés vers le Burkina, a réveillé, en France, le spectre d'un « péril intégriste » venu d'Algérie. Cette réponse policière à l'attentat anti-français contre la cité d'Ain Allah, à Alger, avait permis à Charles Pasqua de montrer sa détermination à poursuivre, à l'intérieur de l'Hexagone, les auteurs de trouble intégristes. Elle a aussi révélé la possible existence de réseaux clandestins, destinés à aider les maquis algériens et à porter, si besoin est, la guerre sainte (dihad) en France.

La France n'est plus la seule à se sentir menacée. L'Europe, dans son ensemble, commence à faire preuve d'une plus grande vigilance à l'encontre d'une nébuleuse hétéroclite au sein de laquelle cohabitent, pêle-mêle, notables de l'islamisme maghrébin ou moyen-oriental, jeunes activistes de banlieue, passeurs d'armes et trafiquants.

Les deux seuls dirigeants en titre de l'ex-Front islamique du salut (FIS) en Europe – cheikh Abdelhak Sahraoui, en France, et Rabah Kébir, en Allemagne – font l'objet d'une surveillance serrée. La position officielle qu'ils occupent les condamne à une

extrême prudence. Malgré leurs différences d'approche, les capitaux européens, légitimement préoccupés par les dérives mafieuses, voire criminelles, de certains réseaux islamistes, notamment en Europe de l'Est et en Italie, ne semblent pas s'alarmer outre mesure des risques de contagion politique sur leurs communautés musulmanes respectives.

En Belgique, par exemple, où les émigrés marocains (quelque 150 000 personnes) sont nettement plus nombreux que leurs voisins algériens (environ 10 000 personnes), les autorités n'affichent aucune inquiétude. Le seul fait nouveau, nous indique notre correspondant à Bruxelles, Jean de la Guérivière, est l'augmentation soudaine, en 1994, des demandes d'asile : 363 ont été déposées par des Algériens.

Le contrôle de l'immigration maghrébine en Belgique se fait, en réalité, par le biais des associations islamiques, sur lesquelles Rabat exerce discrètement – mais très efficacement – une officieuse tutelle. Que des représentants de l'ex-FIS algérien « rôdent parfois » autour des mosquées n'est, à vrai dire, pas grand monde.

En Espagne, où plus de 80 % de la communauté maghrébine (estimée à quel-

que 120 000 personnes, clandestins compris) est originaire du Maroc, les éventuels suspects sont rapidement « repérables », nous précise notre correspondant à Madrid, Michel Bole-Richard. « C'est comme de surveiller une île, rien n'est plus facile », souligne un haut responsable de la direction générale de la police. Les dispositifs de sécurité des ports et aéroports ont été renforcés, dans le cadre de l'accord de Schengen.

**Là où les Etats sont forts, la cause islamiste ne semble pas promise à un grand avenir**

Même le détroit de Gibraltar, théâtre du scandale des « boat people » maghrébines ou africains, a perdu son statut de « détroit de la mort ». Le renforcement de la coopération avec le Maroc a, semble-t-il, porté ses fruits : « Algériens est une frontière sûre », affirme la police espagnole. En Grande-Bretagne, où une dizaine

d'élus de l'ex-FIS ont élu domicile, l'heure n'est pas, à non plus, à sonner le tocsin du « péril intégriste ». Infinitement moins nombreux que leurs coreligionnaires indiens ou pakistanais, les Maghrébins formaient une communauté de quelque 40 000 membres.

L'activité des islamistes algériens, qui bénéficient d'une certaine audience parmi les étudiants, se limite généralement à la publication de quelques feuilles de propagande, comme *The Enlightenment* (La Lumière). « Chez nous, la liberté d'expression va de pair avec le statut de réfugié politique. Seules les menaces contre la sécurité nationale ou la participation à des actions criminelles ou des actes terroristes justifient une intervention de notre part », soulignent les responsables du ministère de l'Intérieur.

Utilisée comme base de repli, la Grande-Bretagne – qui n'a pas signé les accords de Schengen – est, en outre, une place financière presque aussi importante que la Suisse, et demeure un haut lieu de trafics bancaires. Outre les collectes organisées par les associations pakistanaises ou proche-orientales, une partie des fonds de la nébuleuse islamiste transite par des sociétés écran, basées à Gibraltar, ou par

des banques étrangères européennes, nous indique notre correspondant à Londres, Patrice de Beer.

La puissance et la discrétion de ses banques, la « neutralité » qu'elle affiche et sa proximité avec la France font de la Suisse une base rêvée pour les opposants au régime algérien. La Confédération compte environ 150 000 musulmans, en grande partie originaires de Turquie et d'ex-Yougoslavie. Les Algériens officiellement recensés seraient quelque 2 500. Jusqu'en 1993, six seulement avaient obtenu le statut de réfugié politique, nous précise notre correspondant à Berne, Jean-Claude Buhner. En 1994, les 314 demandes d'asile ont toutes été rejetées.

Là où les Etats sont forts et les acquis démocratiques solides – ce qui reste globalement le cas des pays de la vieille Europe –, la cause islamiste ne semble pas promise à un grand avenir.

Restent les maillons faibles, notamment l'Europe de l'Est, et, dans une moindre mesure, l'Italie. Conscientes de ces limites, les capitales européennes devront allier, plus que jamais, rigueur policière et doigté politique.

Catherine Simon

## L'Allemagne ne veut plus servir de sanctuaire aux « fous de Dieu »

Le parquet fédéral a ouvert une information judiciaire à l'encontre de deux Algériens

RONN

de notre correspondant  
Mai 1994, Oulda (Maroc). Roulant à bord d'une Mercedes, deux suspects sont arrêtés par la police, qui découvre une dizaine de pistolets-mitrailleurs dans le coffre du véhicule. Immédiatement logés, Hamaz S. et Omar C., de nationalité algérienne, sont condamnés à quinze ans de prison. Selon toute apparence, ils s'approprient à faire passer les armes en Algérie. Très vite, l'enquête remonte en Allemagne, où les deux hommes ont fait leurs études.

Les autorités allemandes viennent de se saisir de cette affaire, pour tenter de démanteler l'un des quelques réseaux algériens, qui agissent outre-Rhin. Le lundi 16 janvier, le parquet fédéral a ouvert une information judiciaire, considérant que certains suspects, dont elle possède les noms, peuvent être poursuivis pour « appartenance à une organisation criminelle » et « infraction à la législation sur les armes ».

Les premiers indices mènent à des « milieux incriminés jusqu'ici des services de renseignements », explique un officier. C'est du côté de Leipzig, en ex-RDA, précise-t-on, que se portent désormais les soupçons de la police criminelle fédérale (BKA), chargée de l'enquête. Jusqu'à maintenant, les milieux islamistes algériens se concentraient plutôt dans l'ouest du pays (Rhénanie, Bade-Wurtemberg), non loin de la frontière française. Et si, depuis plusieurs mois, Bonn connaissait l'existence de trafics d'armes au profit des islamistes algériens, on ne semblait s'en soucier que par intermittence, la vigilance s'exerçant davantage sur des réseaux kurdes liés au PKK, considérés comme un facteur d'insécurité permanent en Allemagne.

C'est ce qui explique, en partie, que certains réseaux proches de l'ex-Front islamique du salut (FIS) se soient toujours sentis à l'abri. La communauté algérienne – pas plus de 25 000 personnes – passe relativement inaperçue, alors que les deux millions de Turcs mobilisent en priorité l'attention des services de police. Fait aggravant : les instances fédérales de justice et de police se sont longtemps déchargées de leurs responsabilités sur les Länder. Charles Pasqua a donc eu beau jeu de critiquer, au printemps 1994, l'attitude laxiste des autorités de Bonn à l'égard des « terroristes » algériens.

Le récent détournement de l'Airbus d'Air France a provoqué une onde de choc dans l'opinion publique, ravivant le souvenir des attentats commis par la Fraction ar-

mée rouge, à la fin des années 70. L'ultimatum – vrai ou faux – adressé à plusieurs ambassades occidentales, à Alger, fin décembre, a fait monter la tension d'un cran. La dimension internationale du conflit algérien n'échappe plus à personne.

RABAH KEBIR SUR ECOUTES

Les propos alarmistes du président de la police criminelle fédérale, Hans-Ludwig Zachert, évoquant des risques d'attentats, en Allemagne même, ont été abondamment repris par la presse locale. « Nous suivons très attentivement les activités des représentants de l'ex-FIS présents sur notre sol », indique Bernd Schmidbauer, ministre d'Etat à la chancellerie de Bonn, chargé no-

tamment de la coordination des services secrets. L'Allemagne n'est pas un sanctuaire de terroristes algériens.

Depuis quelques semaines, les mesures de contrôle dont fait l'objet Rabah Kébir, président de l'instance exécutive de l'ex-FIS à l'étranger, ont été considérablement renforcées. La même observation vaut pour deux des fils de l'ancien président du « parti de Dieu », Abassi Madani.

Installé, depuis 1992, en Allemagne, où il a obtenu le statut de réfugié politique en février 1994, M. Kébir vit dans un petit pavillon de banlieue, tout proche de Cologne. Ses conversations téléphoniques sont placées sur écoute, ce qui l'a conduit à s'équiper d'un téléphone mobile. Ses allées et venues sont étroitement surveillées. Et les autorités fédérales lui ont clairement fait comprendre que, s'il quit-

tait le territoire allemand, il ne lui serait plus permis d'y revenir. Aux yeux des services secrets, M. Kébir ne peut, toutefois, pas être considéré comme un « terroriste ». Son activité principale se limite, en effet, à publier des communiqués sur la situation en Algérie. Il prend, en outre, bien garde de ne pas fréquenter les divers trafiquants d'armes qui tentent de l'approcher. Seule mesure de « rétorsion » à son encontre, l'état d'urgence, après qu'il eut lancé un appel à la violence : une amende de 5 000 deutschemarks (7 000 francs).

M. Kébir est pourtant présenté, par les autorités algériennes, comme un « responsable opérationnel » capable de contrôler les

groupes armés sur le terrain. En exagérant ainsi son importance, on en fait un interlocuteur de poids – voire un acteur indispensable – si la logique de « réconciliation nationale » venait à s'engendrer outre-Méditerranée. Cette rhétorique officielle est d'autant plus troublante qu'il est prouvé que M. Kébir n'aurait jamais pu quitter son pays sans bénéficier de hautes protections au sein de l'Etat. Dès lors, il n'est pas absurde de se demander si certains dirigeants n'ont pas voulu, en lui offrant ainsi l'exil allemand, se mettre un « joker » de côté, pour l'avenir.

LES « PARRAINS » TURCS  
Plus ou moins proches de l'ex-FIS, des réseaux de trafiquants profitent de la position géographique de l'Allemagne pour y faire transiter des armes, la plupart du temps en provenance d'Europe de l'Est. De-

puis des mois, les indices en ce sens n'ont cessé de se multiplier. En mai 1994, au péage de Beaumont (Meurthe-et-Moselle), un « passeur » algérien qui transportait, depuis l'Allemagne, tout un arsenal dans le coffre de sa voiture, a été arrêté.

Deux mois plus tard, à Perpignan, six personnes étaient interpellées, en possession d'armes et de munitions. Ils voyageaient dans une Audi immatriculée à Stuttgart, prête pour un voyage en Egypte. En août, un pistolet automatique, subtilisé à un policier de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, quelques mois auparavant, au cours d'un cambriolage, est découvert par la police algérienne, dans un lot d'armes récupérées.

En tout état de cause, les moyens financiers des réseaux islamistes, installés en Allemagne, ne semblent pas énormes. Selon les informations dont disposent les services de renseignements allemands, l'hypothèse d'un financement occulte par le biais du trafic de drogue n'est pas fondée. Ces mêmes sources évoquent plutôt de petites affaires, comme la vente de fausses chemises Lacoste, ou bien le prélèvement de « taxes », imposées à quelques-uns des nouveaux exilés algériens qui, à raison de deux cent cinquante par mois, frappent à la porte du pays.

Si des contacts existent entre les Algériens et des cercles islamistes

moyen-orientaux (Palestiniens ou sympathisants du Hamas ou du Hezbollah), il s'agit de liens très informels, noués à l'occasion de rencontres ponctuelles, dans les mosquées et les centres islamiques les plus importants du pays : Aix-la-Chapelle, Hambourg, Berlin... En revanche, les contacts avec les intégristes tunisiens, proches du mouvement clandestin islamiste Ennahdha, sont beaucoup plus étroits.

Les islamistes algériens reçoivent une aide importante, probablement financière, de leurs « parrains » turcs, proches du Parti de la prospérité de Necmettin Erbakan. Les locaux de leur très puissante association (AMGT), à Cologne, abritent régulièrement les cours de théologie islamique du « professeur » Kébir... « Les islamistes turcs s'intéressent de très près à la situation en Algérie », confirme Udo Steinbach, président de l'Institut d'études orientales de Hambourg, considéré comme l'un des meilleurs spécialistes de l'Islam en Allemagne. « Et pour cause ! Ils poursuivent les mêmes buts que le FIS et militent pour la création d'une République islamique en Turquie. »

Lucas Delattre

## La Mafia au service des intégristes ?

ROME

de notre correspondant  
L'Italie pourrait-elle devenir l'une des plaques tournantes des réseaux islamistes en Europe ? Il existe suffisamment de conditions favorables pour que les services de sécurité prennent l'hypothèse au sérieux. La communauté maghrébine n'est pourtant pas très importante : 136 795 membres, selon les estimations du ministère des Affaires étrangères, dont 3 793 Algériens. Immigration récente, qui remonte, pour l'essentiel, aux années 80.

L'affaire des sept marins italiens égorgés dans le port algérien de Djendjen, en juillet 1994, a provoqué un début de prise de conscience des autorités. La souplesse – voire le laxisme – des textes de loi a favorisé une forte immigration clandestine, largement sous-estimée par les chiffres officiels. Aujourd'hui encore, un étranger sans papiers dispose de quinze jours pour régulariser sa situation.

Au moment où les principaux pays d'Europe – notamment la France et l'Allemagne – renforcent les contrôles, l'exception italienne représente, bien évidemment, une aubaine pour les réseaux islamistes.

Outre la cinquantaine de lieux de culte officiellement recensés, la communauté musulmane de la péninsule s'organise autour de deux pôles principaux. A Rome, le Centre islamique culturel d'Italie (CICI) et l'Union des communautés et organisations islamiques en Italie (UCOI) contribuent à renforcer l'image d'un Islam « modéré ». A Milan, en revanche, se retrouvent les éléments les plus turbulents de la mouvance fondamentaliste. Un troisième pôle, encore embryonnaire, commencerait à se développer à l'université de Pérouse, ouverte aux étrangers, et où défilent des islamistes maghrébins.

La proximité géographique, ajoutée au relatif laisser-faire des autorités, ne sont pas les seuls atouts sur lesquels les réseaux islamistes peuvent miser. Les circuits clandestins utilisés par la Mafia ou la Camorra pour leurs activités de contrebande pourraient être avantageusement « doublés » et servir au transit d'armes et de munitions à destination des maquis algériens. Ce serait le cas, déjà, de plusieurs filières de la drogue, organisées par la Mafia napolitaine, et de celles utilisées, en Sicile occidentale, pour débarquer la main-d'œuvre clandestine en provenance du Maghreb.

Les armes qui transitent par l'Italie sont généralement achetées – légalement – en Suisse et en Bel-

gique. La plupart proviennent des pays de l'Est et de l'ex-Yougoslavie voisine. Les itinéraires utilisés défilent, le plus souvent, la logique géographique : on cite le cas d'une filière qui passe de l'Europe balkanique à l'Italie du Nord, puis de la Suisse à l'Allemagne, pour finir à Hambourg – avec embarquement pour Alger.

Aucune arme n'a encore été saisie sur le territoire italien. La seule « prise » officielle se résume à celle d'un activiste trafiquant de nationalité algérienne, Djamel Lounici, interpellé à Milan, en novembre. Agé de trente-trois ans, cet ancien membre de la « Brigade du serment », organisation terroriste liée au Groupe islamique armé (GIA), a déjà fait l'objet, en Algérie, de deux mandats d'arrêt. Il est notamment soupçonné d'avoir participé à l'attentat à la bombe contre l'aéroport d'Alger, en août 1992.

**Les filières italiennes de la drogue seraient « doublées » pour servir au transit des armes**

C'est en Allemagne, où il a demandé l'asile politique, que Djamel Lounici a d'abord été repéré. A plusieurs reprises, au cours de contrôles de routine, des émetteurs-récepteurs sont découverts dans le coffre de sa voiture. Le jeune activiste décide alors de quitter l'Allemagne, avec de faux papiers.

Djamel Lounici refait surface en Suisse, puis, au début de 1994, en Italie, où il se garde bien de demander l'asile. Malgré tout, il tombe, en septembre, sous le coup d'un mandat d'arrêt international, lancé par le Maroc. Le parquet de Fes estime qu'il aurait pu avoir fourni des armes, de provenance européenne, aux réseaux islamistes maghrébins.

En novembre, Djamel Lounici est interpellé – de manière fortuite, selon la version officielle –, dans une rue de Milan. En attendant que les autorités judiciaires marocaines fassent parvenir les pièces nécessaires à leurs homologues italiens, le jeune Algérien est écroué.

Les documents marocains n'arriveront jamais, et, faute de charges précises à son encontre, Djamel Lounici, décidément chanceux, a recouvré la liberté.

Marie-Claude Decamps



## Le sommet du Caire relance le dialogue israélo-palestinien

Une rencontre entre les ministres des affaires étrangères d'Égypte, de Jordanie, d'Israël et de l'OLP est prévue à Washington pour discuter de l'extension de l'autonomie à l'ensemble de la Cisjordanie

Le premier sommet israélo-arabe, réuni, jeudi 2 février, au Caire, a décidé de relancer les négociations de paix entre Israël et l'Autorité palestinienne, suspendues depuis plusieurs semaines. Ces pourparlers doivent porter sur

l'extension de l'autonomie à l'ensemble de la Cisjordanie. Une réunion à ce sujet aura lieu, la semaine prochaine, à Washington entre les ministres des affaires étrangères des quatre parties, indique le communiqué pu-

blié au terme d'un sommet qui n'a cependant pas apporté de réponses aux questions du redéploiement de l'armée israélienne en Cisjordanie, de l'extension des colonies juives et de la libération des prisonniers pa-

lestiniens. Cette réunion sera suivie d'une rencontre, jeudi 9 février, entre le premier ministre israélien et le chef de l'Autorité palestinienne, au point de passage d'Erez entre Israël et la bande de Gaza.

LE CAIRE  
de notre envoyé spécial

Le miracle n'a pas eu lieu. Aucune des divergences profondes qui empêchent, depuis six mois, la mise en œuvre de la seconde phase des accords entre Israéliens et Palestiniens n'a pu être apaisée, jeudi 2 février, au Caire.

Yasser Arafat et Itzhak Rabin ayant cependant accepté, à l'appel de leurs partenaires égyptiens et jordaniens, de se retrouver, jeudi 9 février, à Gaza, pour reprendre des pourparlers interrompus par l'attentat de Netanya, le 22 janvier, Amr Moussa, le chef de la diplomatie égyptienne, a triomphé : « Je pense que le processus de paix israélo-palestinien est de nouveau sur les rails », a-t-il annoncé. La commission israélo-palestinienne, qui négocie, depuis des mois, les détails techniques des élections palestiniennes pour le Conseil de l'autonomie - prévues par la Déclaration de principes signée à Washington le 13 septembre 1993 -, reprendra

aussi ses travaux, lundi 6 février, au Caire. Suspendues depuis une quinzaine de jours, ces négociations étaient déjà sur le point d'aboutir.

Mais le problème, pour l'essentiel, demeure entier. L'extension de l'autonomie à la Cisjordanie occupée, de même que le retrait des soldats israéliens hors des villes palestiniennes - deux démarches préalables aux élections - n'ont pas été officiellement abordés.

PAS DE RÉPONSES

La veille du sommet, dans une déclaration au New York Times, M. Moussa avait pourtant affirmé que les participants allaient demander à M. Rabin une date ferme pour ce redéploiement. Si la demande a été faite, elle n'a pas reçu de réponse satisfaisante.

Avant son départ de Tel Aviv, le premier ministre israélien avait, une nouvelle fois, mis les choses au clair : « Israël exige que les territoires sous contrôle de l'Autorité palesti-

L'argent de Washington

Les trois parties présentes à la rencontre du Caire, avec les Palestiniens, ont en commun de bénéficier des largesses financières des États-Unis. Sur les 14 milliards de dollars (75 milliards de francs) d'aide américaine aux pays « pauvres », Israël et l'Égypte bénéficient de plus du tiers de l'enveloppe. À lui seul, l'État hébreu reçoit bon an mal an 3 milliards de dollars (16 milliards de francs). Encore ce montant n'inclut-il pas les programmes militaires bilatéraux financés par Washington pour une grande part. Avec 23 milliards de dollars annuels, l'Égypte est le deuxième pays du monde en matière d'aide américaine. Dernière venue, la Jordanie a su transformer le récent traité de paix conclu avec Israël. Les États-Unis ont promis d'effacer 900 millions de dollars de sa dette, de lui octroyer 400 millions de dollars par an d'aide pendant dix ans.

nienne ne soient pas utilisés comme base de départ pour des attentats contre nous et qu'on n'y prêche pas le terrorisme. » La condamnation, vague et convenue, « des effusions de sang, du terrorisme et de la violence » contenue dans le communiqué du Caire ne devrait pas être suffisante pour changer la position israélienne sur ce point.

Bien que la majorité des attentats commis contre Israël depuis les

accords de Washington l'aient été par des Palestiniens résidant en Cisjordanie occupée, M. Rabin réclame de M. Arafat une répression accrue contre ceux qui s'opposent aux accords les armes à la main. Il a répété, jeudi 2 février, que « le rythme des négociations » et la possibilité d'aboutir à un règlement pacifique « dépendaient d'une telle exigence ».

Les Palestiniens, qui réclament la

fin de la colonisation juive de leurs territoires, n'ont pas obtenu gain de cause. La question ne figure pas dans le communiqué final. Mais M. Moussa a affirmé : « Nous avons insisté pour que ce problème soit réglé en accord avec la lettre et l'esprit non seulement de la Déclaration de principes mais aussi de la loi internationale. » Les conventions de Genève interdisent notamment les modifications frontalières ou démographiques de territoires occupés par la force.

Le boudage de la Cisjordanie et de Gaza depuis le 22 janvier, la privation de travail qui en résulte pour soixante mille Palestiniens employés en Israël, l'interdiction faite aux habitants des territoires palestiniens d'entrer dans la partie arabe de Jérusalem, pas plus que la libération d'une partie des six mille détenus en Israël n'ont été abordés. « Pensez-vous, a rétorqué le chef de la diplomatie égyptienne aux journalistes, qui s'inquiétaient des résultats du sommet, que l'on puisse régler tous les problèmes en quelques heures ? Non. Nous avons ouvert une porte qui était presque fermée. »

Patrice Claude

Une grève des employés de la délégation générale de Palestine en France a été déclenchée au début de la semaine pour protester contre le fait que leurs salaires ne sont plus versés. Dans un communiqué publié jeudi 2 février, les grévistes affirment « être dans l'impossibilité de subvenir aux besoins vitaux de leurs familles », et soulignent qu'ils encourrent le risque d'« expulsion de leurs domiciles » et « sont privés de l'assurance-maladie dont ils ont jusqu'à présent bénéficié ».

## Le Burundi est de nouveau au bord de la guerre civile

POUR la deuxième journée consécutive, des attentats à la grenade ont été signalés jeudi 2 février à Bujumbura, où l'opposition tutsie a appelé à la grève générale. Mercredi, une personne avait été tuée et trois autres blessées. L'Unité pour le progrès national (UPRONA, qui représente essentiellement la communauté tutsie) a engagé une épreuve de force qui vise à faire éclater le gouvernement d'union nationale du président Sylvestre Ntibantunganya. Charles Mukasi, le président - hutu - de l'UPRONA, a appelé au renversement « par tous les moyens » du gouvernement et a annoncé l'adhésion de l'UPRONA du premier ministre Anatole Kanyenkiko. Ce dernier a estimé cette décision nulle et non avenue.

Ces derniers développements ont suscité une mise en garde du Conseil de sécurité des Nations unies, ce à quoi M. Mukasi a rétorqué que le Conseil était « très mal informé ». Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, a de son côté déclaré que la communauté internationale « ne saurait accepter une répétition au Burundi des tragiques événements survenus l'an dernier au Rwanda ».

MASSACRES

La répartition entre communautés est en effet la même dans les deux pays : environ 80 % de Hutus et 15 % de Tutsis. Après l'assassinat, en février 1993, du premier président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, un Hutu, des massacres avaient fait au moins cinquante mille morts, majoritairement tutsis. En septembre 1994, M. Ntibantunganya, dirigeant du Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU, principale formation hutue), était élu président de la République et formait un gouvernement d'union nationale dirigé par un Tutsi, Anatole Kanyenkiko. Très vite, l'élection de Jean Minani, député FRODEBU, à la présidence de l'Assemblée nationale (Le Monde du 15 décembre 1994), mettait à mal cette union. Les Tutsis demandaient la démission de M. Minani, accusé d'avoir encouragé les massacres de 1993. Mais le président Ntibantunganya avait obtenu la démission de M. Minani par la négociation. L'UPRONA se trouvait à court d'arguments, d'autant que la plupart de ses ministres, à commencer par M. Kanyenkiko, refusaient de quitter le gouvernement.

A Bujumbura et dans le nord du pays, où soixante-dix personnes, sans doute hutus, ont été massacrées fin janvier, ces tensions politiques trouvent une traduction sanglante. Les attentats à la grenade visaient à faire respecter par la force le mot d'ordre de grève générale de l'UPRONA. Mais les groupes armés hutus sont également actifs. L'attaque de l'hôpital militaire de Bujumbura, le 22 janvier, a été attribuée à des guérilleros basés dans les collines qui entourent la ville. Ceux-ci se réclament de Léonard Nyangoma, ancien ministre de l'Intérieur, dirigeant de la fraction dure du mouvement hutu, en exil au Zaïre. (AFP Reuters)

Jean-Claude Pannanti

## réseaux en Europe

Les ont organisé, riens en équipements militaires

La Mafia au service des intégristes ?

## La Mafia au service des intégristes ?

La Mafia au service des intégristes ?

## L'attaque du QG des Karens jette des doutes sur la politique de dialogue de la junte birmane

BANGKOK

de notre correspondant

Le régime militaire birman a marqué un sérieux point en exploitant au mieux une scission au sein de l'Union nationale karene (KNU), la plus ancienne et l'une des plus constantes insurrections ethniques à la périphérie du pays : de plus en plus privée de points d'appui extérieurs, la KNU aura sans doute du mal à se relever de l'évacuation forcée, jeudi 26 janvier, de son QG de Manerplaw et des attaques en cours contre ses trois dernières bases sur la frontière thaïlandaise. Mais, pour la junte qui a repris le pouvoir à Rangoun en 1988, la façon d'exploiter ces succès militaires comptera peut-être davantage que les faits d'armes.

Depuis deux ans, le Conseil pour la restauration de l'ordre et de la loi (SLORC, acronyme anglophone de la junte) a conclu des cessez-le-feu provisoires avec une douzaine de mouvements insurgés. Fin 1994, il ne restait que deux petites insurrections bien organisées : celle de Khun Sa, le « seigneur de la drogue », qui s'appuie sur l'ethnie

Requêtes et insurrections



shans, et celle de la KNU. Il n'y a pas eu de négociations avec Khun Sa, qui a adopté une attitude de défi et dont la force s'expliquait, au moins jusqu'à ces dernières semaines, par son contrôle de plusieurs réseaux

de production et de commercialisation de la drogue du « Triangle d'or ». Avec les Karens, des négociations engagées l'an dernier ont été rompues de facto quand la junte a saisi l'occasion qui lui a été offerte, en janvier, de bousculer de façon décisive les Karens.

Mais la validité des cessez-le-feu passés avec les autres ethnies, qui n'ont pas désarmé, dépend du degré d'autonomie que leur accordera une Constitution dont la rédaction a été confiée à une Convention nationale désignée par les militaires et chargée de rédiger une loi fondamentale qui leur réservera de toute façon une place privilégiée dans la vie politique. Certes, plusieurs ethnies, notamment sur la frontière chinoise, doivent également prendre en compte le fort courant de coopération qui se développe depuis 1992 entre Pékin et Rangoun. En outre, aux yeux des peuples de la périphérie, une garantie supplémentaire serait une répartition équilibrée des pouvoirs entre Birmanis du centre - à savoir la définition de contrepoints civils à l'influence de l'armée. Par ailleurs Aung San Suu Kyi, en

résidence surveillée depuis juillet 1989 à Rangoun, a mis les choses au clair à la suite des « audiences » que lui ont accordées, les 20 septembre et 28 octobre 1994, les dirigeants du SLORC.

PAS D'ACCORDS SECRETS

Par l'intermédiaire de son époux, Michael Aris, qui a été autorisé à lui rendre visite à l'occasion des fêtes de fin d'année, elle a fait savoir, le 23 janvier 1995, qu'il n'y avait jamais eu et qu'il n'y aura pas d'accords secrets » entre elle et la junte. Le Prix Nobel de la paix 1991 a réitéré sa volonté de contribuer à « l'établissement d'un véritable système démocratique en Birmanie » et sa « ferme conviction » que le seul moyen de parvenir à « une réconciliation nationale » est « un dialogue fructueux entre les diverses forces politiques ».

En dépit de son succès, le recours à la force pour réduire la KNU a également provoqué des mouvements divers dans les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui prône depuis plus de deux ans un « dialogue constructif » avec les généraux de

Rangoun. Première concernée, puisqu'elle accueille aujourd'hui de dix mille à quinze mille réfugiés karens supplémentaires, la Thaïlande se félicite, fin 1994 encore, à la fois de l'amorce d'une sérieuse coopération bilatérale, du début de l'ouverture récente de la Birmanie et des premières réformes économiques adoptées par son voisin. En juillet, Chuan Leekpai, le premier ministre thaïlandais, avait même fait savoir à Rangoun que le « problème » posé par Mme Suu Kyi devait être résolu. Bangkok entend renforcer ses liens économiques avec Rangoun, ainsi que l'a souligné la signature, jeudi 2 février dans la capitale thaïlandaise, du contrat concernant l'exploitation du gaz du golfe de Martaban (lire ci-dessous). Le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale a toutefois réclamé une révision de cet « engagement constructif » suite à l'attaque contre les Karens. « La Thaïlande ne devrait pas s'en tenir aux bénéfices économiques qu'elle peut tirer de la Birmanie », a-t-il dit.

Jean-Claude Pannanti

## Rangoun va fournir du gaz naturel à la Thaïlande

MOINS d'une semaine après la chute du QG des rebelles Karens à Manerplaw, un accord portant sur la vente de gaz birman à la Thaïlande a été signé jeudi 2 février entre la junte au pouvoir à Rangoun et Bangkok. Le contrat porte sur la fourniture du gaz du gisement offshore de Yadana, dans le golfe de Martaban, opéré par la compagnie française Total à la compagnie nationale pétrolière thaïlandaise pour une durée de trente ans, à un rythme de 515 millions de pieds cubes par jour.

Total, en association avec la compagnie américaine Unocal, le gouvernement de Rangoun et la société thaïlandaise PTT Exploration and Production financeront la partie birmane du gazoduc, dont les travaux ont été évalués à 500 millions de dollars (2,6 milliards de francs). Quant au tronçon qui va de la frontière à la centrale de Rajburi,

dans la province de Kanchanaburi (400 millions de dollars), il sera à la charge de Bangkok.

Le gouvernement thaïlandais prévoit d'utiliser le gaz importé pour satisfaire les besoins des provinces centrales et orientales du pays. C'est en 1999 que le gaz birman devrait en principe passer d'un côté à l'autre de la frontière. Déjà, d'aucuns s'interrogent sur la viabilité de ce projet, dont une partie devra traverser les régions des minorités karen et mon de Birmanie.

ENGAGEMENT CONSTRUCTIF

Dès lors il devient aisé de comprendre pourquoi Rangoun se devait de réduire les dernières places fortes de l'ultime rébellion ethnique qui lui tenait encore tête. En dépit des promesses officielles de chercher une solution négociée avec les insurgés, la junte a préféré lancer 15 000 hommes, après une

préparation d'artillerie de plusieurs jours, à l'assaut de Manerplaw. La signature de l'accord de Bangkok reflète, quoi qu'il en soit, l'ambiguïté de l'attitude du gouvernement thaïlandais qui reconstruit un « engagement constructif » à l'égard de la junte birmane sous prétexte de l'amener à mieux prendre conscience de ses responsabilités en matière de normes internationales, en particulier à propos des droits de l'homme.

Diverses organisations humanitaires ont, en tout cas, exprimé leur crainte de voir les militaires de Rangoun utiliser le travail forcé de populations pour mener à bien leurs nouveaux projets - comme c'est déjà le cas pour des travaux d'infrastructure en cours en vue de l'année du tourisme » décrétée pour 1996 en Birmanie.

Jean-Claude Buhner

FRANÇOIS D'AUBERT

**Main basse sur l'Europe**

ENQUÊTE SUR LES DERIVES DE BRUXELLES

PLON

FRANÇOIS D'AUBERT

**Un livre concret, dédaigneux des vaines abstractions « maastrichtiennes », bourré d'informations... Un débat nécessaire.**

JEAN DE LA GUÉRIVÈRE, LE MONDE

180 P  
139 F

PLON



## La guerre en Tchétchénie empêche la Russie d'entrer au Conseil de l'Europe

L'Assemblée de Strasbourg n'a toutefois pas voulu couper tous les ponts avec Moscou

A la suite d'un débat d'urgence, jeudi 2 février à Strasbourg, sur le conflit en Tchétchénie, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a décidé de renvoyer à une date « ultérieure » le processus d'adhésion de la Russie, qui devait s'engager à partir du mois de mai. Ne cherchant pas à éviter

les critiques sur l'intervention en Tchétchénie, les parlementaires ont cependant demandé que la porte du dialogue « reste ouverte ».

STRASBOURG  
(Conseil de l'Europe)  
de notre envoyé spécial

Le gouvernement russe peut respirer. La procédure d'adhésion de la fédération de Russie au Conseil de l'Europe est « suspendue » en attendant que la crise tchétchène trouve, au moins, un début de règlement. Mais l'assemblée parlementaire de l'organisation paneuropéenne, qui débattait jeudi 2 février des conséquences de la crise tchétchène sur ses relations avec Moscou, a pris toutes les précautions pour laisser la porte grande ouverte à la Russie, dès qu'on aura un peu oublié les désordres d'aujourd'hui.

Finalement, les Occidentaux peuvent être soulagés que l'intervention tchétchène ait eu lieu avant que la Russie ne soit admise au Conseil. Il était à l'origine prévu que tout soit bouclé avant le mois de mai, date à laquelle les Tchétches doivent assumer la présidence tournante du comité des ministres de l'Organisation. Or, il ne fait pas mystère que contrairement à beaucoup de gouvernements occidentaux, prêts à écorner leurs grands principes en



matière de droits de l'Homme pour plaire à Boris Eltsine, les Tchétches, comme tous les pays de l'ancienne zone d'influence de l'URSS, sont infiniment plus méfiant à l'égard de Moscou.

La guerre en Tchétchénie a bouleversé le scénario d'origine. Il a bien fallu se rendre compte que les conclusions remises en octobre dernier par les experts de droit international, qui ont porté un constat sévère sur l'état de démocratie de la Russie de Boris Eltsine,

### La tradition des hôpitaux « politiques »

MOSCOU  
de notre correspondant

A Moscou, les traditions ont une santé résistante et les kreninologues doivent rester des experts médicaux. Les « problèmes de santé » demeurent un moyen bien pratique pour limoger en douceur un responsable gênant, sans se désavouer, ni s'expliquer. Mais l'hôpital russe n'est pas toujours l'antichambre de la mort, politique s'entend. Sous Boris Eltsine, il est devenu le lieu où on laisse passer la tempête, à l'abri des curieux. Avant de réapparaitre ou de disparaître pour de bon. Le maître du Kremlin a donné l'exemple. Hospitalisé dès le début de la crise tchétchène pour une « bénigne » opération du nez, le président russe a réussi à conserver le silence jusqu'à fin décembre. Aujourd'hui, c'est au tour de son fidèle ministre de la Défense, Pavel Gratchev, devenu le bouc émissaire potentiel de la crise tchétchène, de se réfugier à l'hôpital, a-t-on appris jeudi 2 février. Nikolai Egorov, l'administrateur russe pour la Tchétchénie récemment remplacé, souffrirait lui d'une « vraie » maladie (pneumonie ou cancer, selon les sources), comme le ministre des finances, Vladimir Panskov, victime « d'un ulcère ».

M. Gratchev, lui, est en bonne santé : il procède, selon la version officielle, à un « contrôle » médical

annuel. Attentif à sa « santé », le général avait déjà subi il y a trois mois un « check-up » alors qu'il devait répondre devant le Parlement d'accusations de corruption. Le climat politique s'étant amélioré, Pavel Gratchev s'était alors présenté en pleine forme devant les députés qui l'avaient absous.

Rien ne dit aujourd'hui que ce scénario se reproduira. Après avoir disparu à cause du désastreux assaut du 1<sup>er</sup> janvier contre Grozny, le général avait resurgi pour triompher lors de la prise du palais présidentiel tchétchène. Mais en traitant Sergueï Kovalev, le délégué présidentiel russe aux droits de l'homme, « d'ennemi de la Russie », Pavel Gratchev s'est exposé à une rechute. De plus, selon le quotidien moscovite Segodnia du vendredi 3 février, Boris Eltsine a présenté à Pavel Gratchev des preuves de sa corruption juste avant son « hospitalisation ». Le général Edouard Vorobiev, qui a présenté sa démission plutôt que de diriger les « opérations » en Tchétchénie, a lui aussi été « hospitalisé » pour les examens réglementaires dans l'armée avant tout départ de poste. D'autres généraux, dont les limogements ont été annoncés mais jamais confirmés, attendent dans leurs bureaux, dans le coma politique.

Jean-Baptiste Naudet

Henri de Bresson

## Lech Walesa menace de dissoudre le Parlement polonais

Un dénouement partiel de la crise serait proche

VARSOVIE  
de notre correspondant

Dissoudre, dissoudre pas ? Houspillé par un Lech Walesa plus vibrant que jamais, et qui menace de renvoyer les députés devant les électeurs, la classe politique polonaise vit des heures tendues. Les conflits qui s'ensuivent depuis des semaines, voire des mois, entre le président et le Parlement, et au sein de la coalition gouvernementale elle-même, semblent parvenus à maturité. La crise, qui a longtemps gardé des allures d'opérette, prend tout à coup un tour plus sérieux, et un dénouement, au moins partiel, est attendu pour les prochains jours.

Le vendredi 3 février est, en effet, le jour où expire le délai de trois mois imparti au Parlement pour l'adoption du budget, faute de quoi le Président est - selon sa propre interprétation de la Constitution - en droit de le dissoudre. Cependant, le seul obstacle à l'adoption formelle de ce budget, voté dans les délais par l'actuelle majorité « post-communiste », est l'objection du président lui-même : l'argument légal invoqué par Lech Walesa et ses conseillers paraît donc un peu spéculatif (l'ancien chef de Solidarité a expliqué à plusieurs reprises qu'il était contraint d'agir « à la limite du droit », pour préserver ce qu'il affirme être l'intérêt supérieur du pays).

Mais les députés, et tout particulièrement ses anciens amis de l'Union de la liberté, où se retrouvent la plupart des héros de la lutte pour la démocratie en Pologne, ont prévenu Lech Walesa qu'ils n'hésiteraient pas à le mettre en accusation devant le Tribunal d'Etat - une sorte de Haute Cour - si le président mettait ses menaces à exécution.

EMPECHER LA PARALYSIE

Le 3 février est également le jour où expire un autre ultimatum, fixé celui-là unilatéralement par Lech Walesa : si d'ici la fin de cette journée, le premier ministre, Waldemar Pawlak, n'a pas désigné pour les postes de ministre de la Défense (vacant depuis des mois) et de ministre des affaires étrangères (vacant depuis que M. Pawlak a

poussé M. Olechowski à la démission) des candidats susceptibles d'être acceptés par le président, ce dernier a annoncé son intention « de prendre des mesures légales pour empêcher la paralysie de l'Etat ».

A la surprise générale, le premier ministre, et les attermolements sont devenus proverbiaux, a fait preuve, en la circonstance, d'une remarquable diligence. Avant de partir pour un bref voyage aux Etats-Unis, il a proposé - sans les rendre publics - deux noms que M. Walesa a immédiatement acceptés, et que le quotidien Gazeta Wyborcza, renseigné aux meilleures sources, a immédiatement révélés. L'un d'entre eux, Romuald Szeremietew, pressenti pour la Défense, et représentant d'une droite radicale et bruyante, fait figure de véritable provocation pour les élus de la coalition au pouvoir, et tout particulièrement pour les sociaux-démocrates (ex-communistes). De plus, il n'avait jamais été mentionné par M. Pawlak quand ce dernier avait consulté (ou fait mine de consulter) ses partenaires.

L'affaire a semé la consternation au sein de la coalition, révéllé les rancœurs des sociaux-démocrates à l'égard d'un premier ministre soupçonné de longue date de dissimulation, voire de déloyauté.

LE PREMIER MINISTRE CRITIQUÉ

M. Pawlak, dont le style de gouvernement, indécis, secret et hautement partisan, est de plus en plus critiqué, est-il tombé dans un piège savamment préparé par M. Walesa, ou, ce dernier, avec son flair habituel, s'est-il jeté sur l'occasion qui lui était offerte par la bécotte du premier ministre ?

La situation, à vrai dire, est devenue si embrouillée, et les soupçons si généralisés, principalement entre alliés ou anciens amis, qu'on se demande si ceux qui, en principe, tirent les fils savent encore très bien où ils en sont.

Trois choses au moins semblent claires : d'abord l'actuelle équipe gouvernementale, pourtant assise sur une confortable majorité, est très affaiblie, non seulement par les violents coups de boutoir que lui assène M. Walesa, mais par ses propres dissensions, son inertie, et la présence en son sein de responsables compromis dans diverses « affaires ».

Ensuite, M. Walesa est décidé à enfoncer un bâton dans la fourmière et à obtenir le remplacement de l'actuel premier ministre, même s'il admet que de nouvelles élections laisseraient très probablement la majorité aux « post-communistes ».

Enfin, Lech Walesa n'est pas Boris Eltsine. Même quand il joue, sans trop d'égard pour la légalité constitutionnelle, avec la menace d'une dissolution du Parlement, personne n'imaginerait sérieusement qu'il puisse recourir à la force, ou à plus forte raison envoyer des chars contre le bâtiment du Parlement. Si quelques députés parlent d'organiser la défense du Parlement, c'est sur le ton de la plaisanterie. Les élus envisagent, tout au plus, de rester en séance samedy et dimanche, pour être en mesure de réagir en cas de dissolution.

Jeudi, l'ancien électricien, qui apporte beaucoup d'importance à son prix Nobel de la paix, a même cru nécessaire de mettre les points sur les i : « Moi, je ne tirerai pas, je ne mettrai pas des soldats ou des policiers dans les rues ». Une manière de rassurer passablement inquiétante, ce qui était apparemment le but recherché. Après avoir provoqué tout ce remue-ménage, Lech Walesa peut difficilement accepter que rien ne se passe, et qu'on ignore ses menaces. Les élus eux-mêmes ne pouvant guère s'auto-dissoudre sans perdre la face, la seule issue honorable serait une démission du gouvernement, c'est-à-dire du premier ministre. Qui ne semble nullement en avoir l'intention.

Alain Verhulst

Jan Krausz

## Les taux d'intérêt devraient continuer à monter aux Etats-Unis

LA DÉCISION de la Réserve fédérale de relever d'un demi-point ses taux directeurs n'est probablement pas la dernière du genre cette année. Si, dans le domaine de la politique monétaire, certaines mesures prêtent à discussion, la hausse, mercredi 1<sup>er</sup> février, des deux principaux taux directeurs de la Fed s'imposait (Le Monde du 3 février). Le niveau de l'activité aux Etats-Unis se maintient en effet à un tel niveau qu'ici et là peuvent commencer à apparaître des tensions inflationnistes.

La plupart des experts annoncent un ralentissement de la croissance américaine au second semestre. Or très peu de signes justifient cette prédiction. La confiance des ménages et des entreprises est au beau fixe, comme le prouve depuis le second semestre 1993 le recours systématique au crédit à la consommation. La poursuite des investissements des entreprises est un autre signe d'optimisme : une progression de 9 % des dépenses d'équipement est prévue cette année (13 % au

cours de chacune des deux années écoulées). Soit, en volume, une augmentation de 40 % en trois ans.

Après une courte récession, entre l'été 1990 et le printemps 1991, la reprise a débuté aux Etats-Unis dès le deuxième trimestre 1991. C'est dire sa longévité. Les résultats du quatrième trimestre 1994 montrent que la croissance (4,5 % en rythme annuel), loin de se ralentir, a plutôt tendance à s'accroître. Quelques signes précurseurs de surchauffe appa-

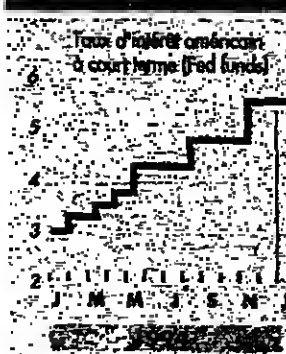
raissent maintenant nettement : allongement des délais de livraison, taux d'utilisation d'environ 85 % des capacités de production, accélération des prix à la production des biens intermédiaires.

Plus de six millions d'emplois ont été créés depuis le printemps 1992, et le niveau de chômage est revenu à 5,4 % de la population active à la fin 1994. Soit bien en dessous du niveau généralement considéré comme inflationniste (5,8 %). Seule l'évolution extrêmement modérée des salaires (+3,2 %) explique que la hausse des prix de détail soit restée très faible (+2,6 % en 1994).

L'expérience prouve qu'un resserrement de la politique monétaire ne commence à produire ses effets qu'au bout d'une dizaine de mois, le délai de réaction pouvant aller jusqu'à deux ans. La Fed a commencé il y a tout juste un an à relever ses taux directeurs. A ce jour, elle l'a fait à sept reprises, portant de 3 à 6 % les taux des Fed funds, le loyer de l'argent au jour le jour. Cette action devrait commencer à porter bientôt ses premiers fruits. Mais, à 6 %, les taux directeurs sont encore inférieurs à la croissance du produit intérieur brut en valeur (environ 7 % fin 1994), ce qui est la marque d'une politique relativement « accommodante ». Certains économistes estiment que la Fed hissera jusqu'à 7 %, d'ici l'été, le taux des Fed funds.

Quels effets produiront ces hausses ? En 1994, la croissance a atteint 4 % (+3,1 % en 1993). Elle pourrait encore dépasser 3 % cette année selon l'OCDE pour ne vraiment se ralentir que l'année pro-

Etats-Unis : septième hausse en un an



Avec la hausse du 1<sup>er</sup> février, la Réserve fédérale aura doublé le niveau de ses taux en un an.

chaine. La hausse des prix risque donc de s'accroître un peu à partir de l'automne pour atteindre pendant quelque temps un rythme annuel de 3,5 % ou même 4 % contre un peu moins de 3 % actuellement. Ces perspectives peu alarmantes et la vigilance de la Réserve fédérale expliquent que les taux à long terme aient commencé de se détendre, revenant à 7,70 % sur le dix ans. Reste à savoir si la détérioration importante de la balance des paiements courants - 140 milliards de dollars en 1994 contre 104 milliards en 1993 - ne va pas forcer les Etats-Unis, dont la capacité d'épargne est notablement insuffisante, à maintenir durablement des taux d'intérêt élevés.

Laurent Zecchini

### Le G 7 va tirer les leçons de la crise mexicaine

WASHINGTON  
de notre correspondant

La crise mexicaine va dominer la rencontre des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales représentant les sept principaux pays industrialisés du G 7 (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon) qui se tient à Toronto, les 3 et 4 février. L'aide au Mexique a-t-elle permis, comme l'a affirmé Michel Camdessus, le directeur du Fonds monétaire international (FMI) d'éviter une véritable catastrophe mondiale ? Interrogé le 2 février, le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin, n'a pas voulu reprendre à son compte une telle affirmation, tout en estimant que nombre de pays en développement étaient potentiellement menacés par les effets de contagion de la débâcle mexicaine.

Le Mexique est ainsi devenu, selon lui, le « prototype » d'un phénomène difficilement contrôlable, ce-

lui du flux extrêmement rapide des capitaux privés dont le retrait peut avoir des conséquences désastreuses pour des pays victimes de structures économiques fragiles. La globalisation des échanges, estime M. Rubin, pose de nouveaux défis, puisque l'interconnexion des places financières, et donc des économies mondiales, a accru la volatilité des capitaux. D'où la nécessité de réfléchir à des « moyens d'alerte » permettant d'anticiper des crises comme celle que traverse le Mexique et de renforcer sans doute l'efficacité du FMI comme de la Banque mondiale.

Il est possible qu'à Toronto le secrétaire au Trésor s'entende reprocher le retard avec lequel les Etats-Unis auraient répondu à l'urgence mexicaine. Plusieurs pays européens, tout en approuvant la mobilisation de la communauté internationale, estiment avoir été placés devant un fait accompli et dans l'obligation de participer à une nette

augmentation des financements du FMI et de la Banque des règlements internationaux (BRI). Certains se seraient bien passés d'être mêlés à un problème qui, selon eux, relevait surtout des relations économiques internes au continent américain. Or, pour le secrétaire au Trésor, l'exemple mexicain montre précisément que la globalisation de l'économie mondiale ne permet plus une telle approche. La crise mexicaine a des effets indirects sur d'autres problèmes d'actualité qui seront examinés par les membres du G 7, comme l'aide à la Russie. M. Camdessus a affirmé que l'effort financier accordé à Mexico d'affecter pas le programme envisagé pour la Russie. Au total, près de 13 milliards de dollars sont en jeu. Mais les Etats-Unis ont été prompts à souligner que l'aide massive accordée au Mexique ne pouvait créer un quelconque « précédent ».

Laurent Zecchini

JANUARY 1995





## Lech Walesa menace de dissoudre le Parlement polonais

Uniquement partiel de la crise serait

**VARSOVIE.** Le président polonais, Lech Walesa, a annoncé vendredi 3 février, à la télévision, qu'il envisageait de dissoudre le Parlement polonais, le Sejm, à la suite de la démission de son gouvernement. Lech Walesa a déclaré qu'il ne pouvait pas accepter la démission du gouvernement, car cela signifierait la fin de la démocratie en Pologne. Il a ajouté qu'il envisageait de convoquer une nouvelle assemblée constituante pour rédiger une nouvelle constitution. Cette déclaration a été perçue comme une menace de dissolution du Parlement, ce qui aurait déclenché des élections anticipées.

Lech Walesa a déclaré qu'il envisageait de convoquer une nouvelle assemblée constituante pour rédiger une nouvelle constitution. Cette déclaration a été perçue comme une menace de dissolution du Parlement, ce qui aurait déclenché des élections anticipées.

Lech Walesa a déclaré qu'il envisageait de convoquer une nouvelle assemblée constituante pour rédiger une nouvelle constitution. Cette déclaration a été perçue comme une menace de dissolution du Parlement, ce qui aurait déclenché des élections anticipées.

Lech Walesa a déclaré qu'il envisageait de convoquer une nouvelle assemblée constituante pour rédiger une nouvelle constitution. Cette déclaration a été perçue comme une menace de dissolution du Parlement, ce qui aurait déclenché des élections anticipées.

## Pays-Bas : Tiel, ville fantôme menacée par les eaux

Malgré l'évacuation de 200 000 personnes, les autorités néerlandaises s'inquiètent des risques de rupture des digues

Bien que les intempéries aient provisoirement cessé et que le niveau des eaux commence à baisser, la région de l'embouchure de la Meuse et du Rhin, au sud des Pays-Bas, est toujours sous la menace d'une rupture des digues, sou-

mises à une très forte pression et présentant parfois des fissures. Tous les moyens sont utilisés pour surveiller et renforcer les installations. Les habitants des localités proches ont pu être évacués dans le calme ; mais les Néerlandais

commencent à s'inquiéter de la durée de l'attente et du montant des dommages subis. Selon *Lloyd's List*, quotidien britannique spécialisé, le coût des inondations dans le nord de l'Europe pourrait atteindre 21 milliards de francs.

**TIEL**  
de notre envoyé spécial  
Etrange cité que cette bourgade de Tiel, au sud des Pays-Bas. A priori inaccessible, en raison de la fermeture des routes qui y conduisent, elle apparaît pimpante et propre, avec ses maisons solennelles et ses jardins entretenus. Contrairement aux villages voisins, l'eau n'y a provoqué aucun ravage. Pelouses tondues et vergeres, plantes aux balcons et rideaux entrouverts sur des intérieurs choqués, le désastre des inondations semble ici bien lointain. Mais le calme surprend et inquiète. A l'exception de la légère agitation qui règne aux abords du poste de police, point de voitures, de tracteurs ou de vélos. Les rues sont désertes et les maisons aussi. Tiel se résume en fait à une sous-traction : lundi 30 janvier, 35 000 habitants ; jeudi : zéro.

Seuls dans cet univers de science-fiction, les policiers, qui effectuent des rondes incessantes pour éviter d'éventuels pillages. Et, dans la petite zone industrielle proche de l'autoroute, les ouvriers de la verrerie, qui continuent leur travail en raison du coût prohibitif que signifierait une remise en route des fours. Décidée d'urgence, l'évacuation de la ville et de ses alentours a été effectuée avec

une rapidité qu'il ne faudrait pas confondre avec la précipitation : « Tout a été préparé depuis longtemps selon un plan défini après le drame de 1993 », affirme le maire, Gerrit Van Tellingner. « A tel point, poursuit-il, que, jeudi matin, nous pensions devoir organiser le départ de 7 000 personnes, alors qu'il n'en restait que quelques centaines. » La plupart des habitants avaient pris les devants, sans attendre les cars mis à leur disposition.

**ZONE INTERDITE**  
Unique trace de la soudaineté de cette décision, la cohorte d'engins agricoles, de camions et de voitures alignés comme à la parade sur les bretelles d'autoroute, les ponts ou les rares points hauts de l'endroit, pour les mettre à l'abri d'une éventuelle catastrophe. C'est le motif de l'évacuation de Tiel et de sa transformation en zone interdite : à quelques kilomètres de là, aux abords du village d'Ochten, évacué aussi, évidemment, une digue menace de rompre. Toute la nuit, pompiers, policiers et militaires se sont activés pour empêcher un drame aux origines toutes simples. Quatre mètres d'eau d'un côté, cinq mètres de dénivelé et des habitations de l'autre, et, au milieu, une digue qui fait ce qu'elle peut.

En permanence surveillée dans les airs par des hélicoptères, sous l'eau par des plongeurs militaires assistés de canots, et sur la terre par des ingénieurs qui sondent sa résistance, la digue a été renforcée par des contreforts. La terre, déversée par une noria de camions, est aplaniée et tassée en permanence. Des baches de plastique, lestées de sacs de sable, ont été disposées pour éviter de trop grosses infiltrations. Au total, plus de cinq cents personnes s'activent autour de l'ouvrage. « Un travail de journaux, mais qui nous donne de bonnes raisons de penser que nous arriverons à la faire tenir », affirme un officier. Les bois des alentours ont été rasés à coups de tronçonneuse militaire pour permettre les interventions. « Pour le moment, la situation est stable, a affirmé le maire au cours d'une conférence de presse, même si le danger persiste. »

C'est en des termes pratiques et identiques que le vice-ministre de l'Intérieur, Henk Dijkstal, a résumé à La Haye la situation qui prévaut dans le pays. Depuis le mercredi 25 janvier, le ministère coordonne l'ensemble des opérations qui concernent pour l'instant six provinces dans l'est et le sud des Pays-Bas. « Le niveau de l'eau a commencé à baisser

## Cessez-le-feu en vue entre le Pérou et l'Equateur

**RIO DE JANEIRO.** Le ministre des affaires étrangères du Brésil, Sebastiao de Rego Barros, a annoncé, vendredi 3 février, que les diplomates péruviens et équatoriens réunis à Rio - sous l'égide des pays garants du protocole de Rio (Chili, Argentine, Brésil et Etats-Unis) - avaient accepté les termes d'un cessez-le-feu le long de la frontière entre les deux pays où des combats sporadiques ont lieu depuis une semaine. Les détails de cet accord n'ont pas été communiqués. Il faut attendre maintenant une approbation officielle des autorités de Lima et Quito pour que ce cessez-le-feu entre dans les faits.

Dans la zone des combats, des affrontements ont encore eu lieu jeudi, toute la journée. Deux prisonniers de guerre péruviens ont pu, d'autre part, recevoir jeudi la visite du Comité international de la Croix-Rouge. Enfin, un séisme sans gravité a frappé, jeudi, la frontière péruvo-équatorienne dans la zone des combats. - (AFP, Reuter).

## M. Milosevic rejette l'idée d'une nouvelle conférence au sommet sur l'ex-Yougoslavie

**BELGRADE.** Le président de la Serbie, Slobodan Milosevic, à l'instar du gouvernement bosniaque, a rejeté, jeudi 2 février, la proposition avancée par la France de réunir une conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie pour sortir le processus diplomatique de l'impasse. Pour M. Milosevic, un tel sommet ferait perdre « un temps précieux » alors que le « groupe de contact » des grandes puissances est, selon le président serbe, en passe de trouver, avec les parties au conflit, une solution de compromis sur la délimitation territoriale et les arrangements constitutionnels pour la Bosnie. De son côté, Moscou s'est montré « ouvert » à la proposition française. Les autorités russes se déclarent, par ailleurs, disposées à établir des relations officielles avec la Bosnie-Herzégovine, que la Russie a reconnue en 1992. A l'issue d'une rencontre entre les chefs des gouvernements russe et bosniaque, jeudi à Moscou, un porte-parole a précisé que les deux pays s'apprêtaient à échanger des ambassadeurs. La Russie serait également prête à augmenter ses livraisons de gaz à Sarajevo, selon l'agence *Interfax*. Cette rencontre marque un assouplissement de l'attitude russe face aux Bosniaques et, surtout, un durcissement vis-à-vis des Serbes de Bosnie. - (Corresp.)

**AMERIQUES**  
■ **ÉTATS-UNIS :** M. Clinton devait proposer au Congrès, vendredi 3 février, de voter une augmentation de 21 % sur deux ans du salaire minimum, actuellement de 4,25 dollars de l'heure. Le président souhaiterait une augmentation étalée sur deux ans : le salaire minimum passerait ainsi à 4,70 dollars, puis à 5,15. - (AFP)

**AFRIQUE**  
■ **NIGER :** le résultat des élections législatives a été validé par la Cour suprême, qui a rejeté, jeudi 2 février, le recours déposé par la mouvance présidentielle. Les partisans du président Mahamane Ousmane demandaient l'annulation du scrutin du 12 janvier dans les huit « circonscriptions spéciales », ce qui aurait privé l'opposition de sa majorité de 43 sièges sur 83 à l'Assemblée nationale. - (AFP)

■ **ANGOLA :** la deuxième rencontre entre les chefs d'état-major des forces gouvernementales et de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) s'est ouverte jeudi 2 février, dans la ville côtière de Waku-Kungo. Après plusieurs reports, le général Joao de Matos et son homologue de l'UNITA, Arturdo Chiendia Pena « Ben Ben », doivent discuter des nombreux incidents qui ont opposé leurs forces malgré le cessez-le-feu conclu le 22 novembre 1994. D'autre part, selon le chef militaire de la mission de vérification des Nations unies, les forces en présence n'ont pas procédé au désengagement convenu lors de la première réunion. Jeudi, M. Boutros-Ghali avait mis ce désengagement comme préalable à l'envoi de 7 000 « casques bleus » en Angola. - (AFP, Reuter)

■ **ALGERIE :** l'Arabie Saoudite, accusée à plusieurs reprises d'avoir aidé financièrement le mouvement islamiste, a condamné, jeudi 2 janvier, l'attentat à la voiture piégée d'Alger, le qualifiant de « crime abominable ». Pour sa part, Anouar Haddam, chef de la délégation parlementaire du FIS, a semblé le justifier en déclarant qu'il visait « un commissariat, bien connu pour être un centre de torture ». Il s'est ainsi démenté de la condamnation sans équivoque faite, mercredi 1<sup>er</sup> février, par Rabah Kébir, le président de la commission exécutive du FIS à l'étranger. Enfin, le président Mitterrand a souhaité que l'Union européenne prenne une initiative sur l'Algérie. - (AFP)

**ASIE**  
■ **AFGHANISTAN :** les « étudiants en religion » (*talibans*) ont pris, ces derniers jours, le contrôle des provinces de Pakista et du Pakista, dans le sud-est du pays, à la frontière pakistanaise. Ils font à présent peser une menace directe sur la base arrière du chef intégriste M. Hekmatyar dans la province du Logar, au sud de Kaboul, et, à terme, sur Charasyab, son quartier général, situé à 25 km au sud de la capitale. - (AFP)

**CONJONCTURE**  
■ **BANQUE MONDIALE :** le remplacement « provisoire » (pour neuf mois) du président de la Banque mondiale, Lewis Preston, qui souffre d'un cancer, par l'un des trois directeurs généraux, Ernest Stern, a été annoncé mercredi 1<sup>er</sup> février. Le nom de l'ancien chef de la Réserve fédérale (la FED), l'Américain Paul Volcker, circule néanmoins comme l'un des possibles successeurs de M. Preston.

■ **IRAN :** Téhéran va revenir le 4 avril, à l'issue des fêtes du nouvel an iranien, à un blocage partiel des prix afin de lutter contre une inflation galopante qui a échappé à tout contrôle, a annoncé jeudi 2 février le ministre iranien de la Justice. - (AFP)

## La Grèce ne s'opposerait plus à l'union douanière entre l'UE et la Turquie

**BRUXELLES.** Un pas a été franchi dans le rapprochement entre la Turquie et l'Union européenne lors d'une réunion, jeudi 2 février à Londres, entre les ministres des affaires étrangères britannique, français, allemand, italien et turc. L'union douanière entre la Turquie et l'UE pourrait entrer en vigueur à la fin de l'année si Ankara s'engage sur une date pour l'ouverture de négociations sur la Grèce s'opposait à l'union douanière UE-Turquie - qui aurait dû commencer le 1<sup>er</sup> janvier 1995 - en raison des violations des droits de l'homme et de l'occupation illeppu 1974 par la Turquie du nord de Chypre. Or un diplomate grec a annoncé le 1<sup>er</sup> février à Bruxelles qu'« Athènes donnerait son accord à la conclusion de l'union douanière avec la Turquie à condition d'avoir une date précise pour l'ouverture des négociations d'adhésion de Chypre à l'Union européenne ». - (AFP)

## Espagne : reprise de l'enquête sur les GAL

**MADRID**  
de notre correspondant  
Sa récusation par l'un des inculpés du dossier des GAL (Groupes antiterroristes de libération) ayant été rejetée, le juge Baltasar Garçon a repris son instruction tambour battant. Jeudi 2 février, ce magistrat - chargé de l'enquête sur les activités des GAL, ces « escadrons de la mort » lancés contre les indépendantistes basques au début des années 80 - a procédé à l'audition de l'ancien secrétaire général du Parti socialiste de la province basque de Biscaye, Ricardo Garcia Damborenea, qui a toujours bataillé contre l'ETA. Cet homme politique, qui a aujourd'hui basculé du côté du Parti populaire (droite), a directement été accusé par le policier repent José Amedo d'avoir joué un rôle important dans l'enlèvement, en décembre 1985, de Segundo Marín, dossier à l'origine du rebondissement du scandale des GAL.

**DOSSIER GÉNANT**  
Selon les déclarations d'Amedo, Ricardo Garcia Damborenea aurait proposé de se débarrasser du séquestré - alors que les ravisateurs s'étaient trompés d'homme - en « l'enterrant avec de la chaux vive » et aurait participé à la rédaction du document de revendication qui fut le premier de cette organisation antiterroriste. Cet ancien socialiste est sorti libre du cabinet du magistrat mais a été placé sous contrôle judiciaire. Il a assuré qu'il ne connaissait pas Amedo.

Michel Bole-Richard

## M. Berlusconi regroupe les forces de droite mais doit faire face à de nouvelles accusations de corruption

**ROME**  
de notre correspondant  
Le nouveau président du conseil, Lamberto Dini, avait à peine obtenu le vote de confiance au Sénat, mercredi 1<sup>er</sup> février, que son prédécesseur, Silvio Berlusconi, donnait pratiquement le coup d'envoi de la prochaine bataille électorale. En effet, réunis au domicile romain du « Cavaliere », des représentants de Forza Italia et de ses alliés d'Alliance nationale (la nouvelle droite « post-fasciste ») s'étaient officiellement réunis dimanche 29 janvier, auxquels s'étaient joints des centristes chrétiens-démocrates et des fédéralistes libéraux-démocrates, déclaraient de constituer une coordination politique unique pour tous leurs partis. M. Berlusconi prendra la direction de ce pacte de fer électoral, qui pourrait bien d'être d'ailleurs qu'un parti sans visage la fusion complète, voulue entre autres par l'ambitieux chef d'AN, Gianfranco Fini. Lequel, dans l'actuelle course aux alliances imposée par le système majoritaire, ne tient pas à être marginalisé à droite par un jeu politique trop centriste.

M. Berlusconi avait donc tout lieu d'être satisfait mercredi, d'autant que le secrétaire du Parti populaire (PPI, héritier de la Démocratie-chrétienne), le centriste Rocco Buttiglione, s'était laissé aller - contre toute attente, lui qui avait contribué à faire chuter le gouvernement Berlusconi - à envisager publiquement une alliance avec Forza Italia et AN. Ce qui, traduit en pourcentages électoraux, signifierait que le pôle centre-droit ainsi créé couvrirait largement plus de 50 % de l'électorat.

Autant dire que ces déclarations ont fait grand bruit, et provoqué non seulement la consternation chez les progressistes, auxquels le PPI s'était allié avec succès lors des dernières élections communales, mais aussi un vent de scission dans les rangs du PPI. Rocco Buttiglione est un peu revenu en arrière, expliquant social-démocrate, engagé dans un bras de fer inédit avec les syndicats, a calmé les esprits en annonçant la conclusion des négociations sur le budget d'ici à lundi 6 février. Sociaux-démocrates et conservateurs ont un intérêt commun à ne pas laisser dégrader la crise à moins de risquer d'ouvrir la voie de la chancellerie au chef de la droite nationaliste, Jörg Haider.

Une obscure affaire de pot-de-vent lié à un éventuel achat, pour 3,8 milliards de schillings (1,9 milliard de francs), d'hélicoptères par l'armée autrichienne à British Aerospace, a aussi alourdi le climat. Deux parlementaires des partis de la coalition, Peter Marazzi et Hermann Kraft, se sont entretenus, en février 1994, dans un couloir du Parlement viennois, de la manière dont leurs formations pourraient bénéficier de la manne de ce contrat. Les deux hommes avaient évoqué la possibilité de partager une commission de 70 millions de schillings. Or, la conversation a été enregistrée par un inconnu, ou par

M.-C. D.

## Crise politique en Autriche

**VIENNE**  
de notre correspondant  
La crise des finances publiques, une affaire de pot-de-vent et un désaccord permanent sur la politique étrangère entre sociaux-démocrates et conservateurs ont suscité à Vienne des spéculations sur une fin prématurée du gouvernement de coalition, en place depuis décembre 1994. La crise couve depuis l'annonce par le gouvernement de sa volonté de réduire le déficit des finances publiques, qui a atteint 104 milliards de schillings (4,7 % du produit intérieur brut) en 1994. Les négociations menées avec les partenaires sociaux sur les nécessaires coupes dans les dépenses sociales n'ont pas donné des résultats satisfaisants et ont amené le ministre des finances, Ferdinand Lacina, à menacer de démissionner si le déficit dépassait les 100 milliards en 1995.

Estimant « grossièrement exagéré » de parler de crise gouvernementale, le chancelier Franz Vranitzky, chef du Parti

Wultraud Baryl



**GAUCHE** Les militants socialistes étaient appelés à voter, vendredi 3 février, dans leurs sections, pour le choix du candidat de leur parti à l'élection présidentielle. Henri Em-

manueli a reçu, par la voix de Roland Dumas, le soutien du président de la République, tandis que Bernard Tapie, dans une déclaration ambiguë, s'est déclaré prêt à s'en-

tendre avec Lionel Jospin si celui-ci est désigné. ● **RENÉVATION.** D'émotionnaire du poste de présidente du conseil national du PS, Ségolène Royal dénonce, dans l'entretien

qu'elle nous a accordé, la concurrence entre deux candidats au sein du PS et plaide pour un rassemblement futur, dont le PS actuel ne serait qu'une composante. ● **ESPACE**

**COMMUNISTE.** Robert Hue, secrétaire national et candidat du PCF, entend profiter du marasme de la gauche socialiste et mitterrandienne pour retrouver un espace.

## M. Jospin se voulait « plutôt optimiste » avant le vote des socialistes

Les adhérents du PS devaient choisir, dans leurs sections, vendredi 3 février, entre l'ancien ministre de l'éducation nationale et le premier secrétaire du parti, Henri Emmanuelli, pour la candidature à l'élection présidentielle

A QUELQUES HEURES du vote des militants, tout par sur l'issue des « primaires » socialistes semblaient hasardeux. « Nous sommes en face d'un scrutin atypique », admettait Henri Weber, membre du secrétariat national et proche de Laurent Fabius. Les gens qui sont toujours allés voter au canon considèrent qu'ils se doivent, maintenant, de voter en leur âme et conscience.

Celles-ci étant insondables, les deux camps en ont été réduits à

faire leur propagande inspirée de la méthode Coué. Jeudi, sur RMC, Lionel Jospin, qui n'est pas d'un naturel expansif, a avoué quand même qu'il est « plutôt optimiste ». Sur France-Info, Henri Emmanuelli, qui aime rappeler ses états de service, a expliqué qu'il avait « toujours gagné les nombreux combats électoraux » qu'il avait menés. Il espère donc que cette bonne fée des urnes ne l'abandonnera pas.

Depuis le 4 janvier, M. Jospin a toujours mis en avant plusieurs

atouts : une meilleure position dans les sondages, qui ont démontré qu'il n'est pas « l'exception » Jack Lang ; le fait d'avoir su mener sans déshonneur deux campagnes nationales du PS, qui lui ont conféré une autre dimension : les élections européennes de 1984 et les législatives de mars 1986 ; enfin, depuis avril 1993, M. Jospin a su rester à l'écart des turbulences du parti et parvenir à un subtil équilibre entre une fidélité nostalgique et une autonomie politique vis-à-vis de François Mitterrand.

### LÉGITIMITÉ CONJONCTURELLE

M. Emmanuelli est celui qui aura pris le plus grand risque dans cette nouvelle aventure du PS. Quoi qu'il en dise, s'il a choisi de se jeter tête en avant dans cette bagarre interne, c'est sans la double pression de ses nouveaux alliés fabiusiens, tenant aujourd'hui le PS en viager, et de sa fierté. Sachant qu'il n'est pas « en situation », M. Fabius n'aurait sans doute pas injurié son avenir en se rangeant loyalement derrière M. Jospin, mais c'était sans doute trop demander de vouloir tirer un trait définitif sur le spectre du congrès de Rennes.



Les petits calculs pour le contrôle du parti à l'automne l'ont emporté sur le grand défi de l'élection présidentielle de ce printemps. Pour reprendre un mot qui fait fortune dans ses rangs, M. Emmanuelli s'est laissé trop volontiers « instrumentaliser » par M. Fabius, qui a abandonné, du

coup, en rase campagne l'infortuné M. Lang. Afin d'éviter que la ficelle ne soit un peu grosse, le cousinage entretenu avec Radical servit de leur utile pour déstabiliser M. Jospin.

Pour mener à bien cette entreprise, M. Fabius n'a eu aucun mal, non plus, à jouer sur l'orgueil de

M. Emmanuelli, qui avait souffert d'être trop longtemps considéré comme le porteur de serviette de M. Jospin. Histoire humaine, trop humaine, mais qui compte. Conforté par ses 87,53 % trompeurs du congrès de Liévin, M. Emmanuelli a considéré qu'il devenait le candidat naturel d'un parti orphelin, depuis le 11 décembre, de son candidat summa-

rel Jacques Delors. C'est sur cette légitimité bien conjoncturelle que M. Emmanuelli s'est appuyé constamment pour justifier sa candidature. Devenu premier des socialistes, pouvait-il accepter d'être une nouvelle fois second derrière M. Jospin ? « Je ne suis pas là pour faire la paille, confiait-il imaginer ce que serait le Vatican s'il n'y avait que la curie et pas de pape ! »

Pour préserver l'unité de façade d'un PS bien atteint, M. Emmanuelli a voulu faire don de sa personne. Ces « primaires » sont « le ba, ba de la démocratie », expliquait samedi dernier, à Châteauneuf, François Mitterrand. Le PS, tel qu'il l'a abandonné à l'histoire, pouvait-il s'en affranchir ?

D. C.

### Le choix de l'Elysée

On avait mesuré le temps accordé par François Mitterrand, lors du banquet de Châteauneuf, le 26 janvier, à chacun des deux candidats à la candidature socialiste, Henri Emmanuelli et Lionel Jospin. Ce test de la présidence présidentielle n'était pas vraiment décisif. Il est donc revenu une fois encore à Roland Dumas, éternel « petit théologien » des votes du chef de l'Etat, d'informer clairement les militants socialistes. Invité de France 2, au journal du soir, jeudi 2 février, l'ancien ministre des affaires étrangères a apporté un soutien sans ambiguïté à M. Emmanuelli. « Lionel Jospin est un homme de valeur. Il a critiqué mon action ? Il a bien fait : ce ne serait pas un de mes amis s'il n'avait pas gardé sa liberté de pensée », déclarait pourtant M. Mitterrand, devant la presse, le 6 janvier. On reproche parfois au chef de l'Etat de confondre amitié et politique. Ce n'est pas toujours le cas, et Lionel Jospin est en train d'en faire l'expérience. L'engagement derrière M. Emmanuelli de Gilbert Mitterrand, fils du président et maître de Libourne, autrefois jospiniste, était déjà un indice de l'indifférence élyséenne.

## Ségolène Royal, député des Deux-Sèvres « La bataille des idées n'est pas perdue »

« Vous avez préconisé une abstention « active » pour ces « primaires » du PS. Etait-ce, en la circonstance, point la militante socialiste que vous êtes, une attitude responsable ?

— Je le pense. Il s'agit d'une alarme, d'un acte de vigilance. La procédure interne choisie affaiblit tout candidat, car elle le restreint à des frontières internes au parti, alors que la V<sup>e</sup> République exige, précisément, le contraire. C'est au nom de cette évidence que Michel Rocard et François Mitterrand ne se sont jamais affrontés au sein du PS, tant en 1981 qu'en 1988, pour l'élection présidentielle.

— Sans doute n'a-t-on pas encore mesuré tous les dégâts provoqués par cette procédure blessante, au premier rang desquels le retard pris dans la campagne. Ce retard permet à la droite d'occuper tous les espaces, y compris celui du front républicain » que, pourtant, seule la gauche pourrait sérieusement défendre.

— Comptez-vous vous abstenir également de soutenir le candidat que votre parti aura officiellement désigné dimanche ?

— Je soutiendrais les valeurs auxquelles je crois en tant que femme

politique de gauche car, même si notre candidat n'est pas le favori des sondages, je pense que la bataille des idées n'est pas perdue.

— D'abord, s'opposer à la concentration des pouvoirs : cette perspective d'omnipotence d'un camp, la volonté de réduire l'action de la justice en portant atteinte à la personnalité des magistrats, le contrôle de toutes les instances par les mêmes au service des mêmes, peuvent conduire à un surpas démocrate du peuple français, historiquement républicain et frondeur.

— Ensuite, changer le système des valeurs : refuser de réduire l'utilité sociale à la seule efficacité économique, construire une société qui cesse de pénaliser la présence humaine, mettre l'économie au service du social, accroître la diffusion des responsabilités, changer les façons d'exercer le pouvoir, inventer une nouvelle République sociale.

— Les socialistes peuvent-ils encore faire rêver les Français ? La victoire d'Edouard Balladur vous semble-t-elle d'ores et déjà inéluctable ?

— Faire rêver ? C'est peut-être un peu ambitieux. Faire espérer, ce

serait déjà bien. La popularité de M. Balladur est fragile. Il n'y a pas de mouvement d'adhésion à sa candidature. Quand il agit, c'est pour reculer et, quand il n'agit pas, c'est pour conforter l'immobilisme et les privilèges. La gauche peut, dès lors, l'emporter dans la confrontation des projets : le mouvement contre l'ordre, la contestation des rapports de forces, une vision fédérale et généreuse de l'Europe, le droit à la citoyenneté pour tous et la prise en considération des dix millions de Français en situation de fragilité. En France, le combat pour le progrès social a un sens, un nom, une histoire : la gauche.

— Quel qu'il advienne, le Parti socialiste de demain ressemblera-t-il au Parti socialiste d'aujourd'hui ?

— J'espère que non ! Un parti qui a perdu la moitié de ses adhérents depuis 1981 n'est pas en bonne santé. Ce dont nous avons besoin, c'est que se constitue un grand mouvement social-démocrate, susceptible de rassembler des dizaines de milliers de militants qui ne sont pas au PS.

Propos recueillis par Daniel Carton

## Les militants à l'heure du choix

### IV. « On a manqué d'audace depuis 1981 »

#### LIMOGES

de notre envoyé spécial

Les socialistes limougeaux semblent s'être donné le mot à la veille de la désignation du candidat du PS à l'élection présidentielle. Beaucoup veulent se persuader que tout se passera bien : la compétition entre Lionel Jospin et Henri Emmanuelli n'a pas provoqué d'accroc sérieux ; le congrès réuni à Paris entérinera le choix des militants et, dès lundi, le seul fait d'avoir désigné un candidat devrait permettre de retrouver le moral.

Jean-Claude Peyronnet, le président du conseil général de la Haute-Vienne, va même plus loin. Il ne désespère pas que la campagne face émerger le « rejet profond de la politique actuelle ». « Si l'on ne fait pas de bêtises, on sera au second tour et on peut même faire un bon score », estime-t-il. La méthode Coué, pourtant, ne masque pas longtemps le doute, les déceptions, les traumatismes même, qui minent la famille socialiste. Les sondages aidant, la plupart des militants ont intégré, en réalité, la défaite annoncée.

Jean-Claude Thomas, postier à Buis-Roussac, le dit tranquillement, comme une évidence : « Toutefois, la carrière du candidat socialiste se terminera au soir du second tour, à moins que ce ne soit dès le premier. » Michel Tronche, cheminot retraité et secrétaire du groupe socialiste d'entreprise, qui rassemble plus de soixante-dix militants cheminots, postiers ou agents d'EDF, se dit convaincu que « les camarades se batront pour faire le maximum », mais admet que ce sera pour « limiter la casse ».

Surtout, chacun a le sentiment d'assister, impuissant, à la fin d'une époque. Les frères ennemis de la vie politique locale, Robert Savy, président du

conseil régional, et Alain Rodet, député de Haute-Vienne, maître de Limoges, se retrouvent au moins sur ce point. « On n'a pas mesuré l'ampleur de notre échec de 1993. On n'a pas su en tirer les leçons. Aujourd'hui, il faut démonter le moteur pour voir où il est grippé », souligne M. Rodet. A quel M. Savy réplique : « Tout cela est complètement dérisoire. Je suis effrayé par le divorce qui existe entre les crispations d'appareil et les enjeux pour la gauche. Il serait temps de se rendre compte que les socialistes ont cessé d'être hégémoniques dans le parti du mouvement ! »

#### LES DIRIGEANTS GÉNÉRAL

Jean-Marc Borolton, conducteur-tractionnaire à la SNCF et syndiqué à la CGT, est nettement plus carré : « Le chaos actuel permet bien de voir que quelque chose n'a pas tourné rond. Ce qui se passe, c'est le retour de bâton de dix ans de gestim et de gouvernement. Dans les hautes instances, l'abus de pouvoir existe, et la « gauche caviar », il y a longtemps qu'elle ne nous écoute plus. » « Je ne suis pas défaitiste, ajoute-t-il, mais il y en a marre. Il ne faut pas se fermer les yeux : dans le mot « socialisme », il y a « social » et, sur ce terrain, on a manqué d'audace depuis 1981. »

Vincent, Laurent et les copains du Mouvement des Jeunes socialistes, constitué à Limoges depuis un an et qui affiche une quarantaine de membres réguliers, sont sur la même longueur d'onde : « Ici, les dirigeants gèrent, c'est tout. Et les recettes ont marché si longtemps qu'ils les gardent, mais il n'y a plus de générateurs d'idées. »

Gérard Courtois

## Radical hésite entre marginalité et respectabilité

LE RÉSULTAT du vote des militants socialistes est attendu avec intérêt, rue La Boétie, au siège du mouvement Radical. Du choix entre Lionel Jospin — qui s'est publiquement déclaré hostile à tout accord avec le parti de Jean-François Hory et de Bernard Tapie — et Henri Emmanuelli — qui n'a pas fermé toutes les portes à l'idée d'une fédération radicale-socialiste — dépend en grande partie la stratégie de ce mouvement pour l'élection présidentielle.

Radical souffre d'un étrange paradoxe. Ce parti, qui revendique aujourd'hui vingt-cinq mille adhérents et les 2,5 millions d'électeurs ayant voté pour la liste Energie radicale, emmenée par M. Tapie, aux élections européennes, n'est toujours pas parvenu à acquérir une véritable légitimité ni une autonomie sur l'échiquier politique. On ne transforme pas facilement un « hold-up électoral » — celui des européennes, selon la formule de M. Hory — en pécule de sage noia. En dépit de la rénovation de ses statuts et de ses efforts pour se

doter d'un « Manifeste », ce parti n'existe que par rapport au PS. Ce sont, d'ailleurs, les dirigeants socialistes qui l'ont placé officiellement au cœur du débat à gauche, soit comme un repoussoir absolu, soit comme une utile capacité de nuisance.

#### LE VILAIN PETIT CANARD

Dans l'attente du vote socialiste, Radical alterne les menaces et les avances. Il n'a pas encore choisi entre deux stratégies : soit il reste le vilain petit canard de la gauche, en présentant son propre candidat à l'élection présidentielle, soit il réintègre sagement la famille. Dans un entretien accordé, vendredi 3 février, au quotidien *Le Parisien*, Bernard Tapie se déclare « prêt à soutenir ». L'ancien ministre de l'éducation nationale, à condition, précise-t-il, qu'il « soit ouvert, qu'il ne serre franchement la main ». Autant demander à M. Jospin d'aller à Canossa.

La désignation de l'ancien ministre de l'éducation nationale a donc toutes les chances de renfor-

cer les partisans d'une candidature de Radical à l'élection présidentielle. Quoi qu'il en dise — et si la justice lui en laisse le temps —, M. Tapie en caresse toujours l'ambition. Si, non, il pourrait se résoudre à mettre sa popularité au service d'un autre candidat de son mouvement, pour lequel le nom de Catherine Lalumière, ancien ministre socialiste des affaires européennes, élue au Parlement de Strasbourg sur la liste de M. Tapie, est souvent avancé.

Le choix de M. Emmanuelli offre une autre perspective : la constitution d'une fédération radicale-PS, sur la base d'accords politiques et électoraux, notamment pour les municipales. Radical y laisserait, sans doute, une partie de son butin de juin 1994, mais, en sortant de la marginalité, gagnerait une « respectabilité » à laquelle M. Hory est sensible. A charge ensuite pour le mouvement d'exister réellement au sein de cette nouvelle fédération et, surtout, de prouver qu'il a quelque chose à dire, avec ou sans M. Tapie.

Pascale Robert-Diard

## Robert Hue veut une gauche « bien à gauche »

AU LENDEMAIN de l'adoption, par le bureau national du PS, de la plate-forme présidentielle socialiste, le candidat communiste à l'élection présidentielle, Robert Hue, a lui-même présenté, jeudi 2 février, ses « propositions pour la France ». Intitulé : « Pour transformer la société, inventer ensemble un autre avenir », le document, d'une quarantaine de pages, a été livré tout chaud aux journalistes, à peine sorti d'une photocopieuse, lors d'une conférence de presse convoquée de façon plutôt inopinée.

Tout en se défendant de vouloir intervenir dans le choix du candidat socialiste, M. Hue n'a pas cessé, jeudi, de marteler que « la gauche n'est forte que lorsqu'elle est bien à gauche ». En milieu de journée, déjà, au siège de son parti, M. Hue regrettait que, depuis bientôt deux ans, le PS ait « perdu l'occasion de tirer leçon de son échec » des élections législatives de 1993. « Etant profondément unitaire, a-t-il ajouté, je ne me réjouis pas d'une telle obstination. » Il se propose de « recréer [une] dynamique de l'espérance ».

Crédité de 7 % des intentions de vote, selon le dernier sondage de la Sofres (*Le Monde* du 3 février), le candidat du PCF se souvient qu'en 1988, à pareille époque, son camarade André Lajoinie ne recueillait que 4,5 % de ces mêmes intentions, avant d'obtenir finalement 6,76 % des suffrages exprimés. Armé de son habituel optimisme, M. Hue espère donc la même progression dans les quatre-vingts jours qui le séparent du premier tour de l'élection présidentielle, soit un score proche de 10 %, qui permettrait à son parti de peser davantage dans la recomposition future de la gauche. « Dès lors qu'il s'agit d'attaquer la puissance de l'argent, le PS se prend les pieds dans le tapis », dit sans jeu de mots.

#### LE CHAMP DE RUINES

Quatre-vingts jours, c'est ce qui reste au « premier dirigeant » du PCF pour tenter de tirer parti, sans acrimonie particulière, du « champ de ruines » que laisserait aujourd'hui le Parti socialiste. A Nys-sur-Seine, dans le Val-de-Marne,

jeudi soir, le candidat a commencé à s'y employer, vaillamment. Accueilli par son prédécesseur, Georges Marchais, pour lequel « la rampe du Parti communiste français est au centre de cette élection », M. Hue a affirmé, sans plus de concession : « François Mitterrand est allé à l'échéec, mais la gauche est allée à l'échéec. » « Le PS tient aujourd'hui un discours de gauche, a-t-il ajouté, mais... vous entendez les guillemets ? »

Miracle : au cours de ces dernières semaines, le candidat communiste s'est essayé à improviser. « Les électeurs socialistes sont en attente, ils sont prêts à nous écouter », assure-t-il. Le vote communiste est un vote de protestation, reconnaît-il en substance, mais c'est, aussi, un vote de proposition et un vote pour une perspective, « une perspective progressiste neuve », en faveur de laquelle M. Hue n'a pas toujours été encouragé autant qu'il l'aurait souhaité au sein de son propre parti.

Jean-Louis Saux

Balladur nie tout « pa...  
comme la priorité à la r...

hausse

15/100



## M. Balladur nie tout « pacte » avec M. Chirac et donne la priorité à la réduction des déficits

Lors de son intervention télévisée, le premier ministre n'a fait qu'ébaucher son programme

Edouard Balladur était, jeudi 2 février, l'invité de l'émission de TF1 « Face à la Une ». S'il n'a pas détaillé son programme, il a présenté quelques pistes

de réforme fiscale et souligné que l'aménagement du temps de travail soit négocié par les partenaires sociaux. Il a justifié son refus de débat télévisé avec

un autre candidat avant le premier tour et assuré que l'accusation d'entente entre M. Le Pen et lui est un « bonbard mensonger ».

POUR la première fois Edouard Balladur, jeudi 2 février sur TF1, s'est présenté officiellement en candidat à la présidence de la République. Sans exposer encore son programme, il en a dévoilé quelques aspects et expliqué les raisons pour lesquelles il a l'ambition d'accéder à l'Élysée. « Je suis convaincu, à tort ou à raison, a-t-il dit, que la méthode que j'ai appliquée — qui est une méthode fondée à la fois sur la consultation des Français et sur un effort de rassemblement des Français — est, dans cette période difficile, la seule qui permette de réaliser une unité nationale. » Voici les principaux points de son intervention.

■ Le « pacte » avec M. Chirac : « La République, créée et voulue par le général de Gaulle, est un régime dans lequel c'est le peuple français qui décide de choisir celui qui va le diriger. Ce n'est pas aux partis politiques à sélectionner les uns ou les autres (...). Le système qui consistait, dans le cas des Français, à s'entendre secrètement et au préalable ne serait pas acceptable (...). Il est parfaitement exact que cette candidature n'était pas dans mes perspectives il y a quelques années. Je l'ai écrit et je l'ai déclaré (...). Beaucoup de ceux qui, aujourd'hui, me le reprochent n'ont dit alors : "Il faut surtout ne jamais dire cela, jamais dire que l'on n'est pas candidat à quelque chose; nous verrons bien, le moment venu, quel est le mieux placé." J'ai été nommé premier ministre dans une période extraordinairement difficile, où il n'y avait pas beaucoup de candidats et où il fallait, peut-être, un certain courage pour accepter. » A la question précise : « Dire qu'il y a un pacte est une contre-vérité ? », M. Balladur a répondu : « Absolument ! »

■ Un « débat » télévisé avec M. Chirac : « La tradition, de notre pays, c'est un débat pour le second tour entre les deux candidats que les Français ont choisis (...). Pour le premier tour, il s'agit surtout de s'expri-

mer devant les Français (...). Il y aura huit à dix candidats (...). J'ai observé que, jusqu'à présent, ils avaient tous un point commun : ils s'en prennent très volontiers au gouvernement et à moi qui suis le chef du gouvernement (...). Il m'est difficile d'avoir huit à neuf débats... Il faut s'en tenir à la règle. »

■ L'accusation d'entente avec M. Le Pen : « Les choses sont parfaitement claires. Ce que je dis, ce que je fais, ce que je pense, chacun le sait (...). Il ne s'agit pas d'inventer un bonbard mensonger pour me conduire à démentir quoi que ce soit. » A la question sur la possibilité que des

viennent (...). Je souhaiterais que ce qu'il est convenu d'appeler les partenaires sociaux (...), avec l'aide du gouvernement s'ils le souhaitent, puissent se rencontrer et faire en sorte que nous mettions sur pied toutes les mesures — il y en a déjà beaucoup — indispensables. »

■ Réduction du temps de travail : « Nous allons avoir un débat. Cette reprise qui arrive (...), à quoi faut-il l'attribuer : un peu plus de salaire, un peu plus d'emploi, un peu moins de durée de travail ? Je crois qu'il faut que les syndicats et le patronat, dans le cadre des entreprises, des branches professionnelles, discutent

piété qui permette de freiner les dépenses tout en préservant les droits des malades (...). Si nous n'y parvenons pas, alors il est bien évident qu'il faudra doter le régime d'assurance-maladie de recettes nouvelles. »

■ Baisse des impôts : « Il ne faut pas faire de la démagogie (...). La priorité, c'est d'abaisser les déficits parce que la France vit au-dessus de ses moyens (...). Il est bien vrai, aussi, qu'il faut que l'on commence aussi à abaisser les charges qui pèsent sur ceux qui travaillent. » M. Balladur évoque quelques « pistes » : une baisse des droits sur les petites successions ; la simplification des cent vingt déductions existantes dans le calcul de l'impôt sur le revenu ; une baisse des droits de mutation. Il ajoute : « Je souhaiterais que, pour les collectivités locales, il y ait très clairement un impôt perçu par collectivité. » Il se déclare aussi « pas partisan » de la perception de l'impôt sur le revenu à la source, pas plus que de sa suppression. Il précise : « On ne pourra examiner sérieusement sans adaptation que lorsque les déficits auront été réduits. »

■ Amnistie : à la question de la possibilité d'une amnistie en matière de financement politique, M. Balladur répond : « Non. Il faut que la loi soit appliquée par tous (...). Je ne le proposerai pas. »

■ Deuxième chance : « Il y a bien des hommes et des femmes qui ont commencé leur vie professionnelle très tôt, et qui n'ont pas eu de chances. Et puis qui se sentent capables de faire autre chose. Il faut leur offrir cette chance. Je voudrais que l'on puisse, au cours de sa vie professionnelle, s'arrêter de travailler trois ans, suivre une formation pendant trois ans avec un revenu convenable, celui que l'on quitte en s'arrêtant, et que, ensuite, on ait le choix soit de racheter les points de cotisation nécessaires et avoir sa retraite au même âge, soit accepter de travailler trois ans de plus. »

### L'intendance est en marche

Lorsqu'Edouard Balladur avait fait acte officiel de candidature — le 18 janvier —, il avait expliqué qu'il resterait discret jusqu'à la mi-février. Les choses ont été plus vite. Dès le jeudi 2 février, il est intervenu à la télévision, non plus en tant que premier ministre, mais en tant que postulant à la présidence de la République. Le mercredi 8 février, il réunira ses amis de soutien à Paris. Le 13 février, il tiendra une conférence de presse pour présenter son programme. Dès le 16 février, il participera à son premier meeting, qui aura lieu à Nogent-sur-Marne, dans la banlieue parisienne. Si, à la mi-janvier, il assurait qu'il ne participerait qu'à six ou sept grandes réunions publiques, il semble maintenant qu'il en présidera plus du double.

Pour organiser tout cela, la « machine » de campagne est en place. Dirigée par Nicolas Bazire, elle est installée dans 1 500 mètres carrés de bureaux au 84 rue de Grenelle, à quelques centaines de mètres de Matignon. Déjà une centaine de personnes y travaillent. Et chacun vient y faire ses « dévotions ». Jeudi 2, on pouvait ainsi y croiser Jean-Louis Borloo, centriste itinérant, qui, un temps, avait annoncé sa démission de l'Assemblée nationale pour se plaindre de la manière dont le gouvernement traitait sa région, le Valenciennois.

■ Maîtrise des dépenses de santé : « Nous avons fait des progrès dans tout ce qui est la médecine de ville, le médicament, mais il reste beaucoup de progrès à faire dans le domaine hospitalier qui est la source principale du déficit (...). Il faut que nous puissions discuter avec les partenaires sociaux et avec les collectivités locales d'une réforme de l'hôpital. »

■ Chômage : « Il y a un engagement en 1994 de 30 000 ». C'est plus de 300 000 l'année dernière. Si nous prenons le deuxième semestre de l'année, il a diminué. Ça n'est pas gagné ; c'est encore fragile, mais mon objectif, c'est de réduire le chômage de 200 000 par an dans les cinq années qui

membres du Front national soient nommés ministres après l'élection présidentielle, M. Balladur répond : « C'est tout à fait absurde ! »

■ Un « débat » télévisé avec M. Chirac : « La tradition, de notre pays, c'est un débat pour le second tour entre les deux candidats que les Français ont choisis (...). Pour le premier tour, il s'agit surtout de s'expri-

## Net ralentissement de la hausse des dépenses maladie en 1994

Mais le déficit de la Sécurité sociale a été plus lourd que prévu

DE TOUS LES DÉFICITS publics, celui de l'assurance-maladie est un des plus préoccupants. Le premier ministre n'a pas caché, jeudi 2 février sur TF1, que le prochain gouvernement devrait réfléchir avec les partenaires sociaux et les collectivités locales à une « réforme de l'hôpital ». Faute de quoi, a-t-il ajouté, « il faudra doter le régime d'assurance-maladie de recettes nouvelles ». Le paradoxe est là : en dépit d'une nette décélération des dépenses — passées de 5,7 % en 1993 à 3,2 % en 1994, selon les statistiques publiées jeudi 2 février par la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) —, le déficit de 32,2 milliards de francs annoncé en octobre 1994 par la commission des comptes de la Sécurité sociale (pour 414 milliards de dépenses) sera finalement plus lourd en raison d'une progression moins importante que prévu des recettes. Le gouvernement est d'autant moins enclin à l'optimisme que la tendance à la reprise des dépenses s'est nettement confirmée depuis septembre. La trésorerie se dégrade, et sans le relais du Trésor et de la Caisse des dépôts et consignations, les caisses seraient depuis plusieurs mois en cessation de paiement.

La décélération n'en a pas moins été particulièrement nette, en particulier pour la médecine de ville. Ses dépenses n'ont progressé que de 1,9 % sur l'année alors que l'objectif initial des pouvoirs publics était de +3,4 %. Les dépenses d'honoraires médicaux ont augmenté de 0,6 % (contre +3,6 % en 1993) et celles de pharmacie de 0,8 % (contre +7,5 %), alors que les remboursements d'actes de biologie baissent de 10,1 %. Mais il est difficile de connaître les effets respectifs de la convention signée en octobre 1993 par les caisses d'assurance-maladie et deux syndicats de médecins (CSMF, SML), de la baisse des taux de remboursement intervenue

mi-1993 et du ralentissement général de la consommation.

Le gouvernement a fait le pari de la maîtrise « médicalisée », qui repose sur le respect par les médecins de références médicales opposables. Cette année, environ quatre-vingts nouvelles normes de bonne pratique médicale vont s'ajouter aux soixante références existantes en 1994.

DE PLUS FORTES CONTRAINTES

Le dossier médical du patient, devrait améliorer la coordination des soins et éviter les examens redondants. Le « codage » des actes, qui doit permettre un suivi très fin de l'activité des médecins, connaîtra un début d'application cette année. Sans oublier les conventions avec les laboratoires pharmaceutiques, dont le gouvernement attend une

réponse. Ses trois auteurs invitent l'État à « fixer des objectifs financiers » et à « définir des mécanismes d'ajustement des rémunérations en fonction du volume de soins ». En clair, demander aux médecins de rétrograder une partie de leurs honoraires ou de diminuer la valeur de leurs actes quand leur activité dérape. Le gouvernement a préparé de tels instruments, et le ministre des affaires sociales, Simone Veil, h'a jamais fait mystère de sa volonté d'y recourir si les médecins libéraux reprenaient leurs mauvaises habitudes.

Pour le gouvernement, l'hospitalisation, qui absorbe plus de la moitié des ressources de l'assurance-maladie, est le dossier le plus difficile. Les dépenses des établissements publics ont progressé de 5,2 % l'an dernier (contre 7,6 % en 1993) et celles des cliniques commerciales de 6,5 % (contre 5 %). La difficulté vient de la conjonction de trois pouvoirs qui se liguent quand ils jugent l'hôpital public en danger, le maire, président du conseil d'administration de l'hôpital de sa ville ; les médecins, prompts à agiter le spectre de « la baisse de la qualité des soins » ; les syndicats des personnels, qui redoutent à juste titre des suppressions d'emplois.

■ Pour la médecine libérale, on sait ce qu'il faut faire. Pour l'hôpital, c'est beaucoup plus difficile. Le gouvernement dispose de trois leviers. A commencer par la planification et les reconstructions (fermetures et reconversions). Malignon évalue à 5 000 le nombre de lits fermés en 1994. Un décret qui permet à l'État de fermer des lits ou des services vides va paraître prochainement en application d'une loi votée il y a... un an. Mais ce processus nécessite un pilotage politique fin, de la concertation et du temps. Le ministère des affaires sociales étudie l'application de références médicales aux établissements hospita-

liers. Le grand chantier reste la réforme de la tarification. En connaissant mieux le coût des malades, avec le Programme de médicalisation des systèmes d'information expérimenté en Languedoc-Roussillon, l'assurance-maladie sera mieux à même d'adapter ses dotations à l'activité réelle de chaque hôpital. « Mais le point de résistance, ce sont les centres hospitalo-universitaires », souligne-t-on à Matignon. Or ces vingt-sept établissements représentent 30 % des dépenses hospitalières. Le gouvernement ne paraît pas décidé à brusquer les choses, et souhaite « lancer les expérimentations là où elles pourront l'être ».

Jean-Michel Bezat

## Une grève générale des banques paralyse la Martinique

L'INTERSYNDICALE du personnel des banques a appelé, jeudi 2 février, à diriger le mouvement de grève illimitée qui a débuté le 17 janvier dans les banques martiniquaises. Cette grève a pour motif un désaccord sur la revalorisation des rémunérations et le calendrier annuel des jours de fermeture. Les employeurs proposaient une augmentation salariale de 0,6 %, les syndicats demandant une hausse de 2,5 %. Les taux d'intérêt pratiqués par les banques martiniquaises, supérieurs de deux à trois points à ceux servis en France, sont également mis en cause.

Les conséquences de cette grève, la troisième du genre après celles de 1971 et de 1989, se font durement ressentir auprès des plus démunis, qui ne peuvent pas percevoir leurs salaires ou leurs prestations sociales, et des entreprises, dans l'impossibilité d'opérer leurs transactions. Les principales centrales syndicales ont déposé, pour vendredi 3 février, un préavis de grève générale de soutien aux personnels des banques. — (Corresp.)

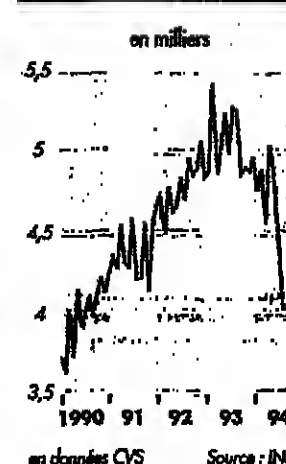
### ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

■ PACTE RÉPUBLICAIN : Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale et candidat « conditionnel » à l'élection présidentielle, s'est déclaré, jeudi 2 février au « Grand O'-O'FM-La Croix », « à 100 % d'accord » avec l'idée de « pacte républicain » avancée par Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale. « Le clivage qui est en train d'apparaître est le clivage républicains-orientistes ou conservateurs-réformateurs », a-t-il précisé en rangeant le discours de Jacques Chirac dans la catégorie « réformateur » et celui d'Edouard Balladur « plutôt » du côté « conservateur ».

■ EDOUARD BALLADUR : Jean-Louis Debré, premier secrétaire général adjoint du RPR, a réagi, vendredi 3 février, à l'intervention télévisée du premier ministre en jugeant que « le candidat Balladur a fait des promesses que Balladur premier ministre n'a pas tenues. Sur l'emploi, Balladur premier ministre s'était fixé comme objectif une stabilisation du chômage fin 1993 puis fin 1994. Force est de constater aujourd'hui que le chômage continue d'augmenter ». « La France a besoin d'un président de la République qui incarne une ambition et non une résignation », a-t-il ajouté.

■ PIERRE MESSMER, gaulliste historique et qui fut le dernier chef de gouvernement de Georges Pompidou, a apporté, le 2 février, son soutien « à titre personnel » à la candidature d'Edouard Balladur. Dans une lettre rendue publique par le service de presse du candidat, M. Messmer indique qu'il « connaît Edouard Balladur depuis longtemps. Les qualités intellectuelles et morales dont il a déjà fait preuve au service de la France le rendent digne de la plus haute fonction de l'Etat ».

### Les faillites en baisse



La reprise d'activité est particulièrement sensible dans l'industrie et le BTP.

naire de retraite des agents des collectivités locales) décidée fin décembre par le gouvernement, selon un communiqué diffusé jeudi 2 février par l'ensemble des associations de maires. « Le gouvernement pourra ainsi mesurer l'ampleur de l'émotion suscitée par cette mesure chez les élus », soulignent les associations qui, renouvellent leur demande de suspension du décret à la suite de la réponse négative des pouvoirs publics donnée le 1<sup>er</sup> février aux membres du comité des finances locales (Le Monde du 3 février).

■ M. BARRE. Dans un éditorial intitulé « Pour un nouveau contrat moral », publié dans sa lettre Faits et arguments, Raymond Barre juge que « les appels (...) naguère lancés en faveur de l'impartialité de l'Etat conservent toute leur actualité ». « L'Etat est au service de tous, écrit M. Barre. Nul clan, nul parti n'a vocation ou droit à le contrôler pour l'asservir à des desseins particuliers, fussent-ils dissimulés derrière l'intérêt national ».

■ AGRICULTURE. Le ministère de l'Agriculture et de la pêche a publié, jeudi 2 février, les résultats officiels des élections aux chambres d'agriculture. Le taux de participation a été de 57,48 %. Dans le collège (le plus important) des exploitants et assimilés, les listes FNSEA-CNJA et apparentées a obtenu 60,04 % des voix, la Confédération paysanne 19,06 %, le Modé 4,67 %, la Coordination rurale 12 %, l'Union « Modé Confédération paysanne 0,83 % et les « divers » 3,40 %.

## VOUS PRENDREZ BIEN UN PUR MALTE ?

Week-end en hôtel 4 étoiles 3200<sup>F</sup>

Forfait 4 jours : vol A/R + 3 nuits avec petit déjeuner à l'hôtel Cavalier. Départ le Jeudi.

Séjour découverte en hôtel 4 étoiles 3800<sup>F</sup>

\*Espace maltais : une formule souple et originale. Un hôtel dans la catégorie de votre choix et une série d'excursions à combiner pour permettre une découverte organisée le matin et le soir l'après-midi. Exemple de forfait 8 jours : vol A/R + 7 nuits en demi-pension à l'hôtel Atlas + 5 escapades.

\*Prix par personne, base chambre double du 27 05 au 30 06 95, départ Paris. Hors taxes d'aéroport et assurances.

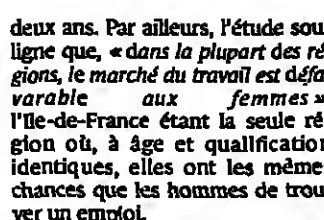
Renseignements et inscriptions dans votre agence de voyages habituelle.





### L'Ouest et le Massif central ont été moins touchés

Autre comparaison: l'Alsace, qui a depuis vingt ans le taux de chômage le plus bas de l'Hexagone (7,3 % en 1993), et la Lorraine (10,4 %). Alors que la croissance de la main-d'œuvre a été forte dans la première (0,9 % l'an en 1990-1993), elle est restée stable dans la seconde. L'étude remarque également que « l'Alsace est peu concernée par les politiques publiques de lutte contre le chômage », alors que 4,1 % des actifs lorrains ont bénéficié des contrats emploi-solidarité et des actions d'insertion et de formation en 1993. Le marché alsacien n'en présente pas moins des « signes de dégradation » depuis



En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le chômage frappe particulièrement les moins de vingt-cinq ans. Mais l'emploi des jeunes n'est pas toujours lié à l'importance de cette population, ni à son niveau de formation. Ce dernier a, par exemple, beaucoup progressé dans certaines régions du Centre-Ouest, alors que les jeunes ont du mal à trouver du travail. L'étude de l'Isee en conclut que « les explications sont plutôt à chercher du côté de l'offre de travail et des modes de gestion de la main-d'œuvre des entreprises, qui, localement, s'adressent plus ou moins facilement aux jeunes ».

**L.M.B.**

## Les « politiques » souhaitent séduire les associations

offrir un outil pour des plates-formes électorales... qui restent à formuler. Car la volonté d'unité risque d'achopper sur la question des alliances au deuxième tour.

« Après tant d'années de luttres et de réflexion, il était temps de valoriser un large réseau de compétences afin d'offrir un espoir d'alternative à la

### LA QUESTION DES ALLIANCES

Laure Schneider, conseiller d'ar-

C'est justement sur cette allusion

Le vote des militants des associations est l'un des enjeux des discussions en cours. Assez diffus, souvent intermittent, le mouvement associatif est actuellement très actif dans la capitale. Ses adhérents, qui se mobilisent contre un ZAC, la fermeture d'une école, la dégradation d'un site, forment autant de mécontents dont les suffrages sont à récupérer. D'ailleurs, les partis traditionnels ne s'y sont pas trompés qui, eux aussi, ont en ces lieux des préoccupations dans leurs plates-formes. Après s'être fait valoir leurs idées, les écologistes risquent d'être victimes de leurs visions.

**Françoise Chlot**

★ *L'Écologie à Paris*, éditions Abacus, 286 p., 179 F.

**Un établissement  
novateur  
pour les  
géosciences  
à Aix-en-Provence**

## MARSEILLE

Créé au début de 1993 et provisoirement hébergé à Marseille, le Cerge-Aix, qui dépend de l'université d'Aix-Marseille-III, est né d'une prise en compte avant les 1988 par son directeur, Bernard Nahon, professeur de géosciences spécialisé dans l'étude de l'altération des sols : la nécessité de réorienter les géosciences, alors tournées surtout vers l'étude des problèmes internes de la Terre. Il proposait de créer un pôle de recherche et d'enseignement de haut niveau, spécialisé dans l'étude du relief de l'impact sur le milieu naturel et celui des activités humaines. Bernard Nahon parvint à convaincre les responsables de l'université d'Aix-Marseille-III, ainsi que le recteur d'Aix-Marseille-II, ainsi que le recteur d'Aix-Marseille-I, ainsi que le recteur d'Aix-Marseille-II, ainsi que le recteur d'Aix-Marseille-I.

Appelé, au plan national, de Claudine Allou, alors conseiller spécial de Lionel Jospin, ministre de l'Environnement, le Cerge-Aix fut créé le 1<sup>er</sup> mars 1993, sous la direction générale du CNRS et de Vincent Courtillot, directeur de recherche et des études doctorales.

La Corse fédère cinq laboratoires différents. Il réunit actuellement 155 enseignants-chercheurs, chercheurs, ingénieurs et techniciens dont 85 permanents, ainsi qu'il y a 45 « docteurs » et 15 étudiants. Le DEA, il intervient dans quatre domaines principaux : géochimie physico-chimie de l'environnement, géologie, géologie économique, géotectonique des roches, géomorphologie, environnement ; cureusement sans dimension de la variabilité climatique ; risques naturels majeurs.

L'établissement a nécessité un investissement de 44 millions de francs, financé par le conseil général des Bouches-du-Rhône (24 millions de francs à lui seul, ainsi que 20 millions de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (10 millions de francs par charbon).

**WILEY**

ette fois, le débat a tourné autour de la fiscalité. L'exécutif présentait un projet de budget entraînant une hausse de 7 % des impôts régionaux, quand il dut imposer une facture imprévue : près de 20 millions de francs supplémentaires, sur un budget global de 10 milliards, pour la refaction de routes et un lycée professionnels de type Pailleur, jugés dangereux pour la nomenclature établie par la Commission Schliet. Marie-Christine Blandin, la présidente, et Michel Delebarre, son premier vice-président chargé des finances, laissèrent le choix à l'assemblée générale entre deux options : 11 % de hausse de la fiscalité, ou un renouveau plus fort à l'emprunt, limitant à 3,2 % le barreau de la dette.

« **OPTION ZÉRO** »  
L'exécutif devait donc trouver les quelque 100 millions d'économies nécessaires pour ramener la hausse de la fiscalité à zéro, en dehors de l'opération lycées. Ses propositions — une diminution de

sises régionales pour l'emploi, qui avaient réuni plus d'un millier de personnes à Lille le 10 janvier (*Le Monde* du 18 janvier). Cet événement visait à l'ouverture d'un ligne budgétaire de 16 millions de francs pour continuer le débat, encourager les initiatives pour la réduction du temps de travail, aider les associations de chômeurs et financer des chartes pour l'emploi en cours de discussion avec les villes de Lille (1 000 emplois) et Valenciennes (400 emplois).

**Jean-René Lore**

**Guy Porter**

Chaque samedi  
sur **France 3** Paris  
Île-de-France  
à 13 heures

TÉMOINS  
Le magazine de Paris - Ile-de-France

Jean-Jacques CROS (France 3)  
Serge BOLLOCH (*Le Monde*)

interrogent les personnalités de la région Ile-de-France

Sameti 4 février

**Xavier EMMANUELLI**  
fondateur du SAMU social

France Paris  
No-Go-France

3. It is not

5 10 15

\_\_\_\_\_

1

1

1

1

1

1

(Publicité)

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

### DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT

#### Service Gestion de la Route

Élargissement à 2 x 3 voies de l'autoroute A 10, section RN 10, échangeur de la Gardette sur le territoire des communes de LORMONT-CARBON-BLANC, AMBRES-ET-LAGRAVE, SAINT-VINCENT-DE-PAUL, SAINT-EULALIE, SAINT-ANDRÉ-DE-CUBZAC, CUBZAC-LES-PONTS, VIRSAC et SAINT-LOUBES, et mise en compatibilité des POS de la Communauté urbaine de Bordeaux et des communes de SAINT-EULALIE et SAINT-ANDRÉ-DE-CUBZAC.

## 1<sup>er</sup> AVIS D'ENQUÊTE

Par arrêté en date du 30 janvier 1995, le M. le Préfet de la Région Aquitaine, Préfet de la Gironde, a été personnellement ou par l'intermédiaire de ses collaborateurs :

- de la détermination d'utilité publique des travaux d'élargissement à 2 x 3 voies de l'autoroute A 10 — section RN 10 — échangeur de la Gardette — sur le territoire des communes de LORMONT-CARBON-BLANC, AMBRES-ET-LAGRAVE, SAINT-VINCENT-DE-PAUL, SAINT-EULALIE, SAINT-ANDRÉ-DE-CUBZAC, CUBZAC-LES-PONTS, VIRSAC et SAINT-LOUBES ;
- et de la mise en compatibilité des POS de la Communauté urbaine de Bordeaux et des communes de SAINT-EULALIE, SAINT-ANDRÉ-DE-CUBZAC, avec ces travaux.

Cette enquête est déroulée du 30 janvier 1995 au 14 mars 1995, à la demande de la Communauté urbaine de Bordeaux. Les dossiers et les registres d'enquête administratifs sont déposés dans les mairies de LORMONT-CARBON-BLANC, AMBRES-ET-LAGRAVE, SAINT-VINCENT-DE-PAUL, SAINT-EULALIE, SAINT-ANDRÉ-DE-CUBZAC, CUBZAC-LES-PONTS, VIRSAC et SAINT-LOUBES.

Sauf communication d'enquête déléguée par M. le Président du tribunal administratif de Bordeaux en conséquence, Elle est composée de :

**Tribunaux**

- M. Luc JACQUERIE BEAUDIMENT, demeurant 10, rue Cassita, 33000-BORDEAUX, en qualité de président,
- M. Bernard CHEVYTOFF, demeurant 24, le parc d'Osons, 33140 VILLENAVE-D'ORNON,
- M. Abel LAVALDIE demeurant, 22, rue Blaise-Pascal, 33000 PESSAC.

En cas d'absence de l'un des membres de la commission d'enquête ou de son président, M. le Président du Tribunal administratif, 2 Avenue Font de la Source, 33700 LÈGE-CAP-FERRAT, est nommé en qualité de suppléant.

Les personnes intéressées pourront, pendant le période indiquée ci-dessus, aux heures d'ouverture de la Commission d'enquête, consulter et des maîtres de LORMONT, CARBON-BLANC, AMBRES-ET-LAGRAVE, SAINT-VINCENT-DE-PAUL, SAINT-EULALIE, SAINT-ANDRÉ-DE-CUBZAC, CUBZAC-LES-PONTS, VIRSAC, et SAINT-LOUBES, prendre connaissance des dossiers et des registres d'enquête.

Ces observations pourront également être adressées par correspondance à M. Luc JACQUERIE BEAUDIMENT, au siège de la Communauté urbaine de Bordeaux.

En outre, les présidents ou suppléants de la commission d'enquête pourront en personne les observations de public dans les conditions suivantes :

- à la Communauté urbaine de BORDEAUX : le lundi 6 mars 1995, de 9 h 30 à 11 h 30 ; le vendredi 24 mars 1995, de 14 h à 16 h,
- à la mairie de LORMONT : le mardi 14 mars 1995, de 9 h 30 à 11 h 30 ; le mardi 21 mars 1995, de 9 h 30 à 11 h 30,
- à la mairie de CARBON-BLANC : le mercredi 22 février 1995, de 9 h à 11 h ; le mercredi 15 mars 1995, de 9 h à 11 h,
- à la mairie de SAINT-EULALIE : le mardi 21 février 1995, de 9 h à 11 h,
- à la mairie d'AMBRES-ET-LAGRAVE : le jeudi 23 mars 1995, de 9 h 30 à 11 h 30,
- à la mairie de SAINT-LOUBES : le jeudi 27 février 1995, de 15 h à 17 h ; le lundi 6 mars 1995, de 15 h à 17 h,
- à la mairie de SAINT-VINCENT-DE-PAUL : le mardi 14 mars 1995, de 15 h 30 à 17 h 30,
- à la mairie de CUBZAC-LES-PONTS : le mercredi 15 mars 1995, de 14 h 30 à 16 h 30,
- à la mairie de SAINT-ANDRÉ-DE-CUBZAC : le mardi 7 mars 1995, de 14 h 30 à 16 h 30 ; le jeudi 23 février 1995, de 14 h 30 à 16 h 30,
- à la mairie de VIRSAC : le mercredi 8 mars 1995, de 9 h à 11 h.

Le rapport établi par la commission d'enquête, à l'issue de l'enquête, sera tenu à la disposition du public au préfecture de la Gironde (direction départementale de l'équipement — service administratif, BP 33, 33000 BORDEAUX CEDEX), au siège de la Communauté urbaine de Bordeaux, à la sous-préfecture de Bordeaux, ainsi que dans les mairies de LORMONT, CARBON-BLANC, AMBRES-ET-LAGRAVE, SAINT-VINCENT-DE-PAUL, SAINT-EULALIE, SAINT-ANDRÉ-DE-CUBZAC, CUBZAC-LES-PONTS, VIRSAC et SAINT-LOUBES, où se sera déroulée l'enquête, et ce durant un un à compter de la date de la clôture de l'enquête.

Il sera communiqué à toute personne qui en fera la demande au Préfet de la Gironde (direction départementale de l'équipement).

LE PRÉFET, pour le Préfet,  
A. BARRAT, adjoint.



JAVICO 150

## SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 4 FÉVRIER 1995

**TOXICOMANIE** Le rapport de la commission de réflexion sur les drogues et la toxicomanie présidée par le P<sup>r</sup> Roger Henrion devait être rendu public, vendredi 3 février en

fin de matinée. Ce document, remis au gouvernement, ne tranche pas la question de la dépénalisation de l'usage de stupéfiants. Seule une faible majorité (9 voix contre 8) des

membres de la commission propose de substituer à la pénalisation existante une réglementation. ● CRITIQUE envers la loi du 31 décembre 1970 sur les stupéfiants, la commis-

sion relève dans la législation de nombreuses imperfections. Unanimes pour renforcer les outils épidémiologiques, la recherche, la prévention et les soins, les dix-sept

«sages» recommandent la suppression de la délégation générale à la lutte contre la drogue et la toxicomanie (DGLDT) au profit d'une agence indépendante.

# La dépénalisation de l'usage de drogues divise la commission Henrion

Les partisans de la suppression du délit d'usage ayant obtenu une seule voix de majorité, les dix-sept «sages» ont préféré proposer deux points de vue opposés

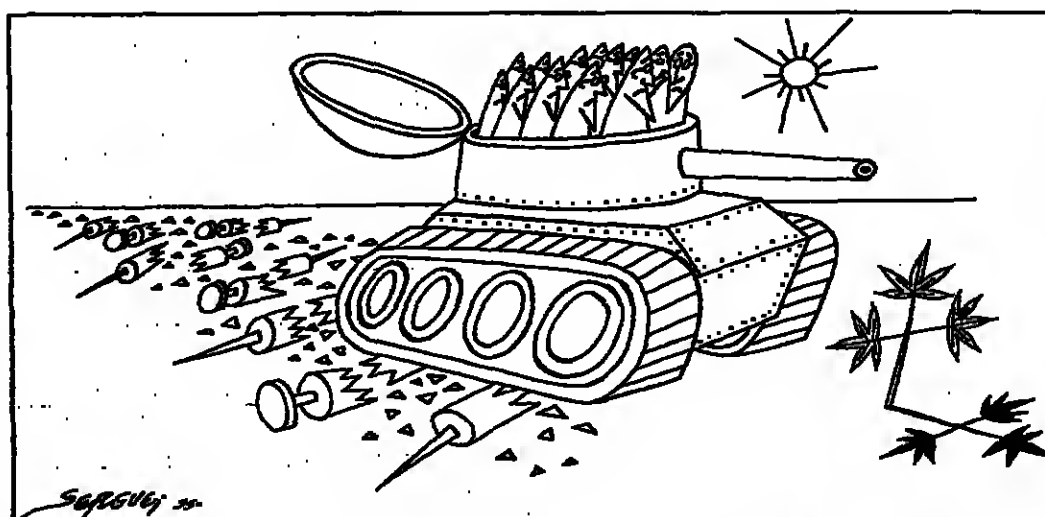
APRÈS DES MOIS passés à lire, à entendre, à réfléchir, les membres de la commission Henrion, nommée en mars 1994 par Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, pour examiner l'actualité de la loi du 31 décembre 1970 sur les stupéfiants, n'ont pas réussi à s'accorder sur un point : la suppression ou non des sanctions pénales encourues par les simples consommateurs de substances illicites.

A la question posée par M<sup>me</sup> Veil de savoir si la distinction drogues douces-drogues dures devait être retenue, la commission a jugé que l'«on peut (...) simplement faire état de drogues plus ou moins dangereuses», le cannabis et ses dérivés (marijuana, hashich, huile) étant classés parmi les moins dangereuses. A une voix près (9 sur 17), une majorité favorable à la dépénalisation de l'usage de cannabis et de sa possession en petite quantité s'est dégagée. «Il est difficile d'admettre l'amalgame fait, au moins dans les textes législatifs, entre l'adolescent fumeur occasionnel de hashich et l'héroïnomanie qui se plaque plusieurs fois par jour», ont reconnu les membres de la commission.

Les consommateurs occasionnels de cannabis et de ses dérivés (marijuana, hashich, huile) sont estimés en France entre 1 et 3 millions selon le Comité français d'éducation pour la santé et entre 4 et 5 millions selon la Sofres. Cet usage a été, selon le rapport, «banalisé et dépénalisé de fait depuis la circulaire Fagot, de 1978, complétée par une circulaire Badier

### Les dix-sept membres de la commission

La commission se composait de Robert Bernard, directrice d'un établissement social, Jean-François Bloch-Lainé, médecin généraliste (Paris), Michel Bouchet, chef de la brigade des stupéfiants, Michèle Cotta, éditorialiste politique, Georges David, professeur à la faculté de médecine, Isabelle Ferrand, chef de service de psychiatrie (hôpital Cochin, Paris), Alain Genestier, directeur de la rédaction du *Journal du dimanche*, Jacques Glodowski, professeur de neuropharmacologie, Philippe Jeammet, professeur de psychiatrie (hôpital international de la Pitié-Salpêtrière de Paris), Philippe Jeannin, procureur de la République (Meaux), Sophie Lambremont-Lapelle, présidente de chambre de cour d'appel (Reims), Pierre Lapras, médecin spécialiste (Toulon), Gilles Leclair, chef de l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (OCRTIS), Maurice Lévy, président du directeur de Publi-ty, Marie-Danielle Pernelle, professeur (collège Garcia-Lorca, Saint-Denis), Dominique Schnapper, sociologue. Un dix-huitième membre, Emmanuel Todd, historien et sociologue, avait démissionné peu après sa nomination.



ter de septembre 1984», deux textes qui enjoignaient les parquets à ne plus poursuivre les simples usagers de cannabis. «Conserver une sanction pénale qui n'est pratiquement plus appliquée devient dérisoire et déconsidère la justice aux yeux des adolescents», concluent les neuf membres partisans de la dépénalisation.

Les neuf proposent ainsi de substituer à la pénalisation existante une réglementation qui prévoit l'interdiction de fumer avant l'âge de seize ans «en raison, disent-ils, «de la démolition et de la désocialisation que cela peut provoquer», et l'interdiction de consommer du cannabis dans les lieux publics. L'arsenal réglementaire serait complété par des mesures de «répression de l'ivresse canabique sur la voie publique», par «la création d'un délit de conduite sous l'emprise du cannabis» et par «l'interdiction de son usage dans les métiers liés de sécurité tels que contrôleur aérien, pilote, conducteur de TGV, entre autres».

«S'il n'existe aucune aggravation de la situation dans un délai de deux ans, estimant les partisans de la dépénalisation, on pourrait alors envisager une véritable réglementation du commerce avec un contrôle strict de l'état».

A l'inverse, les huit défenseurs de la pénalisation en vigueur s'inquiètent des risques sanitaires potentiels liés à l'abus de cannabis. Ils observent «une altération de la vigilance qui peut persister vingt-quatre heures et une altération de la mémoire qui est temporaire pour les utilisateurs occasionnels mais peut persister plusieurs semaines chez les gros fumeurs». La «théorie de l'escalade» vers les drogues dures est également invoquée. «La plupart des toxicomanes lourds s'étant initiés avec le cannabis. Cette «escalade», qualifiée de «marginale», concernerait 5 % à 10 % des fumeurs. Le rôle de l'usage abusif de cannabis est également incriminé dans le déclenchement de la schizophrénie, même s'il n'est pas «en lui-même une cause suffisante». Est également dénoncée la fabrication de cannabis sous serre, dont la teneur en principe actif (le

delta-9-tétrahydrocannabinol ou THC) est particulièrement élevée : la variété «nederweelt» hollandaise contient ainsi 20 % à 40 % de THC, contre 1 % à 5 % dans la marijuana et 6 % à 10 % dans le hashich. Les partisans de la pénalisation mentionnent enfin les campagnes de lutte anti-tabac et s'interrogent sur «la cohérence des réflexions».

Ces derniers ne s'opposent toutefois pas à une «évolution des textes qui prendrait en compte la spécificité du cannabis sans éliminer l'interdit». Ils proposent ainsi une modification de la législation de 1970 permettant d'«exercer une action contraignante dans l'intérêt des usagers». L'utilisation de

«peines de substitution (travaux d'intérêt général) et des «possibilités d'individualisation de la peine» sont envisagées.

Sur le versant des drogues «dangereuses», héroïne, cocaïne et crack, la majorité dégageée au sein de la commission, toujours à une voix près (9 contre 8), penche

cette fois en faveur du maintien de la pénalisation. «Quelles que soient les solutions éventuellement adoptées, prévient le rapport Henrion, les membres de la commission insistent sur le fait qu'elles ne devraient pas intervenir avant que les procédures d'évaluation, créées par une loi du 31 décembre 1987 (J.O. du 5 janvier 1988), qui n'ont jamais vu le jour».

UN SUJET THÉRAPEUTIQUE Les deux derniers domaines où les propositions ont fait l'unanimité sont ceux de la prévention et des soins. Les membres de la commission estiment qu'«il est important de préserver les drogues illicites sans les isoler des autres substances psychoactives susceptibles d'entraîner une dépendance». La création d'une «fondation composée de professionnels de la publicité et des médias» est envisagée.

L'amélioration de la prise en charge des toxicomanes à l'hôpital fait également partie du programme. La commission demande que «tout toxicomane arrivant aux

urgences puisse être examiné par un médecin formé et qualifié» et prévoit de créer dans les hôpitaux «une unité permanente d'accueil pour les toxicomanes» inspirée des équipes de coordination et d'intervention auprès des malades usagers de drogues (ECIMUD), au nombre de sept en 1994. La commission souhaite par ailleurs que la politique dite de réduction des risques (surdoses, hépatites, sida, marginalisation, délinquance), basée sur la distribution de seringues stériles, de préservatifs, de produits de substitution et sur les réseaux de médecins généralistes, passe à la vitesse supérieure. Elle aimerait voir «nettement augmenter» le nombre des «boutiques», ces lieux d'accueil pour les usagers de drogues les plus démunis, ainsi que celui des bus de prévention itinérants.

Pour les usagers de drogues incarcérés du fait d'autres délits de droit commun (environ 10 000 personnes sur près de 54 000 détenus), le rapport insiste sur la nécessité de «poursuivre l'effort entrepris pour organiser un véritable suivi thérapeutique» et prend pour exemple les problèmes liés à la poursuite des traitements par la méthadone. Jugant «marginal» le nombre des places de méthadone actuellement ouvertes sur le territoire français, mais insistant pour que «ce cesse d'être appesanti par le surcoût de la substitution», la commission défend la complémentarité des prises en charge. Le recours aux communautés thérapeutiques, très peu usité en France, devrait, selon le rapport, être encouragé et développé par «d'autres équipes que celles du Patriarche», une association aux méthodes plus que discutables fondée par Lucien Engelmajer.

L.F.

## Roger Henrion, président de la commission «Pénalisateur devenu dépénalisateur»

«Pourquoi un tel retard dans la remise de votre copie ?

— Nous avons eu des auditions publiques jusqu'à la mi-juillet, nous avons recommencé les auditions privées à la fin du mois de septembre et nous avons commencé à délibérer réellement à partir d'octobre. C'est à ce moment que les choses sont devenues beaucoup plus difficiles. Il y avait presque égalité — et, si Emmanuel Todd n'avait pas démissionné, sans doute égalité — entre les partisans de la pénalisation et ceux de la dépénalisation de l'usage de toutes les drogues. Puis, une ou deux personnes ont évolué, dans les deux sens. Des gens qui comme moi étaient plutôt pénalisateurs sont devenus dépénalisateurs, d'autres ont fait le parcours inverse.

— Quelles conclusions tirez-vous de ces dix mois de réflexion ?

— La loi de 1970 doit être revue. Il faudrait sortir le cannabis de cette loi. Concernant la prise en charge des toxicomanes lourds, le gouvernement a débloqué la situation. Il faut

maintenant passer à la vitesse supérieure sur ce qui est déjà engagé au niveau des centres de cures et de post-cures et de la réduction des risques. Il faut également travailler la prévention, à plus forte raison si l'on doit dépénaliser. Nous avons voulu proposer des mesures en «bloc», concernant l'épidémiologie, la recherche, la prévention, les soins, dont l'aboutissement est une modification de la loi. Mais une telle modification, sans parler du reste, cela n'aurait pas de sens.

— Vous proposez le remplacement de la DGLDT par une agence indépendante. Que lui reprochez-vous exactement ?

— La mesure ne me paraît pas énormément, ni aux politiques ni aux serviteurs de l'Etat d'ailleurs. C'est pourquoi sur ce sujet nous avons parlé d'une «large majorité». Ce que nous avons recherché, c'est une certaine indépendance, avec une ligne budgétaire qui permettrait beaucoup plus de liberté que n'en a la DGLDT, avec du personnel rémuné-

ré et non plus simplement mis à la disposition et payé par son ministère d'origine. Il y a autant de divergences à la DGLDT qu'il n'y en a eu au sein de notre commission. Il s'agit aussi de restaurer une certaine stabilité. Nous en sommes au onzième délégué général en quatorze ans ! C'est bien que quelque chose ne va pas. L'observatoire créé voici un an en son sein n'a pas séjourné une seule fois.

— Craignez-vous, comme vous l'écrivez en introduction, que vos propositions ne finissent dans un «cimetière de papiers» ?

— Notre commission a tout de même acquis une certaine légitimité. Et le phénomène de la toxicomanie a cheminé dans les esprits. Ce qui n'était pas sûr du tout au moment du rapport Trautmann [1990], et encore moins au moment du rapport Pelletier [1978], l'est peut-être davantage aujourd'hui. On peut imaginer qu'il se produira quand même quelque chose.

Propos recueillis par Laurence Folléa

## Seuls trois pays européens interdisent l'usage de stupéfiants

CERTAINS PAYS EUROPÉENS distinguent dans leur législation les drogues dures et les drogues douces : c'est le cas en Espagne, en Italie et aux Pays-Bas. La France, le Royaume-Uni, l'Irlande, la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, la Grèce, le Portugal et le Luxembourg ne font aucune distinction entre les différentes drogues.

La pénalisation de l'usage varie d'un pays à l'autre. Seuls trois pays européens l'interdisent clairement : la France, le Luxembourg et le Portugal. En Italie, l'usage est dépénalisé depuis un référendum de 1993 ; en Grande-Bretagne et en Irlande, seul l'usage d'opium est sanctionné ; en Espagne, l'usage de cannabis dans un lieu public n'entraîne

que des sanctions administratives ; en Allemagne, la Cour constitutionnelle fédérale a interdit en 1994 aux Länder de ne plus poursuivre les usagers en possession de petite quantité de produit ; aux Pays-Bas, l'usager reste théoriquement passible d'une peine de trois mois à un an de prison, mais la détention pour usage personnel est tolérée. En Belgique, seul l'usage public est réprimé.

### INCARCÉRATION ET RÉCIDIVE

En France, les simples usagers encourrent de deux mois à un an de prison. En 1991, 4 242 personnes ont été condamnées par les tribunaux pour simple usage. La plupart de ces toxicomanes auxiliaires la justice ne reproche ni

transport ni trafic échappent cependant à la prison : quatre fois sur dix, les magistrats prononcent des peines avec sursis qui ont avant tout valeur d'avertissement. Pour ces toxicomanes, le recours au travail d'intérêt général (TIG) est marginal : il représente à peine 3 % des condamnations. Les condamnations restantes sont soit des amendes, soit des mesures éducatives, soit des dispenses de peine.

Sur les 4 242 usagers déferés en 1991 devant les tribunaux, 1 034, soit près du quart, ont tout de même été incarcérés. La durée moyenne de leur peine était de trois mois et demi de prison. Apparemment, le recours à l'incarcération est lié à l'importance de la récidive : plus l'usager a déjà

eu affaire à la justice, plus il a de risques de se retrouver derrière les barreaux. La part des peines de prison ferme dans l'ensemble des condamnations est de 25 % si l'usager a été condamné une fois, de 41 % s'il l'a été deux fois, et de 65 % si son casier fait état de plus de cinq condamnations.

\* Odile Timbard, *L'Usage de stupéfiants dans les condamnations*, Infostat justice, bulletin d'information de la sous-direction de la statistique, des études et de la documentation, n° 38, 13, place Vendôme, 75 042 Paris Cedex 01. Tel : 44 77 66 27.

\* Annie Kenney et Jean-Paul Jean, *Usage licite de chiffres stupéfiants*, Périmores, 96, rue de la Convention, 75 015 Paris.

## L'impossible consensus

DEUX RÉACTIONS, parmi d'autres, de membres de la commission Henrion. Selon Dominique Schnapper, sociologue, «on ne pouvait pas arriver à un consensus». «Le défaut de cette commission, nous a confié M<sup>me</sup> Schnapper, jeudi 2 février, ce n'était pas du tout la qualité des gens, mais sa composition. Certains étaient déjà engagés dans le milieu, ils n'avaient aucune raison de changer d'avis. Au sein de la commission Marceau-Lang sur la nationalité, à laquelle j'avais participé, aucun des membres ne connaissait vraiment le problème et n'était impliqué dans le débat. On avait commencé avec des préjugés mais plus on apprenait, plus on se rapprochait. Au sein de la commission Henrion, cela a plutôt été l'inverse. Nous avons tout de même rap-

pelé des choses importantes, sur la prévention notamment. Ce rapport est une étape dans un travail pédagogique».

Le commissaire Gilles Leclair, chef de l'Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants, nous a déclaré de son côté qu'il jugeait ce rapport «plutôt réaliste». «A partir du moment où l'on est en présence d'une commission de non-spécialistes, a-t-il ajouté, il faut déjà que les non-spécialistes apprennent ce que sont les stupéfiants. Une minorité très faible de gens étaient engagés dans un sens commun dans l'autre, mais 98 % des membres ont essayé de réfléchir en sortant de leur fonction. J'étais l'un des plus réticents vis-à-vis des programmes méthadone et mon avis s'est un peu atténué».



## Le parquet s'oppose à la libération conditionnelle de M. Garretta

La décision concernant l'ancien directeur du CNTS sera rendue le 7 février

Compte tenu du régime d'application des peines, le docteur Garretta, condamné en octobre 1992 à quatre ans de prison dans l'affaire du sang contaminé, pour-

rait prétendre à une libération conditionnelle. Le juge d'application des peines le lui a accordée mais le parquet a fait appel. Décision mardi 7 février.

UN JUGE de l'application des peines a prononcé, jeudi 2 février, la mise en liberté conditionnelle du docteur Michel Garretta. Sa décision a immédiatement fait l'objet d'un appel du parquet. Cet appel étant suspensif, l'ancien directeur du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) restera détenu en attendant que le tribunal se prononce sur sa mise en liberté après avoir entendu le parquet, les parties civiles et la défense, au cours d'une audience « en chambre du conseil », c'est-à-dire à huis clos, qui devrait se tenir mardi 7 février.

Le 23 octobre 1992, la 16<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris condamnait le docteur Michel Garretta à quatre ans d'emprisonnement et 500 000 francs d'amende en le déclarant coupable de « tromperie » sur la qualité substantielle d'un produit, principale infraction relevée dans l'affaire de la contamination des hémodies par le virus du sida. Ayant constaté son absence lors du prononcé du jugement, les juges déléguèrent contre lui un mandat d'arrêt. Arrêté le 28 octobre à son retour des États-Unis, le condamné était immédiatement écroué et comparaitrait devant la cour d'appel de Paris, qui confirmait sa peine dans un arrêt du 13 juillet 1993. Le 22 juin 1994, sa condamnation devenait définitive avec le rejet du pourvoi en

cassation formé par certaines parties civiles.

Le docteur Garretta aura purgé sa peine le 28 octobre 1996, mais le régime d'application des peines prévoit divers aménagements dont tous les condamnés peuvent bénéficier. Ainsi, selon l'article 721 du code de procédure pénale, une réduction de peine de trois mois maximum par an peut être accordée aux détenus « s'ils ont donné des preuves suffisantes de bonne conduite ». Une réduction supplémentaire de deux mois est prévue par l'article 721-1 pour les condamnés « qui manifestent des efforts sérieux de réadaptation sociale ». A ces réductions peuvent s'ajouter les grâces collectives, souvent accordées chaque 14 juillet.

### NOUVEAU DOSSIER

Un savant calcul permet donc au condamné de déterminer la date à laquelle il aura effectué la moitié de sa peine, condition nécessaire pour demander une libération conditionnelle. Ce calcul autorisait le docteur Garretta à faire une première demande le 10 juin 1994, mais il semble bien que la nouvelle mise en examen du médecin pour « empoisonnement », assortie d'un mandat de dépôt le 28 juillet, ait fait basculer la décision dans le sens du refus. Ce mandat de dépôt ayant été levé par la chambre d'accusation le 23 août 1994, un nouveau dossier de libération condi-

tionnelle avait donc été déposé.

Pour les peines inférieures à cinq ans, la décision est du ressort du juge d'application des peines, qui recueille notamment l'avis du directeur de la prison. Si la défense est privée de recours en cas de refus, le procureur de la République peut saisir, dans les vingt-quatre heures, le tribunal correctionnel, « qui statue en chambre du conseil après avoir procédé à toutes auditions utiles et entendu en leurs observations, s'ils en ont fait la demande, les conseils du condamné et la partie civile ». En l'occurrence, le ministre de la Justice avait fait savoir qu'il demanderait au parquet de s'opposer à la libération conditionnelle du docteur Garretta et du professeur Jean-Pierre Allain, en déclarant, le 26 juin au « Grand Jury RTL-Le Monde », que cette mesure « serait contraire à l'ordre public ».

Condamné dans la même affaire et pour le même délit de tromperie à quatre ans d'emprisonnement dont deux avec sursis, le professeur Allain, écroué sur l'ordre de la cour d'appel le 13 juillet 1993, a été remis en liberté en août 1994 après avoir effectué un peu plus d'un an de détention. A ce jour, le docteur Garretta a subi deux ans et trois mois d'emprisonnement. Compte tenu des réductions normalement accordées, il aurait effectué la totalité de sa peine le 14 mai 1995.

Maurice Peyrot

## Fausse factures : six dirigeants d'entreprises parisiennes incarcérés

54 millions de francs détournés entre 1984 et 1994

Une vingtaine de responsables d'entreprises du bâtiment et des travaux publics d'Ile-de-France ont été mis en examen, mercredi 1<sup>er</sup> et jeudi 2 février, après la dé-

couverte d'un réseau de fausses factures. Six d'entre eux ont été écroués à la prison de Bois-d'Arcy (Yvelines).

C'EST à la suite d'un banal contrôle fiscal dont a été l'objet un prestataire de services de l'Estang-la-Ville (Yvelines), M. Leclaire, que les services fiscaux sont remontés jusqu'au cabinet Girault, cabinet de services et d'études implanté rue Lecourbe, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Au fil de leurs investigations, les enquêteurs ont établi que le cabinet Girault était en fait une société « taxi » qui, à la demande d'entreprises du bâtiment principalement, établissait des fausses factures pour des études fictives et, après prélèvement de sa commission (de 20 à 25 % selon les clients mais plus généralement de 50 %), versait des sommes en liquide à ses clients. Ces fonds étaient destinés au versement de dessous de table pour l'obtention de marchés du BTP.

M. Leclaire n'intervenait, lui, que comme « sous-taxi » pour refacturer au cabinet Girault, « facturier principal » dans cette affaire. Le 2 décembre 1994, Noël Girault était incarcéré, et quelques jours plus tard M. Leclaire connaissait le même sort. Une information judiciaire pour « faux en écritures privées de commerce et de banque » était ouverte auprès de Jean-Marie Chapier, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Versailles. Chargés de l'enquête, les policiers de la brigade financière de la direction régionale de la police judiciaire de Versailles (DRPJ) met-

taient en lumière un important réseau de fausses factures qui les conduisait au siège d'une vingtaine de sociétés du bâtiment et des travaux publics de la région parisienne ainsi que dans certaines sociétés civiles immobilières (SCI) d'Ile-de-France.

Le 30 janvier au matin, des perquisitions et interpellations étaient menées dans ces sociétés et un supplément d'information pour « recel d'abus de biens sociaux » était joint au dossier d'instruction. Une vingtaine de responsables de petites et moyennes entreprises du secteur du BTP mais également de filiales de grands groupes, étaient conduits dans les locaux de la DRPJ pour y être entendus. Dix-huit étaient mis en garde à vue avant d'être présentés au juge d'instruction mercredi 1<sup>er</sup> et jeudi 2 février. Six ont été placés sous mandat de dépôt à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy pour « faux, usages de faux et abus de biens sociaux » et quatre placés sous contrôle judiciaire.

### LE MARCHÉ DU « TUNNEL »

Parmi les personnes incarcérées se trouvent la responsable d'une société spécialisée en matériel géographique pour collectivités implantée en Seine-et-Marne ainsi que le directeur commercial de la direction de la région parisienne de la Cegelec, filiale d'Alcatel-Alsthom, installée à Nanterre (Hauts-de-Seine). On reproche à ce dernier,

ainsi qu'à deux de ses collaborateurs, qui ont été remis en liberté jeudi dans la soirée, une facture émise par le cabinet Girault le 24 janvier 1993, d'un montant de 220 000 francs, dont la moitié aurait été destinée à un versement occulte pour l'obtention par la société d'un marché auprès de Trans-Manche Link (TML), le consortium franco-britannique du tunnel sous la Manche. Une somme dont, semble-t-il, les trois collaborateurs de la Cegelec n'ont pas indiqué la destination au juge d'instruction, qui s'efforce maintenant de poursuivre ses investigations jusqu'aux corrupteurs. Les perquisitions et interpellations menées par la police, en début de semaine, ne sont que la première phase de l'enquête qui consistait à s'intéresser à neuf « objectifs » pour mesurer l'ampleur du réseau.

Dans les prochains jours, les enquêteurs devraient s'intéresser à une soixantaine de firmes du secteur du bâtiment. Selon les premières estimations, entre 1984 et 1994, 54 millions de francs de fausses factures auraient été émis au sein de ce réseau. Si la piste du financement de certains partis politiques n'est pas écartée, il semble plus probable qu'il s'agisse en fait de pratiques courantes pour l'obtention de certains gros marchés dans ce secteur.

Jean-Claude Pierrette

## Le FLNC « canal historique » revendique les attentats à Cavallo

Soixante-six appartements ont été détruits à l'explosif dans la nuit du 1<sup>er</sup> février

### BASTIA

Soixante-six logements et commerces de l'île de Cavallo, au large de Bonifacio, à l'extrême sud de la Corse, ont été détruits dans la nuit de mercredi 1<sup>er</sup> à jeudi 2 février au cours d'une opération commando menée par une quinzaine d'hommes armés et cagoules. Le FLNC « canal historique », la branche dure des clandestins, revendique jeudi soir cette action.

Une quinzaine d'appartements de l'immeuble « C » ont été totalement détruits et deux immeubles situés de part et d'autre ont été touchés, vraisemblablement par le souffle de l'explosion. Selon les premiers éléments de l'enquête, trois ou quatre charges de 40 kilos chacune avaient été réparties dans trois groupes de logements et de commerces du « village de pêcheurs » de l'île surnommée « l'île aux milliardaires ».

Quatre ouvriers qui se trouvaient sur place ont été neutralisés sans violence par le commando. Un des ouvriers a été légèrement choqué. La plupart des appartements visés — des résidences secondaires vides en cette période de l'année — appartenait à Ernesto Pretoni, un industriel milanais responsable de la Compagnie

des îles de Lavezzi (Codi), un groupe d'investisseurs privés, italiens en majorité, propriétaires de la majeure partie des logements sur l'île.

La revendication du FLNC « canal historique » s'inscrit dans la logique politique des clandestins qui, bien qu'ayant annoncé en décembre dernier le « gel total » de leurs plantations sur le continent, se réservaient le « droit de commettre des actions contre la spéculation immobilière sur la terre corse ».

### INITIATIVE POLITIQUE

Par ailleurs, dans sa revendication d'hier, le FLNC « canal historique » s'estime satisfait de son « initiative politique » de décembre dernier au cours de laquelle il s'adressait « publiquement à l'Etat pour engager le principe d'une négociation pour une solution politique au problème corse ». Les clandestins attendent notamment « un geste significatif » de l'Etat en faveur d'un projet de loi de réforme des institutions fondé sur l'article 74 de la Constitution transformant la Corse en territoire d'outre-mer (TOM).

Charles Pasqua avait répondu par une « Lettre à mes compatriotes » publiée dans la presse locale fin décembre. Dans cette lettre, le ministre de l'Intérieur se dit « favorable à une réflexion

approfondie » sur la question de la réforme institutionnelle.

Aujourd'hui, les clandestins estiment que « les conditions nécessaires au bon déroulement du processus ont été respectées ». De cette façon, ils tentent de reprendre l'initiative du dialogue qui s'était bloqué en fin d'année avec les assassins de Jean-François Filippi, maire de Lucciana et ancien président du Sporting Club de Bastia (SCB), et de Francis Muzi, un jeune militant nationaliste contestataire du FLNC, « canal historique ».

An cours d'un voyage-surprise à Ajaccio le 14 janvier dernier, Charles Pasqua avait tenté de valider et élargir sa politique de dialogue « avec tous les Corses à partir du moment où ils appartiennent à des organisations légales ». Maintenant, les clandestins du canal historique précisent : « Nous n'avons jamais prétendu à un quelconque monopole dans le cadre des négociations. Pour autant, et de manière définitive, aucune organisation politique, quelle qu'elle soit, ne saurait occuper notre place ».

Michel Codaccioli

## Furiani : une enquête est ouverte après le piratage vidéo du procès

### BASTIA

Dès lundi 30 janvier, soit cinq jours après la fin des audiences du procès de la catastrophe de Furiani, plusieurs journalistes insulaires et certains magistrats de la cour d'appel de Bastia ont reçu un pli anonyme contenant une cassette vidéo reproduisant des extraits des audiences qui se sont déroulées du 4 au 25 janvier devant le tribunal correctionnel de Bastia.

Il s'agit d'images piratées sur le système de vidéotransmission par faisceaux hertziens, installé entre le palais de justice et une salle d'audience subsidiaire de 500 places installée à 300 mètres de là, dans le théâtre municipal. Cette installation avait été rendue nécessaire en raison du nombre élevé de victimes concernées. Christian Rayssiguier, le procureur général à Bastia, avait assuré que le système de vidéotransmission répondait à un cahier des charges très strict,

notamment en matière de piratage (le Monde du 19 décembre 94).

Aujourd'hui, le magistrat s'indigne : « Cette fraude est d'une indécence particulière. Elle porte un vœu de l'Etat ou d'un esprit de lucre que je trouve particulièrement abject. J'entends que l'information judiciaire ouverte sur ce petit dérapage soit menée avec la plus grande sévérité ». Si les motivations du piratage apparaissent aussi floues que les conditions de sa réalisation, il demeure évident, pour Christian Rayssiguier, que cela n'aura pas de conséquences sur le procès. « Cet incident n'ajoute rien à la confusion juridique des débats. La commission d'une infraction pénale constitue au déroulement des débats et à la conduite du procès par le président du tribunal ne constitue en rien une nullité ». La police judiciaire est chargée de l'enquête.

M. Cl.

## Avec les inondations, les pompiers affirment leur « vraie vocation »

« NOUS NE SOUHAITONS PAS la catastrophe. Mais quand elle se produit, nous pouvons démontrer que nous savons la gérer, et que nos moyens techniques sont justifiés. » Le lieutenant-colonel Delaigue, secrétaire général du Syndicat national des officiers sapeurs-pompiers professionnels, ne se réjouit pas des inondations que subit la France depuis plus de dix jours. Pourtant celles-ci mettent un peu de baume au cœur du sapeur-pompier, devenu au fil des années corvéable à merci pour des tâches qui manquent souvent de noblesse.

Hélicoptères des royaumes potociels, secourus en barque les inon-

dés coupés du monde, prévenir les risques de pollution... Il n'est pas un journal qui, ces derniers jours, ne vante leur savoir-faire. Cette actualité semble faire du bien au moral des 235 000 sapeurs-pompiers civils et militaires. Mis en cause dans le drame de Furiani, parfois agressés dans certaines banlieues, de plus en plus sollicités pour des missions souvent bien éloignées de l'urgence, les sapeurs-pompiers sont aujourd'hui « en plein malaise », selon le porte-parole de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France. « Nous effectuons 3,5 millions d'interventions par an, contre 1 million seulement il y a

vingt ans, alors que les effectifs sont les mêmes ».

C'est que les volontaires se font rares, sous les effets de la désertification des zones rurales, de la crise, de la faiblesse des compensations financières (une vacation horaire est payée 45 francs en moyenne), et, plus généralement, « d'une image du métier de pompier quelque peu dévalorisée ». Les pompiers, dont l'âge moyen et la charge de travail s'élèvent, effectuent par ailleurs des missions souvent fort éloignées de leurs compétences de base. « En province, tout le monde connaît au moins un pompier, et hésite à le déranger, souligne-t-on à la Fédéra-

tio nationale. Mais dans les grandes villes, on l'appelle pour un oui pour un non ».

Du coup, ces trente dernières années, le pompier est, pour la Fédération, passé de « soldat du feu » à « technicien du risque... et du dépannage à domicile ». Dans la capitale, 5 % seulement des interventions sont liées au feu. Et à croire le lieutenant-colonel Maresca, de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris, les interventions ne relevant pas de leur compétence sont évaluées, après coup, à environ 20 %. La nuit, le « 18 » tient lieu de SOS Amitié, avec la garantie de toujours trouver quelqu'un à l'écoute. « A Paris,

il y a une vraie dérive, constate M. Maresca. Alors que notre mission est normalement d'agir quand la vie est en danger, nous sommes de plus en plus mobilisés par la détresse sociale et morale : nous secourons les sans-abri, les alcooliques, les drogués, les personnes suicidaires. » Puisque les solidarités familiales, les gardiens d'immeuble et les médecins de famille ont tendance à disparaître, c'est au pompier que l'on fait part de sa détresse.

« Le problème, selon le lieutenant-colonel Delaigue, est que ces missions annexes s'effectuent parfois au détriment des vraies urgences. » Lui qui constate une « inflation galopante des demandes d'intervention » estime qu'il convient d'être plus sélectif. Les pompiers refusent désormais de secourir les personnes coincées dans les ascenseurs s'il n'y a pas de danger vital. Ils y regardent à deux fois quand les écoles qui ont oublié de se doter de l'infirmerie réglementaire les appellent pour un bobo. Et considèrent même comme légitime, dans certains départements, de se faire rémunérer pour détruire un nid de guêpes ou extraire une voiture d'un fossé.

Pascale Krémer

### Le mouvement de décrue se confirme

Le mouvement de décrue semble désormais engagé dans la quasi-totalité des quarante-trois départements qui, selon la direction de la sécurité civile, ont été touchés par les inondations. Dans l'Ouest, les dernières alertes de crue ont été levées jeudi 2 février, à Mortain et Quimperlé, dans le Finistère. Le reflux des eaux dans la Meuse et les Ardennes se poursuit, quoique très lentement.

En revanche, la situation demeure préoccupante en Seine-Maritime, en raison de l'influence des grandes marées, ainsi que dans l'Oise et le Val-d'Oise, où le niveau des cours d'eau n'est pas encore complètement stabilisé. Le bilan est de seize morts. Près de 30 000 habitations ont été touchées par des dégâts des eaux, et 1 700 entreprises ont eu recours au chômage technique.

Huit ans de campagne publicitaire contre le sida

Dernier dans le supplément "Radio-télévision"

Le Monde

الصحافة

GARNET

تليفون  
40 65 29 94  
40 65 29 96



## HORIZONS

ENQUÊTE

**J**O LOUSSOUARN, oeil noir, pull marin ras de cou, s'est levé de son siège, derrière son bureau, comme une étrave qui monte sur la houle. « La pêche française ne coulera pas et nous Bretons nous ne coulerons pas avec ! » La Houle ? C'est justement le nom de sa société. Il a d'abord été matelot, puis patron de pêche et maintenant le voilà chef d'entreprise : une affaire mi-artisanale par l'esprit, le capital familial et l'histoire, mi-industrielle par les impératifs de la gestion et les exigences économiques du moment.

Le siège social de La Houle SA à Saint-Guénolé (Finistère), au cœur du pays bigouden, ressemble à une anodine boutique. Elle est sise au

ceux qui feignaient de croire que les « Trente Glorieuses » de la pêche (1960-1990) continueraient indéfiniment. Non, le prix du poisson ne remontera pas ! Non, tout le monde - petits côtiers, grands armements - ne sera pas sauvé ! Non, le système éclaté des criées (presque une dizaine dans le seul Finistère) et des cours irréguliers au jour le jour ne pourra pas durer ! Non, les concessionnaires Mercedes et BMW de Quimper ne seront plus considérés comme les plus chanceux de France ! Les esprits et les comportements ont commencé à changer et à la démolition ont succédé le réalisme et le langage de la rigueur. Le comité de survie, tant en pointe l'an dernier, n'est pas tout à fait mort. Il survit. Le gouvernement, pris de vitesse l'an dernier en dépit des mises en

# Lame de fond sur la pêche

**Un an après les émeutes de marins-pêcheurs, les prix du poisson restent bas, la consommation est atone, les importations continuent. Mais les patrons s'adaptent au marché et aux méthodes modernes de gestion.**

rez-de-chaussée d'une maison simple de la rue des Comorans. Mais Jo a un ordinateur et des livres de comptes informatisés pour tenir à jour les performances comparées des six bateaux, tous de 22 mètres, qu'il gère avec l'aide de sa femme. Au mur, une aquarelle, son premier bateau.

Un an après les dramatiques émeutes des marins-pêcheurs qui s'étaient achevées dans le brasier du Parlement de Bretagne à Rennes, le 3 février 1994, les Casseurs de tous bords prédisent que « ça va recommencer ». Comme 1994, qui avait ressemblé à 1993, 1995 commence mal pour les chalutiers, les « ligneurs », les « fileyeurs ». La reprise générale de l'économie qu'annoncent régulièrement les conjoncturistes s'est évanouie. Pourtant, chez ceux qui, comme Jo, « connaissent la filière et les gens » - pêcheurs, mareyeurs, assistants sociaux - et qui n'apprécient pas « ceux qui portent à tort et à travers » de la pêche à Paris ou à Bruxelles « car ils ne comprennent pas qu'il s'agit d'une affaire économique », ce n'est pas le pessimisme rageur qui domine, mais la clairvoyance.

**L**ES prix du poisson, pourtant, restent bas, la consommation demeure atone, les importations continuent, l'Europe ne s'est pas mise à l'abri d'une manipulation monétaire d'un de ses Etats membres, l'endettement des armements n'a pas diminué, l'aquaculture concurrente de la pêche fait des progrès, la ressource elle-même, trop longtemps pillée, se reconstitue mal. Et voilà que, depuis le début janvier, en Manche comme dans l'Atlantique, un temps de chien retient les bateaux à quai ! C'est toujours comme ça l'hiver, et les crises générales, d'ailleurs, éclatent toujours en hiver. Mêmes causes, mêmes effets ? « Ne parlons pas d'une crise ou de crises conjoncturelles, mais de mutation en profondeur qui durera longtemps », analyse Henri Didou, syndicaliste CFTD, auteur d'un rapport remarquable sur le sujet qu'il a présenté il y a quelques jours au comité économique et social de Bretagne.

Violences et grèves de l'an dernier ont eu au moins ce mérite : elles ont ouvert les yeux à tous

garde que lui avaient prodiguées les professionnels, a enfin mesuré l'ampleur du sujet : memorandum à Bruxelles, relèvement de 60 % des crédits dans le budget 1995, audit de deux inspecteurs (des finances et des affaires maritimes) dont les conclusions vont déboucher sur l'annonce, fin février, d'un plan de soutien à la pêche artisanale qui est la plus fragile. « Mais, a prévenu l'aveyronnais Jean Puech, ministre en charge du dossier, c'en est fini de l'assistanat permanent. Il ne peut plus être question d'octroyer des aides publiques sur la base de mesures générales et indifférenciées. » A la sortie de la réunion du comité de suivi, le 18 janvier, pendant laquelle le ministre prononça ces paroles, un responsable CGT eut ce mot : « Nous préférons entendre la vérité. » Et sur la côte morbihannaise, un armateur d'Etel

« J'ai eu un mal fou à faire comprendre qu'un port n'est pas seulement un endroit où les bateaux débarquent leur marée. Le poisson vient aussi bien d'ailleurs, par train, camion, voire par avion. On traite ici du poisson d'Afrique ! »

traduisit ainsi le discours officiel : « OK, on a compris, il va y avoir une sélection naturelle... »

Certains s'y préparent déjà depuis belle lurette. C'est en 1992 que l'armement Dellhemmes de Concarneau a institué le système des conteneurs à poissons sur ses chalutiers industriels. « Avant, il fallait 14 dockers pendant huit heures pour décharger 24 tonnes de marchandise, aujourd'hui 3 hommes suffisent en une heure un quart », se félicite le directeur Hervé Jeantet. « Cette révolution technique a été pour nous un extraordinaire amortisseur de crise. » L'entreprise a même pu augmenter de 7 %, en 1994, les salaires des 150 marins qui arment les 13 navires. « On ne pourra progresser que par une baisse des charges, ajoute-t-il, c'est absurde de tabler sur une hypothétique reprise des cours. » De fait, à la criée de Concarneau, le prix moyen du poisson débarqué par

les chalutiers industriels est tombé de 10,93 francs le kilo en 1993 à 10,61 en 1994. Pour les apports des artisans et des petits bateaux côtiers, la chute est plus brutale encore : 13,47 contre 14,23.

Jo Loussouarn lui aussi veut raisonner « en termes de plus points possible » et cherche « à exploiter des niches commerciales ». Production vedette du pays bigouden, la langoustine se vend mal lorsqu'elle est trop abondante. Pourquoi alors ne pas la congeler, voire décorer les queues et alimenter le marché lorsqu'il est demandeur ? « L'important est de se demander ce que veut en définitive le consommateur. » Apparemment se pose la question va de soi. Mais dans la bouche d'un pêcheur elle prend un sens quasi révolutionnaire. Car jusqu'à une date très récente il se contentait de pêcher et de vendre à

ils ont besoin des importations autant que de la production locale. Mais je le dis nettement : il faut tout faire aujourd'hui pour aider davantage les pêcheurs que les mareyeurs. L'essentiel, pour lui, est de garder en pays bigouden le plus possible de bateaux pour que les apports de lottes, merlus ou langoustines ne baissent pas. Il possède déjà des parts dans un bateau et il est prêt, puisque l'on cherche des repêchers pour des navires modernes et gaillards mais mal gérés, à « mettre des billes » dans des armements.

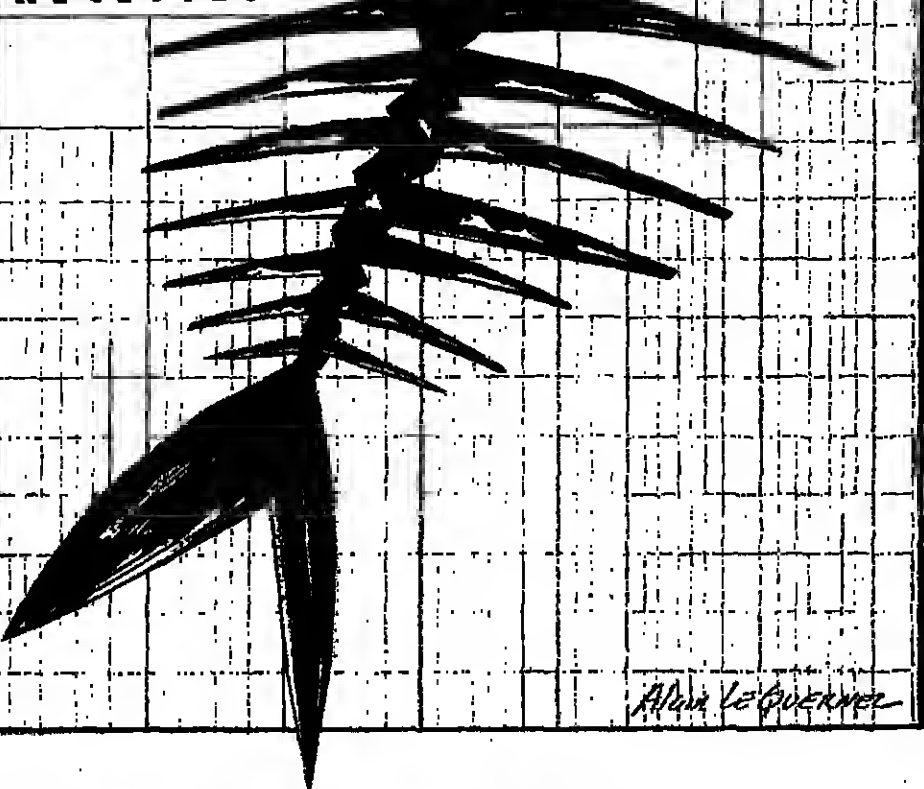
Le mouvement est lancé et la glace rompue. Trop longtemps compartimenté, le monde du poisson commence à parler en termes d'interprofession, de coopération, d'ouverture. Unigrains, la banque des céréales, va épauler les mareyeurs dans leur restructuration. A l'image des agriculteurs, entraînés par Alexis Gourvenec, qui ont voulu contrôler ce qu'il advient de leurs choux-fleurs, les pêcheurs sortent de leur monde. Certains seraient même prêts à commettre l'impensable et à heurter les règles non écrites des patronymes des bateaux puisque cet homme de Penmarc'h aimerait bien donner à sa prochaine embarcation le nom de la jolie musulmane qui, jadis, a conquis son cœur. De là que Marie Soizic, Amour de la mer, Bra Gaz, ou Océanide, amarrés à couple, froncent leurs membranes !

Ancien ministre de la mer, Jean-Yves Le Drian, maître socialiste de Lorient, constate que « la mutation culturelle collective s'accomplit, non sans douleur, mais déjà avec des résultats. C'est vrai pour la pêche industrielle, moins pour la flottille artisanale ». Les habitudes, voilà le handicap ! « J'ai eu un mal fou à faire comprendre qu'un port de pêche n'est pas seulement un endroit où les bateaux débarquent leur marée mais où le poisson vient aussi bien d'ailleurs par train, camion, voire par avion. On traite ici du poisson d'Afrique ! » Boulogne l'a compris bien avant Lorient, qui reste fragile, même si, ce qui ne s'était pas vu depuis des années, le sport de pêche de Keroman - géré

## DEPENSES



## RECETTES



Alain Le Guennec

Saint-Denis et il « s'y est fait », « c'est mieux que d'être obligé de mettre son sac à terre ». Et puis, c'est l'étré austral en ce moment, cela change des tempêtes de l'Ouest Ecosse.

A l'image de la multitude d'espèces et de catégories de poissons que remonte un trait de chalut, la pêche edge le pluriel. Sète a ses règles et ses prix, les goémonniers de Portsalé sont des « cultivateurs ». Quel de commun entre Camaret et Donarnenez qui se meuvent et l'île d'Yeu qui s'est spécialisée dans les bars, les soles et le thon blanc, la flottille de Basse-Normandie qui s'est renouvelée avec circonspection, les armements industriels dont les équipages bénéficient d'un salaire minimum et les matelots de la pêche artisanale, rémunérés à la part ? Quand la lotte était à 35 francs le kilo au lieu de 21,49 aujourd'hui on gagnait des mille et des cents et la dignité (ou l'orgueil) du marin eût été offensée que son épouse travaille. Mais aujourd'hui, la crise ayant aidé à tout mettre sur la table, qui peut admettre qu'en cas de chômage technique un matelot ne puisse avoir droit qu'à 2 800 francs pour une période maximale de vingt-huit jours ? Qui ira comprendre que les équipages sur un bateau de moins de 25 mètres ne cotisent pas aux Asse-dic ? « En cas de chômage un matelot n'a droit qu'à 74,01 francs par jour pendant deux cent soixante-quatorze jours. Après c'est le RMI », explique, documents officiels sous les yeux, une assistante sociale.

**E**t pourtant, si la pêche est toute tourmentée par ce qu'elle va devoir affronter en réformes de structure, en sorties de flotte, en déchargement de bateaux, en ventes à des pays du tiers-monde pour une bouchée de pain, elle n'a pas pour autant déclaré forfait. « Il n'y a pas de chômage, un bon patron et un bon matelot trouveront toujours un embarquement », affirme Jo Loussouarn. « Tous nos jeunes trouvent du travail à la sortie, car on manque de bras », renchérit Jean-Marie Maillard, directeur de l'Ecole d'apprentissage maritime du Guilvinec : 22 admis à la rentrée 1993, 45 à la suivante ! Il faut dire qu'il ne prépare pas seulement l'ensemble des lycéens aux métiers de mécaniciens ou de lieutenants de pêche. « Je suis en pourparlers pour ouvrir un bac pro pour les produits de la mer et l'alimentation option poissonnerie, un secteur porteur d'emplois. » Mais ce n'est pas tout. Jean-Marie Maillard, qui a bousillé partout, de Terre-Neuve à Madagascar en passant par Saint-Malo, a ouvert en septembre un stage de formation pour les femmes de marins. La comptabilité, l'initiation à l'environnement juridique, la formation des prix, les relations avec les banques, le maintien de l'informatique, ça ne s'improvise pas. Elles sont 25 à suivre quatre cent quatre-vingt heures de cours jusqu'en mars. « Vous verrez ces dames, elles sont animées d'une volonté farouche. On a su faire des marins, des mécaniciens, pas des chefs d'entreprise. Il faut que ça change. »

Les experts qui ont passé au peigne fin la pêche artisanale française sont parvenus à un constat sévère : sur 1 600 bateaux de plus de 12 mètres, 350 environ sont en difficulté sérieuse et 120 (dont 70 environ en Bretagne) quasiment en faillite. Ce qui fait mal au cœur car il s'agit de beaux navires en général récents.

Même coopératifs, les banquiers avant, de toute façon, le dernier mot. Si on leur demande d'allonger les délais de remboursement des prêts, « ils veulent bien », mais à condition que les chambres de commerce de leur côté diminuent les frais de criée et les taxes de port. Le gouvernement, Bruxelles et les régions sont prêts à mettre de l'argent, mais « bateau par bateau, port par port ». En tout cas, on verra à ce que ceux qui, criblés de dettes, doivent inéluctablement abandonner le métier puissent le faire « dans des conditions honorables », selon l'expression du ministre de l'Agriculture et de la Pêche : ce qui veut dire en clair que les banquiers et autres créanciers, s'ils veulent dépêcher les huissiers, pourront leur désigner les navires ou les voitures, mais pas la maison familiale.

François Grosrichard



Alain Le Guennec



# Etrange révolution cubaine

par Jacobo Machover

AINS, selon *Le Monde* du 27 décembre 1994, nous serions en train d'assister, sans nous en rendre compte, à une « seconde révolution cubaine ». Il faut peut-être rappeler que les Cubains ont connu deux véritables révolutions avant celle de Fidel Castro, en 1959 : d'abord, la deuxième guerre d'indépendance contre l'Espagne entre 1895 et 1898, ensuite l'insurrection généralisée contre le dictateur Gerardo Machado en 1933. La chute de Batista n'est donc pas la seule et unique révolution que l'île ait connue jusqu'à présent, malgré ce que semble croire votre éditorialiste.

Mais au fait, en quoi consiste cette « révolution » invisible ? En une « libéralisation économique sans le moindre changement politique » ? Ce n'est pas la première fois que certaines mesures capitalistes sont adoptées, pour être à plus ou moins court terme annulées par suite d'un caprice soudain du commandant en chef. Déjà, en 1980, les autorités avaient accepté l'existence des marchés libres payants, mais l'expérience s'était révélée dangereuse pour le « socialisme » et avait par conséquent été supprimée.

Il est vrai que les mutations actuelles semblent faire partie d'un plan d'ensemble destiné à « dollariser » le pays et à le vendre au plus offrant. Avec des dollars, on peut tout trouver dans les magasins ouverts aux étrangers et aux privilégiés qui ont la chance de posséder les billets verts autrefois tant honnâmes. Le tourisme sexuel est aujourd'hui le principal attrait de Cuba, hormis la nostalgie qui s'attache à l'image de Fidel Castro,

dernier bastion d'un idéal qui se meurt.

Les étrangers, et même les Cubains de « nationalité étrangère », c'est-à-dire les exilés, peuvent à présent acheter de luxueuses propriétés à La Havane et ailleurs avec, s'ils le souhaitent, des dépendances pour les domestiques.

Pendant ce temps, des quartiers entiers de la capitale tombent en ruine, comme la Vieille Havane, pourtant classée par l'Unesco comme partie intégrante du « patrimoine mondial de l'humanité ». Pendant ce temps, la majorité de la population crève de faim, littéralement, et ce ne sont pas les centaines de milliers de suppressions d'emplois annoncées qui vont remédier à cette situation. Pendant ce temps, des dizaines de Cubains continuent à risquer leur vie dans le détroit de la Floride à bord d'inconcevables embarcations, comme les *balseros* de l'été dernier mais, cette fois, accompagnés par le silence des médias. Et des centaines de dissidents, comme Yndamiro Restano ou Sebastian Arcos, continuent à croupir dans les prisons de l'île, accusés de « propagande ennemie ». Et Fidel Castro vient de fêter ses trente-six ans au pouvoir, avec un bilan aussi brillant, sans envisager aucun type de référendum ou d'élections.

Pour certains analystes ou sympathisants déboussolés, la cause de ce désastre aurait un nom : l'embargo américain (le langage officiel l'appelle « blocus »). Disons-le tout net : cet embargo, instauré en 1961, n'a jamais servi à rien. Au contraire. Le régime s'en est toujours servi comme d'une arme idéologique de choix, en faisant

croire à la menace d'une intervention des Etats-Unis, pourtant improbable depuis les accords entre Kennedy et Khroutchchev à la suite de la crise des fusées d'octobre 1962.

Cuba a toujours pu commercer avec le reste du monde, ex-pays socialistes et pays capitalistes inclus. L'embargo a même permis à la classe dirigeante de s'enrichir à travers le trafic des marchandises américaines en provenance du Panama et d'autres pays complaisants.

**Cuba peut représenter un excellent investissement pour qui veut rester sourd et aveugle face à la répression et à la misère du peuple**

Si, actuellement, l'aide humanitaire récoltée par diverses organisations de solidarité et par des organismes religieux, dont Caritas, n'arrive pas à ses destinataires supposés, ceux qui souffrent de la pénurie, c'est parce qu'il est systématiquement détournée à la douane au profit de l'appareil en place. Et non pas à cause d'un quelconque embargo ou blocus.

Faut-il pour autant demander la levée de cet embargo, comme le faisaient un certain nombre de

personnalités réunies autour de Georges Marchais dans un appel publié par plusieurs journaux, dont *Le Monde*, et comme le suggère sans trop de précautions votre éditorialiste ? Certainement pas. Quelle victoire ce serait pour Fidel Castro l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid ou l'Irak de Saddam Hussein n'ont pas eu droit de votre part à un tel traitement de faveur.

Cuba peut représenter, en ce moment, un excellent investissement pour qui veut rester sourd et aveugle face à la répression et à la misère du peuple. Récemment, un homme a été condamné à mort pour avoir voulu quitter illégalement l'île au mois d'août dernier. Il sera probablement exécuté, comme tant d'autres l'ont été avant lui sous les prétextes les plus divers. Non, Cuba n'est pas le paradis tropical que nous présentent les agences de voyages et certaines revues. C'est un pays d'une immense richesse culturelle et vitale, écrasée sous la botte d'un homme tout-puissant, envers lequel trop d'intellectuels, trop d'hommes politiques, trop de journalistes continuent à exprimer leur admiration, malgré tout ce que l'on sait sur le terreur qu'il impose aux Cubains. Combien faudra-t-il répéter de cadavres dans le détroit de la Floride, combien d'exilés faudra-t-il dénombrer, combien d'exécutions faudra-t-il déplorer pour que naisse un mouvement de solidarité envers un peuple soumis au plus terrible des blocus, celui de la peur ?

Jacob Machover est un journaliste cubain résident à Paris.

## Crime d'indifférence

par Francis Rosenstiel

« A RBEIT mocht frer ». La gille s'est à nouveau refermée. En perspective, c'est bien la rampe de sélection entre la mémoire et l'indifférence qui peut renforcer, par-delà l'acte, le crime.

Alors que l'oubli relève de la faiblesse extrême ou d'une lâcheté que rien n'explique sinon la lâcheté elle-même, l'indifférence accompagne le crime à travers l'espace et le temps.

C'est bien l'indifférence et l'ennui que l'on retrouve toujours comme les composantes majeures des complicités singulières sur lesquelles se fondent, au-delà des armes, les crimes contre l'humanité. En cela, l'indifférence de tous les tyrans purificateurs a « vu » juste et misé sur, cela vaut presque une assurance-vie pour les majorités bellantes et recroquevillées dans la position des grands abandonnés.

Lorsque les camions bondés passent et que se referment les portes du grand wagon de la Shoah, les petits rideaux en vichy rouge et blanc tombent aux fenêtres des peuples souvent las du malheur des autres, et bien des regards se détournent. Lorsque le parent ou l'ami, marqué de l'étoile ou non, le Trizane ou l'homosexuel manquant à l'appel un matin de rafle, la normalité « légitime » revue et corrigée par le pouvoir en place reprend ses droits, dormant en quelque sorte, même cinquante ans après Auschwitz, son sens du mouvement perpétuel.

C'est pourquoi, dans le temps, seuls la mémoire, l'éducation et le sens aigu de la responsabilité politique constitueront les sanctions ultimes du crime d'indifférence. Le procès dont elles résultent ne siège dans aucun prétoire, il mûrit au contact de l'éternité au cœur même des justes des nations.

L'indolgence, le révisionnisme ou la simple ritualisation du souvenir sont à cet égard des témoignages de déraison qui ne sauraient avoir droit de cité. Le vrai triomphe sur la mort doit s'inscrire dans l'exemplarité de la vie des survivants. La vie tout court ne suffira jamais car elle porte aussi en elle la faiblesse de tout recommencement.

Le témoin qui s'exprime à travers ces lignes sait par expérience vécue que la survie n'est jamais simple soulagement ; elle ne doit pas être davantage culpabilité ou renoncement. L'armée des survivants constitue la somme des passeurs de mémoire. Cette année-là ne se suffit pas à elle-même ; elle

ne peut vaincre que grâce au relais d'une jeunesse vivante et sensible jusqu'à l'épiderme à tout ce qui menace les libertés et les valeurs en terre d'Europe et de par le monde.

De ci de là, on perçoit des signes de lassitude chez les tourmenteurs de pages en accablés. Un peuple sans mémoire perd toute dignité et n'est pas porteur d'avenir.

**Un peuple sans mémoire perd toute dignité et n'est pas porteur d'avenir**

Devant l'immensité du crime, la défense est à jamais condamnée à demeurer assise et muette. Ce qui est en cause ici, c'est l'infime capacité d'indifférence des nations, ce véritable crime de non-assistance à peuples en danger. Du fait de son caractère unique, dû à sa nature et à son amplitude, la Shoah a donné la mesure ultime du réservoir de complaisance ou d'inhibition sur lequel toute aventure totalitaire peut compter. Telle est aussi son exemplarité. Le véritable défi lancé à toute démocratie sera dès lors de savoir infirmer ce constat. Lorsque nous chantons « Aux armes citoyens » ou lorsque retentit l'euro-péen « Hymne à la joie », c'est bel et bien à ce défi qu'il nous faut songer : une mobilisation intérieure en quelque sorte.

Notre Europe constate aujourd'hui l'absence d'ennemi clairement identifié ainsi que la gommage des repères. La mémoire des indifférences aussi, tout comme celle de l'adversité, est une des clés les plus dignes de confiance de la survie des générations à venir. Les amnésiques ont le bonheur fragile, car il se trouve toujours quelqu'un pour les prendre par la main. Ces guides-là n'ont que le Rubicon pour lieu de passage et le néant pour destination.

Francis Rosenstiel est fonctionnaire international et professeur à l'Institut des hautes études européennes de l'université de Strasbourg.

## Le cas Pierre Cot : une réplique de Thierry Wolton

CONTRAIREMENT à ce qu'on put laisser croire les extraits parus dans *Le Monde* du mercredi 25 janvier, la commission d'historiens rend plusieurs fois hommage à mes recherches sur Pierre Cot et l'URSS (*Le Grand Recrutement*, Grasset, 1993) dans la brochure qu'elle a éditée sur cette affaire. Je l'en remercie, même si elle conclut que, somme toute, j'ai pêché par amalgames et approximations. Pour que les lecteurs du *Monde* puissent en juger, il eût été opportun de publier quelques documents plutôt que de s'en tenir à leur seul commentaire. Je préfère donc, pour ma part, laisser parler les faits, tellement probants, et indiquer les pistes négligées par la commission.

En 1938, Walter Krivitsky, officier de la Guépéou (ancêtre du KGB, comme le NKVD, dont il sera question plus loin), vient de passer à l'Ouest. Krivitsky désigne Pierre Cot comme un agent payé par l'URSS.

Pour confirmer ces faits, la commission eût été avisée de s'intéresser aux notes de Paul Wolf, ami de Krivitsky, disponibles au département d'Etat américain.

Les membres de la commission évoquent en revanche un certain

« François », du cabinet de Pierre Cot au ministère de l'Air pendant le Front populaire, comme étant un agent soviétique. J'ignore qui se cache derrière ce nom de code, mais j'indique dans mon livre qu'André Labarthe, autre membre du cabinet Cot, fut recruté à cette époque par Moscou, comme il l'avouera à la police française en 1965.

Rejeté par de Gaulle à Londres, qui le trouve trop marqué politiquement, Pierre Cot arrive aux Etats-Unis fin août 1940. Dès le mois de novembre, il se met en contact avec l'URSS par l'intermédiaire d'Earl Browder, secrétaire général du PC américain et cadre de la III<sup>e</sup> Internationale (IC).

« Cot veut que les dirigeants de l'URSS sachent qu'il est prêt à accomplir toutes nos missions et que pour cela il est même prêt à trahir sa situation », transmet Dimitrov, le patron de l'Internationale, à Molotov, le premier ministre, le 3 décembre 1940 (archives IC, fonds 495, catalogue 74, dossier 282).

En plein pacte germano-soviétique, l'offre de service paraît tellement stupéfiante que Dimitrov en perd son russe, employant ici improprement le verbe « trahir », significatif, pour « changer sa situa-

tion ». Pierre Cot voulait dire par là qu'il était prêt à se rendre où l'URSS jugerait sa présence utile.

Confirment mes informations, la commission publie un document plus accablant encore : l'offre de Cot arrive directement à Beria, le tout-puissant patron du NKVD, par l'intermédiaire de Pavel Fitine, responsable du renseignement politique à l'étranger. Ce message, daté du 23 novembre, avant donc que Dimitrov soit informé, prouve que Cot est bien par le canal des services secrets soviétiques que tout est passé. Staline sera d'ailleurs lui-même averti de l'offre de service de Cot. C'est dire combien l'affaire revêt d'importance pour Moscou.

On en trouve trace dans les archives de l'Internationale à Moscou (fonds 495, catalogue 74, dossier 54) : « Je vous fais parvenir le résumé du rapport de Pierre Cot sur la situation internationale et ses perspectives, que nous avons reçu par télégramme. Le rapport est fait pour vous sur proposition du camarade Browder à partir des matériaux disponibles et des observations personnelles de Cot. » Cette note à Dimitrov, datée du 21 janvier 1943, est signée Fitine, le chef du renseignement à l'étranger.

Des années après les faits, les services secrets américains et anglais apprendront que Cot a bien établi, à partir de 1942, plusieurs rapports sur Moscou et fourni des informations sur des personnalités françaises. Ces renseignements transitaient par Vassili Zaroubine, résident (chef) du NKVD aux Etats-Unis, et par son adjoint Pravdine, comme le prouve le décriptage des messages échangés par ces deux hommes avec leur central de renseignement.

Sur ce point capital, le savoir de Robert Lamphere ou d'Herbert Rommerstein aux Etats-Unis eût été utile à la commission, de même que les connaissances de Christopher Andrew, le meilleur spécialiste anglais sur la question des codes secrets.

Au printemps 1944, Pierre Cot est envoyé en URSS en mission confidentielle par le général de Gaulle pour y étudier les problèmes liés à la reconstruction et pour préparer le voyage qu'envisage le chef de la France libre pour décembre. Les documents du ministère des affaires étrangères à Moscou apportent un éclairage intéressant sur son comportement d'alors (fonds 0136, catalogue 28 (8), dossier 186).

D'une part, il trahit la confiance du général de Gaulle en le présentant sous un jour très noir : « Le but de de Gaulle est de créer une espèce de néofascisme repointé aux couleurs de la France », dit-il à Yvan Malsky le 31 mai 1944. D'autre part, il se met, une fois encore, au service de l'URSS lorsqu'il déclare au vice-ministre des affaires étrangères Dekanozov, par ailleurs bras droit de Beria : « Vous avez beaucoup d'omis en France, je vous aiderai à en avoir davantage » (6 mai 1944).

Après guerre, Pierre Cot devient un informateur régulier de l'ambassade d'URSS à Paris, comme en témoignent les archives du ministère des affaires étrangères russe, que je tiens à la disposition de la commission. En pleine guerre froide, il décrypte pour Moscou la vie politique française et internationale.

Parallèlement à ces rencontres officieuses, Cot multiplie les contacts avec des officiers du KGB. Je peux aujourd'hui en révéler quelques noms : en 1947, avec Ivan Agayantov (résident) ; en 1948, avec Alexandre Abramov (résident) ; en 1950, avec Constantin Riazantsev ; en 1960, avec Mikhaïl Rogov (résident) ; en 1961, avec Valentin Vdovine.

A la lumière de ces faits, on peut bien sûr essayer de faire croire que Cot fut le prototype même de l'« idiot utile », comme disait Lénine avec mépris pour qualifier les bourgeois de gauche que Moscou pouvait manipuler. C'est le choix qu'a fait la commission. Mais lorsque Cot se met à la disposition de l'URSS (alliée de l'Allemagne nazie) en 1940 pour effectuer des missions, quand il écrit des rapports à l'intention des dirigeants soviétiques, et lorsqu'il rencontre régulièrement les officiers du KGB, il a franchi la ligne rouge qui sépare le compagnonnage de route de l'activité de renseignement. Tout historien du système communiste international arriverait aux mêmes conclusions que moi. Il est d'ailleurs étonnant que la commission n'ait pas sollicité les conseils de l'un deux pour avoir une bonne intelligence des documents et témoignages disponibles. « Si l'historien n'interprète pas, il ne fait pas son métier », a dit dans ces colonnes Jean-Baptiste Duroselle (*Le Monde* du 20 septembre 1994). Encore faut-il posséder les clés nécessaires.

Thierry Wolton

### AU COURRIER DU MONDE

#### CARBURANT

Grosse mobilisation contre la hausse des carburants. Or les Français parcourent en moyenne 11 000 kilomètres par an. Compte tenu de la performance des voitures, cela représente environ 1 000 litres de carburant. Une hausse de 33 centimes égale 330 francs pour l'année, c'est-à-dire le prix d'une chemise. Cela vaut-il la peine d'ameuter les populations ?

Cyrille L. Pinon  
Paris

#### OÙ SONT LES BELLES AMES ?

Alors que la presse et l'opinion russes, presque unanimes, avec un courage et un brio sans précédent, dénoncent la campagne d'intoxication raciste qui a précédé l'opération contre Grozny en mettant tous les vices du régime eltsinien (spéculation, mafia, meurtres) sur le compte des seuls Tchétchènes, alors que les intellectuels de là-bas conseillent à un dirigeant au bagage culturel évidemment limité de retirer ne serait-ce que ce que Tolstoï a écrit sur les nationalismes cauca-

siens, pas une dame patronnesse des salons parisiens, prête à partir en guerre pour le moindre enfant bouclé au fin fond de l'Océanie, n'a élevé la voix, à l'exception de trois honorables savants, qui se sont d'ailleurs limités à rappeler leur estime pour leur collègue Kovalov.

Les milliers de morts de toutes nationalités entassés par un régime assassin aux abois, vomis par son opinion publique déchaînée (du chef d'état-major au leader du parti au pouvoir) alors que l'establishment américain lâche la bride sur le cou et que la presse française fait un courageux travail d'information, quelle raison peut bien faire taire, au risque de perdre toute crédibilité, les éternels donneurs de leçons mélodramatiques ?

La jeune démocratie russe va sûrement sortir grandie et renforcée de cette épreuve ; il est dommage qu'elle doive commencer par une leçon de mépris pour les intellectuels occidentaux.

Claude Frioux  
professeur à l'université  
Paris-VIII

**"GRAND JURY"**  
**RTL-Le Monde**

**CHARLES PASQUA**

ANIMÉ PAR  
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC  
PAUL JOLY (LE MONDE)  
ET  
PATRICK JARREAU (RTL)

**RTL**

DIMANCHE  
18 H 30

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

*Le Monde*  
Grozny écrasée

G

ne peut vaincre que grâce au relais d'une jeunesse vivante et sensible jusqu'à l'épiderme à tout ce qui menace les libertés et les valeurs en terre d'Europe et de par le monde.

De ci de là, on perçoit des signes de lassitude chez les tourmenteurs de pages en accablés. Un peuple sans mémoire perd toute dignité et n'est pas porteur d'avenir.

Devant l'immensité du crime, la défense est à jamais condamnée à demeurer assise et muette. Ce qui est en cause ici, c'est l'infime capacité d'indifférence des nations, ce véritable crime de non-assistance à peuples en danger. Du fait de son caractère unique, dû à sa nature et à son amplitude, la Shoah a donné la mesure ultime du réservoir de complaisance ou d'inhibition sur lequel toute aventure totalitaire peut compter. Telle est aussi son exemplarité. Le véritable défi lancé à toute démocratie sera dès lors de savoir infirmer ce constat. Lorsque nous chantons « Aux armes citoyens » ou lorsque retentit l'euro-péen « Hymne à la joie », c'est bel et bien à ce défi qu'il nous faut songer : une mobilisation intérieure en quelque sorte.

Notre Europe constate aujourd'hui l'absence d'ennemi clairement identifié ainsi que la gommage des repères. La mémoire des indifférences aussi, tout comme celle de l'adversité, est une des clés les plus dignes de confiance de la survie des générations à venir. Les amnésiques ont le bonheur fragile, car il se trouve toujours quelqu'un pour les prendre par la main. Ces guides-là n'ont que le Rubicon pour lieu de passage et le néant pour destination.

Francis Rosenstiel est fonctionnaire international et professeur à l'Institut des hautes études européennes de l'université de Strasbourg.

**Depénaliser**

ne peut vaincre que grâce au relais d'une jeunesse vivante et sensible jusqu'à l'épiderme à tout ce qui menace les libertés et les valeurs en terre d'Europe et de par le monde.

De ci de là, on perçoit des signes de lassitude chez les tourmenteurs de pages en accablés. Un peuple sans mémoire perd toute dignité et n'est pas porteur d'avenir.

Devant l'immensité du crime, la défense est à jamais condamnée à demeurer assise et muette. Ce qui est en cause ici, c'est l'infime capacité d'indifférence des nations, ce véritable crime de non-assistance à peuples en danger. Du fait de son caractère unique, dû à sa nature et à son amplitude, la Shoah a donné la mesure ultime du réservoir de complaisance ou d'inhibition sur lequel toute aventure totalitaire peut compter. Telle est aussi son exemplarité. Le véritable défi lancé à toute démocratie sera dès lors de savoir infirmer ce constat. Lorsque nous chantons « Aux armes citoyens » ou lorsque retentit l'euro-péen « Hymne à la joie », c'est bel et bien à ce défi qu'il nous faut songer : une mobilisation intérieure en quelque sorte.

Notre Europe constate aujourd'hui l'absence d'ennemi clairement identifié ainsi que la gommage des repères. La mémoire des indifférences aussi, tout comme celle de l'adversité, est une des clés les plus dignes de confiance de la survie des générations à venir. Les amnésiques ont le bonheur fragile, car il se trouve toujours quelqu'un pour les prendre par la main. Ces guides-là n'ont que le Rubicon pour lieu de passage et le néant pour destination.

Francis Rosenstiel est fonctionnaire international et professeur à l'Institut des hautes études européennes de l'université de Strasbourg.



# Le Monde

## Grozny écrasée

«Grozny, c'est vraiment comme Dresde», observait, de retour de Tchétchénie, un envoyé spécial de l'Organisation de sécurité et de coopération en Europe (OSCE). Autrement dit, les Russes ont ravagé une de leurs « capitales » provinciales, ils ont détruit – littéralement détruit – à coups de bombardements aériens et à l'artillerie lourde une ville de près d'un demi-million d'habitants. La malheureuse capitale tchétchéne avait le tort d'incarner la volonté d'indépendance de la petite république du nord du Caucase.

Et la guerre va continuer, parce que les Russes paraissent décidés à faire payer très cher aux Tchétchéniens leurs velléités d'indépendance, et parce que ceux-ci n'ont, dès lors, d'autre choix que celui des armes. S'ils avaient des doutes – et ils furent un moment tentés par la négociation –, le comportement des troupes russes en terrain conquis les leur aura enlevés. L'armée russe mène une politique de terreur systématique. Tortures et exécutions sommaires de détenus; tirs à bout portant dans des groupes de prisonniers; grenades lancées dans des caves où se réfugient des civils; enlèvements, rafistages et autres « razzias », tous les témoignages concordent et rappellent les pires moments de la guerre que les Russes menèrent en Afghanistan. Il est un peu trop facile d'écarter du caractère despotique et mafieux – bien réel – du pouvoir du général Doudaïev pour justifier d'exactions contre tous ceux qui s'op-

posent au rouleau compresseur russe. Les Occidentaux doivent en tirer les leçons. Aucun de leurs discrets avertissements, aucune de leurs timides remontrances au président Boris Eltsine n'a été prise au sérieux. Depuis quelques mois, tout s'est, au contraire, passé comme si les Russes avaient interprété comme une manière de feu vert la tolérance manifestée à leur égard par les Occidentaux. Face à la logique de guerre totale qui paraît animer les Russes en Tchétchénie, les Occidentaux ne peuvent plus continuer à se réfugier derrière l'argument qu'ils ont longtemps mis en avant: il s'agit d'une « affaire intérieure russe ».

Il s'agit de bien plus que cela. Il s'agit d'une affaire qui révèle que les tendances lourdes du pouvoir russe – mépris absolu des droits de l'homme et refus du règlement négocié des conflits, bref: continuité de la tradition dictatoriale – n'ont encore été entamées que très superficiellement. Il faudrait en tirer les conséquences. Tant que la terrible répression en cours en Tchétchénie se poursuit, Boris Eltsine ne devrait pas être autorisé à venir siéger au prochain sommet du G-7, la Russie ne devrait pas être acceptée au Conseil de l'Europe, les efforts pour l'associer à l'OTAN par le biais du Partenariat pour la paix devraient être interrompus et les accords d'association avec l'Union européenne devraient être gelés. Aucune des portes que la Russie veut forcer pour être admise dans la famille des vraies démocraties – là où Pon ne bombarde pas ses « propres » villes – ne devrait lui être ouverte.

## Dépénaliser

La France sera donc l'un des derniers pays d'Europe à résister à l'évidence. En 1995, elle seule, aux côtés du Luxembourg et du Portugal, réprimera encore l'usage simple de drogue. Par-delà cette hésitation chronique à se ranger dans le camp des « dépénalisateurs », persiste encore dans notre pays le débat opposant – schématiquement – deux approches de l'usage de drogue, malade pour les uns, délinquant pour les autres. Ce clivage persiste au sein même de l'actuel gouvernement, Charles Pasqua s'étant par avance prononcé contre toute velléité de dépénalisation.

Les dix-sept « sages », nommés en mars 1994 par Simone Veil, n'ont pas voulu trancher cette question essentielle. Présommes profanes et devenus experts au fil des auditions, leurs débats ont finalement reproduit les oppositions qu'ils étaient censés dépasser. Leur président, le professeur Roger Henrion, aura défini des tréfonds d'habileté stylistique pour parvenir à une version finale qui ne heurte ni les uns ni les autres.

Sujet complexe, délicat, où le cœur a toujours raison, la toxicomanie souffre d'un déficit de données corrélées, d'études irréfutables, d'évaluations impariales. Après la superbe ignorance avec laquelle fut accueilli le rapport du Comité national d'éthique qui remettait en cause la classification des drogues en fonction de leur toxicité, après la non-prise en compte par le gouvernement de la dépénalisation

expérimentale préconisée par le Comité national pour la consultation des jeunes, les pouvoirs publics ont désarmé à leur disposition un document qui a le mérite de synthétiser les informations et les points de vue disponibles sur la question.

Dans l'entourage de M<sup>me</sup> Veil, on juge aujourd'hui que « le sujet n'est pas mûr en termes scientifiques objectifs ». Mais alors, quand le sera-t-il? Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 31 décembre 1970 sur les stupéfiants, le rapport Henrion est le troisième publié sur le sujet. Pourquoi, depuis vingt ans, rien, ou si peu, n'a changé dans l'arsenal législatif, alors qu'il est aujourd'hui démontré que le cannabis n'est pas mortel, qu'il ne crée pas de dépendance physique, qu'il ne conduit pas nécessairement aux drogues plus dures et que, finalement, seul son abus – et non son usage occasionnel – pose problème.

Cette « inertie législative » est d'autant plus dommageable qu'à mesure que passent les années les magistrats n'interprètent pas tous la loi de la même façon. Faut-il rappeler que deux circulaires du garde des sceaux, en 1978 puis en 1984, enjoignaient les tribunaux à ne plus poursuivre les personnes en possession de petites quantités de cannabis et préconisaient une dépénalisation de fait? Le moment n'est-il pas venu d'admettre l'existence d'une pratique sociale qui fait des millions d'adeptes et de prendre en charge autrement les toxicomanes dépendant de l'héroïne, de la cocaïne ou du crack?

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance. Directeur: Jean-Marie Colombani, président du conseil de surveillance, directeur de la publication; Dominique Adin, directeur adjoint; Jean-François Bompard, directeur de la rédaction; Edouard Planchon, directeur de la gestion; Anne Charnier, directeur délégué. Rédacteurs en chef: Thomas Ferey, Edouard Planchon, Robert Solé, adjoints au directeur de la rédaction; Bruno de Cevenot, Laurent Goussier, adjoints au directeur adjoint; Daniel Henrion, Jean-Luc Lecaillon, Luc Rommeville. Maquet: Lucchart, directeur du monde des médias; Alain Rollin, conseiller de la direction; Daniel Vermet, directeur des relations internationales; Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction. Médiateur: André Laurens. Conseil de surveillance: Alain Minc, président; Olivier Biffand, vice-président. Anciens directeurs: Herbert Bernheim (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Paulin (1985-1991), Jacques Lemaître (1991-1994). Le Monde est édité par la SA Le Monde, Druide de la société: cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social: 520 000 F. Fondateurs actionnaires: Société civile « Les éditeurs du Monde », Association Hubert-Bernheim-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde. Le Monde-Entreprise, Jean-Marie Colombani, président du conseil de direction. RÉDACTION ET SÉRIE SOCIAL: 15, RUE FAUGERES 75001 PARIS CEDEX 13. Tél.: (1) 46 45 25 25 Télécopier: (1) 46 45 25 21 Telex: 206 000. ADMINISTRATION: 1, PLACE HUBERT-BERNE-MÉRY 94852 (NYT-SUR-SEINE) CEDEX. Tél.: (1) 46 45 25 25 Télécopier: (1) 46 45 25 21 Telex: 261 317.

## L'Interdit

par André François



## Une France de propriétaires

Suite de la première page

Dans cette perspective, on comprend donc mieux la logique qui sous-tend les différentes propositions dévoilées sur TF1. D'abord, il convient d'offrir une « seconde chance » à ceux qui n'ont pas pu bénéficier d'une qualification. L'idée consisterait à permettre à un salarié de prendre un congé de formation pouvant durer jusqu'à trois ans, en bénéficiant d'une avance sur ses droits à la retraite, qu'il rachèterait ultérieurement. Le projet n'est certes pas nouveau. En d'autres termes, Michel Rocard avait déjà avancé sur cette voie, en instaurant le congé de formation individuelle (CFI). François Mitterrand a souvent dit qu'à ses yeux, au-delà de l'organisation du temps de travail ou de son aménagement, il convient de réfléchir à la modulation du travail à l'échelle de toute une vie, pour ménager des temps de formation. C'était, enfin, un des thèmes de prédilection du non-candidat Jacques Delors.

Toutefois, M. Balladur ne se borne pas à copier une mesure explorée par d'autres. La disposition trouve une place logique dans son projet. Selon sa formule, « cela permettrait de donner un peu d'air à notre société ». Le volet fiscal de ses propositions va dans le même sens. Selon les principes du libéralisme classique qui ont longtemps inspiré son action – « trop d'impôt tue l'impôt » –, M. Balladur aurait dû, en effet, annoncer qu'il compte poursuivre la réforme promise de la baisse de l'impôt sur le revenu. Or, sur TF1, il s'en est bien gardé. Il n'a fait, dans ce domaine, aucune promesse. Il s'est tout juste engagé à simplifier ce prélèvement et à supprimer toutes les déductions et abattements qui lui sont attachés. En revanche, il a clairement annoncé qu'en cas de victoire, il ouvrira un autre chantier: celui des droits de succession.

Il y a donc bien une cohérence entre ces dispositions. S'il veut, par la formation profes-

siologique, permettre à certains Français de prendre un second départ dans la vie, il souhaite, aussi, leur faire miroiter la possibilité de redevenir propriétaire, ou en tout cas, de transmettre plus facilement à leur progéniture le bien qu'ils ont acquis. Au passage, M. Balladur, a fait entendre qu'il ne rejette pas la proposition formulée par le ministre du budget, Nicolas Sarkozy, visant à baisser en premier lieu les taux les plus élevés des droits de succession (Le Monde du 7 janvier). Il a bien précisé que son projet d'allègement porte d'abord sur « les petites successions ». Même si le premier ministre ne l'a pas dit explicitement, on peut donc supposer que son intention serait de relever la franchise d'impôt, qui est actuellement de 330 000 francs pour une transmission à un conjoint et de 300 000 francs par enfant.

### DROITS DE SUCCESSION

La dernière suggestion, celle qui a trait aux droits de mutation à titre onéreux, s'inspire exactement de la même philosophie. En d'autres termes, ont observé les conseillers de M. Balladur, on pouvait progressivement faire sa pelote en s'écroulant pour acheter un appartement puis en le revendissant pour en acquiescer un plus grand. Désormais, ce n'est plus possible. Les taux d'intérêt l'interdisent. Pour ceux qui y parviennent tout de même, le fisc réclame au passage des droits qui, d'un département à l'autre, vont de 5 % à 6 %. Le projet balladurien vise donc à faire sauter ce verrou, en baissant très fortement cette fiscalité.

Le projet du premier ministre, qui, jusqu'à présent, pouvait à bon droit paraître flou ou ambigu, a donc maintenant le mérite de la clarté. Il ne s'inspire certes plus des thèses fortement libérales qui ont prévalu durant les années 1986-1988. Il fixe, cependant, un cap radicalement opposé à celui des socialistes, qui, eux, de Henri Emmanuelli à Lionel Jospin, défendent toujours le rôle régulateur de l'Etat et font de la solidarité le premier axiome de leur projet. Le rapport du Plan l'avait bien laissé entendre: le débat présidentiel ne sera pas esquivé et il opposera bel et bien les partisans de l'équité à ceux qui prônent l'égalité.

Laurent Mauduit

### RECTIFICATIFS

#### CRACK

Contrairement à ce que nous avons écrit dans Le Monde du 28 janvier à propos de la préparation du crack, cette « cocaïne à fumer » s'obtient en chauffant un mélange d'eau, de chlorhydrate de cocaïne et de bicarbonate (hydrogencarbonate) de sodium (et non de soude).

#### CONGO

Une erreur a été commise, dans l'article consacré au Congo (Le Monde du 2 février), les milices et les partis dont elles relèvent. Le Rassemblement pour la démocratie sociale est défendu par les Requins, et c'est le Parti congolais du travail qui est protégé par les Cobras.

#### BOCAGE

Une coupe malencontreuse a déformé le sens d'une déclaration de Jean-Yves Kermar-

rec, chargé de l'environnement au parc régional d'Armorique, dans l'article consacré à la suppression du bocage et aux inondations dans le Finistère (Le Monde daté 29-30 janvier). Si M. Kermarrec a bien indiqué qu'il « ne faut pas hurler avec ceux qui voient dans la disparition des talus l'origine des inondations », il estimait cependant difficile de mettre en doute le rôle régulateur du bocage: « S'il y avait eu des talus, les rivières seraient montées plus lentement. » Il ajoutait: « On oublie d'autres phénomènes, comme la culture de maïs, qui laisse les champs à nu l'hiver, la multiplication des zones industrielles, le remblaiement des prairies humides. »

#### MACIF

Dans l'article sur les tarifs de la MACIF (Le Monde du 17 janvier), une erreur nous a fait attribuer à M. Jacques Vandier la création de cette mutuelle. En fait, c'est M. Jacques Matsis qui est à l'origine de cette création en 1960. Il a été le président de la MACIF jusqu'en 1973.

### AU FIL DES PAGES / INTERNATIONAL

## L'empire retrouvé

PRÈS PURSS, la Russie. L'intervention armée en Tchétchénie, dont l'objectif affiché est de préserver l'intégrité territoriale de la Fédération russe contre des « bandes », séparatistes, pourrait bien aboutir au résultat inverse et être le prélude au démantèlement de la Fédération russe. Composée de quatre-vingt-neuf « sujets » (républiques, régions, districts...) qui revendiquent tous l'autonomie par rapport à un centre moscovite chargé de tous les péchés, cette fédération multinationale apparaît comme le dernier empire européen. Les empires ottoman et austro-hongrois ont disparu dans la défaite de 1918; les empires coloniaux se sont défaits après la deuxième guerre mondiale; la révolution d'Octobre et le régime soviétique ont donné à l'empire russe un suris aujourd'hui caduc. L'heure est aux Etats-nations, pas aux ensembles multinationaux.

Cette situation place les Occidentaux face à un dilemme parfaitement formulé par deux chercheurs de l'Hudson Institute, William A. Odom et Robert Dujarric: « Préfère-t-on qu'une Russie antilibérale et impériale maintienne la stabilité dans le Caucase et en Asie centrale ou préfère-t-on voir ces régions sombrer dans le chaos et le désordre tandis que la Russie s'en retire et consacrerait ses ressources politiques et économiques aux réformes internes? » Confrontés à cette question par la guerre en Tchétchénie, les Occidentaux ont cru pouvoir s'en tirer en souhaitant une Russie qui soit à la fois une démocratie et un gendarme dans son « étranger proche ». Mais c'est une dangereuse illusion, soulignent Odom et Dujarric, parce que la Russie ne peut être à la fois libérale et impériale, toute son histoire le montre.

Pour répondre aux défis posés par la fin de l'empire russe, mieux vaut ne pas répéter les erreurs commises – souvent par ignorance – dans d'autres circonstances, en Yougoslavie par exemple. Pour ne pas se tromper de diagnostic sur la Russie, la lecture d'un livre savant qui vient d'être traduit de l'allemand est hautement recommandée. Professeur à Cologne, Andreas Kappeler a publié une Histoire de la Russie en tant qu'empire multinationale qui porte autant d'attention aux peuples « périphériques » eux-mêmes qu'à l'épopée de la conquête russe. Or, le russo-centrisme dominant dans l'historiographie de l'époque tsariste comme de la période soviétique a occulté la mémoire de peuples qui, bien souvent, ont une histoire beaucoup plus ancienne que l'histoire russe. Ni la Transcaucasie ni l'Asie centrale n'ont attendu la colonisation moscovite pour avoir « une aristocratie, une tradition étatique et une culture développée ».

Sans prendre en compte le caractère multinationale de la Russie dès sa formation, on ne saurait comprendre une autre spécificité fondamentale: cet empire se distingue des autres empires coloniaux parce que, comme le disait l'historien russe Kliouchevski, « l'empire s'est colonisé lui-même ». Le pouvoir central cherchait d'abord à affirmer des objectifs politiques, ménager la noblesse locale à condition qu'elle se montrât loyale, tolérer les autres religions et conserver les modes d'organisation économique et sociale. Ce n'est qu'au moment de la conquête de la Sibérie que des objectifs purement économiques sont apparus.

Les différences entre l'empire multinationale russe et la colonisation de type occidental sur lesquelles insiste Andreas Kappeler n'ont pas un intérêt purement académique. Elles ont des conséquences politiques. Le sentiment éprouvé par les Russes d'avoir souvent été moins bien traités que les peuples « colonisés » a rompu leur allégeance au « centre ». Ils ne se reconnaissent plus dans l'Etat impérial et ne sont pas disponibles – la Tchétchénie le montre assez – pour des aventures militaires au nom de l'empire.

Les Etats-nations en douloureuse gestation sur les décombres de l'URSS laissent entiers deux problèmes: le sort des Russes hors de la Russie et le sort des minorités dans les nouveaux Etats, dont aucun n'est ethniquement homogène. Faut-il alors suivre Andreas Kappeler quand il évoque déjà la nostalgie d'un empire multinationale de Russie « dont les frontières géographiques et spirituelles étaient plus vastes que celles des Etats-nations (où) des intellectuels ouverts au monde – russes et polonais, allemands et tatars, finlandais et géorgiens – pensaient et travaillaient dans une interdépendance supranationale »?

Le multiculturalisme est un mythe mobilisateur – il a été utilisé aussi pour Sarajevo – qu'il serait simpliste d'écarter au nom du réalisme. Mais si l'on exclut la force comme moyen de maintenir les ensembles multinationaux, il faut bien affronter les effets de leur décomposition. Après seulement viendra le temps des retrouvailles.

Daniel Vermet

\* Commonwealth or Empire? Russia Central Asia and the Transcaucasus, William A. Odom et Robert Dujarric, Hudson Institute, Indianapolis, 290 pages, 12,95 \$. La Russie empire multinationale, Andreas Kappeler, Institut d'études slaves, 416 pages, 240 F.

Pour la situation actuelle dans la Fédération de Russie, on se reportera à deux publications de la Documentation française: La Russie face à ses régions, 64 pages, 35 F; « Multiple Russia, profiles socio-economic of vingt et une républiques de la Fédération, de la Carélie à la Yakoutie », Courrier des pays de l'Est, 333.

الصحف العالمية



**DIVERSIFICATION.** La famille Agnelli, propriétaire de Fiat, est satisfaite de la diversification hors de l'automobile qu'elle a conduite ces dernières années, notamment en

France, dans l'industrie agroalimentaire. Giovanni Agnelli, le patriarche, songe à sa succession. **MAIS L'AUTOMOBILE** va également mieux. Les ventes de Fiat ont

crû de 20 % en 1994. L'entreprise est sortie du rouge avec un bénéfice d'exploitation de 8,5 milliards de francs. La restructuration de la firme avait tardé, et 12 000 emplois ont dû

être supprimés l'an passé. Mais ces efforts, ainsi que le renouveau de la gamme, portent leurs fruits. **FORT** de son immense poids économique, la famille Agnelli occupe une place

particulière sur la scène politique italienne. Son influence est grande, sa prudence également. Giovanni Agnelli joue les médiateurs mais évite la politique politicienne.

## La famille Agnelli et Fiat affirment leur puissance hors d'Italie

La France est le premier pôle d'investissement du groupe transalpin, qui détient des intérêts dans Alcatel, Danone, Saint Louis, Accor et Matra Hachette. Fiat gagne des parts dans le marché automobile

SI GIOVANNI AGNELLI, le plus emblématique des patrons italiens, a été contraint à soixante-quatorze ans, en juin 1994, de conserver la haute main sur le groupe Fiat alors déstabilisé par l'opération « Manu pulite » pour rassurer ses salariés et la communauté financière italienne, il n'a pas voulu pour autant écarter des affaires son frère cadet Umberto, alors âgé de soixante ans, qu'il avait désigné comme son successeur. Giovanni était aux commandes du groupe depuis 1966, Umberto était déjà en charge de toute l'automobile. Mais il fallait que les passions s'apaisent, et Umberto s'était montré un peu trop catégorique en affirmant que personne, au sein de la Fiat, ne saurait être mêlé à des affaires de pots de vin. En fait, huit cadres haut placés eurent à répondre à la justice italienne. Et la succession à la tête de Fiat fut renvoyée à plus tard.

N'ayant pas été personnellement interpellé, Umberto pouvait continuer à jouer un rôle de premier plan au sein de la famille. Son aîné lui confia la présidence de l'Ifil, le holding de diversification de la famille Agnelli fondé en 1919. Avec des participations dans les groupes

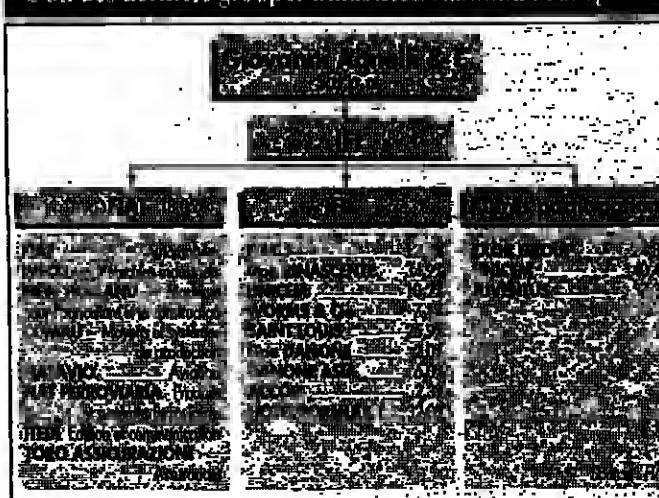
Danone, Saint-Louis, Accor et Worms, l'Ifil fait montre d'une présence accrue dans les milieux d'affaires français. Par le biais de l'Ifil, un autre holding, on les trouve dans le capital d'Alcatel-Alsthom. Depuis 1990, Fiat est présent chez Alcatel-Alsthom.

Connaissant bien Jean-Luc Lagardère pour avoir créé avec lui une filiale commune Ufima dans les équipements automobiles (aujourd'hui entièrement italienne), il a été invité dans le tour de table des éditions Filipacchi du groupe Hachette alors que ce dernier entraînait dans la société Rizzoli, qui possède le journal *Corriere della Sera*, l'autre quotidien des Agnelli (la famille possède aussi la *Stampa* depuis plus d'un demi-siècle). En 1990, le chiffre d'affaires réalisé par les Agnelli en France dépassait les 40 milliards de francs et en faisait la famille étrangère la plus puissante de l'Hexagone. En général discrète et fort bien acceptée, elle déclencha pourtant une réaction hostile de l'opinion publique française lorsque son OPA sur le holding Exor en 1991 devait faire tomber

Perrier et sa petite bouteille ronde dans l'escarcelle de l'Italien. Résultat, Perrier passa dans le panier du suisse Nestlé. Qu'importe ces accidents. Depuis l'échec de Giovanni Agnelli de parvenir à signer un grand accord sur le territoire américain (il tenta sans succès d'entrer dans le programme de Guerre des Étoiles, et courtois sans succès Ford - qui ne lui laissa que ses tracteurs agricoles et ses camions en Europe - et Chrysler), la France est devenue « le principal pôle d'intérêt des Agnelli dans les nouveaux secteurs d'investissements », a réaffirmé le président de l'Ifil, le jeudi 2 janvier. La holding y exerce plus de 30 % de ses activités. Pas étonnant compte tenu de l'influence de la culture française dans le groupe. Umberto Agnelli lui-même préside Sinca et Fiat France.

Pourtant, la bonne fortune n'a pas toujours été au rendez-vous. L'échec d'un rapprochement avec Citroën au milieu des années 70 a été suivi d'un autre avec Renault (qui venait de divorcer de Volvo). Quoiqu'il en soit, les liens avec les partenaires français sont maintenant solides. Avec Antoine Riboud, patron de Danone, ils remontent à 1987. Et

Un des derniers groupes industriels familiaux européens



Umberto envisage de donner d'autres accords de participation dans les filiales que le champion français de l'agroalimentaire pourrait créer, à l'image de ce qui fut réalisé pour Danone Asia. Avec Accor, la fidélité est aussi de rigueur, mais Umberto Agnelli précise sa stratégie : « Si un repreneur propo-

se un meilleur projet industriel, nous le suivons. Dans le cas contraire, nous continuerons de soutenir les actuels gestionnaires ».

Avec Saint-Louis, le problème est particulier compte tenu de la nécessité de définir une stratégie après la disparition, voilà deux semaines, du président Bernard Du-

moo : « Nous allons rechercher quelles sont les meilleures solutions pour développer Saint-Louis sur le plan industriel, en consolidant les deux secteurs de base, le sucre et le papier ».

Ne réalisant plus qu'un tiers de son activité en Italie (le reste se partageant à parts égales entre l'Europe et les pays hors d'Europe), la famille Agnelli vit une mutation douce. « Il va y avoir des changements dans quelques années, confirme Umberto Agnelli. Si nous voulons suivre les sociétés auxquelles nous croyons, nous serons obligés d'ouvrir notre capital ». Pour le président de l'Ifil, une ouverture serait positive : « Vouloir absolument garder la majorité, c'est une bêtise ». La question se posera parallèlement à celle de la succession à la tête de Fiat. Giovanni, fils d'Umberto et actuellement aux commandes de Piaggio, passe pour le mieux placé. Mais le père corrige : « Il y a, dans la capitale de Fiat, un syndicat de quatre porte-paroles, la Deutsche Bank, Mediobanca, Alcatel Alsthom et Generali. Ils auront aussi leur mot à dire ».

Gilles Bridier

### Au-dessus de la mêlée politique

ROME

de notre correspondant

Qui ne se souvient de la formule, célèbre à l'époque, « lorsque Renault éternue, la France prend froid » ? Appliquée à Fiat et à l'Italie, que faudrait-il dire alors, pour caractériser le lien organique entre un pays, où la notion d'État est toujours restée un peu floue, et l'omniprésence de ce navire amiral privé de l'économie italienne qu'est le groupe de Turin ? Fiat, c'est un chiffre d'affaires égal à 3,5 % du PIB italien ; 5,4 % de l'ensemble des salariés du pays ; 9,1 % du total des investissements en Italie, et 10,3 % dans le seul secteur de la recherche. Enfin, c'est une contribution à la balance commerciale italienne de 10 500 milliards de francs en 1994.

Si le poids économique et social est plus qu'évident, sa traduction en termes politiques n'est pas si facile à saisir. La famille Agnelli, qui occupe en Italie à peu près le rang accordé à la maison royale en Angleterre, s'est rarement impliquée directement dans ce domaine. Et quand elle l'a fait, ce fut presque toujours comme on pratique un « hobby » et en « diversifiant » ses engagements.

AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Giovanni Agnelli, le fondateur, sera nommé « sénateur du règne » au temps de Mussolini, comme son petit-fils, l'« Avvocato Gianni » Agnelli, sera, lui, désigné « sénateur à vie » par le président de la République Cossiga en 1992, fonction aussi honorifique que politique. Gianni aurait aussi songé, dit-on, au temps de la grande crise de Fiat en 1974 à partir comme ambassadeur italien à Washington, mais finalement, pendant deux ans, il sera président de la Confindustria, le patronat italien. Sa sœur Suzanne, d'abord élue sénateur du Parti républicain, le parti de prédilection de la famille car laïc, centriste et respectable, est depuis peu ministre des affaires étrangères du gouvernement « technique » de Lamberto Dini. Lequel Dini, grand technicien de l'économie très apprécié aux États-Unis, avait déjà des

affinités avec Suzanne Agnelli, notamment certaines fréquentations dans l'entourage de Giulio Andreotti. Quant au cadet Umberto, il a fait un bref passage au Parlement en tant que sénateur de la DC, en 1975.

Aucun rapport de forces non plus, qui soit trop visible, avec la classe politique. Le « poids » politique de Fiat est plutôt à trouver dans ce rapport obligatoire entre le pouvoir et une entreprise gigantesque qui au fil des années est devenue la seule référence, la seule donnée stable, donc presque intouchable du pays. Ce n'est pas pour rien qu'Henry Kissinger parlait de « l'establishment permanent » constitué par Fiat, et Claudio Martelli, ex-dauphin du socialiste Bettino Craxi, de « monarchie dans la République ». Une « symbiose » donc avec l'État où chacun a intérêt à ce que l'autre fonctionne bien : on l'a vu il y a quarante ans par exemple avec la motorisation de masse, qui a coïncidé avec la construction des autoroutes. Enfin plus récemment, si Fiat a créé des emplois, y compris dans le sud, l'État lui a aussi sauvé la mise à plusieurs reprises grâce au recours massif à la *cassa integrazione* ou aux retraites anticipées.

Dans ces conditions, les interventions publiques de Gianni Agnelli ou de Cesare Romiti, l'administrateur délégué du groupe (Umberto Agnelli, en retrait, parle peu) évitent toujours soigneusement de descendre au niveau de la politique politicienne pour rester au-dessus de la mêlée. L'« Avvocato » a fait quelques sorties, encore récemment, sur les « sacrifices nécessaires » pour saisir la chance européenne de Maastricht. Face à Silvio Berlusconi, il a joué le jeu sans grande affinité pendant ses huit mois au pouvoir et est intervenu pour que « majorité et opposition baissent le ton ». Plusieurs fois consulté officiellement par le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, au moment où il recherchait une solution pour former un nouveau gouvernement, Gianni Agnelli aurait même tenté de jouer les médiateurs, avant de décliner une proposition pour devenir ministre.

M.-C. D.

### La production d'automobiles dope le groupe

L'EUPHORIE est de rigueur chez Fiat, qui a annoncé, jeudi 2 février, une hausse de son chiffre d'affaires de 20 % à 65 500 milliards de francs (214 milliards de francs). Le groupe italien a renoué l'an dernier avec un bénéfice d'exploitation positif, estimé provisoirement à 2 620 milliards de francs (8,5 milliards de francs). Et, dans le même temps, l'endettement a diminué de 60 % au prix, toutefois, d'une compression des investissements et des dépenses de recherche et développement. Des chiffres qui contrastent avec les pertes retentissantes de 1993 de 6,3 milliards de francs. Illustration des retournements dont l'automobile est caractéristique, les ventes de voitures qui avaient entraîné le groupe dans le rouge, l'an dernier, ont représenté 46 % de l'activité du groupe, à vu son chiffre d'affaires augmenter de 32 %. La branche automobile a d'abord bénéficié de la reprise du marché européen, ainsi que de la dévaluation de la lire, 60 % de ses véhicules étant exportés. Mais surtout, la profonde restructuration engagée en 1992 a porté ses fruits. D'importants efforts de productivité ont été réalisés, comme en atteste la diminution des coûts de structure à 13 % du chiffre d'affaires, contre 16,1 % en 1993. Et ce sont près de 12 000 postes que le groupe de Giovanni Agnelli a encore dû supprimer l'an dernier. Mais que tout, Fiat a entamé le renouvel-

lement de sa gamme de produits. Il n'y a pas si longtemps, à la fin 1993, ses modèles apparaissaient vieillies, trop uniformes et souffraient d'une réputation de mauvaise qualité. A cette époque, la Uno, lancée en 1983, n'avait toujours pas de remplaçante.

PRIME À LA COMPÉTITIVITÉ

En 1994, le groupe Fiat a lancé sept nouveaux modèles dont le moins connu, l'Ulisse, la Lancia Kappa, l'Alfa Romeo 145 et surtout la Fiat Punto qui a succédé à la Uno. Elle, elle, la petite dernière du groupe de Turin a été à la hauteur des espoirs de ses concepteurs. Le tiers de sa production est assuré dans l'usine de Meli, près de Naples. Les salariés, qui bénéficient d'une formation poussée, y sont les plus jeunes du mastodonte italien, avec un âge moyen de vingt-six ans, contre quarante-six ans sur les autres sites. Ils sont incités à accroître leur compétitivité puisque la prime récompensant cet effort, calculée en fonction de la productivité, de l'absentéisme, ou du nombre de retouches sur les véhicules, représente entre 10 et 15 % de leur salaire moyen. A Meli, Fiat s'est également converti au « juste à temps » : dix-huit de ses équipementiers, employant 2 000 salariés, y sont installés, ce qui lui permet de réduire considérablement ses coûts de stockage. Sept autres nouveaux modèles (notamment la nouvelle

Fiat Tipo) doivent voir le jour en 1995, donnant un coup de jumeau à la gamme du constructeur italien.

Encore plus encourageant pour Fiat : 84 part de marché en Italie a progressé l'an dernier à 46,2 % de son propre marché contre 44,4 % l'an dernier. Mais malgré ces belles performances, le constructeur italien n'est cette année qu'un solide rang européen. Son leadership de 1989 semble bien lointain. Dans la branche véhicules industriels, les chiffres d'affaires ont augmenté de 16 %. Et New Holland, spécialisée dans la production de tracteurs agricoles, a connu en 1994 une année record, avec un chiffre d'affaires en hausse de 34 %. Ces deux secteurs ont profité à l'exportation de la dévaluation compétitive de la lire.

Virginie Malingre

■ HAUSSE : Le marché français a bien commencé l'année avec 156 301 immatriculations, soit une hausse de 21 % par rapport à janvier 1994, selon des statistiques publiées jeudi 2 février par les constructeurs d'automobiles. Cette forte hausse est cependant à nuancer compte tenu des très mauvaises performances du marché en janvier 1994 qui avaient été à l'origine des aides gouvernementales à l'automobile décidées dans la foulée, début février.

### Un observatoire va surveiller la diversification d'EDF-GDF

Les établissements publics devront agir au travers de filiales séparées

APRÈS les hostilités, voici venu le temps du dialogue. Le ministre de l'Industrie, José Rossi, devait installer, vendredi 3 février, « l'observatoire chargé de l'examen des marchés de diversification d'EDF et de GDF », répondant ainsi à la demande des entreprises et des artisans spécialisés dans les installations électriques et gazifiées, l'ingénierie ou le traitement des déchets. Simple observatoire, cet organisme dont le secrétaire général est Jean-Claude Ferrand, cinquante-deux ans, directeur régional de l'Industrie, de la recherche et de l'environnement en Rhône-Alpes, publiera chaque année un rapport sur l'état du respect des engagements des deux monopoles publics.

La création de cet observatoire a été décidée en juillet 1994 par Gérard Longuet, alors ministre de l'Industrie, pour pallier la colère

des quatorze syndicats professionnels (210 000 personnes, 100 milliards de francs de chiffre d'affaires) contestant la « concurrence déloyale » livrée par EDF-GDF, qui souhaitent utiliser leur savoir-faire dans des champs d'action connexes. Après avoir organisé des tables rondes, M. Longuet consultait le Conseil de la concurrence et le Conseil d'État. Le premier demande que la diversification soit plus sévèrement contrôlée. Le second laisse le soin au gouvernement d'en limiter le champ en précisant qu'EDF ne doit pas s'introduire dans certains domaines comme la cartographie, la domotique, la télésurveillance ou les réseaux câblés.

Ces deux instances n'ont toutefois pas remis en cause le principe de la diversification, accablant ainsi la thèse selon laquelle la perte éventuelle des monopoles de

ces deux établissements publics justifie, en contrepartie, de trouver d'autres débouchés.

Fort de ces deux avis, les pouvoirs publics ont demandé à EDF et à GDF d'élaborer un document précisant leurs politiques dans les secteurs où ils sont autorisés à opérer par l'intermédiaire de filiales bien identifiées et séparées de leurs maisons mères. Reconnaissant les efforts d'EDF et de GDF, les organisations estiment que les propositions sont insuffisantes. « C'est un code de conduite assez libre, et pas encore un code de bonne conduite. Il ne répond pas aux préoccupations du terrain. »

Après avoir défini la règle générale, chacun étudiera les propositions des concernés.

Ainsi pour l'éclairage public, EDF propose trois solutions adaptées à la taille des communes. Dans les bourgades de moins de

5 000 habitants, l'établissement pourra intervenir en tant que sous-traitant en mettant ses moyens techniques à la disposition des entreprises locales ou des artisans. Dans les villes de 5 000 à 30 000 personnes, la firme publique propose une cotraitance en s'associant à des opérateurs privés et en n'étant pas chef de file. Au-delà de 30 000 habitants, EDF entend agir pour son propre compte. En matière d'ingénierie, comme le demande le tribunal, EDF va dissoudre sa filiale Efiys d'ici au mois de mai, mais pourra effectuer des prestations extérieures lorsqu'elles seront proches de l'électricité.

Si le désir est partagé d'enterrer la hache de guerre, les organisations professionnelles entendent que l'observatoire ne se transforme pas en médiateur.

Dominique Gallois

Simone Veil  
commente  
le rapport Henrion  
sur la  
toxicomanie

Demain dans les pages "Société"

Le Monde

الطريق إلى...



## Les banques continuent à supprimer des emplois

Pas une semaine ne se passe sans qu'un établissement de crédit n'annonce une réduction de ses effectifs

La concurrence, les gains de productivité par l'informatisation et la volonté des banques de réduire la croissance de leurs frais généraux se sont traduits au cours des dernières années par une baisse des effectifs des établissements de

crédit. Une évolution qui concerne aussi bien les réseaux nationaux prestigieux que les établissements régionaux ou les filiales de banques étrangères. Si la banque est loin d'être au

jour d'aujourd'hui, selon une image célèbre, « la sidérurgie de demain », la diffusion de nouvelles technologies bancaires ne peut que se traduire à nouveau par des réductions d'effectifs. A moins que le temps partiel ou la réduction du temps de travail ne se généralisent.

## La direction de la BNP a décidé d'imposer son plan social

Elle est condamnée à rééquilibrer sa pyramide des âges

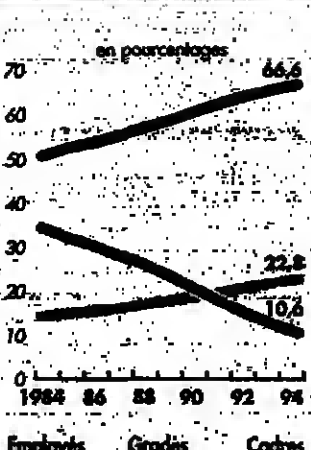
BNP SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, Crédit lyonnais, Comptoir des entrepreneurs... pas une semaine ne se passe sans qu'une banque n'annonce une réduction d'effectifs. Même la Banque de France n'est pas épargnée. En huit ans, les banques adhérentes à l'AFB (Association française des banques) ont perdu près de trente mille emplois. Après avoir atteint leur pic en 1986 (254 409 emplois), elles n'employaient plus aujourd'hui qu'environ 220 000 personnes. Si la chute de l'ensemble du secteur est moins nette, elle est désormais réelle : les effectifs des établissements de crédit sont passés de 433 041 personnes en 1983 à 413 031 en 1993. Même les Caisses d'épargne, qui, à contre-courant, sont passées de 25 700 personnes en 1984 à 35 312 en 1992 sont désormais sur la pente descendante.

La cause semble donc entendue : le secteur ne sera pas créateur net d'emplois dans les années à venir. Sera-t-il pour autant « la sidérurgie de demain », comme l'avait pronostiqué Jacques Chérèque en 1978 ? Si l'affirmation semble un peu rapide, personne n'est optimiste et n'ose affirmer que le pire est passé. A l'heure actuelle, si les plans sociaux des « trois vieilles » (BNP, Société générale, Crédit lyonnais) remplissent régulièrement les colonnes des gazettes, ce sont, contrairement aux apparences, les succursales françaises des banques étrangères qui sont le plus atteintes : de la CGR belge, qui va prochainement se séparer d'environ 70 % de ses salariés, à la Banco di Napoli, dont les effectifs ont été ramenés de 53 à 5 salariés, en passant par la Norwest, qui a vendu ou fermé son réseau, toutes sont touchées. Du côté français, les banques AFB sont les moins épargnées. « Sur 8 360 suppressions d'emplois en 1994, 6 800 proviennent de l'AFB », remarque Jean-Claude Cuny, président du SNB-CGC.

### HAUSSE DE LA PRODUCTIVITÉ

Où il n'y a malheureusement aucune raison pour que l'horizon s'éclaircisse. Le ratio de productivité le plus pertinent n'est pas forcément à l'avantage des grandes banques françaises. Les frais de personnel et frais généraux représentent 80 % du produit net bancaire au Crédit lyonnais, 69 % à la Société générale, contre 59 % au Crédit agricole, 57 % à l'Union des banques suisses et 51 % à la Dai ichi Kangio, principale banque japonaise. « Actuellement, les grandes banques réalisent des gains de productivité de 2 à 3 % par an. Il est tout à fait envisageable que ce taux passe à 4 %, voire 5 %, à l'avenir », observe Joseph Musseau, directeur des ressources humaines du Crédit lyonnais. Comme ses confrères, la banque du boulevard des Italiens se lance dans un vaste projet de reconfiguration. Divisée en vingt et une régions aujourd'hui, elle n'en comptera que neuf à terme. Des

### Des postes de plus en plus qualifiés



Longtemps réputé pour ses promotions internes, ce secteur est de plus en plus sélectif

94 caisses du Crédit agricole, il n'en subsistera plus que 35 dans quelques années. Certes, les Caisses d'épargne et le Crédit mutuel ont su regrouper leurs caisses sans « casse sociale », mais celles-ci, longtemps à l'abri de la concurrence et sur des créneaux porteurs, constitueront sans doute davantage des exceptions que des exemples.

Les banques petites et moyennes, qu'elles soient ou non adossées à un réseau, ne seront pas épargnées : les 2 400 salariés de la Société marseillaise de crédit savent que leur avenir est sombre. « Elle perd structurellement de l'argent, car elle veut être une banque universelle sans avoir les moyens », reconnaît un syndicaliste. Six cents suppressions d'emplois y sont nécessaires. Dans le groupe CIC, Scabert-Dupont est en difficulté, les salariés de la Bordelaise de crédit ont dû baisser temporairement leur salaire de 10 % pour passer le cap de 1993, ceux de la Banque régionale de l'Ain se demandent pendant combien de temps ils cohabiteront avec ceux de la Lyonnaise de banque... la liste n'est pas exhaustive.

« Deux facteurs d'évolution ne sont pas bien maîtrisés : nous ne savons pas encore si le degré de concentration du secteur, encore assez faible, va s'accroître ni quel sera l'impact sur l'emploi des nouvelles technologies ou des banques directes », reconnaît Pierre Gendreau (Force ouvrière). Si nul ne sait très bien l'effet qu'auront au siècle prochain les autoroutes de l'information sur l'emploi bancaire, beaucoup s'inquiètent de l'image-chèque, qui permet de traiter un chèque en n'utilisant que sa reproduction électronique. « Cette technique a été bloquée il y a quelques

### années pour des raisons financières.

Elle l'est aujourd'hui pour des raisons sociales », reconnaît-on à l'AFB. « L'image-chèque supprimerait 6 000 emplois. Le problème n'est plus que politique. Quant à l'autre innovation qui nous attend, le porte-monnaie électronique, elle pourrait concerner environ 3 000 personnes », analyse lucidement Jean-Claude Cuny. Ce mouvement de repli ne touche pas uniquement les banques à réseau. En 1994, la banque Indosuez, a mis en œuvre un plan de 150 suppressions d'emplois sur les 2 500 que compte son site parisien.

L'avenir est-il donc irrémédiablement bouché ? Pourtant certaines banques ont encore de beaux jours devant elles, comme celles spécialisées dans l'ingénierie financière ou la gestion de patrimoine. Plus généralement, certains consultants, comme le cabinet IDRH, pensent que les progrès à réaliser dans le domaine commercial sont tels qu'il y a là de véritables gisements d'emplois actuellement inexploités. De son côté, l'AFB semble favorable au développement du temps partiel (qui ne concerne que 8 % des emplois

contre 13 % pour l'ensemble de l'économie) et même à la réduction du temps de travail. « Ce qui se passe en Allemagne est fondamental. Si la semaine de quatre jours entraîne de véritables bouleversements dans l'organisation du travail, sa mise en œuvre est loin d'être impossible », reconnaissent, en privé, certains responsables. Par ailleurs, les distorsions de concurrence entre l'AFB et les autres banques ne seront pas éternelles. Enfin, la pyramide des âges n'est pas si défavorable qu'il y paraît. Embauchés en nombre dans les années 60, les employés de banque partiront massivement en retraite au début de la prochaine décennie. Si les prochaines années s'annoncent difficiles, les suivantes seront donc nettement moins, pronostiquent les optimistes. Certains d'entre eux imaginent même un pacte social au niveau de la branche, où tout serait mis sur la table — les emplois, les salaires, la durée du travail... — afin de les traverser plus sereinement. Les banquiers se prendraient-ils à rêver ?

Frédéric Lemaître

LE COMITÉ CENTRAL d'entreprise de la BNP, qui s'est réuni mercredi 1<sup>er</sup> février pendant plus de cinq heures, a donné dans sa majorité un avis défavorable au deuxième plan d'adaptation à l'emploi (PAE) de la BNP, qui prévoit 600 suppressions de postes par an pendant trois ans. La SNB et la CFTC ont formulé un avis défavorable, FO et la CGT s'y sont opposées. La CFDT n'a pas émis d'avis, estimant le plan irrecevable car il ne contient que des mesures destinées à faciliter au licenciement économique plutôt qu'à l'éviter, alors que le plan en cours, plus avantageux, courait jusqu'à fin 1995. Principal changement de la direction de la BNP : la remise en cause du principe du un pour un, c'est-à-dire d'une embauche par départ. Sur le fond, chacun s'accorde sur la nécessité de rééquilibrer la pyramide des âges. Entre 2003 et 2015, 20 000 personnes vont quitter la BNP. La banque s'y est attelée depuis 1992 avec l'accord des syndicats. Pour Bernard Lemée, directeur des ressources humaines, le rééquilibrage néces-

site un minimum de 200 embauches par an. Parallèlement, les conséquences de l'informatisation conduisent la banque à supprimer un certain nombre de postes, plaide Bernard Lemée, pour qui « la démarche de gestion (de l'entreprise) est fondée sur l'observation de l'évolution informatique ». Le chiffre de 950 par an a été retenu pour chacune des trois années à venir. La baisse des départs naturels rend cet objectif plus difficile à atteindre, mais « nous ne pouvons pas attendre de constater les sur-effectifs », ajoute-t-il.

L'adhésion de la profession bancaire aux régimes Agirc et Arco et le ralentissement de l'économie ont fait brutalement chuter le taux de renouvellement du personnel. Il faut donc compenser, dit simplement la direction. Michel Pébureau, le patron de la BNP, a donné rendez-vous aux syndicats à la fin de l'année. Si l'objectif n'est pas atteint, des mesures plus radicales pourraient être mises en œuvre.

B. S.

## Le palmarès des 7 d'or

- Meilleur comédien : Jean Carmet pour Eugénie Grandet (France 3)
- Meilleur animateur de débat : Jean-Marie Cavada pour la Marche du siècle (France 3)
- Meilleur animateur de divertissement : Antoine de Caunes (Canal +)
- Meilleur magazine culturel : Bouillon de culture (France 2)
- Meilleur présentateur du magazine télévisé : Bruno Masure (France 2)
- Meilleure émission pour la jeunesse : ça cartoon (Canal +)
- Meilleur réalisateur de fiction : Hervé Baslé pour Les Maîtres du pain (France 2)
- Meilleur film de télévision : Les Maîtres du pain (France 2)
- Meilleur journaliste sportif : Gérard Holtz (France 3)
- Meilleure émission musicale : Toratata (France 2)
- Meilleur auteur ou adaptateur de fiction : Hervé Baslé pour Les Maîtres du pain (France 2)
- Meilleur animateur de jeu : Negui pour Que le meilleur gagne (France 2)
- Meilleur magazine d'actualité ou de société : Capital (M6)
- Meilleur feuilleton ou série : Jaina (France 2)
- Meilleur documentaire : Les Brûlures de l'Histoire (France 3)
- Meilleure comédienne : Danièle Darrieux pour Jaina (France 2)
- Meilleure révélation : Arthur (France 2)
- Meilleure publicité : spot Orangina (Young & Rubicam)

## La France électrique

VOICI le deuxième tome de la monumentale Histoire de l'électricité en France, couvrant la période de l'entre-deux-guerres. Dix-sept auteurs ont accompli ce parcours. Nous avons souligné les mérites de



l'entreprise lors de la première livraison, qui couvrait, dans le premier tome, la période de 1881 à 1918 (Le Monde du 27 décembre 1991). L'esprit est le même, avec le double parti-pris de l'encyclopédisme et de l'autorité. Mais on a secoué le conformisme qui nous avait frappé alors. Sont mieux affirmées les tensions de la mise en œuvre par les compagnies privées de ce formidable outil énergétique.

Ainsi sont rappelées les campagnes d'opinion flétrissant l'insuffisance des travaux d'équipement, l'arrêt des mises en chantier de nouveaux barrages ou les finages de l'extension du réseau, politique qui devait conduire à la nationalisation d'avril 1946.

La partie la plus importante de l'ouvrage a trait aux firmes et au marché. Equiper, produire, transporter l'énergie sont les trois maîtres-mots de la branche. Suivent les analyses des moyens financiers, des stratégies de groupes, des applications de l'électricité aux transports en commun, de la multiplication des usages domestiques.

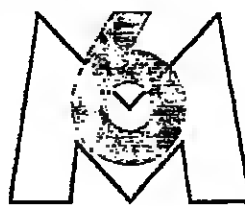
Le chapitre final sur la nationalisation de 1946 mérite d'être lu de près, car il recadre très bien une opération originale, « acte de rupture avec la simple intervention du Front populaire et avec l'étatisation souhaitée par Vichy... La formule juridique adoptée ne versait ni dans le socialisme ni dans la création d'un service dépendant directement du pouvoir exécutif : elle devait permettre à la collectivité de disposer d'un bien dans la direction restait autonome » (Henri Morset). Le succès a justifié le choix d'un tel acte.

R. D.

\* Histoire de l'électricité en France, tome deuxième : 1919-1946. Sous la direction de Maurice Lévy-Laboyez et Henri Morset. Ed. Fayard, 1438 p. 490 F.

Plus on lit ce palmarès, plus on se dit que Capital doit être un sacré bon magazine.

Merci de la part d'Emmanuel Chaïn et de M6 pour ce 7 d'or durement gagné.





## Les commissaires aux comptes veulent retrouver leur crédibilité

Les auditeurs veulent mettre fin au face-à-face avec le chef d'entreprise et défendre les actionnaires minoritaires.

Avec son nouveau président, Didier Kling, élu le 2 février, la profession des commissaires aux comptes veut faire peau neuve.

Mis en cause lorsqu'un scandale financier éclate, les auditeurs souhaitent s'appuyer sur un comité d'audit composé d'adminis-

trateurs indépendants du PDG. Ils désirent ajouter à leur mission de contrôle du passé celle d'information des actionnaires et, malgré

une pression sur leurs honoraires, doivent retrouver une vraie liberté vis-à-vis des entreprises.

Didier Kling, 45 ans, a été élu jeudi 2 février président de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes (CNCC). Il a pour mission de rendre sa crédibilité à cette profession chargée de certifier chaque année les comptes des entreprises. Lorsqu'un scandale financier éclate, comme ce fut le cas pour le Crédit lyonnais, Ciments français ou SMT Goupil, on s'aperçoit que les commissaires aux comptes n'ont rien vu ou rien dit. Et lorsqu'ils osent s'opposer à un PDG tout-puissant, ils sont remerciés sans ménagement, à l'image du cabinet Guérard Viala, qui a tiré le premier la sonnette d'alarme sur l'effondrement du Comptoir des entrepreneurs, présidé par Jean-Jacques Piette.

Aujourd'hui, les commissaires aux comptes veulent avoir d'autres interlocuteurs que les chefs d'entreprise. Les auditeurs ont compris que, dans ce face-à-face, ils étaient impuissants, à l'image d'Ernst & Young et Coopers & Lybrand, qui ont certifié sans réserves les comptes du Crédit lyonnais en 1992. « Il serait bien de créer un comité d'audit, qui comporterait des administrateurs indépendants, représentants des actionnaires minoritaires, et qui serait notre interlocuteur », propose Didier Kling. Une collaboration avec ces administrateurs permettrait aux commissaires un meilleur contrôle : le PDG devrait par exemple mieux justifier le choix de ses options comptables. « Il faut mettre un terme à ces changements de méthode comptable d'un exercice à l'autre en fonction des circonstances », insiste le nouveau président.

Au-delà du conseil d'administration, les commissaires aux comptes

veulent devenir les défenseurs des actionnaires minoritaires pour éviter que ceux-ci ne les attaquent en justice, comme c'est le cas aux États-Unis. Ces minoritaires ne se contenteront bientôt plus de procédures pénales qui s'enlisent et voudront être financièrement dédommages pour l'effondrement du cours de leurs actions, comme ce fut le cas pour Concept, SMT Goupil ou Ciments français. Ils s'attaqueront alors aux commissaires aux comptes, seuls à être assurés et solvables. Si les dommages et intérêts

Pour informer l'actionnaire, le commissaire aux comptes doit devenir compréhensible. « Nos rapports sont trop obscurs, nous devons être plus didactiques pour permettre aux non-professionnels de nous comprendre », explique Jacques Manardo, président en France de Deloitte Touche Tohmatsu. Les auditeurs expliqueront désormais plus précisément la nature de leurs travaux, ce qui leur permettra aussi de mieux limiter leur responsabilité. A l'avenir, c'est la nature même de la mission du commissaire aux

comptes qui devra être modifiée. « Nous devrions vérifier plus fortement le rapport de gestion de l'entreprise. Les informations données par l'entreprise à ses actionnaires devraient passer par le filtre du commissaire aux comptes », estime Didier Kling. L'objectif consisterait à vérifier que le chef d'entreprise livre à

ses actionnaires l'information essentielle. Ainsi les actionnaires d'Euro Disney auraient dû obtenir le nombre exact de visiteurs payants du parc d'attractions. « Il serait normal que l'actionnaire minoritaire ait le même tableau de bord que l'entreprise », continue Didier Kling, même s'il est évident que cette volonté de transparence se heurtera au secret des affaires invoqué par les chefs d'entreprise.

### DEONTOLOGIE

Jacques Manardo va plus loin. « Nous ne parlons que du passé. Nous devons aussi dire quelque chose sur les prévisions de l'entreprise. Certes, il n'est pas possible de certifier l'avenir, mais nous pouvons vérifier les hypothèses utilisées ou les méthodes retenues. » Cette mesure sera délicate à mettre en œuvre, les commissaires aux comptes n'ayant pas le droit de s'impliquer dans la gestion de l'entreprise. A plus court terme, la profession veut préciser son rôle. « Nous ne sommes pas faits pour détecter les petites fraudes, mais les grosses », résume Jacques Manardo. « Nous ne sommes pas des correspondants de la brigade financière », lance Edouard Salustro, président du cabinet Salustro Reyrol.

Les commissaires s'interrogent aussi sur leur déontologie. Payé par l'entreprise qu'il doit contrôler, l'auditeur a-t-il toutes les peines du monde à rester indépendant, surtout lorsqu'il facture plusieurs millions de francs d'honoraires à une entreprise. La profession tente de limiter les risques de dérapage. Après un rapport rédigé en 1992 par la Commission des opérations de bourse (COB) et la CNCC sous la

présidence de la COB, un cabinet d'audit n'a plus le droit de réaliser une trop grande partie de son chiffre d'affaires avec un seul client. Bouygues, audité jusqu'à présent par deux petits cabinets, fait ainsi appel, depuis cette année, au neuvième cabinet français Guérard Viala. Le rapport Le Portz a surtout interdit aux grands cabinets de réaliser pour une société des prestations fiscales, juridiques ou informatiques trop importantes tout en étant leur commissaire aux comptes. Aujourd'hui, l'indépendance des auditeurs est en outre menacée par la chute des honoraires. Les entreprises françaises, comme le Crédit lyonnais, la BNP ou Suez, ont lancé des appels d'offres pour renouveler les mandats de leurs commissaires aux comptes. Les honoraires perçus font apparaître des baisses pouvant dépasser 30 %, ce qui peut déboucher sur un travail de contrôle incomplet. Pis, les chefs de mission de certains cabinets d'audit perçoivent des primes lorsqu'ils parviennent à boucler leur mission en moins de temps que prévu. Didier Kling veut lutter contre cette dérive. « Je souhaiterais que lors des appels d'offre, la CNCC puisse examiner les programmes de travail des candidats et vérifier que le nombre d'heures de travail proposé est suffisant pour mener à bien la mission. » Enfin, l'organisation même des cabinets d'audit laisse à désirer. La plupart d'entre eux sont aujourd'hui en sous-effectif à cause de la reprise des missions. Ils manquent cruellement de collaborateurs expérimentés, licenciés dans les années de crise.

Arnaud Leparmentier

## Le Crédit lyonnais sous la surveillance de Bruxelles

A QUELQUES semaines de l'annonce des comptes 1994 du Crédit lyonnais et alors que le montant des créances qui seront sorties du bilan de la banque oscille entre 50 et 100 milliards de francs, Marc Viénot a jeté un nouveau pavé dans la mare. Le patron de la Société générale a prévenu qu'il serait « très attentif à ce que la solution apportée ne soit pas une solution possible au droit de la concurrence » et n'a pas exclu d'en appeler à la Commission de Bruxelles. Le commissaire européen Karel van Miert lui a répondu jeudi 2 février, en souhaitant que le gouvernement français communique à la Commission « un tableau exact » des interventions de l'Etat en faveur du Lyonnais. Il s'agit moins aujourd'hui de chiffrer l'effort de l'Etat que de regarder à la loupe les efforts qui sont demandés en contrepartie : le Lyonnais a déjà donné des gages au Trésor, comme-t-on au siège de la banque. Le Trésor demande plus, notamment l'abandon des crédits d'impôts dont la banque peut également bénéficier en raison des pertes passées.

LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT (BEI), l'institution financière de l'Union européenne, envisage de consacrer, dès 1995, de 5 à 6 milliards d'euros par an (de 32,7 à 39,7 milliards de francs) au financement des grands travaux adoptés au sommet d'Essen, a indiqué, jeudi 2 février, son président, Sir Brian Urwin. La BEI pourra prêter sur des durées dépassant quinze ans pour financer des projets dont la rentabilité est à très long terme.

### COMMUNICATION

## Les grandes radios tentent d'imposer leurs réseaux FM musicaux

Les groupes radiophoniques sont décidés à se servir de la loi Carignon pour se développer. Et soumettent le CSA à de fortes pressions

SOUS COUVERT d'anonymat, elle accepte de parler des malheurs de sa radio et des convoitises dont elle est l'objet. M. M. est chef d'entreprise depuis quatorze ans quand elle reprend Radio-R en 1991. Radio-R est une radio dite de « catégorie B » comme il en existe un peu plus de trois cents en France. Station locale, elle diffuse un programme généraliste, « original à 100 % », ce qui lui donne accès à la publicité locale. Un journaliste, cinq animateurs et un technicien font tourner cette station qui diffuse des chroniques locales, deux heures de direct tous les soirs ainsi que cinq journaux locaux quotidiens. Elle propose notamment les flashes d'informations nationales de l'AFP-Audio et du rock des années 70-80.

LES PETITS RÉSEAUX MUSICAUX

Couverture estimée en millions d'habitants	Nombre de fréquences
NRJ	34,5
Europe 2	33,7
Nostalgie	31,1
Fun Radio	29,1
Skyrock	28,4
M 40 (RTL)	27,1
RPM	25,8
Chérie FM	25,8

Source : Service des radios du CSA (1994)

Mais M. M. comprend vite qu'elle ne s'en sortira pas. A la différence des radios associatives (A), elle n'a pas accès au Fonds de soutien à l'expression radiophonique. Et le marché publicitaire local est exigu : les radios de « catégorie C » (abonnées, franchisées ou affiliées à un réseau) viennent y puiser « sons que le Conseil supérieur de

l'audiovisuel (CSA) vérifie qu'elles diffusent, comme convenu, trois heures de programme local par jour », accuse M. M. De guerre lasse, elle adresse une demande d'agrément au CSA pour s'abonner à Skyrock, réseau musical jeunes qui l'a approchée et qui est absent de la ville principale d'où elle diffuse. Réponse négative : pour préserver la « diversité du tissu radiophonique », le CSA n'autorise pas, en principe, le passage d'une catégorie B en C.

Depuis dix-huit mois, Radio-R, qui a perdu 1,6 million de francs, émet de la musique « en automatique », diffuse de rares écrans publicitaires. Et est discrètement sollicitée par deux grands groupes radiophoniques, RMC et NRJ.

BOURGEOIS DE PRINTEMPS Radio-R n'est pas un cas isolé. Une récente étude menée par le CSA témoigne de la difficulté de nombreux opérateurs de radios locales commerciales indépendantes à faire vivre leurs entreprises (1). La moitié des radios locales du panel étudié sont déficitaires. Parmi elles, les radios indépendantes (B), dont les charges d'exploitation sont deux fois supérieures à celles supportées par les radios liées à un réseau (C), enregistrent des déficits allant jusqu'à 5,5 millions de francs. Dans un espace hertzien « rare », où les fréquences disponibles ne peuvent être octroyées que par le CSA, ces situations de faillite attirent naturellement les appétits des grands opérateurs.

Réelle quoique discrète, la chasse aux fréquences radiophoniques a pris un tour nouveau depuis la loi du 1<sup>er</sup> février 1994 sur la liberté de la communication, dite « Loi Carignon ». Libérale, cette loi porte en effet

de 75 à 150 millions le nombre d'habitants que peut « arroser » un même groupe radiophonique, permettant ainsi à chaque grande station de posséder trois, voire quatre réseaux. Depuis, chacun de ces groupes tente de se développer, avec une ardeur inversement proportionnelle à sa convulsière (voir encadré) et à l'état d'avancement de son développement : c'est le cas du groupe NRJ (avec Chérie FM et la fréquence parisienne Rire

### NRJ crée le GIE « Rire »

Le groupe NRJ doit annoncer, mardi 7 février, la création d'un groupement d'intérêt économique (GIE) baptisé « Rire » (Radios indépendantes régionales). Ce GIE commercialisera en bloc la publicité de treize radios locales, via des accords avec les régies de NRJ. Il veut concurrencer le GIE « Les Indépendants » (treize-quatre radios) créé en septembre 1992 et lié par des accords publicitaires à Régie Radio Music, du groupe Europe 1.

Parmi les radios locales de « Rire » figurent des piliers des radios locales indépendantes comme RVS (Rouen), Radio Service (basin méditerranéen), Radio Scoop (Yvon), Radio 2000 (Bourgogne - Franche-Comté), etc. Le GIE sera présidé par Marc Zénon, patron de Radio Star (Mulhouse) qui vient de démissionner... de la vice-présidence des « Indépendants », le réseau concurrent.

A terme, « Rire » devrait aussi fédérer la cinquantaine de radios diffusant le programme « Rire et Chansons ». Il offrira ainsi, selon ses promoteurs, « une audience homogène » aux annonceurs. Le GIE souhaite à terme proposer lui-même jusqu'à 20 heures quotidiennes de ce programme humoristique à une centaine de radios locales. Après le réseau adulte Chérie FM, « Rire » deviendrait ainsi la clé de voûte du « troisième réseau » nécessaire à NRJ.

et Chansons), RMC (Nostalgie et le réseau de 17 fréquences de Montmartre FM), RTL (Fun Radio et M 40) et Europe 1 (Europe 2, RFM et, en régie dans le groupe, Skyrock).

« 80 % des radios locales ont aujourd'hui nœud des accords avec les réseaux », assure un responsable d'un grand groupe d'ampleur nationale. Ces « espions dormants », surnommés aussi « bourgeois en attente de printemps », subsistent uniquement « grâce à l'avance en tré-

sorerie et au soutien financier apportés par les réseaux aux régies publicitaires ». En clair, chacun des quatre grands groupes n'attend qu'un petit signe du CSA pour développer ou consolider ses réseaux musicaux.

Depuis sa création, l'instance de régulation défend l'existence des radios locales mais est soumise à de fortes pressions. Des coups de force ont été tentés : en diffusant à la mi-janvier un nouveau programme musical

dossier radio avec Philippe Labarre, nouveau conseiller, Roland Faure a réaffirmé à Béziers (Hérault), samedi 28 janvier, l'intransigeance de l'instance de régulation : « Au moment où l'autorité du CSA est testée voire défilée par certains groupes radiophoniques, c'est la continuité dans la doctrine de régulation qui a été réaffirmée par les neuf sages au cours de leur première réunion présidée par Hervé Bourges. »

Preuve de ce refus de céder aux pressions, le nouveau président du CSA vient de refuser de participer au « Journal inattendu » de RTL, groupe en infraction avec son réseau M 40. A l'évidence, M. Bourges n'est pas disposé à laisser les groupes radiophoniques dicter leur loi. Mercredi 1<sup>er</sup> février, il semblait s'être entendu avec la CLT pour que le réseau RTL 1 abandonne son nom et redevienne M 40. Mais les grandes radios expliquent à l'unisson que la réglementation du CSA doit être révisée.

« On ne peut pas faire comme si la loi Carignon n'existait pas et tasser un secteur entier de l'économie agri hors la loi », explique-t-on à Europe 1.

Jean-Noël Tasser, président de RMC ; Rémy Sautier (CLT), et Alain Weill, directeur général de NRJ, ont adressé, lundi 30 janvier, une lettre commune à Hervé Bourges, dans laquelle ils demandent une « application loyale de la loi » favorisant notamment les changements de format et les prises de contrôle capitalistiques dans les stations abonnées et franchisées.

Avant la fin de son mandat, Jacques Bontet, ancien président du CSA, avait en extrême engagé un recours devant le Conseil d'Etat. Reconnu sur le

Ariane Chemin  
\* (1) Le Coût d'exploitation des radios locales, étude du CSA menée auprès de 114 radios et publiée dans La lettre du CSA (novembre 1994).

## Une grève interrompt le « fil » France de l'AFP

UNE GRÈVE de 24 heures a été déclenchée, jeudi 2 février en début d'après-midi, à l'Agence France Presse (AFP), en signe de solidarité avec l'arrêt de travail des employés commencent mercredi 25 janvier. Des services sont perturbés et le « fil » France (dépeches envoyées aux abonnés) de l'agence est interrompu. Les employés de l'AFP demandent une augmentation de 1 200 francs, en soulignant que leur effectif a fortement diminué en dix ans (de 329 à 194 personnes). Selon un communiqué de l'intersyndicale de l'agence (CFDT, CFEC, CGT, FO, SNJ), « la direction se borne à proposer des mesures sélectives qui ne feraient qu'accroître les inégalités ».

Pour la direction, il est « injustifié de discuter de mesures générales qui ne s'imposent pas et qui n'auraient comme résultat que de faire retomber l'entreprise dans le déficit et la mettre en péril ». Avant l'arrêt de certains « fils », la grève affectait notamment le standard et le service courrier. Certains résultats sportifs et les informations hippiques ne sont plus fournis.

C'est le deuxième conflit de l'année, après une grève de six jours observée par le service photo, en janvier. En octobre 1994, le projet de transfert du service Amérique latine de Paris à Washington avait entraîné une grève de vingt-quatre heures des journalistes. Dans ces deux cas, un compromis avait été trouvé entre syndicats et direction.

Les programmes du câble  
3615 LE MONDE











son coup de tête contre un joueur gallois et remplacé par Olivier Brouzet. ● A EDIMBOURG, l'Ecosse, qui fait son entrée dans le Tournoi, rencontrera l'Irlande.

**UNE PUBLICATION DU MONDE  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX**



## Philippe Sella, rugbyman du confluent

Le joueur d'Agen améliorera une nouvelle fois, samedi 4 février contre l'Angleterre, le record mondial de sélections en occupant pour la 104<sup>e</sup> fois le poste de trois-quarts centre du XV de France

VILLENEUVE-SUR-LOT de notre envoyé spécial

Sur la table de son bureau, il a ouvert une carte du calendrier des Postes. Il y désigne une bande de terre, au bord du Lot qui entame une dernière courbe, comme une ultime feinte avant de se heurter à la Garonne. « Voilà le pays du confluent », dit-il. Pour moi, c'est le centre du monde. C'est le monde du centre Sella. Comme si chaque terrain de rugby de la planète où le joueur a au moins gagné une fois n'était que l'extension de ce petit périmètre. Comme si les chiffres de son record mondial de sélections, les vingt-neuf essais inscrits en équipe de France, ne faisaient que prolonger ces quelques kilomètres entre Bourran, le village de la naissance, le 14 février 1962, au sein d'une famille de maraîchers, et Clairac, celui de l'initiation aux plaisirs de l'ovale.

Depuis, le centre du monde s'est à peine élargi aux dimensions d'un triangle d'une trentaine de kilomètres de côté. Le Sella du rugby a installé sa famille près d'Agen, où le joueur évolue depuis qu'il est junior. Le Sella du travail a implanté sa société de communication, un peu plus au nord, à Villeneuve-sur-Lot. À l'égalité des deux pôles de sa vie, les lieux de l'enfance continuent à alimenter le rugbyman. « Il m'a ouvert que quelques fois, lorsqu'il quitte son bureau pour rentrer chez lui, il s'offre un détour par Bourran, explique Vincent Millan, l'ancien éducateur de l'école de rugby de Clairac, resté depuis le directeur de conscience du joueur. Il n'a pas le temps de s'arrêter. Il a juste besoin de regarder. »

Les tournées de l'équipe de France, les voyages d'affaires, les déplacements pour les bonnes

œuvres du rugby n'ont pas émusé cette attirance. Philippe Sella sait que cette plaine maraîchère recèle le vrai secret de sa longévité. Bien plus que la résistance de son corps, davantage que ses facultés d'adaptation à toutes les tactiques, c'est cette capacité d'avoir su garder intactes, sous le maillot de l'international aux cent sélections, l'éducation et l'envie de rugby du gamin du pays du confluent.

L'une et l'autre lui ont valu à la fois son parcours exceptionnel et les malentendus qui en ont parfois estompé l'écho. L'éducation est « celle d'un enfant bien élevé à la campagne », selon les termes de Vincent Millan. Un jour, je lui ai demandé de jouer talonneur avec une équipe de juniors : il a réussi un match époustouflant pour son âge. Cette polyvalence lui a servi à traverser toutes les époques et toutes les modes sans se voir remis en cause. À Agen, dans le club chéri des dirigeants de la Fédération, comme au sein de l'équipe de France, Philippe Sella n'avait pas besoin d'effort pour se mettre au goût du jour, pour se plier aux consignes du moment. Aux côtés de Didier Codorniou ou de Denis Charvet, il a su bonifier les inspirations de leur génie par sa vigueur d'attaquant. Au temps où le sélec-

tionneur Jacques Fouroux voulait muscler les trois-quarts, sa densité physique l'autorisait à faire vivre, avec Serge Blanco, le souvenir des artistes évincés.

Mais l'éclectisme a aussi brouillé son image. Les téléspectateurs du Tournoi des cinq nations n'ont longtemps vu en Philippe Sella que les percées à travers les alignements adverses, les courses tendues vers l'essai. Ils ont négligé l'autre joueur, celui de la défense, habité à la rugosité des contacts physiques. Celui qui avoue quelquefois regretter de s'être fixé à son poste de centre.

« Lorsque les ballons passent sans arrêt au-dessus de la tête, lorsque les trois-quarts ne touchent pas le cuir pendant tout le match », celui qui rêve de temps en temps d'un rôle de troisième ligne aile, « au cœur du jeu ». Celui qui s'adonne au plaquage, « le premier geste de l'attaque », avec la même jubilation que lorsqu'il plonge dans l'en-but. Les intégristes du poste de centre, en revanche, lui ont reproché ce mélange de genres. Comme si son amour du jeu menaçait de faire ex-

positionner les derniers compartiments étranges de l'ovale. Comme si l'on devait encenser les avants lorsqu'ils se mettent à courir avec le ballon et montrer du doigt les trois-quarts qui n'affichent pas leur répugnance pour les chocs entre les corps. Ils ont rogné à lui accorder son droit d'entrée dans la galerie des centres de légende qui se doivent de mêler l'esthétisme de l'apparence et le romantisme de la passe. « On a l'impression qu'il n'était pas assez élégant », dit Vincent Millan. C'est vrai qu'il n'est peut-être pas le meilleur centre du monde. Il vaut bien mieux que ça : il est l'un des meilleurs rugbymen de tous les temps. »

Pour que les critiques se taisent, pour que le grand public apprécie un Sella à l'image unifiée de star du rugby mondial, il a fallu que la trajectoire de la carrière menasse de dévier. Il a fallu que le rugbyman trempe son caractère dans les trois bains révélateurs des qualités des sportifs modernes : la blessure, le contentieux avec l'entraîneur, l'expulsion. En 1990, une pubalgie brisa la série presque ininterrompue de sélections, entamée en 1982 par un KO debout face à la Roumanie.

Sella, qui se rapprochait du record mondial de Serge Blanco, doit négocier en même temps l'approche de la trentaine, l'apprentissage des limites du corps et la découverte de manœuvres de couilles auxquelles sa nature ne l'a pas accoutumé. Le joueur se sortira de sa pubalgie, mais beaucoup moins bien de ses mauvaises relations avec Pierre Berbizier, son équipier à Agen et en équipe de France, puis son entraîneur au sein de la sélection. Dans le Tournoi de 1992, Philippe Sella reçoit le capitaine comme un cadeau empoisonné. Peu habitué à s'exposer autrement que le ballon à la main, le joueur s'étiole sous une tache que la presse s'efforce d'interroger sur ses capacités physiques.

Comme d'autres joueurs de sports collectifs, il aurait pu insulter publiquement l'entraîneur, en gémissant sur son génie incompris. Mais tout s'est réglé en une nuit. « Il nous a fait venir toutes affaires cessantes à Paris pour la dernière rencontre du Tournoi, France-Irlande, raconte Vincent Millan. Le soir, il nous a annoncé que nous venions de voir son dernier match international. Alors je lui ai dit que s'il n'atteignait pas les cent sélections, je ne lui parlerais plus. » Au petit matin, Philippe Sella a déjà renoncé à son projet secret.

À l'animosité avec Pierre Berbi-

Jérôme Fenoglio



## Philippe Candeloro du mythe à la réalité

Favori des championnats d'Europe de patinage artistique, le Français se retrouve à la quatrième place de l'épreuve remportée par le Russe Ilia Kulik

DORTMUND de notre envoyé spécial

Quoi qu'il arrive, le monde de la glace se souviendra de lui. Il verra des suivants patiner en son nom. Depuis décembre 1994, la Fédération internationale a reconnu sa prouesse, « la » Candeloro, toupie du corps lové, tibia à terre. Inventé un jour de bévue, elle devrait être bientôt, pour les hommes, l'égal de la piroquette Bielmann chez les femmes. Philippe Candeloro l'a fait une nouvelle fois offerte, jeudi 2 février à Dortmund, comme un baroud d'honneur, une excuse. Il s'est relevé dans un salut piteux, a ouvert ses deux bras de dépit, et s'en est allé écouter la sentence des juges. Il ne sera pas champion d'Europe : « Quatrième, il paraît que c'est la place du con, dit-il. C'est vrai, j'ai un peu l'impression d'être un con. »

Il avait prévu de sa méforme, entrevue à un programme court trop juste, et puis il y a eu ce libre bricolé. De nouvelles chaussures et des repères à retrouver. Il avait joué franc du collier. On rêvait encore. « Et maintenant que je ne suis pas champion d'Europe, vous allez m'espérer champion du monde. » Patience d'un mois, le temps de repartir pour les championnats du monde de Birmingham, du 7 au 12 mars. Patience d'ange : « Il me faut d'abord viser les

Jeux olympiques de Nagano, en 1998. » Il a donc tout. L'éternité d'une figure et l'idolatrie du monde entier. En un an, il sera devenu l'un des athlètes français les plus adulés de la planète. Cœur et tonus de French lover, charisme de batteur et ce cœur gros comme ça. Un patinage de fièvre : ils et elles disent viril, macho, puissant ou rentre-dedans. En février 1994, le titi de Colombes qui n'osait pas, jeune, avouer à ses copains qu'il faisait du patinage artistique était devenu célèbre en un enthousiasme francouillard.

Il rentrait des Jeux olympiques de Lillehammer avec la médaille de bronze dans la poche de son pantalon. Sa bobine trois mètres sur quatre avait été affichée jusqu'à ce jour. Lui ne pouvait plus ignorer.

Il avait été Conan le barbare, rugueux et poilu de fourrure, décrié par les juges le trouvant trop trivial ou trop novateur, adulé par un public agacé par les attitudes empruntées de participants de thé dansant des autres. Il s'était fait un nom et une réputation de voyou de talent. Il avait fini par emballer des juges par son charisme. Vice-champion d'Europe en 1993, il s'était allié les babines, qu'il avait gourmandées. Il avait enfin raflé les succès, les podiums olympiques et mondiaux en interprétant

une variation du Parrain : amour, sang et passion. Masfoso ou non, le mythe est déjà en marche : les origines rituelles théâtrales dans son patinage. « Je serai heureux si l'arrivée à faire que Philippe soit au patinage ce que Michael Jordan a été pour le basket-ball », avait lancé André Brunet, l'entraîneur de tous les jours du champion. À la veille des championnats d'Europe, Philippe et lui avaient le livre de la saga Candeloro et la cassette de l'histoire du Parrain français. « On n'est pas des Ricains, on fera pas le même business », avait rétorqué l'intéressé. Le mythe attendait de devenir champion.

CONTRAT CATHODIQUE Philippe Candeloro n'a pas voulu devenir professionnel. Pourquoi l'aurait-il souhaité ? Vendredi, il devait signer le contrat le plus mirobolant jamais proposé à un amateur français : il se voit offrir 1,5 million de francs pour une année (deux tiers déboursés par TF1 et des partenaires, le troisième par la Fédération des sports de glace. Plus que Surya Bonaly, qui perçoit un million de francs). Il avait réclaté un petit complément d'argent, arguant de sa popularité : « Nous nous sommes aussi rendu compte que le contrat initial était trop contraignant », a expliqué Candeloro. Nous avons donc demandé plus de liberté. » Il ne pourra pas patiner sur d'autres chaises françaises, comme il l'avait demandé. Après sa défaite, Philippe Candeloro a répondu en exclusivité aux journalistes de la chaîne privée pendant une vingtaine de minutes. Pureté beau joueur, lançant un regard « pardonnez-moi » aux quelques millions de téléspectateurs peut-être transis.

Aurait-il trop de livres dans la tête, entre haut niveau et sommets cathodiques. « Mon entraîneur s'occupe de protéger mon image, se défend-il. Il s'occupe donc de mon emploi du temps. Le reste, je l'oublie. Je rentre sur

la glace et l'essentiel est de tourner trois ou quatre fois dans l'air avant de retomber correctement. » Il en avait même oublié les « huiles » cathodiques, fédérales et juridiques venues en Allemagne signer le fameux contrat en or : « On verra demain. »

### Kulik la surprise

À dix-sept ans, Ilia Kulik a remporté son premier titre de champion d'Europe chez les seniors, dès sa première participation. Il y a deux mois, le jeune Russe remportait le titre mondial chez les juniors, devant le Français Thierry Cerez. Pur produit de l'école classique, Kulik a été formé à Moscou par l'entraîneur Koudryatsev, un disciple de Stanislas Jouk. Au cours de son programme libre, sur la musique de George Gershwin *Un Américain à Paris*, le nouveau champion d'Europe a passé huit triples, dont deux triples axels. Une confirmation de son haut niveau technique, découvert lors du programme court qui lui avait permis de distancer tous ses rivaux.

Et demain, les championnats du monde. Il rit encore, vient d'avouer un petit pincement au cœur. « On n'est pas insensible. Les compes, j'en ai loupé, j'en loupai encore. » Il annonce encore : « Ne m'entraînez pas et ne vous embollez pas non plus. » Après-demain, le Parrain sera mort. Il en est sûr. Comme un poids trop fort sur la poitrine. Trop de souvenirs, ces émotions à gonfler. Ce bronze, puis cet argent à oublier pour mieux recommencer. Sûr que, à la nouvelle chorégraphie, il apposera son sceau : sa piroquette, la Candeloro, promesse d'un champion en or, initiale d'un mythe.

Bénédicte Mathieu

## « France 3 » bat « Nippon » dans la Coupe de l'America

Le Défi français de Marc Pajot a obtenu, jeudi 2 février à San Diego, un deuxième succès depuis le début de la Coupe Louis-Vuitton en battant Nippon de 2 minutes 24 secondes. Beaucoup plus significative que la première signée par France 2 contre Rigá de Espana, cette victoire contre le class America, le plus rapide au portant (vent arrière), confirme les qualités de France 3 dans la mise au point d'est pas terminée. Après le départ différé par manque de vent, France 3 a régulièrement distancé Nippon qui était même relégué à 3 minutes 31 secondes avant le dernier bord de portant.

Le jury de la Coupe Louis-Vuitton, a disqualifié Team New Zealand qui avait devancé One Australia de 2 minutes 6 secondes. Les Australiens avaient réclamé contre la présence sur le guignol (dernier étage de barres de fibres) d'un équipier néo-zélandais chargé de déceler les visées sur le plan d'eau et d'en informer par radio le tacticien du bord.

■ FOOTBALL : Luis Fernandez a été suspendu pour trois matchs, dont un avec sursis, jeudi 2 février, par la Ligue nationale de football. L'entraîneur du Paris Saint-Germain sera donc interdit de banc de touche et de vestiaires pendant la durée de la sanction. La Ligue lui reprochait d'avoir critiqué les arbitres du match, PSG-Nantes, et d'avoir notamment déclaré à l'issue de la rencontre remportée 3 buts à 0 par les Nantais : « Sur le terrain, il y avait vingt-deux professionnels et trois amateurs vêtus de noir. »

■ CANTONA : le dossier du joueur français a été remis à la justice, a annoncé jeudi 2 février Scotland Yard. Le procureur devra examiner les quarante dépositions de témoins enregistrées après l'incident ayant opposé Eric Cantona à un supporter de Crystal Palace qui l'avait insulté après son expulsion du match Manchester United-Crystal Palace, le 25 janvier.

■ TENNIS : Frederick John Perry, le champion de tennis britannique qui avait ravi la Coupe Davis à la France en 1933, mettant ainsi un point final à l'épopée des « Mousquetaires », a trouvé la mort le 2 février à Melbourne à la suite d'une chute dans la salle de bain de son hôtel. Agé de quatre-vingt-cinq ans, « Fred » était le dernier Britannique figurant au palmarès des championnats de Wimbledon, qu'il avait remportés trois fois consécutivement, de 1933 à 1936. Il a aussi été le premier joueur à s'imposer dans les quatre tournois majeurs avant de passer professionnel et d'adopter la nationalité américaine en 1936.

### RÉSULTATS

#### BASKET-BALL

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES CLUBS Poulx huitièmes de finale, 4<sup>e</sup> journée retour

POULE A

CSKA Moscou-Real Madrid 84-82 Panathinaïkos-Benfica Lisbonne 80-60

Tel Aviv-Peja 80-75

PAOK Salonique-Olympia Ljubljana 85-66

Classement : 1. Panathinaïkos, 2. Peja, 3. Real Madrid, 4. CSKA Moscou, 5. Tel Aviv, 6. PAOK Salonique, 7. Olympia Ljubljana, 8. Benfica Lisbonne, 9.

POULE B

Istanbul-CSP Limoges 64-69

Leverkusen-Olympiakos Le Pirée 75-69

Barcelone-Bologne 76-70

Budapest-Cibona Zagreb 69-63

Classement : 1. Olympiakos Le Pirée, 2. CSP Limoges, 3. Barcelone, 4. Istanbul, 5. Bologne, 6. Cibona Zagreb, 7. Leverkusen, 8. Benfica, 9.

#### VOILE

COUPE DE L'AMERICA Deuxième Round Robin Coupe Louis-Vuitton : Day New Zealand b. Sydney 95 de 12 mn 24 s ; France 3 b. Nippon de 2 mn 24 s ; One Australia b. Team New Zealand par disqualification.

Classement des challenges : 1. Team New Zealand, 10 points ; 2. One Australia, 9,3 ; Day New Zealand, 7,4 ; Nippon Challenge, 6,5 ; Sydney 5,4 ; 5. France 2/3, 3 ; 7. Rigá de Espana, 0.

Le mécontentement des professionnels du cinéma

Demain dans les pages "Culture"

Le Monde

مكتبة محمد السادس

Quand la

La Coupe

Un dialogue



## Quand la virtualité se fond dans la réalité

A l'occasion du salon Imagina, Renault a présenté un film qui a fait franchir une étape décisive à l'exploitation industrielle des images de synthèse

La quatorzième édition d'Imagina, organisée du 1<sup>er</sup> au 3 février, à Monte-Carlo, témoigne des progrès réalisés dans la synthèse de l'image. Ce rendez-vous annuel coorganisé par l'Institut national

de l'audiovisuel (INA) et le Festival de télévision de Monte-Carlo intéresse autant les industriels que les réalisateurs de cinéma ou même les organisateurs de manifestations sportives.

Chez Renault, les designers examinent, à l'abri des regards indiscrets, le comportement d'un véhicule virtuel dans un décor réel avec une vraie personne au volant, et discutent ainsi par

deux le délai de visualisation d'une idée de voiture et son coût. Les organisateurs de la Coupe de l'America cherchent au contraire à trans-

mettre des images par tout temps en reconstituant la course à partir de données provenant de capteurs situés sur les bateaux et les bouées. Des images qui reproduisent fidèlement ce qui se passe sur le plan d'eau de San Diego.

**MONTE-CARLO**  
de notre envoyé spécial  
Une voiture qui n'existe pas circule dans un décor urbain bien réel. A son volant, une conductrice en chair et en os fait un signe de la main. Nous assistons pas à pas à la première d'un prochain film, faisant appel aux images de synthèse. Il s'agit de la dernière réalisation de Renault présentée à Monte-Carlo lors de la quatorzième édition d'Imagina, le rendez-vous annuel des professionnels de l'image numérique coorganisé par l'Institut national de l'audiovisuel (INA) et le Festival de télévision de Monte-Carlo, du 1<sup>er</sup> au 3 février.

En dévoilant les quatre minutes et quarante secondes du film *Les Citadines*, Renault a fait franchir une étape décisive à l'exploitation industrielle de l'image virtuelle. Pour la première fois, un film matriciel entièrement artificiel. Ce résultat intéresse surtout les créatifs de l'entreprise. La direction de Renault a bien souvent du mal à départager les tout premiers dessins de futures voitures. « Trois mois après la définition du cahier des charges, nous faisons rouler les premières idées dans des décors réels », explique Bruno Simon, le responsable des images de synthèse à la direction du design de Renault. Par rapport à la réalisation de maquettes en plastique, le gain de temps et d'argent est considérable. Renault divise par deux le délai de visualisation d'une idée et son coût.

Mais, surtout, grâce aux images de synthèse, il permet de décider en meilleure connaissance de cause car les projets sont jugés dans leur environnement réel futur. Selon Renault, la plupart des constructeurs s'intéressent à cette nouvelle technologie. Chrysler et Honda seraient les plus avancés. Pour réaliser *Les Citadines*, Renault a dépensé 2 millions de francs. Un coût élevé pour produire moins de cinq minutes d'images. Mais l'objectif semble justifier une telle dépense. Il s'agit en effet de limiter le nombre des maquettes en plastique grandeur nature qui sont réalisées au cours de l'étude d'un nouveau modèle. Ces petits bijoux reviennent à 1 million de francs pièce. Ils représentent trois mois de travail pour quatre personnes. Et lorsque le résultat ne reçoit pas l'aval de la direction générale la maquette est détruite, et un nouveau cycle d'étude commence.

### SIMPLES MAIS SINISTRES

Une maquette numérique occupe deux personnes pendant trois mois, soit un gain de 50 %. En outre, on peut facilement la stocker en mémoire pour la retravailler ultérieurement. De même, les décors créés numériquement ou enregistrés en vidéo sont conservés dans des bibliothèques. Bruno Simon rappelle le temps où le constructeur avait eu le projet de construire une ville en carton-pâte pour y tester ses futurs modèles. Aujourd'hui, l'informaticien fournit le même résultat avec l'avantage, considérable dans l'automobile,

d'une totale discrétion. Les images virtuelles ne sortent pas des laboratoires du constructeur.

En 1990, Renault s'est engagé dans la voie du tout-numérique. Il a commencé à fabriquer des décors numériques simples mais si-

logiciel Hybrid Vision, qui a tout changé. « Nous nous sommes attaqués au couplage d'un décor réel avec une voiture virtuelle », explique Bruno Simon. Le problème n'est pas simple. L'image de synthèse doit suivre le relief de la



Le décor et la dame sont réels, mais la voiture n'existe pas.

nistres. L'année suivante, l'ambulance s'humanisait un peu avec des effets de brouillard, l'apparition de rues, de feux rouges... Mais, même si les designers ont alors estimé que ce résultat commençait à les aider, il restait une carence majeure : le décor relevait plus du jeu vidéo que de la réalité.

C'est la rencontre avec Armand Fellous, qui travaillait à l'INA sur le

route et réagit comme une vraie voiture dotée d'amortisseurs, d'un accélérateur, d'un frein et d'un volant. Le résultat est impressionnant. En 1993, le film *Racoon*, montrait le comportement d'un prototype futuriste de véhicule tout terrain, frappe les esprits au moment où *Jurassic Park* popularise le mélange réel/virtuel.

Mais, à ce stade, le procédé n'est pas entièrement satisfaisant. Pa-

trick Le Quément, directeur du design de Renault, supporte mal que le conducteur soit un simple mannequin numérique. « Les Citadines » suppriment ce défaut en limitant l'image de synthèse au juste nécessaire. C'est-à-dire au seul élément qui n'existe pas dans la réalité, la voiture. Tout le reste, décors et personnages qui entourent la voiture ou qui la conduisent, est filmé en vidéo. Sur l'un des plans, on aperçoit d'ailleurs Patrick Le Quément au volant.

### 25 IMAGES PAR SECONDE

Mais le plus spectaculaire réside, sans nul doute, dans les rapports très réalistes des acteurs avec leur « voiture ». Une conductrice ouvre le coffre d'une Citadine pour y déposer ses bagages avant de saisir la poignée pour prendre place au volant. Lorsqu'un homme envoie les clés de l'automobile à sa femme, on aperçoit le reflet des clés dans la laque du toit. Dans tous les décors, ces reflets ont été particulièrement étudiés. Ils participent largement au réalisme de l'ensemble qui parvient souvent à faire oublier le caractère artificiel de la voiture. L'effet est particulièrement réussi lorsque la conductrice est au volant.

Pour créer cette illusion, Renault a fait appel à une astuce peu coûteuse. L'image de l'actrice, placée sur un plateau tournant en position de conduite, a été enregistrée sous tous les angles. Chaque image du film fait appel à celle des 360 photos ainsi obtenues qui correspond exactement à l'angle de

prise de vues de la voiture. Et cela à la cadence de 25 images par seconde... On mesure le travail de fourni que représente une telle production.

La station de travail la plus puissante en traitement d'image, fabriquée par l'Américain Silicon Graphics, met 15 minutes pour calculer une seule image. Renault fait travailler de nuit 40 ordinateurs de ce type. Ils mettent huit heures pour calculer une minute d'image. On est donc très loin du fameux « temps réel » qu'affectionnent les informaticiens. Pour l'instant, les designers doivent se satisfaire d'une vidéo sur laquelle ils ne peuvent agir seuls. S'ils désirent modifier le parcours de la voiture, il faut recalculer toutes les images de la séquence. Mais le mariage réel/virtuel a réussi l'essentiel.

« Devant les images, les designers parlent de voiture et non plus d'images de synthèse », constate Philippe Gassé, responsable de la création sur ordinateur. Le pari est donc gagné. Déjà, les conséquences sont parfois impressionnantes. Bruno Simon raconte le cas du projet d'un designer que la direction trouvait particulièrement mauvais. Les informaticiens ont tout de même placé la voiture dans un décor réel. « Aussitôt, il est apparu que le projet dégageait un caractère très intéressant qui n'apparaissait pas du tout lorsqu'on l'observait hors contexte », précise Bruno Simon. Et l'idée a échappé à la poubelle.

Michel Alberganti

## La Coupe de l'America « captée » en direct

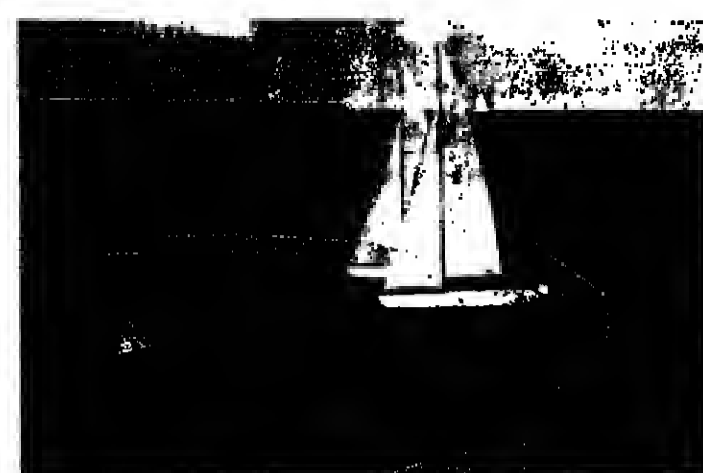
Petit miracle de l'informatique appliquée au sport : les régates de San Diego sont suivies au mètre près

**MONTE-CARLO**  
de notre envoyé spécial  
Une première mondiale. L'excitation est à son comble sur le stand Louis Vuitton d'Imagina à Monte-Carlo. Sur l'écran géant, l'image de synthèse d'un voilier de la Coupe de l'America se déplace sur une mer virtuelle. Il vite de bord, s'incline, ses voiles suivent le mouvement. Ces images reproduisent fidèlement ce qui se passe sur le plan d'eau de San Diego, aux Etats-Unis, où le bateau bien réel se prépare pour la course. Le décalage entre la réalité et sa représentation artificielle est inférieur à deux secondes. La précision du positionnement des bateaux est de l'ordre du mètre. Philippe Gouard, chargé de mission au ministère de la Jeunesse et des Sports, exulte. C'est lui qui, depuis sept ans, se bat pour concrétiser ce petit miracle de l'informatique appliquée au sport.

« En 1987, j'ai eu l'idée de transmettre à terre la position des bateaux afin de reconstituer des images artificielles de la course »,

explique-t-il. Il dépose un brevet avec la Compagnie générale de géophysique et se lance dans la réalisation pratique. Après de multiples tentatives, il parvient à convaincre à la fois Louis Vuitton, chargé de la communication sur l'ensemble des épreuves de la Coupe de l'America, et les organisateurs américains. Cette année, tout est prêt. Les ordinateurs sont prêts, les logiciels sont prêts, les systèmes de positionnement des bateaux tandis que Lyon Lab se charge du matériel vidéo et que le français Geris enrichit les images par des incrustations.

Côté logiciel, les Français règnent. Medialab, filiale de Canal+, assure la production d'images virtuelles dont le « rendu » se veut le plus réaliste possible et Philippe Gouard et la Compagnie générale de géophysique mettent leur brevet à disposition. Avec un nombre de capteurs très réduit - pas plus d'un par bateau et par bouée, soit une vingtaine au total, ainsi qu'oc-



La ligne de départ a été ajoutée par incrustation graphique.

mesure de la vitesse et de la direction du vent -, les informations sont transmises par radio à terre et acheminées par une ligne téléphonique jusqu'au lieu de production d'images. Ce dernier peut être situé n'importe où dans le monde. Il suffit qu'il possède les ordinateurs

nécessaires au traitement des données en temps réel. Le logiciel pallie la faiblesse du nombre d'informations par une interprétation poussée qui s'appuie sur l'expérience de Philippe Gouard, ancien directeur de l'équipe de France de course au large.

Au-delà de l'exploit technologique, le résultat déçoit un peu. Le « rendu » des bateaux reste sommaire. Le traitement en temps réel limite les détails. Ainsi, le pont des bateaux est vide d'équipage, ce qui renforce l'aspect artificiel de l'image. En revanche, il est très facile d'enrichir la scène avec des incrustations de graphiques et de textes qui explicitent le déroulement de la course. Un atout essentiel pour Philippe Gouard. « Le public a envie de comprendre ce qui se passe dans une course de voiliers », estime-t-il.

### LE VENT NE SERA JAMAIS VIRTUEL

Après la Coupe, en mal prochain, il verra la retransmission des régates des Jeux olympiques d'Atlanta. Pour lui, d'autres sports sont susceptibles de faire appel aux images de synthèse. Toutefois, il ne parie pas sur le tout virtuel. « L'idéal consisterait à enrichir une image réelle », précise-t-il. Ainsi, la ligne de hors-jeu serait matérialisée à l'écran par un « mur » virtuel pendant les matchs de football.

Cela aiderait le public à comprendre la décision de l'arbitre. De même, les images artificielles informeraient plus précisément sur les positions relatives des voitures dans une course de formule 1.

En attendant, le tout virtuel est précieux pour remplacer les caméras vidéo lorsque les conditions de prises de vues sont délicates. Il fournit des images à peu de frais dans le monde entier et en temps réel. Un service adapté aux besoins des journalistes sportifs, par exemple. Toutes les conditions ne permettent pas d'envoyer un hélicoptère filmer les régates. L'image de synthèse, elle, fonctionne par tous les temps. Néanmoins, lors de la première séance de direct virtuel retransmise à Monte-Carlo pendant Imagina, le manque de vent a annulé la course... Les bateaux se sont contentés de s'entraîner. Une sorte de clin d'œil ultime de la réalité. Histoire de rappeler que le vent, lui, ne sera jamais virtuel.

M. AL

## Un dialogue difficile entre cinéma et vidéo

**MONTE-CARLO**  
de notre envoyé spécial  
A l'initiative du philosophe Alain Renaud, qui fait régulièrement bénéficier France Télécom de ses lumières dans le domaine des images, s'est tenu le 2 février dans le cadre d'Imagina une journée de rencontres sur le thème « Le cinéma à l'ère numérique ». Le sous-titre s'interrogeait sur la possibilité d'une « nouvelle alliance » entre auteurs de cinéma et nouvelles technologies. La question reçut des réponses contrastées.

Les représentants des sociétés de traitement informatique des images de films (Ex Machina et Duboi pour la France, ILM pour les Etats-Unis) firent la démonstration d'une partie de leur travail par exemple pour *Les Visiteurs* ou *Forrest Gump*, laissant entendre que le problème était réglé : le cinéma a besoin des

nouvelles techniques, il s'en sert et ne peut que s'en servir davantage, pour des usages qui vont du remplacement de décors difficiles ou onéreux à construire à la création ex nihilo de personnages ou de séquences entières. Chacun insiste sur la baisse rapide des coûts et la diversification du genre de films faisant appel à ces techniques.

Face à ces porteurs de la nouvelle et conquérante « bonne parole », le cinéma était bien mal représenté, les organisateurs ayant fait appel à des officiels (les représentants de la branche technique du Centre national du cinéma) et à un organisme professionnel, l'ARP, (société des Auteurs réalisateurs producteurs) plutôt qu'à des créateurs susceptibles d'analyser dans quelle mesure la numérisation remettrait en cause, ou au contraire offrirait

des développements nouveaux à leur travail. Au constat d'essor scientifique et industriel, indéniable, il ne se trouva pas grand monde pour opposer la réflexion sur la nature même des images en question et les changements de statut que lui impose la numérisation - ce qui était pourtant le but avoué de ces rencontres.

### ESTHÉTIQUE SANS VIDÉO

On en restait ainsi longtemps à un dialogue de sourds. D'un côté les hommes de la technique exposaient les progrès de leurs machines, dont le plus significatif est sans doute l'ensemble de dispositifs surnommé « Truca numérique », qui permet des allers et retours entre images sur pellicule et traitement informatique sans déperdition notable de qualité. De l'autre, les « hommes de l'art » se parta-

geaient entre revendication corporatiste et admiration béate devant les nouvelles « magies ». Il fallut attendre une autre salve d'autosatisfaction des tenants des « nouvelles images », en l'occurrence celles tournées en haute définition et présentées à la tribune comme pouvant à la fois se mélanger impunément à celles réalisées en 35 mm et ouvrir à un cinéma « étendu » les portes d'un nouvel imaginaire, pour que le chef opérateur Pierre-William Glenn dise enfin haut et clair, en s'appuyant sur des expériences qu'il a lui-même menées, que la haute définition restait de qualité très inférieure à l'image sur pellicule, qu'elle était difficile et chère à utiliser. Et, incidemment, que le cinéma demeurait capable de poursuivre ses propres recherches esthétiques sans avoir besoin du renfort de

la vidéo, fût-elle en 1200 lignes. Entre-temps, un petit film tourné en haute définition par Jean-Paul Fargier et Monique Sicard avait prouvé combien ce procédé, manié avec finesse, pouvait atteindre à ses propres réussites et même, en l'occurrence, aider à réfléchir sur le cinéma sans prétendre s'y substituer : *Le Sens de la marche*, consacré aux travaux d'Etienne Jules Marey et de Georges Dumeny qui précèdent l'invention des frères Lumière, montrait avec précision et humour comment les impératifs militaires contribuèrent à la recherche dans le domaine des prises de vue animées, et comment cette démarche scientifique se trouva en porte à faux avec la fonction spectaculaire du cinématographe.

Mais le mot de la fin fut donné, en deux temps, par l'un des

grands créateurs de l'art vidéo, Zbigniew Rybczynski alias Zbig. D'abord par la présentation de deux de ses œuvres, *Kafka* et *Imagine*, ensuite par les propos qu'il tint à la tribune. Sans hostilité ni esprit de conquête envers le cinéma, ses images comme ses mots témoignaient de l'autonomie d'un art différent, inventant une autre dramaturgie, d'autres espaces et d'autres rythmes avec les moyens particuliers de la vidéo haute définition.

Zbig concluait avec un appel, dont l'urgence se fait chaque jour davantage sentir, à la réflexion théorique : « On emploie sans cesse et de plus en plus le mot « image », mais on ne sait pas ce que c'est. Nous avons besoin d'une réflexion sur ce qu'est une image. »

Jean-Michel Frodon





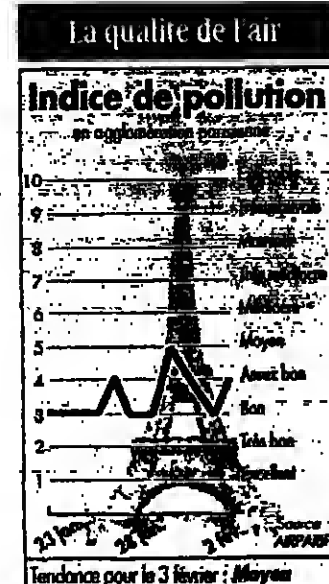


## Faibles pluies au Nord

UN PUISSANT ANTICYCLONE s'est installé sur le sud de la France, rejetant la circulation des perturbations sur les îles Britanniques et la mer du Nord; des masses nuageuses et faiblement pluvieuses arriveront à affecter les régions situées au nord de la Loire. Sur la Bretagne, le ciel sera couvert, avec un peu de bruine; une très légère amélioration se produira l'après-midi. Le vent de sud-ouest soufflera en général modérément, mais avec quelques



Prévisions pour le 4 février vers 12h00



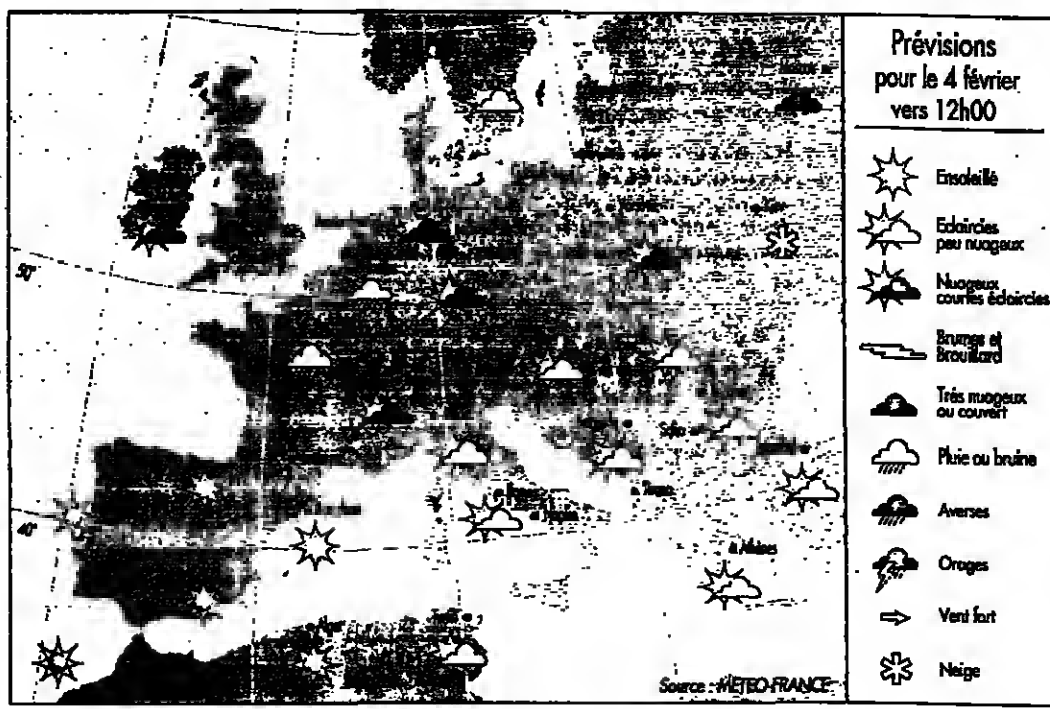
Tendances pour le 3 février à Mayenne

rafales atteignant jusqu'à 60 km/h sur les côtes. En Normandie, sur le Nord, le Bassin Parisien, en Champagne-Ardenne, Lorraine et Alsace, ce sera une journée grise, avec un peu de pluie ou de bruine; ces pluies seront un peu moins faibles près des frontières.

Sur les Pays-de-Loire, le Centre, la Bourgogne et la Franche-Comté, les nuages seront abondants tout au long de la journée, mais le temps restera sec. Sur les Charentes, le Poitou, le Massif Central et la région Rhône-Alpes, le ciel restera partagé entre les onages et les éclaircies. Sur le sud de ces régions, des bancs de brouillard auront pu se former en fin de nuit, mais ils se dissiperont rapidement.

Sur l'ensemble du Sud-Ouest et du Sud-Est, Corse comprise, ce sera une journée bien ensoleillée. Les bancs de brouillard présents au lever du jour dans la vallée de la Garonne et dans les Landes se dissiperont rapidement. Les températures seront proches des normales saisonnières, ou même légèrement supérieures; les minimales seront comprises entre -1 et +2 dans l'intérieur du Sud-Ouest, de la Provence et sur Rhône-Alpes, entre 2 et 4 dans le Nord-Est, entre 4 et 7 ailleurs en général, jusqu'à 9 degrés sur les zones littorales; quant aux maximales, elles seront comprises entre 7 et 10 degrés sur le Nord-Est et Rhône-Alpes, entre 10 et 13 degrés ailleurs, jusqu'à 15 ou 16 degrés sur les régions méditerranéennes et au pied des Pyrénées. Le vent viendra du sud-ouest au nord de la Loire; il sera faible, avec cependant quelques rafales sur les côtes bretonnes. Au sud de la Loire, le vent sera généralement faible; toutefois un léger Mistral et une petite Tramontane se lèveront l'après-midi.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



TEMPÉRATURES	GRANDS	TOURS	1/2	CARACAS	2821	LIMA	31/	PRAGUE	64-3
du 2 février 1995	LILLE	8/5	11/2	CHICAGO	4-1	LIEN	17/0	PETROIA	29/7
maxima/minima	LUXEMBOURG	8/5	11/2	COFENHAGUE	4-4	LOS ANGELES	22/2	RASAT	19/7
	LYON	9/5	12/1	DAKAR	22/19	LOS ANGELES	22/2	RIO DE JAN.	29/27
	MARSEILLE	9/5	12/1	DJAKART	31/24	LOS ANGELES	22/2	ROME	13/0
	NANCY	9/5	12/1	DUBAI	24/14	MADRID	15/1	SAN FRANC.	10/11
	NANTES	12/3	14/7	DUBUIN	9/9	MARRAKECH	23/7	SANTIAGO	30/15
	NICE	12/3	14/7	FRANCOFORT	10-2	MEXICO	22/8	SEVILLE	21/9
	PARIS	10/4	13/6	GENEVE	8/6	MILAN	8-15	ST-PETERSB.	3-4
	POitiers	12/3	14/7	HANOI	16/12	MONTREAL	8-15	STOCKHOLM	4-6
	RENNES	11/5	13/6	HELSINKI	2-4	MOSCOW	0/0	STONY	26/21
	STRASBOURG	11/5	13/6	HONGKONG	17/12	MUNICH	10/2	TENERIFE	23/16
	Toulon	11/5	13/6	ISTANBUL	7/0	NAIROBI	25/10	TOKYO	9/4
	Toulon	11/5	13/6	JERUSALEM	17/5	NEW DELHI	32/11	TUNIS	14/5
	Toulon	11/5	13/6	KIEV	5/1	NEW YORK	4/5	VARSOVIE	7-1
	Toulon	11/5	13/6	KINSHASA	31/21	PALMA DE MAJ.	17/5	VIENNE	8-1
	Toulon	11/5	13/6	LE CAIRE	24/10	PEKIN	2/5	VIENNE	5/2



Situation le 3 février, à 0 h 00, temps universel. Prévision pour le 5 février, à 0 h 00, temps universel.

## BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au jeudi 2 février. Elles nous sont communiquées par Ski France, l'Association des maîtres des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Haussmann, 75008 Paris. Tél. : (1) 47-42-23-22), qui diffuse aussi des renseignements sur rendez-vous téléphonique au (1) 42-64-64-28 ou par Minitel : 36-15 code CORUS.

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.

**JURA**  
Métabief-Mont-d'Or : 20-105; Mijoux-Lelex-La Faulx : 40-100; Les Rousses : 30-100

**VOSGES**  
Le Bonhomme : 30-60; La Bresse-Hohneck : 40-60; Gérardmer : 25-60; Saint-Maurice-sur-Moselle : n.c.; Ventron : n.c.

**HAUTE-SAÔNE**  
Avoriaz : 80-280; Les Carroz-

d'Arches : 65-300; Chamouix : 70-340; Châtel : 80-260; La Clusaz : 55-270; Combloux : n.c.; Les Contamines-Moutjoie : 60-315; Flaine : 155-300; Les Gets : 70-250; Le Grand-Bornand : 70-250; Les Houches : 80-180; Megève : 90-260; Morillon : 20-220; Morzine-Avoriaz : 40-280; Pratz-de-Lys-Sommand : 140-170; Pratz-sur-Arly : 70-220; Saint-Gervais : 95-175; Samoëns : 60-250; Thonon-Les Bains : 60-120.

**SAVOIE**  
Les Allons : 30-150; Les Arcs : 165-340; Arêches-Beaufort : 60-280; Aussois : 70-110; Bessans : n.c.; Bonneval-sur-Arc : 30-380; Le Corbier : 104-180; Courchevel : 95-293; La Tania : 95-293; Crest-Voland-Cohomm : 90-175; Flumet : 70-170; Les Karellis : 130-270; Les Menuires : 110-290; Saint-Martin-Bellef : 50-290; Méribel : 80-280; La Norma : 80-180; Notre-Dame-de-Bellecombe : 80-180; Peisey-Vallandry : 170-210; La Plagne : 170-290; Pralognan-la-Vanoise :

Auron : 40-60; Benil-les-Landes : 20-30; Briançon : 60-145; Isola 2000 : n.c.; Montgenèvre : 120-170; Orcières-Merlette : 120-180; Les Orres : 80-120; Pra-Loup : 50-75; Puy-Saint-Vincent : 75-145; Le Saizay-Super-Sauze : 50-100; Serre-Chevalier : 60-145; Super-Dévoluy : 60-100; Valberg : 20-30;

## PARIS EN VISITE

Samedi 4 février

**MUSÉE D'ART MODERNE** : Exposition Derrin (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).  
**PALAIS GALLIERA** : exposition Histoire du Jean (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).  
**PALAIS DE JUSTICE** : histoire et fonctionnement (55 F), 15 heures, sortie du métro Cité côté Marché aux Fleurs (Connaissez-vous l'histoire de la justice ?).  
**LE QUARTIER CHINOIS** : pendant les fêtes du Nouvel An chinois (55 F), 15 heures, sortie du métro porte de Choisy devant l'escalier roulant (Pierre-Yves Jaslet).  
**MUSÉE DU LOUVRE** : Exposition L'image du règne de Louis XIV dans les almanachs (37 F + prix d'entrée), 15 h 30, sous la pyramide côté auditorium (Montu-ments historiques).

**LES STATIONS ÉTRANGÈRES**  
Pour les stations ou peut s'adresser à l'office de tourisme de chaque pays. Allemagne : 9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris, tél. : 40-20-01-88; Autriche : 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 42-61-50-55; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-66; Suisse : 11 bis, rue Scribe, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

**LES STATIONS ÉTRANGÈRES**  
Pour les stations ou peut s'adresser à l'office de tourisme de chaque pays. Allemagne : 9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris, tél. : 40-20-01-88; Autriche : 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 42-61-50-55; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-66; Suisse : 11 bis, rue Scribe, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

**LES STATIONS ÉTRANGÈRES**  
Pour les stations ou peut s'adresser à l'office de tourisme de chaque pays. Allemagne : 9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris, tél. : 40-20-01-88; Autriche : 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 42-61-50-55; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-66; Suisse : 11 bis, rue Scribe, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

## CONDENSATION-HUMIDITÉ

Une étude récente a révélé que plus de 6 millions de foyers souffrent de problèmes d'humidité dus à la condensation. L'humidité devient très vite un danger pour l'habitation et ses occupants. Elle dégrade la décoration - taches noires de moisissures, peintures décollées, papiers peints décollés, sols ternes, boiserie abîmées, piqûres d'humidité sur les tissus et les meubles... - et elle rend l'atmosphère malsaine - odeurs de renfermé, asthme, allergies, bronchites et prolifération des acariens. L'ampleur du problème a poussé le constructeur anglais EBAC, spécialiste de la déshumidification à s'implanter en France. Sa méthode : l'assèchement de l'air par condensation ou moyen d'un système de réfrigération. Pour cela il a mis au point le déshumidificateur domestique. De la taille d'une enceinte stérilisateur, il est capable de traiter à lui seul une habitation entière (120 m²).

Ce nouvel appareil électrique se branche simplement sur une prise avec terre. Un hygrostat réglable déclenche et arrête l'appareil automatiquement suivant le taux d'humidité sélectionné. Un ventilateur aspire l'air contre les tubes froids sur lesquels se dépose l'excès d'humidité. L'eau est récupérée dans un réservoir ou drainée en cas d'absence prolongée. L'air asséché est ensuite renvoyé séché. En quelques semaines, l'atmosphère redevient saine, confortable, fraîche et économique à chauffer et le linge sèche plus vite. Un EBAC récupère jusqu'à 12 litres d'eau par jour dans l'air ambiant de toute la maison ! Il offre une solution sûre et rentable pour vivre dans un air sain.

Revendeurs agréés Ebac : 3 SUISSES, ART DU BRICOLAGE, BHV, BOULANGER, BRICALLERIE, BRICOFRANCE, BRICOMARCHE, BRICORAMA, BRICOSPHERE, CAMIF, CASTORAMA, CATENA, CONNEXION, DARY, L'ECONOMAT, FORCE SUD, GEDMAT, MAISON CONSEIL, LA MAISON DE VALERIE, M. BRICOLAGE, OBI, LA SAMARITAINE, SEDAO, ...

## LE CARNET DU VOYAGEUR

**HONGKONG**. Le consortium BCI, composé d'une société d'Etat chinoise, de deux sociétés britanniques et de deux sociétés japonaises, a remporté le plus important contrat de la construction du nouvel aéroport de Hongkong, qui entrera en service en 1997. - (AFP)

**IRLANDE**. La compagnie de ferries irlandaise Irish Ferries, représentée en France par Transports et voyages, vient de signer un accord avec Eurotunnel pour permettre aux touristes français de prendre les navettes du tunnel sous la Manche de bénéficier de tarifs compétitifs. - (AFP)

**SCANDINAVIE**. La compagnie aérienne Air Malte, qui dessert deux fois par semaine Stockholm (Suède) et Oslo (Norvège), ouvrira le 11 avril une liaison hebdomadaire entre l'île de Malte et Copenhague (Danemark). - (AFP)

## ABONNEMENTS

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements, 1, place Hubert-Dreuve-Milly - 94832 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. : 33 (1) 49-40-32-90.

Le monde	France	Europe	Autres pays
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 days per week - LE MONDE - 1, place Hubert-Dreuve-Milly - 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Dreuve-Milly, 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France. For the advertisement rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher.

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 days per week - LE MONDE - 1, place Hubert-Dreuve-Milly - 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Dreuve-Milly, 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France. For the advertisement rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher.

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 days per week - LE MONDE - 1, place Hubert-Dreuve-Milly - 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Dreuve-Milly, 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France. For the advertisement rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher.

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 days per week - LE MONDE - 1, place Hubert-Dreuve-Milly - 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Dreuve-Milly, 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France. For the advertisement rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher.

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 days per week - LE MONDE - 1, place Hubert-Dreuve-Milly - 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Dreuve-Milly, 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France. For the advertisement rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher.

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 days per week - LE MONDE - 1, place Hubert-Dreuve-Milly - 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Dreuve-Milly, 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France. For the advertisement rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher.

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 days per week - LE MONDE - 1, place Hubert-Dreuve-Milly - 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Dreuve-Milly, 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France. For the advertisement rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher.

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 days per week - LE MONDE - 1, place Hubert-Dreuve-Milly - 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Dreuve-Milly, 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France. For the advertisement rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher.

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 days per week - LE MONDE - 1, place Hubert-Dreuve-Milly - 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Dreuve-Milly, 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France. For the advertisement rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher.

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 days per week - LE MONDE - 1, place Hubert-Dreuve-Milly - 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Dreuve-Milly, 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France. For the advertisement rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher.

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 days per week - LE MONDE - 1, place Hubert-Dreuve-Milly - 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Dreuve-Milly, 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France. For the advertisement rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher.

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 days per week - LE MONDE - 1, place Hubert-Dreuve-Milly - 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Dreuve-Milly, 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France. For the advertisement rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher.

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 days per week - LE MONDE - 1, place Hubert-Dreuve-Milly - 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Dreuve-Milly, 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France. For the advertisement rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher.

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 days per week - LE MONDE - 1, place Hubert-Dreuve-Milly - 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Dreuve-Milly, 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France. For the advertisement rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher.

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 days per week - LE MONDE - 1, place Hubert-Dreuve-Milly - 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Dreuve-Milly, 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France. For the advertisement rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher.

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 days per week - LE MONDE - 1, place Hubert-Dreuve-Milly - 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Dreuve-Milly, 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France. For the advertisement rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher.

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 days per week - LE MONDE - 1, place Hubert-Dreuve-Milly - 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Dreuve-Milly, 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France. For the advertisement rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher.

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 days per week - LE MONDE - 1, place Hubert-Dreuve-Milly - 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Dreuve-Milly, 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France. For the advertisement rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher.

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 days per week - LE MONDE - 1, place Hubert-Dreuve-Milly - 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Dreuve-Milly, 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France. For the advertisement rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher.

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 days per week - LE MONDE - 1, place Hubert-Dreuve-Milly - 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Dreuve-Milly, 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France. For the advertisement rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher.

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 days per week - LE MONDE - 1, place Hubert-Dreuve-Milly - 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Dreuve-Milly, 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France. For the advertisement rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher.

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 days per week - LE MONDE - 1, place Hubert-Dreuve-Milly - 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Dreuve-Milly, 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France. For the advertisement rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher.

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 days per week - LE MONDE - 1, place Hubert-Dreuve-Milly - 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Dreuve-Milly, 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France. For the advertisement rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher.

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 days per week - LE MONDE - 1, place Hubert-Dreuve-Milly - 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Dreuve-Milly, 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France. For the advertisement rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher.

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 days per week - LE MONDE - 1, place Hubert-Dreuve-Milly - 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Dreuve-Milly, 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France. For the advertisement rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher.

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 days per week - LE MONDE - 1, place Hubert-Dreuve-Milly - 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Dreuve-Milly, 94832 Ivry-sur-Seine Cedex, France. For the advertisement rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher. For the subscription rates and conditions, contact the publisher.



**CALIFORNIE** Construit en deux ans, avec des fonds privés récoltés en plusieurs campagnes intensives, le nouveau bâtiment du Musée d'art moderne de San Francisco

(SFMOMA) a été ouvert au public le 29 janvier. L'ARCHITECTE de l'édifice, le Suisse Mario Botta, réalise là son premier chantier américain et aussi son premier musée.

Par sa dimension, la construction arrive en deuxième position parmi les musées d'art moderne américains, après le MOMA de New York. DOTÉ de tous les équipements

dont un musée d'aujourd'hui a besoin et d'une architecture de qualité, le SFMOMA peut mieux présenter ses collections et rattraper le temps perdu

par rapport à Los Angeles, sa rivale californienne. WILLIAM KLEIN, photographe américain installé à Paris, présente ses images de New York pour l'ouverture du musée.

## San Francisco tient enfin son musée d'art moderne

Au cœur du quartier rénové de Yerba Buena, l'architecte suisse Mario Botta a construit un nouveau temple voué à l'art. La ville entend ainsi rattraper Los Angeles, sa grande rivale californienne.

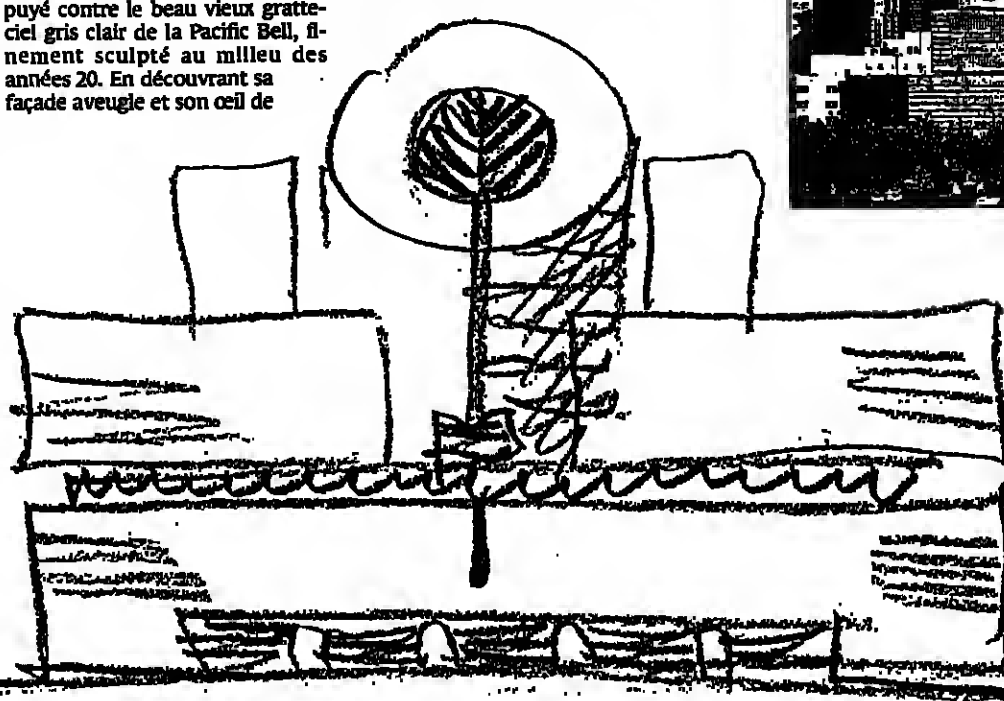
**SAN FRANCISCO** de notre envoyé spécial. Depuis sa création en 1935, le Musée d'art moderne de San Francisco était logé dans un bâtiment de style néo-classique dédié aux anciens combattants, où il ne disposait pendant longtemps que d'un étage. Il y a soixante ans, cela pouvait suffire : sa fondatrice-directrice, Grace L. McCann Morley, l'a prouvé, qui en a fait un musée digne de dialoguer avec le musée new-yorkais d'Alfred Barr, dont il a accueilli les fameuses expositions « Cubisme et art abstrait » en 1936 et « Art fantastique, Dada et surréalisme » en 1937, ou en exposant Matisse et Cézanne.

Sur cette belle lancée, San Francisco réalisait les premières expositions dans un musée d'Art Moderne (1941) et de Jackson Pollock (1945), présentait Rothko et Motherwell en 1946. Dès 1936, il avait commencé une collection de photographies, organisait des expositions d'architecture à partir de 1940, et mettait en place un programme d'art au cinéma en 1946. Bref, il était le premier musée de la Côte ouest, l'un des plus dynamiques des États-Unis, et, dès le début des années 60, pensait déjà à déménager. Ce qui ne se fit pas. Il finit seulement par gagner un étage du Veterans Building lors de sa restructuration au début des années 70. Aussi le bilan de son cinquantenaire, en 1985, n'était-il pas très brillant. Il y avait bien eu de bonnes expositions comme « Expressionnisme, un german intuition » et « Edward Hopper » (1981), ou « Kandinsky à Munich » (1982), pour ne citer que les classiques. Mais le musée ne répondait plus aux normes de sécurité hygiéniques et antisismiques. Et surtout, Los Angeles, la rivale que les San-Franciscains méprisent un peu, allait lui ravir le titre de pôle artistique de la Côte ouest, avec l'ouverture d'un Musée d'art contemporain de bonne coupe (architecte Arata Isozaki) et d'une aile contemporaine au County Museum.

San Francisco devait réagir. Mesurant l'impossibilité de faire quoi que ce soit d'important dans l'ancien bâtiment, le directeur du musée, R. Lane, accepta le poste en 1987 à condition qu'un nouveau bâtiment soit construit. L'affaire fut menée rondement. Le site est

fixé en 1988 : 3<sup>e</sup> Rue, en bordure de Yerba Buena Center, un ancien quartier misérable à deux pas du centre-ville, entièrement rénové. La masse de briques rouges en gradins et son cylindre tronqué à rayures noires et blanches font poids dans un paysage où rien flottait de banques et de parkings, l'ensemble étant juste appuyé contre le beau vieux gratte-ciel gris clair de la Pacific Bell, finement sculpté au milieu des années 20. En découvrant sa façade aveugle et son œil de

d'imposer son goût des matériaux traditionnels : brique, granit et bois. Dans le hall, il pousse à l'excès son penchant pour les rayures (des pierres tour à tour claires et sombres, mates et brillantes au sol et à la base des colonnes). Son luxe d'effets, souvenir probable des revêtements des églises de Toscane, s'arrête à l'entrée des



Ci-dessus : le San Francisco Museum of Modern Art, un ensemble de qualité au pied du vieux gratte-ciel de la Pacific Bell. Ci-contre : croquis d'étude de l'architecte Mario Botta.

mande-t-on ce que le musée donnerait à voir dans ses nouveaux murs s'il n'avait reçu, tout récemment, de Elise S. Haas trente-sept peintures, sculptures et dessins de Matisse, Picasso, Brancusi, O'Keeffe... Et s'il n'y avait pas le dépôt avec promesse de don de Carl Djerassi et du Djerassi Art Trust d'une centaine d'aquarelles et de dessins de

### 468 millions de francs de mécénat

Musée privé, comme la plupart des musées américains, le SFMOMA a été construit grâce à divers apports financiers obtenus au cours d'une formidable recherche de fonds. En 1990, les plans définitifs sont arrêtés. La première campagne pour le financement de la construction rapporte 65 millions de dollars (336 millions de francs).

Les travaux démarrent en 1992. La deuxième campagne rapporte 15 millions de dollars (78 millions de francs), la troisième 6 millions (31,2 millions de francs). La quatrième est en cours. Au total, plus de 90 millions de dollars (468 millions de francs) ont été réunis : plus que le nécessaire.

sept œuvres du pop art (Warhol, Indiana, Lichtenstein...).

Un bel ensemble de peintures de l'expressionnisme abstrait Clifford Still, qui a vécu à San Francisco au tout-début des années 40, reflète mieux l'aventure de l'art dans Bay Area. Le musée possède une trentaine de ses grandes toiles, dont vingt-huit ont été offertes par l'artiste en 1975. Il a aussi beaucoup de Guston, eux aussi donnés par le peintre au moment de la rétrospective de 1980, quelques mois avant sa mort.

**TECHNOLOGIES NOUVELLES**

D'autres bons peintres de la région, expressionnistes abstraits en quête de lumière et figuratifs brossant large, que l'on connaît moins, sont bien représentés, mais sans excès, de même que les étonnantes assemblages de la beat generation : Jess, Bruce Conner, Jay de Foo, Wally Hedrick, Wallace Berman, George Herms, dont on ne sait rien en Europe et pas grand-chose sur la Côte est.

La présentation des acquisitions contemporaines, au dernier étage, est révélatrice d'un désir d'ouverture internationale difficilement compatible avec la recherche d'une spécificité locale. On peut comprendre ce parti, tout en étant agacé de retrouver les signatures habituelles, bien qu'il y ait des morceaux de qualité (Ansel Kiefer, Polke, de Kooning et le très beau *Wall Drawn* de Sol LeWitt). L'équipe du musée, qui voudrait le tourner vers le XXI<sup>e</sup> siècle, s'en remet au bon vouloir des donateurs, tout en cherchant une nouvelle identité du côté de la vidéo et des technologies nouvelles. Le bâtiment de Botta, tout classique qu'il est, est équipé pour cela.

Geneviève Breerette

cyclope qui brille la nuit, en inspectant ses formes rébarbatives et intrigantes, qui semblent laisser perplexes les habitants de San Francisco, on ne peut deviner qu'il s'agit d'un musée, malgré la symbolique que Mario Botta dit affirmer.

**WARHOL, MATISSE, PICASSO...**

Pour la comprendre, il faut grimper au cinquième étage, par l'escalier central : une sculpture assez compliquée part du hall, très chic, bien plus luxueux que celui d'une grande banque, dessert tous les étages et amène progressivement à la lumière aveuglante qui pénètre par l'oculus à 45° dans le cylindre blanc. Pour accéder aux salles d'exposition, il faut franchir une passerelle vertigineuse ou prendre les ascenseurs, mais c'est beaucoup moins drôle, moins déstabilisant.

Mario Botta ne manque pas

salles d'exposition : elles sont blanches, neutres, sans avoir le côté aseptisé des musées d'aujourd'hui - le plancher en bois y est pour beaucoup -, et semblent adaptées aux collections et expositions.

Chaque niveau a été pensé différemment : une distribution classique, en entée, pour la collection de peintures, qui au premier étage reçoit la lumière naturelle ; des salles plus basses pour l'étage voué à la photographie et à la vidéo, qui sont éclairées artificiellement ; des espaces plus souples et ouverts, voire immenses et complètement ouverts, pour l'art contemporain aux troisième et quatrième niveaux, qui reçoivent à nouveau la lumière du jour. Les œuvres y sont présentées au mieux, et rien ne saurait distraire le visiteur du parcours des collections et des expositions inaugurales, orientées vers le point fort du musée : la photographie.

Les images new-yorkaises de William Klein (lire ci-dessous) jouent le parcours de la collection photographique, tandis que le troisième étage reçoit une exposition qui tend à montrer, sous le titre « *Desire, disaster, document* », l'influence de la photographie sur l'art récent. Elle réunit des peintures, des vidéos et des installations d'une quinzaine d'ar-

tistes, de Warhol aux chaises tristes de Nan Goldin, en passant par la suite de toiles grises et floues de Gerhard Richter et la première installation vidéo de Chantal Akerman : « D'Est ».

Les deux autres niveaux proposent un parcours des collections du département des peintures et des sculptures en mettant l'accent sur les dons. Le parcours,

### Un quartier en pleine mutation

Yerba Buena, le vieux quartier où se trouve le nouveau Musée d'art moderne de San Francisco, vient de connaître une incroyable dynamique culturelle. Un complexe sportif a d'abord été prévu, puis des parkings. On s'est décidé pour un palais des congrès, le Moscone Convention Center, inauguré en 1983. Un hôtel de 1 500 chambres a suivi : le Marriott, vite baptisé « Jukebox Marriott » en raison de sa coiffure en verroterie, qui rappelle les casinos de Las Vegas.

Restait le terrain : il serait voué à la culture. Deux centres d'art ont ouvert en 1993, l'un pour le théâtre et le spectacle, l'autre pour les arts visuels. Le nouveau Musée d'art moderne est juste en face. A quelques blocs, le Capp Street Project, initié par David Ireland, et le Ansel Adams Center for Photography. Et le musée mexicain doit ouvrir ses portes dans deux ans, ainsi que le musée juif.

qui s'ouvre avec un bel ensemble de peintures fauves dominé par *La Femme au chapeau* (1905) de Matisse, accuse bien des faiblesses. Les œuvres majeures y sont rares, et les courants principaux qui ont marqué le début du siècle à peine éclairés. Aussi se de-

immédiatement acquise par le musée. On croise un formidable Rauschenberg de 1953-54 et un beau Jasper Johns (1963), tous deux donnés en 1972 par de grands collectionneurs, Harry et Mary Anderson, qui viennent de faire un autre don important :

## William Klein, le photographe qui déteste l'Amérique

« MES PHOTOS new-yorkaises sont d'un anti-américanisme primaire, secondaire, tertiaire et quaternaire. » Le photographe William Klein, Américain installé à Paris, a toujours trouvé le mot coloré pour qualifier la subtile relation d'amour-haine, de goût-dégoût qu'il entretenait avec son pays. Aussi, voir deux cent trente de ses images new-yorkaises accrochées au deuxième étage du tout nouveau Musée d'art moderne de San Francisco a quelque chose de cocasse.

Car cette exposition est une première. Ayant bien enregistré le message, les musées d'outre-Atlantique ont, pendant quarante ans, rendu son mépris à William Klein et ont superbement ignoré un des chefs de file de la nouvelle photographie américaine, que l'on peut ranger aux côtés de Robert Frank, Diane Arbus, Garry Winogrand et Lee Friedlander. Aujourd'hui, les titres de la presse

américaine, *New York Times* en tête, saluent avec enthousiasme le retour au pays de William Klein. « un des photographes majeurs des années 50 ».

### RÉACTIONS VIOLENTES

L'homme, il est vrai, est virulent, incontrôlable : il a toujours dénoncé dans des diatribes au vitriol - en vrac - le libéralisme, l'individualisme, l'impérialisme et le puritanisme américains. Ses films documentaires consacrés à la guerre du Vietnam ou au Black Panther Eldridge Cleaver sont des brûlots. L'establishment culturel n'a pas non plus apprécié qu'un de ses rejets s'installe à Paris à l'âge de vingt ans, pour étudier dans l'atelier de Fernand Léger, avant de revenir six ans plus tard, mais pour quelques mois seulement, régler son compte à sa mauvaise ville de New York. Le résultat sera publié - en France, en 1956 - dans un livre au titre cynique : *Life is Good and*

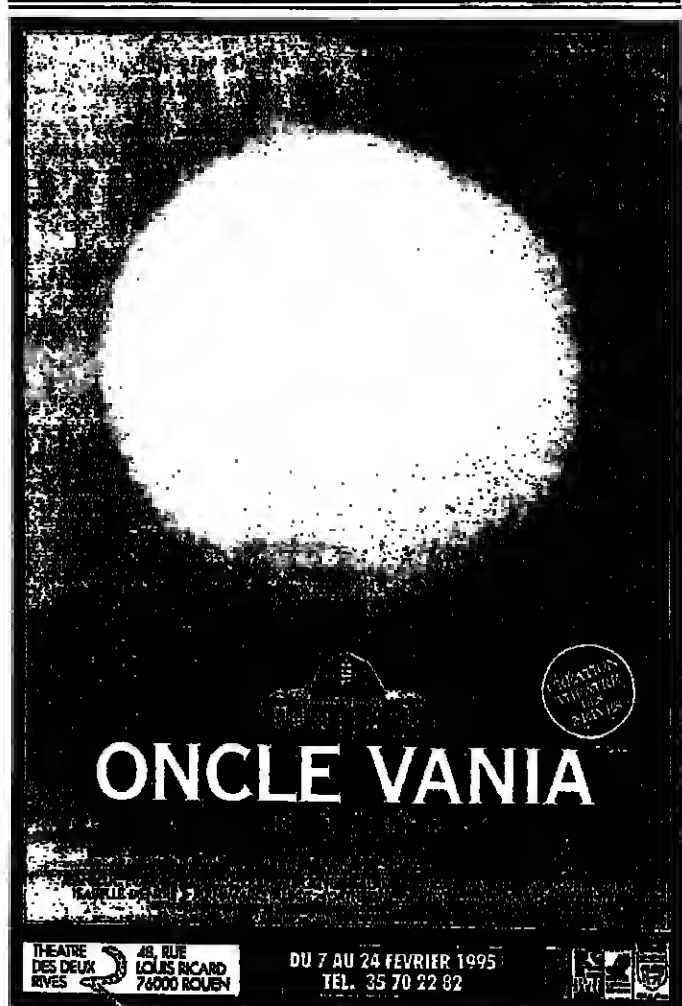
*Good for You in New York* (la vie est bonne et bonne pour toi à New York). Ce premier livre est contrôlé avec soin par le photographe, qui réalise texte, photos et maquette. Il restera surtout comme un des plus novateurs de l'histoire de la photographie, et sera suivi par d'autres sur Rome, Moscou, Tokyo.

Ce portrait de New York est une énigme. William Klein y découvre la photographie tout en écrivant un chapitre important de son histoire. Le lecteur reçoit, effaré, des images-coups de poing, des visages qui se bousculent dans un cadre grand angle, des têtes « coupées » par les bords, un gamin qui plonge un pistolet menaçant dans l'objectif, des plans flous, bouchés ou d'un noir très gras, des détails agrandis, des enseignes hurlantes, de la typographie envahissante, du mouvement virevoltant, autant de signes qui s'entrechoquent et laissent le spectateur KO debout,

A l'époque, cette façon d'interpeller son sujet, d'exister dans les images avait entraîné des réactions violentes. On était pour ou contre Klein, sans compromis.

New York est aussi un livre de paradoxes : Klein a trouvé, dans une ville qu'il déteste, un cadre, des gens, des signes, une richesse de décors qui renvoient parfaitement à l'esthétique agressive qu'il met en place. Il a besoin de ce qu'il dénonce. De plus, Klein vit et publie à Paris, mais son style est à l'opposé des images généreuses et retenues qui dominent la France de l'époque. Deux ans après, en 1958, sort également à Paris *Les Américains*, de Robert Frank. Une autre façon de critiquer un pays par un Suisse qui a choisi de vivre à New York. L'Amérique fera de Frank « son » photographe des années 50-60. Klein ? Oublié. Jusqu'à son retour...

Michel Guerrin





## Jeunes chanteurs en France

Les stars de la chanson vieillissent. La relève se prépare. D'où le casse-tête des producteurs : comment imposer les talents de demain ?

A CANNES, au Midem (Marché international du disque, de l'édition musicale et de la vidéo musicale), on s'interroge abondamment sur les aides qu'il convient d'apporter aux jeunes talents francophones - appellation toujours aussi floue, malgré l'instauration des quotas radiophoniques, en février 1994 : « Tout artiste ou groupe qui n'a pas obtenu, précédant la sortie de son nouvel enregistrement, deux albums disque d'or (100 000 exemplaires) ».

L'artiste « en développement » idéal (du point de vue de l'économie de marché), s'appelle Nativ, un gentil duo de funk à la française, disque d'or avec un premier album (chez BMG/Ariola) de qualité moyenne. Il y a deux ans, c'était Pow Wow (gros succès, non confirmé au deuxième essai). L'an prochain, ce sera peut-être Gérard de Palmas, auteur de *La Dernière Année* (chez Chrysalis), un album musicalement restreint qui tient sur des paroles plutôt ténues et quelques jolis blues enrobés de rock, tel *Sur la route*. Ce titre passe souvent sur les ondes FM et a permis au jeune chanteur et à son groupe de vendre plus de 20 000 albums en quelques mois. Nous sommes encore loin de la barre du million allégrement franchie par les champions 1994, Kaas et Cabrel. Mais voit-on un début prometteur pour un chanteur à la voix ferme, qui ne

s'est pas encore tout à fait départi de ses modèles anglo-saxons (ce qui, de nos jours, commence à passer pour ringard, mais aucune solution n'a encore été trouvée pour cesser de pratiquer le clonage tout en restant chouchoin dans les FM-jeunes). Un mécanisme qu'a compris la jeune Vallée avec son *Pop Song* (CH2/EMI), expression d'un art forgé à l'aune du passe-partout tranquillisant de la musique de fond.

### LA MÉMOIRE DES RÊVES

Qui suivre ? Où aller ? Kent, chanteur courageux, capitaine sage d'un courant « reconstruit » de la chanson française, préconise au débutant d'aller dans la rue avec sa guitare pour tâcher de comprendre où il en est, quand d'autres font des disques sans savoir qui ils sont. Anne Papi et Atlantique, deux jeunes filles indéfectibles sur leur style, ont des projets mais ne savent pas bien lesquels. Anne Papi a de la voix. Elle l'avait montrée dans un premier album énergique et bien ficelé. « L'important, écrit-elle dans la postface du second, *Même Océane* (chez Newmax/BMG), dix titres « très rock », c'est de garder la mémoire de ses rêves et d'y croire. » Et Anne Papi a sûrement rêvé mieux que cette conception étiérée de la musique binaire pour chanteuse à la voix - qu'elle a forte et belle. Il y a du Mama Béa, du Céline Dion et

du Stephan Elcher dans ces chansons majoritairement signées Boris Bergman, excellent auteur qui ne retrouve sa forme que pour les sujets ardu (le Père Noël, le mesal et les gardiens de phare). *Même Océane* est envahi de promesses, de demain et de bientôt. Inondé d'atlas.

Atlantique livre *Atlantique* (son premier album ne fut pas disque d'or, mais la jeune fille a encore une chance d'avoir des aides pour le troisième disque), innocent et dégoûté, tendre et musicalement varié (chez Phonogram). En quinze titres et interludes musicaux, Atlantique montre son équilibre. Pour lutter contre l'éparpillement et le flou des textes, elle est partie au combat la voix en avant, trop en avant. Uniformité garantie. Et Elsa Point qui n'a fait de rien, vient de débarquer avec une drôle de voix, de drôles de textes. Elle n'est ni un nul part. Sa musique est difficile à décrire. Mûrissante ? Ingénue ? Pointue ? Il faudrait l'écouter, pourqu'il pas acheter son album (Garage/Musidisc) au prix fort, même si cette voix par trop aigüe, même perchée, tue la diversité des sentiments à force d'insistance ? Il faudrait l'écouter ? Ou ? Chez des disquaires sans points d'écoute ? Sur des radios formatées au succès ?

Véronique Mortaigne

## MUSIQUE DU MONDE

ORA SITTNER et YUVAL MICENMACHER  
*Lambour*

LA CHANTEUSE ISRAËLIENNE Ora Sittner et le percussionniste Yuval Micenmacher ont réalisé un disque lumineux, limpide : *Lambour* (« Vers le désert »). Ce recueil de chants hébreux d'Israël et d'Orient est le dernier-né d'Al Sur, une collection axée sur les musiques du pourtour de la Méditerranée. La voix d'Ora Sittner retranscrit la clarté généreuse, la lumière tendue de ces musiques.

La mer, vecteur de tous les mélanges, le désert, espace de liberté qui mène à l'Orient : entre ces deux pôles, les deux musiciens ont puisé dans les chants de la tradition juive, influences arabe et berbère, roumaine, druze ou libanaise, regroupées par une rythmique bigarrée. Textes bibliques, poésies yéménites ou contemporaines chantées en hébreu et ponctuées des tambours ou tambourins *daf*, *bendir* et *zab* - joués avec une remarquable sensibilité par Yuval Micenmacher - transportent ces visions

d'Orient vers un univers intérieur riche de l'expérience millénaire d'un peuple culturellement composite.

V. Mo.  
\*1 CD Al Sur ALCD133. Distribué par Média 7.

VOCAL SAMPLING  
*Una forma mas*

SIX CUBAINS ont entrepris de reconstruire le son de leur pays, percussions et contrebasses comprises, en n'usant que de leur voix. Le résultat est épatant. Sans les mimiques de ce groupe de charmeurs latins, la musique perd un peu de son originalité : distinguer le vrai (les instruments d'ordinaire employés) du virtuel (les voix) n'est pas une mince affaire. Les arrangements sont complexes, donnent une vision savoureuse de la rumba, des *gaurachas*, boléros et autres *cha-cha-cha* cubains.

La troupe a commencé à chanter par jeu, à l'école. Elle continue à s'amuser beaucoup, mais elle est devenue professionnelle. Vocal Sampling a cherché à développer son répertoire, à la nourrir de chansons célèbres (*La Negra Tomasa*), mais aussi de *trovas* (en principe accompagnées à la guitare, dans le style des troubadours) ou de classiques boléros (*Dolor y Pardon*), appuyés par des sonorités de tam-

bours batas. Enregistré et mixé à Cologne, revu et corrigé à Bruxelles, produit à New York (le groupe a beaucoup tourné en Europe depuis deux ans), ce premier album, dansant bien sûr, respire l'indiscipline collégienne.

V. Mo.  
\*1 CD Sire 936245751-2. Distribué par Warner.

TRIO ESPERANÇA  
*Segundo*

LE DEUXIÈME album français du trio brésilien qui séduit la France en chantant *a cappella* de tendres mélodies qui ont assuré la pérennité de la musique brésilienne à travers le monde. Point de risque dans le choix du répertoire - *Gavota de Ipanema*, *Agua de Março*, *Samba de Uma Nota So* -, puisé dans l'âge d'or de la bossa-nova. Les mélodies, signées Tom Jobim, Vinícius de Moraes, Newton Mendonça, devraient placer l'amateur français en terrain de connaissance. Mais il y a aussi quelques fois écarts vers Chico Buarque (*Mar e Lua*), bien polé par un trio qui reprend la tradition des groupes vocaux brésiliens (le Quarteto em Cy, notamment, féminin lui-même). A trop sourire (gentiment), on perd parfois son souffle.

V. Mo.  
\*1 CD Philips Phnnggram 526 577-2.

## ROCK

AUTOUR DE LUCIE  
*L'échappée belle*

DANS UN GENRE qui ne rechigne jamais à la surenchère d'émotions fortes, les harmonies douces-amères d'*Autour de Lucie* pourront paraître trop discrètes, la limpidité de leurs arpegges sembler trop transparente. Domage. Car on a plus besoin parfois des petits frissons du quotidien que d'humeurs à grand spectacle. On pourra bien sûr reprocher à ce trio - deux garçons entourant en fait une Valérie -, un goût trop prononcé pour la tiédeur, une mélancolie un peu uniforme. *L'échappée belle*, leur premier album, se révèle pourtant d'une attachante tendresse. L'acoustique effilée des guitares trahit un faible pour une pop anglophone dont la ligne claire fut tracée par les Smiths et les Pale Fountains (leur ancien leader, Michael Head, a d'ailleurs produit un titre de l'album). La voix fragile de Valérie Leclercq se fait l'écho d'une tradition française sentimentale et faussement légère dont Françoise Hardy fut l'un des modèles. L'Accord parait, Les Cieux de trône, Island sont les plus belles réussites de cet hymne à la pudeur.

S. D.  
\*1 CD Le Village vert 478 040-2. Distribué par Columbia.

DANNY RED  
*Riddimwize*

CANT LIVE IT UP titre d'ouverture de l'album de Danny Red, concentre ce qu'on peut espérer du meilleur reggae aujourd'hui. La voix de ce jeune Anglais, dont l'accent trahit les origines jamaïquaises, caresse la mélodie avec la sensualité d'un crooner rasta, marque le tempo avec la gouaille et l'agilité d'un chanteur de raga. Une instrumentation outatée porte la marque ingénieuse d'un *sound-system* - le très en vogue Manasseh de Brixton - qui, en véritable laboratoire, distille des trouvailles inattendues. Cet art du dévouement, ce goût des matières sonores façonnées avec audace le rapprochent des récentes expériences de Massive Attack ou de Portishead. *Riddimwize* ne tient pas entièrement les promesses de cette introduction idéale. A l'instar de Jimmy Cliff ou de Ziggy Marley, Danny le Rouge perd parfois de son épaisseur en cédant à quelques facilités pop. La variété de son registre (du mysticisme de *Be Grateful* à *Rolling Stone*, *raggamuffin twisté* façon Chalka Demus) pourrait nuire à sa crédibilité. Mais cette diversité, servie par la précision et l'originalité de son accompagnement musical, est aussi source de plaisir et un sérieux atout dans un genre auquel on reproche souvent sa monotonie.

S. D.  
\*1 CD Columbia 477 774-2. Distribué par Sony.

## JAZZ

J. J. JOHNSON  
*Tangence*

J. J. JOHNSON est né le 22 janvier 1924. Il est compositeur et tromboniste. Il est une des pièces centrales du jazz moderne. Pour aimer ce disque, il faut savoir aimer le trombone, savoir aimer les arrangements de luxe (avec violons), savoir aimer les chansons aux airs simples, les plus difficiles à jouer, et savoir aimer les musiciens autant ou plus que la musique. C'est tout un savoir. C'est une science. Cela s'appelle aimer le jazz, autant dire aimer la vie, cette façon d'en supporter le désespoir. Le monde est désormais divisé en trois catégories : ceux qui ignorent cette splendeur de J. J. Johnson, *Tangence* ; ceux qui la prennent pour un disque de trombone avec des violons ; ceux qui savent au contraire en quoi *Tangence* touche à leur vie. A propos : pour amateurs de tarentés précieuses, le troisième morceau est un dialogue *a cappella* avec Wynston Marsalis (For dancers only, une perfection). Pour collectionneurs de rapprochements surprenants, signalez *La Magnifica*. Et pour cœurs sensibles, *The end of a love affair*.

F. M.  
\* Un CD Verve 526 588-2

PAT METHENY GROUP  
*We Live Here*

L'ÉRUPTION SOLISTE de son précédent enregistrement, *Zero Tolerance for Silence*, tenait de l'aliénation d'un bruit blanc expérimental et du volume d'amplification pratiqué par le hard rock. Après cette impitoyable claque sonore, Pat Metheny remet son Group à l'ouvrage pour ce rendez-vous annuel avec des mélodies à fredonner fondées sur un jazz-rock aéré d'inspiration mondialiste essentiellement venues d'Afrique noire et du Brésil. Lyle Mays, le double de Metheny, est bien aux claviers, Steve Rodby (basse) et Paul Wertico (batterie) sont également présents, les percussions tiennent leur rôle. Le résultat serait presque connu d'avance - ce qui est finalement ce que l'on attend de Metheny avec cette formation - si quelques boîtes à rythmes ne venaient raidir cette belle machine plus sophistiquée qu'elle ne le laisse croire.

S. S.  
\*1 CD Geffen Records GED 247 29. Distribué par BMG

### COFFRET

■ Alain Souchon. Pas tout à fait une intégrale, mais un coffret de cinq disques, habillé de rouge, strict et nanti d'un livret (photos, chronologie, textes des cent cinq chansons). En cinq albums reconstitués, voici les belles années RCA : *Dix ans* (1974), *Bidon* (1976), *Jamais content* (1977), *Toto 30 ans, rien que du malheur* (1978) *Rame* (1980), *On avance* (1983). L'année suivante, Souchon partira chez Virgin. RCA y a ajouté un album public, enregistré à l'Olympia en 1983, et un volume d'inédits, toujours un peu décevants dans ce type de produit. Un coffret de 5 CD BMG/RCA 743 2125 342 2.

## CLASSIQUE

BERNARD-AYMABLE  
DUPUY

Noël « Au milieu de la nuit » - Motet Cantate Domino - Magnificat

Isabelle Poulenard (soprano), Jean-Louis Comoretto (haute-contre), Erik Gru (ténor), Dominique Miraille, Jean-Louis Bindi (baryton), Groupe vocal de Toulouse, Ensemble instrumental baroque, Alix Bourbon (direction).

LA RÉVÉLATION RÉCENTE du Requiem de Théodore Gouny restitué par les soins du label lorrain K 617 (*Le Monde* du 13 octobre 1994) a prouvé qu'il pouvait encore se produire de singulières découvertes musicales. Bernard-Aymable Dupuy (1707-1789), compositeur toulousain mort l'année de la Révolution, pourrait être de celles-là : sa musique rappelle souvent celle de Rameau, mais elle est d'une inventivité constante. La cantate sacrée pour Noël « Au milieu de la nuit » (chantée en français) est exquise et touchante. Les forces musicales toulousaines réunies n'ont pas la superbe des Arts florissants, mais témoignent d'une belle musicalité et sont dirigées avec style par Alix Bourbon qui, depuis de nombreuses années, fait un travail discret mais efficace à Toulouse. Certaines voix masculines sont insuffisantes, mais Isabelle Poulenard chante avec l'autorité et la virtuosité (fin du Magnificat) qu'on lui connaît.

R. M.  
\*1 CD Arion ARN 68 300. Distribué par Média 7.

### ROBERTO GERHARD

Symphonies n° 1 et 3  
Orchestre symphonique de Tenerife, Victor Pablo Pérez (direction)

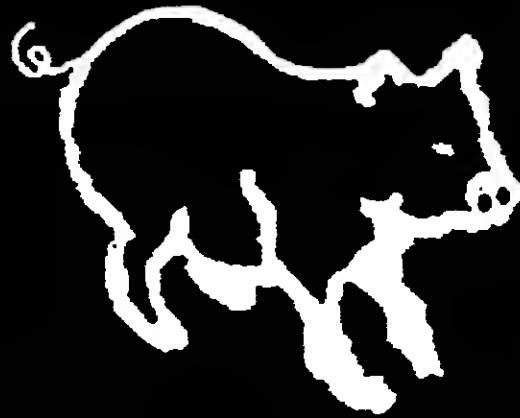
ELIÉ DE Felipe Pedrell puis d'Arnold Schoenberg, le Catalan Roberto Gerhard (1896-1970) devait fuir l'Espagne franquiste pour se réfugier à Cambridge et endosser la nationalité britannique. Couramment jouée en Angleterre, sa musique n'a plus franchi le Channel. Grâce soit rendue au disque : après Harmonia Mundi et un premier album paru chez Auvidis, voici un troisième enregistrement consacré à deux de ses symphonies.

Les œuvres de la maturité de Gerhard sont écrites selon le système sériel, mais, comme celles de l'Italien Bruno Maderna, elles débordent d'un lyrisme particulièrement flamboyant. Même la bande magnétique - très « années 60 » - qui s'intègre au discours de sa *Troisième Symphonie* (1961) some avec une couleur toujours fascinante. Bravo à l'Orchestre de Tenerife - peut-être le meilleur orchestre espagnol du moment - et bravo à Auvidis qui, engrangeant les dividendes des bandes son de *Tous les matins du monde* et de *Farinelli*, les réinvestit dans des produits exigeants et courageux. Un enregistrement des œuvres de musique de chambre (*Leo, Libro*) s'impose désormais.

R. M.  
\*1 CD Valois V 4728. Distribué par Auvidis.



ON VERRA...  
DU CHINOIS  
POUR L'ANNÉE  
CHINOISE  
UN CYCLE  
PROPOSONS  
NOUS VOUS  
DU COCHON  
POUR L'ANNÉE



Pour passer la nouvelle année chinoise, celle du cochon, Canal+ diffusera en février 3 films chinois : le chef volant éléphant, le maître de marionnettes, prix du jury à Cannes, deux ans d'attente, ainsi que 3 films et un documentaire rétrospectifs sur le cinéma chinois des années 60, et n'oubliez pas, vous avez un mois pour squatter "Xi non na".

Pendant qu'on regarde **CANAL+** au moins on n'est pas devant la télé.



**noiject**  
 SABURO TESHIGAWARA  
 compagnie Karas-Japon  
 pièce pour quinze danseurs  
 MARDI 7, MERCREDI 8 FÉVRIER - 21H  
 LOCATION : 64 62 77 77  
 Centre d'Art et de Culture de Marolles-Bois  
 Avenue de la République 77420 NOISY  
 La Ferme du Buisson  
**ECOUTEZ V**

**Andromaque**  
 mise en scène, Jacques Lassalle  
 avec Marianne Bastier, Claude Bouchery, Sophie Dault, Christine Gagnieu, Alexis Hitzer, Hugues Quastier, Jean-Marc Roulot, Afida Tahri...  
 du 3 au 15 février  
 Créteil Maison des Arts / 45 13 19 19  
**ECOUTEZ V**

**COMMUNE**  
 mise en scène  
 Christian Schiaretti  
**Ahmed le subtil**  
 farce en trois actes d'Alain Badiou  
 du 7 au 26 février  
 48 34 67 67 à Aubervilliers  
**ECOUTEZ V**

**CROQUIS MARRANTS**  
 LA JACQUERIE  
 DU 27 JANVIER AU 17 FÉVRIER  
 Théâtre Romain Rolland-Villejuif  
 49 58 17 00  
 mise en scène Alain Mollot  
**ECOUTEZ V**

**BARRY WHITE**  
 Le 28 MARS 1995  
 au Palais des Congrès  
 Locations :  
 Paints de Vente Habituelles  
 Réservations : 40 68 00 05  
 25 MARS LILLE  
 31 MARS NANCY  
 13 AVRIL MARSEILLE  
**ECOUTEZ V**

## Duras meilleure que Duras

Succédant à Madeleine Renaud et à Bulle Ogier, Gisèle Casadesus et Martine Pascal font triompher la première version, qui n'avait jamais été jouée, de « Savannah Bay »

**SAVANNAH BAY**, de Marguerite Duras. Mise en scène : Jean-Claude Amyl. Avec Gisèle Casadesus et Martine Pascal. THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (salle Gémier), place du Trocadéro, 16<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Trocadéro. Tél. : 47-27-61-15. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche, matinée à 16 h 30. 110 F et 150 F. Jusqu'au 12 mars.

« Il faut se méfier des titres », disait Roger Blin. Il avait raison. Car *Savannah Bay* n'est pas *Savannah Bay*. Contrairement à ce que le titre n'indique pas, la pièce de Marguerite Duras présentée à Chailot, dans une mise en scène de Jean-Claude Amyl - avec Gisèle Casadesus et Martine Pascal - n'est pas du tout la même que celle qui fut créée au Théâtre du Rond-Point en 1983, dans une mise en scène de l'auteur - avec Madeleine Renaud et Bulle Ogier. A l'époque, Marguerite Duras pensait faire jouer la pièce, intitulée *Savannah Bay*, qu'elle avait écrite en 1982. Mais elle avait renoncé en cours de répétitions, et conçu une autre version, cousue main, pour les deux comédiennes.

A cette nouvelle version, Marguerite Duras donna le même nom qu'à la première. D'où la confusion possible, dont, d'entrée de jeu, il est utile de se débarrasser. Ce *Savannah Bay*, le premier, n'avait jusqu'à aujourd'hui jamais été joué. C'est donc à une création que l'on assiste à Chailot.

On en doit l'initiative au désir d'une comédienne, Martine Pascal. Elle a déjà joué une autre pièce de Marguerite Duras, *Vera*

*Boxer*, en 1983, dans une mise en scène de Jean-Claude Amyl. La comédienne est fidèle; elle a voulu revenir à Marguerite Duras, et à Jean-Claude Amyl. La fille est aimante; elle a voulu jouer avec sa maman, Gisèle Casadesus. Ce ne lui était pas arrivé depuis ses débuts, dans *Lorsque l'enfant partit*, d'André Roussin.

« Le rôle du personnage nommé Madeleine dans *Savannah Bay* ne devra être tenu que par une comédienne qui aurait atteint la splendeur de l'âge. La pièce *Savannah Bay* a été conçue et écrite en raison de cette splendeur. / Aucune comédienne jeune ne peut jouer le rôle de Madeleine dans *Savannah Bay*. » Voilà ce qu'écrivait Marguerite Duras en exergue de la pièce. Gisèle Casadesus est cette femme, d'une lumineuse beauté de nacre. Une grande dame discrète, sociétaire honoraire de la Comédie-Française, où elle a joué avec Madeleine Renaud. Dire son âge rajoute à sa splendeur: elle a quatre-vingts ans.

**ÉCHANGE MURMURÉ**  
 Quand le rideau se lève, elle est assise sur une chaise, au milieu du plateau. Elle porte une robe rouge, et tient ses mains l'une sur l'autre, dans un de ces beaux gestes d'absence polie au présent qu'ont les rêveurs et les élégants. Martine Pascal, elle, est assise contre un mur bleu, avec encore quelque chose d'une enfance dans sa façon de tourner ses pieds, bottinés, l'un vers l'autre. Un lointain désir d'Asie traverse la scène quand elle rejoint sa mère, longue silhouette menue vêtue d'un pantalon noir large et d'un chemisier blanc. Pour

l'heure, l'une et l'autre attendent, dans ce décor d'ombre et de lumière où brille une servante, cette merveilleuse lampe sur pied qui veille sur la nuit des scènes vides, comme le rêve du théâtre. Une servante devait veiller sans qu'elle le sache sur Marguerite Duras quand elle a écrit *Savannah Bay*.

Cette version est un rêve de théâtre. Plus belle que la seconde, parce que plus mystérieuse. On y retrouve évidemment la voix de Plaf, qui chante *Les Mots d'amour*, et les deux femmes, dans leur échange murmuré d'une histoire du passé qui s'écrit au conditionnel. Mais surtout, on y trouve des mots d'amour ignorés de la seconde version. Légères, aériens, un vol de ouages d'oiseaux dans un ciel d'étoiles, un envol de chardonnets dans le crépuscule.

Cet amour est une bénédiction, parce qu'il renvoie à celui que chacun rêve d'atteindre. Ce moment où les enfants sont assez grands pour être les parents de leurs parents. Il en appelle aussi un autre, splendide. Celui de la transmission de l'art du jeu, nû la mémoire du futur est du côté des plus anciens comédiens. Sur la scène de *Savannah Bay*, dans la mise en scène de Jean-Claude Amyl, Gisèle Casadesus et Martine Pascal conjuguent ces amours. Ce qu'il se joue entre elles, mère-fille et comédiennes, est la matière même de la pièce. Et quand Martine Pascal dit à Gisèle Casadesus: « Ma petite fille, ma fille », on a envie que le temps s'arrête. Pour conjurer leur chance.

Brigitte Salino

## Pierre Boulez et le chant des sirènes

**NOCTURNES** de Debussy, **DEUXIÈME CONCERTO POUR PIANO** de Bartok, **VISAGE NUPITAL** de Boulez, par Michel Béroff (piano), Françoise Pollet et Lucy Shelton (soprano), les London Voices, l'Orchestre symphonique de Londres, Pierre Boulez (direction). THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 2 février, 20 h 30. Suite du cycle d'hommage à l'occasion de ses soixante-dix ans: « Pierre Boulez chef d'orchestre », conférence de Patrick Szersnovicz, vendredi 3 février, 18 heures, à la Comédie des Champs-Élysées; « Vingtième siècle, esquisses d'un bilan », conférence d'Alain Finkelkraut, samedi 4 février 18 heures, Théâtre des Champs-Élysées. Entrée libre. Tél.: 49-52-50-50.

Ah! Si tous les concerts vous donnaient cette certitude d'échapper à la médiocrité, cette sensation d'entrer peu à peu dans un mystère, d'y être initié! On quitte

Pierre Boulez, Bela Bartok et Le Mandarlin merveilleux, mercredi (Le Monde du 3 février). On reprendra le chemin du Théâtre des Champs-Élysées avec la sensation d'ouvrir un livre à la page où on l'avait laissé. Et, bien calé dans son fauteuil, on découvre, en effet, le nouveau chapitre d'un roman qui s'intitulerait *Pierre Boulez et le vingtième siècle*. Ouvrage d'anthologie dont on s'arrache à regret. Trois nouveaux concerts renouvellent heureusement le fil, le mois prochain.

**ÉCHAPÉE**  
 Boulez et Bartok. L'intrigue s'est nouée depuis le premier concert de ce cycle avec l'exécution fougueuse du *Premier concerto pour piano* par Daniel Barenboim. Michel Béroff remplaçait, cette fois, au pied levé, Maurizio Pollini dans le redoutable *Deuxième concerto*.

Boulez et Debussy. C'est une histoire d'amour. Boulez compositeur reconnu d'emblée dans l'antre du Faune celui qui, « voulant créer sa technique, créer son vocabulaire, créer sa forme, fut amené à bouleverser totalement des notions qui, jusqu'à lui, étaient demeurées statiques ». Un père, en quelque sorte. Boulez chef d'orchestre entreprend de sortir des brumes d'un impressionnisme douteux une musique qu'il classe du côté des « forces du refus », sans en oler « l'alchimie sonore ». On sait à quel point l'écoute de Pelléas a été changée. Et les *Nocturnes*, composés cinq ans avant l'opéra, mais déjà tout empreints des mêmes parfums, restent parmi les œuvres que Boulez visite périodiquement. Pour mettre, là aussi, de l'ordre, de la clarté, des couleurs de plus en plus subtiles au fil des années: gris plombé des « Nuages », bleu-blaoc-rouge éblouissant de « Fêtes » avec leurs rythmes implacables et légers de castagnettes et de cricoets; vagues salubres et salées de « Sirènes » dont Boulez est l'un des seuls, dans le sillage d'un Pierre Monteux, à organiser vigoureusement les formes.

Mais jeudi, avec l'orchestre et le chœur londoniens, Boulez semblait vouloir aller encore plus loin dans la transparence, l'immatériel.

Jamais un chœur de femmes, bien loin d'une convention un peu ridicule, à la Puvis de Chavannes, n'aura à ce point évoqué le chant de sirènes non déincarnées. C'est pour le même chœur de femmes, et les voix seules de deux sopranos, que Boulez composa son *Visage nuptial* sur cinq poèmes de René Char. Entre 1946 et la création d'une troisième version en 1989, l'œuvre fut révisée plusieurs fois. Ce qui explique peut-être qu'elle fasse l'effet d'un immense trait d'union entre le Debussy post-impressionniste, le Messiaen et l'orchestration surchargée de percussions « orientales » de *Saint François d'Assise*, jusqu'aux recherches les plus récentes de Boulez lui-même sur le son de synthèse et sa spatialisation. La dernière pièce, *Post-scriptum*, est sur ce point stupéfiante, on a l'impression d'un changement à vue de tout le dispositif orchestral et vocal, d'une extraordinaire échappée dans le temps. « Le trêfle de la passion est de fer dans ma main », écrit René Char dans ce dernier poème. Ce pourrait être le portrait de Pierre Boulez en un seul vers.

Anne Rey

Stéphane Davet

Théâtre Déjazet  
 Loc 48 87 52 55  
**LES EMPIRES DU LUNE**  
 par  
 La Compagnie Fracasse  
 Tarif réduit aux premières  
 du 3 au 14 février  
**ECOUTEZ V**

Les Rendez-Vous  
 Chorégraphiques  
 de Sceaux  
**FATTOUMI-LAMOUREUX**  
 Prélude  
 Création  
 5, 6, 7, 8 février  
**LES GEMEAUX / SCEAUX**  
 Scène Nationale  
 (1) 46 61 36 67  
**ECOUTEZ V**

Un chœur  
 pour  
 Roschitz

UNE SOIRÉE À PARIS

CHINA

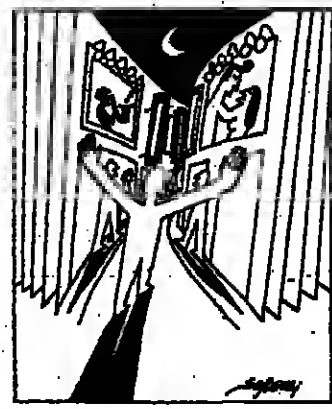


# Rock : le groupe belge Deus à Paris, à l'Erotika

## Un chœur pour Auschwitz

230 comédiennes se relaient dans toute la France pour faire entendre la voix de Charlotte Delbo

SECRÉTAIRE de Louis Jouvet de 1938 à 1941, résistante, Charlotte Delbo fut arrêtée et déportée à Auschwitz le 23 janvier 1943, dans un convoi qui comptait 230 femmes. Rescapée, elle écrivit une dizaine d'ouvrages sur la tragédie des camps. La compagnie Bagages de sable, soutenue par 21 structures théâtrales, a mis sur pied un chœur de 320 comé-



diennes qui, le soir du 3 février, vont se relayer, dans les 160 communes de France d'où sont originaires les femmes du convoi, pour faire entendre la voix de Charlotte Delbo. Elles joueront dans des lieux publics, et seront relayées par des radios locales et Radio-France.

★ À partir de 19 h 30, le 3 février. Pour connaître les noms des lieux et des radios, selon les régions, téléphoner au 45-86-53-80.

## UNE SOIRÉE À PARIS

Celia Cruz, Tito Puente, Oscar D'Leon  
Un festival de salsa tout en panache : Tito Puente, mais surtout la Cubaine Celia Cruz, pilier de la salsa, douée d'une inextinguible énergie, malgré un âge en principe peu propice aux démonstrations de danse torride, et le Vénézuélien Oscar D'Leon, au souffle éclatant, qui joue de la contrebasse en tricotant des pas de mambo et de merengue, assaillant à la salsa du Nord.  
Avenue de la Chapelle, 19  
(M<sup>o</sup> La Chapelle). 20 heures, le 3 février. Tél. : 44-06-99-00.  
Location FNAC, Virgin, 160 F.

Catherine Ribeiro  
Catherine Ribeiro n'a jamais prétendu qu'elle était gale. D'ailleurs, quel intérêt ? Le chant est un cri, une révolte, un déchirement des mots, et Ribeiro ne ressemble à mille autres quand elle a dit les audaces et les peurs de la vie vécue à fond.  
Retour en scène après une longue

passé délicat de cette chanteuse dont la longue carrière a prouvé qu'elle existait bien dans le paysage français.  
Bouffes du Nord,  
37 bis, boulevard de la Chapelle, 10  
(M<sup>o</sup> La Chapelle). 21 heures, du mardi au samedi, 16 heures le dimanche. Jusqu'au 12 février. Tél. : 46-07-34-50.  
70 F à 130 F.

Paul Motian, Joe Lovano, Bill Friel  
De Paul Motian, batteur, on sait la méfiance à l'égard de toute démonstration, la discipline qui fait de chacun de ses mouvements une œuvre de délicatesse.  
Dans ce trio, le saxophoniste Joe Lovano amène sa science du placement, de la note choisie, le guitariste Bill Friel invente une modernité joyeuse.  
New Morning,  
7-9, rue des Petites-Ecuries  
(M<sup>o</sup> Châteauboulevard). 20 h 30, le 3 février. Tél. : 45-23-51-41.  
Location FNAC, 110 F et 130 F.

## CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine

### NOUVEAUX FILMS

LA CASSETTE  
Film portugais de Manoel de Oliveira  
VO : Latini, 4 (42-78-47-86) ; Europa Pantheon (ex-Revue Pantheon), handicaps, 5 (43-54-15-04).

ELISA  
Film français de Jean Becker  
Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55) ; rés. : 40-30-20-10 ; Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; Bretagne, 3<sup>e</sup> (36-65-70-37) ; rés. : 40-30-20-10 ; UGC Odéon, 4<sup>e</sup> (36-68-37-62) ; Gaumont Ambassade, 5<sup>e</sup> (43-59-19-08) ; 36-68-75-75 ; rés. : 40-30-20-10 ; Publicis Champs-Élysées, 6<sup>e</sup> (47-20-72-23) ; 36-68-75-55 ; Saint-Lazare-Passquier, handicaps, 7<sup>e</sup> (43-67-35-43) ; 36-65-71-88 ; Gaumont Opéra Français, 8<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 10<sup>e</sup> (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauverre, handicaps, 11<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 12<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. : 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanorama, handicaps, 14<sup>e</sup> (43-06-50-50) ; 36-68-75-15 ; rés. : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. : 40-30-20-10 ; Majestic Pessy, 16<sup>e</sup> (42-24-46-24) ; UGC Maillot, handicaps, 17<sup>e</sup> (36-68-31-34) ; 36-68-28-22 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; Paramount Opéra, handicaps, 3<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 4<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 5<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 6<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 7<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 8<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 10<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 11<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 12<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 14<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 15<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 16<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 17<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 18<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 19<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 20<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 21<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 22<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 23<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 24<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 25<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 26<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 27<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 28<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 29<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 30<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 31<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 32<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 33<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 34<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 35<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 36<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 37<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 38<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 39<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 40<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 41<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 42<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 43<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 44<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 45<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 46<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 47<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 48<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 49<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 50<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 51<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 52<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 53<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 54<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 55<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 56<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 57<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 58<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 59<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 60<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 61<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 62<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 63<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 64<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 65<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 66<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 67<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 68<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 69<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 70<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 71<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 72<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 73<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 74<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 75<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 76<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 77<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 78<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 79<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 80<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 81<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 82<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 83<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 84<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 85<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 86<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 87<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 88<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 89<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 90<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 91<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 92<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 93<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 94<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 95<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 96<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 97<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 98<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 99<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 100<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 101<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 102<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 103<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 104<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 105<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 106<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 107<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 108<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 109<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 110<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 111<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 112<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 113<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 114<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 115<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 116<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 117<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 118<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 119<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 120<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 121<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 122<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 123<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 124<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 125<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 36-68-70-23 ; UGC Gobelins, 126<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-70-23 ; VF : Rex



# L'avenir des duettistes du rugby

Malgré les pressions de responsables de la Fédération, Pierre Albaladéjo sera accompagné de Pierre Salviac pour commenter, sur France 2, la rencontre Angleterre-France

■ **HOMMAGE** : Jean-Pierre El-kabbach, PDG de France-Télévision, a inauguré, mercredi 1<sup>er</sup> février, un studio « Pierre Sabbagh ». Il s'agit de l'actuel studio 20, qui sert aux journaux télévisés, au siège de France 2, avenue Montaigne, à Paris. Rendant hommage, en présence de Catherine Langeais, veuve du créateur du journal télévisé, à « l'homme qui a inventé tant d'émissions de télévision », M. El-kabbach a évoqué « la trace de l'héritage » de Pierre Sabbagh, « le goût du direct, la confiance dans la valeur de la télévision publique, auxquels France-Télévision est aujourd'hui attachée, quelles que soient les difficultés ».

■ **COLLOQUE** : sur le thème « Méditerranée : après la paix quel avenir ? » doit avoir lieu, le samedi 18 et le dimanche 20 février à l'Unesco à Paris, un colloque organisé par Radio-Shalom, TF1 et le journal égyptien El-Ahram. Organisé autour de trois thèmes : « Les enjeux stratégiques de l'après-guerre », « Vers un nouvel espace économique », « Culture, religions, idéologies », il doit réunir des personnalités des principaux pays et organisations concernés. Le prince héritier Hassan de Jordanie, Yasser Arafat et le chef de la diplomatie israélienne Shimon Pérès, doivent participer à la séance inaugurale.

■ **DESSINS ANIMÉS** : Sergio Gobbi vient de signer un accord avec l'un des principaux producteurs américains de dessins animés, DIC Entertainment, pour produire une série de cinquante-cinq épisodes inspirée des personnages d'un célèbre duo de magiciens de Las Vegas, Siegfried and Roy. Les quatre premiers épisodes seront produits aux États-Unis, où la série sera distribuée par la Fox. Les suivants seront réalisés en France par la société de Sergio Gobbi, les films de l'Astre.

« **PIERRE SALVIAC** a une place incontournable à la télévision parce que c'est son métier », reconnaît Bernard Lapasset, président de la Fédération française de rugby (FFR). Pourtant, M. Lapasset voit plutôt le journaliste de France 2 dans « la hiérarchie de France-Télévision » que dans la tribune de presse des jours de matches du quinze de France. Pour preuve, le président de la FFR indique que l'accord signé entre France-Télévision et la FFR (Le Monde du 24 janvier) « porte sur le renouvellement des équipes de reporters pour les magazines, les reportages, les interviews et les matches afin de donner une nouvelle image du rugby sur les chaînes de télévision ».

Jean Réveillon, directeur des sports de France-Télévision, ne souhaite pas, pour l'instant, donner suite à cette volonté présidentielle. Selon lui, Pierre Salviac continuera à commenter les matches du Tournoi des cinq nations (lire page 21). Discuté, sinon menacé, dans la coulisse, le commentateur s'appuie sur quelques certitudes : « D'après une étude BVA réalisée en octobre 1994 sur Stade 2, à la demande de France 2, il apparaît que je suis un personnage incontournable de France 2. Les personnes interrogées apprécient mon professionnalisme, mon humour et ma passion. » Modeste. Il ajoute que la « synthèse » de cette enquête pourrait s'annoncer ainsi : « Pierre Salviac a réussi à remplacer Roger Couderc sans l'imiter. » Malgré ce soutien populaire et la

confiance de sa direction, le journaliste va prendre un peu de champ. A l'avenir, il ne consacrera « plus 100 % de [son] temps au rugby » comme il l'a fait pendant douze ans. « Mais c'est ma volonté, ce n'est pas celle du président de la FFR ». De son côté, Pierre Albaladéjo ne souhaite pas poursuivre la polémique, mais fait savoir que « si Pierre Salviac devait être viré, il s'arrêterait aussi ».

## MONSIEUR DROP

Plus que les manœuvres déstabilisatrices ourdies à l'encontre de son partenaire journaliste depuis 1984, c'est la chronique picrocholine des épisodes précédant la reconduction du contrat entre France-Télévision et la FFR qui provoque l'ire de Pierre Albaladéjo. « Même si je me réjouis que ce soit France 2 qui l'a emporté, on n'a pas respecté TF1 et je trouve cela minable », s'empare l'ex-Monsieur drop du rugby français. Selon Pierre Albaladéjo, ce n'est pas l'intérêt porté par les présidents de club à la manne financière proposée par TF1 qui a fait capoter l'accord signé entre la Une et la direction de la FFR. « Il est faux de dire que les présidents de club ont fait allusion à l'argent de TF1. Mais plutôt à celui de Canal Plus, qui diffusera le championnat de France de rugby ».

Uni contre l'adversité, le couple formé sur Antenne 2 d'abord, puis sur France 2, par Pierre Salviac et Pierre Albaladéjo marque sa différence à l'antenne. « Lui fait son travail de journaliste, de statisticien,



Moi, j'arrive au stade à l'heure de la rencontre parce que le match, je ne le vois jamais avant », précise l'ancien champion. Pierre Salviac confirme : nous formons « un tandem idéal. Nous avons très vite trouvé nos marques ». Plus qu'un duo, deux complices. « Sala - sobriquet de Pierre Albaladéjo - ajoute le journaliste, o l'habitude de dire qu'il y a des matches pour Salviac et des matches pour Albaladéjo ». De son côté, Monsieur drop a qu'un mot : « Impeccable », pour qualifier ses dix années de collaboration. Si Pierre Albaladéjo a apporté sans problème son expérience du terrain, Pierre Salviac a dû rele-

ver le défi de la lourde succession de Roger Couderc. Ce dernier ne lui aurait donné qu'un seul conseil : « Surtout, Petit, ne m'imites pas ».

## « RÉVOLUTION CULTURELLE »

Complémentaires dans l'exercice de leurs fonctions, les deux hommes divergent quant à leur appréciation d'un rugby guetté par le professionnalisme. Pierre Albaladéjo considère « qu'il faut coller un petit peu à l'actualité. En tant qu'ancien président du club de Dax - jusqu'à la fin de 1993 -, j'ai constaté qu'on entre dans une phase où l'argent ar-

rive. Donc notre tempérament est en train de changer. Mais il faut vivre avec son temps ».

A l'inverse, Pierre Salviac voit venir ces changements, « cette révolution culturelle », avec moins de bienveillance : « Par rapport à cette révolution, je suis un conservateur. » Le rugby qui séduit Pierre Salviac est celui des anciens, celui qui conjugue amateurisme avec troisième mi-temps : « Ce que j'aime dans le rugby, c'est son côté amateur. Peut-être parce que je suis amateur de rugby ».

Mais, s'il cultive « l'esprit du rugby », Pierre Salviac porte sur ce jeu un regard de professionnel de l'audiovisuel : « Mon intime conviction est que le rugby intéresse les gens parce qu'il est différent des autres sports. » Et d'invoquer encore une fois les mannes des grands anciens : « Lucien Mias - ancien international - disait que le rugby est le seul sport collectif où les gens se rencontrent. Dans les autres sports, ils ne font que se croiser. » Moins crispé sur le passé, Pierre Albaladéjo refuse le professionnalisme, « une catastrophe », mais admet qu'une réforme soit mise en place pour « participer à l'élévation sociale des joueurs de rugby ». Conscient que ce sport « est beaucoup moins populaire que le football », il préfère la création, à plus long terme, d'une « super Coupe » qui verrait s'affronter des clubs des « pays du Tournoi des cinq nations » plutôt que celle d'un championnat regroupant des clubs professionnels.

Guy Duthell

VENDREDI 3 FÉVRIER

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<b>13.35</b> Feuilleton : Les Feux de l'amour. <b>14.30</b> Série : Côte Ouest. <b>16.15</b> Série : La Miel et les Abeilles. <b>16.45</b> Club Dorothée. <b>17.55</b> Sport : Patinage artistique. Championnat d'Europe à Dortmund, programme technique dames. <b>18.54</b> Magazine : Coucou ! Présenté par Christophe Ochevaire. Invité : Courtenay. <b>19.50</b> Le Bébé Show (et à 0.30). <b>20.00</b> Journal, La Minute hippique et Météo.  <b>20.45</b> Téléfilm : Un papa sur mesure. De Michael Miller, avec Patrick Duffy. <b>OU :</b> <b>20.45</b> Sport : Football. 1/16 de finale de la Coupe de France.  <b>22.30</b> Magazine : Tout est possible. Invité : Victoria Abril. <b>23.40</b> Série : Agence tous risques. <b>0.35</b> Journal et Météo. <b>0.50</b> Jeu : Millionnaire. <b>1.20</b> TF1 nuit (et à 2.20, 3.25, 4.00, 4.30). <b>1.30</b> Programmes de nuit. Les Aventures du jeune Patrick. Parc (4.00), 2.30, Histoire naturelle (et à 5.05), 3.35, Côté cœur, 4.10, Mémoires, 4.45, Musique.	<b>13.50</b> Série : Dans la chaleur de la nuit. <b>15.35</b> Variétés : La Chanson aux chansons (et à 4.55). <b>16.40</b> Des chiffres et des lettres. <b>20</b> coupe des champions. <b>17.45</b> Série : Cooper et nous. <b>18.10</b> Série : La Fête à la maison. <b>18.45</b> Jeu : Que le meilleur gagne (et à 3.30). <b>19.13</b> Flash d'informations. <b>19.15</b> Magazine : Studio Gabriel. <b>Invité :</b> Chantal Gallia. <b>19.50</b> L'image du jour : America Cup. <b>19.59</b> Journal, Météo, Point route.  <b>20.50</b> Sport : Patinage artistique. Championnat d'Europe à Dortmund (Allemagne) : programme libre dames.  <b>22.30</b> Magazine : Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot. Invités : Laurent Terzieff, Tania Nijrdi, Claude Roy, Jacques Lacroix. <b>23.35</b> Variétés : Taratata. Emission présentée par Nagui. Invité : Tonton David. Avec Lenny McDaniel, Mano Solo, Dominique Farrel. <b>0.45</b> Journal, Météo et Journal des courses. <b>1.15</b> Programmes de nuit. Envoyé spécial (rediff.) : 2.40, Papy Pole ; 4.25, Chutes d'Atlas ; 5.55, Océan animé.	<b>13.05</b> Magazine : Vincent à l'heure. <b>14.45</b> Série : La croisière s'arrête. <b>15.35</b> Série : Magnan. <b>16.30</b> Les Minikéops. <b>17.40</b> Magazine : Une pêche d'enfer. <b>20</b> Questions pour un champion. <b>18.50</b> Un livre, un jour. <b>Horologium 1</b> , l'homme sans clef, de Fabrice Lebeault. <b>18.55</b> Le 19-20 de l'information. Invité : Raymond Bane. <b>19.09</b> Journal de la région. <b>20.10</b> Jeu : Fa si la chance. <b>20.35</b> Tout le sport. <b>20.45</b> INC.  <b>20.50</b> Magazine : Thalassa. Marchands de poisson, de Jean-Marie Hossatie. Pour débarrasser les pays développés des déchets toxiques que génère la fabrication des produits industriels, des hommes se chargent de les faire disparaître, avec une discrétion absolue et moyennant des millions de dollars.  <b>21.50</b> Magazine : Faut pas rêver. Invité : Courtenay. Pérou : le sel des dieux ; France : les moissons de la Dombes ; Inde : le gourou Hanuman.  <b>22.50</b> Météo et Journal. <b>23.20</b> Sport : Tennis. Coupe Davis en direct de Floride (Etats-Unis) : les deux premiers simples du premier tour France-Etats-Unis.	<b>13.30</b> Téléfilm : Onassis. Homme le plus riche du monde (2 <sup>e</sup> partie). De Wafiq Hussain, avec Raul Julia, Jane Seymour. <b>17.00</b> Variétés : Nit Machine. <b>17.30</b> Série : Guillaume Tell. <b>18.00</b> Série : Equalizer. <b>18.54</b> Six minutes première édition. <b>19.00</b> Série : Raven. <b>19.54</b> Six minutes d'informations. Météo. <b>20.00</b> Magazine : Vu par Laurent Boyer. L'actualité des spectacles. <b>20.05</b> Série : Une nounou d'enfer. <b>20.35</b> Magazine : Capital. Présenté par Emmanuel Chénier.  <b>20.45</b> Téléfilm : Acte de vengeance. De Jud Taylor, avec Donna Mills, John Getz.  <b>22.30</b> Série : Mission impossible, vingt ans après. <b>23.25</b> Série : Sexy Zap. <b>23.55</b> Série : Chapeau melon et bottes de cuir. La Dynamo vivante. <b>2.30</b> Rediffusions. Fréquentier : 3.25, Sport et découverte (1) ; 4.20, Portrait des passions françaises (L'indifférence) ; 4.45, Les Seychelles ; 5.40, E = M 6 ; 6.05, Culture pub.	<b>17.35</b> Magazine : L'œil du cyclone (rediff.). <b>18.00</b> Canaille pechie. En clair jusqu'à 20.35. <b>18.30</b> Ca cartoon. <b>18.40</b> Magazine : Nulle part ailleurs. Invité : Jorge Semprun. <b>19.20</b> Magazine : Zéronama. <b>19.55</b> Les Guignols. <b>20.30</b> Le Journal du cinéma.  <b>20.35</b> Téléfilm : Meurtre dans l'oubli. De Michael Winterbottom.  <b>22.15</b> Documentaire : Les Grands Crimes du 20 <sup>e</sup> siècle. Haigh, tueur à l'acide, de Philip Nugus. <b>22.45</b> Flash d'informations. <b>22.45</b> Surprises. <b>23.00</b> Cinéma : Dracula. ■■ Film américain de Francis Ford Coppola (1932). <b>1.05</b> Cinéma : Les Survivants. ■■ Film américain de Frank Marshall (1992). <b>3.05</b> Court métrage : The Salesman. De Hannah Weyer. <b>3.30</b> Cinéma : Les Grandes Manoeuvres. ■■ Film français de René Clair (1955). <b>5.15</b> Cinéma : Fanfan la Tulipe. ■■ Film français de Christian-Jaque (1951). <b>6.50</b> Court métrage : La reine dormait. De Jérôme Saulier (9 min).	<b>13.30</b> Magazine : Défil. Retraite en douce. <b>14.00</b> L'Age de la découverte. Christophe Colomb. Sur les traces de Christophe Colomb (rediff.). <b>15.45</b> Les Enfants du Savoir. Au fil des jours, l'inventeur demain : Abô la terre ; C'est notre tour : Les Grandes Inventions ; Question de temps : Langue, espagnol et anglais (rediff.). <b>17.30</b> Les Enfants de John. <b>18.00</b> Le Corps humain. Poumons et respiration. <b>18.30</b> Le Monde des animaux.  <b>ARTE</b> <b>19.00</b> Magazine : Confetti. Présenté par Alex Taylor et Annette Gerlach. L'Europe dans toutes ses couleurs. <b>19.30</b> Documentaire : Les Cavaliers de la mort. Les Huns déferlent sur l'Europe, de Jens-Peter Behrend et Elke Schmitz. <b>20.10</b> Documentaire : Les Ours blancs au Canada. D'Andreas Kieling. <b>20.27</b> Album couleurs. Square Dance (The Great Train Robbery, USA, 1930), de E. S. Porter, production : Edison, couleurs pincées. Les premiers films en couleurs de l'histoire du cinéma. <b>20.30</b> 8 1/2 Journal.  <b>NOUVELLE COLLECTION</b> <b>sur mesure</b> <b>LEGRAND</b> <b>Tailleur</b> Hommes et Dames Service retouches 27, rue du 4-Septembre Tél : 47.42.70.81. PARIS 2e

## CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 20.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 L'hédo. Rediff. de la RTBF. Amersour ; Et Dieu créa les Serbes. 21.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 21.40 Taratata. Rediff. de France 2 du 20 janvier. Invité : Stéphane Eicher. 22.50 Savoir plus santé. Rediff. de France 2 du 21 janvier. La maison de tous les dangers. 23.50 Journal de France 3. Edition Soir (25 min).  
**PLANÈTE** 19.00 Leclerc le libérateur. De Jean-Christophe Rosé. 20.30 Alaskan Mushers. De Nicolas Gabriel. 21.00 Les îles aux trésors. De Jean Euden. 7. Les trésors de Tsamutu. 21.25 Force brute. De Robert Kirk. 25. Armées expérimentales. 22.15 Naissance d'un bateau. De Frédéric Variot. 23.10 Andréotti et les parains. De Jane Ryder. 0.05 Chronique des hauts plateaux. De Christophe de Pontilly (60 min).  
**PARIS PREMIÈRE** 19.00 Paris Première infos (et 23.50). 19.15 Tout Paris (et 20.30, 23.25). 19.45 Dessins animés. 20.00 Musiques en scènes. 21.00 Embouteillage. Depuis le Nief. 22.00 Mu-

siques en scènes. 22.30 Documentaire : Broadway Made in France. De François Roussillon. 0.05 Jean-Edem's Club. 0.55 Aux arts et caetera (30 min).  
**CANAL J** 17.35 Les Triplets. 17.40 Bof. 17.55 Solitaire Domino. A 17.55, C'est comme moi ; à 18.00, Monsieur Bogus ; à 18.20, Futé-rusé ; à 18.25, Fantômette ; à 18.55, Top top clip ; à 19.00, Bêtes pas bêtes ; à 19.15, Top top clip ; à 19.20, Rébus. 19.30 Série : Océane (30 min).  
**CANAL JIMMY** 20.00 The Muppet Show. Invité : Glenn Jackson. 20.25 Série : Les Enchaînements. 21.20 Série : Le Frelon vert. 21.50 Le meilleur du pino. 22.15 Chronique moscovite. 22.20 Série : Dream On. 22.45 Série : Seinfeld. L'enregistrement. 23.10 Top Bab. 23.50 La Semaine sur Jimmy. 0.00 Série : New York Police Blues. 0.50 Série : Les Chevaliers du ciel (30 min).  
**SERIE CLUB** 19.15 Série : Super Jaime. 20.05 Série : Les Années coup de cœur. 20.30 Série : Le Temps des copains. 20.45 Série : Code Quantum. Téléfilm pilote de la série. 0.00 Série : Nic Mancuso, les dossiers secrets du FBI (50 min).  
**MCM** 19.30 Blah-Blah Groove. 20.00 L'éclipse avec Héliogabale. 20.10 MCM Mag. 20.40 MCM découvertes. 21.00 L'invité de marque. Bernard Lavilliers. 21.30

Autour du groove. 22.30 MCM Dance club (120 min).  
**MTV** 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.00 The Report. 23.15 CineMatic. 23.30 News at Night. 23.45 3 From 1. 0.00 Party Zone (120 min).  
**EUROSPORT** 19.45 Eurosportnews (et à 1.00). 20.15 Patinage artistique. En direct de Dortmund (Allemagne). Championnats d'Europe : programme libre dames. 22.00 Boxe. Jesus Sanabria (Mexique)-Marco Barbra (Mexique). 23.00 Catch. (rediff.) 0.00 International Motorsport. 1.00 Eurosportnews (30 min).  
**CINÉ CINÉFIL** 18.40 La nuit est mon royaume. ■■ Film français de Georges Lacombe (1951, N.). 20.30 L'Armée volante. ■■ Film français de Carlo Rim (1948, N.). 22.05 Accusé, levez-vous. ■■ Film britannique de Basil Dearden (1962, N., v.o.). 23.40 L'Esclave aux mains d'or. ■■ Film américain de Rouben Mamoulian (1939, N., v.o.).  
**CINÉ CINÉMAS** 18.35 Téléfilm : Rendez-vous à Fairborough. De Herbert Wise avec Robert Mitchum (50 min). 21.00 Family Business. ■■ Film américain de Sidney Lumet (1989). 22.50 Le Lieu du crime. ■■ Film français d'André Téchiné (1985). 0.20 La Grande Traque. ■■ Film américain de Richard Heffron (1975).

## RADIO

**FRANCE-CULTURE** 19.00 Agora. Les écrits de Charlotte Delbo. Avec Geneviève de Gaulle-Anthonioz et Marie-Claude Vailland-Coutures.  
19.30 Perspectives scientifiques. Ethique médicale et prison. 20.00 Le Rythme et la Raison. L'inspiration populaire par Gustav Mahler. 5. Mahler et l'enfance. 20.30 Radio archives. Radio Cinchoe. 1. Renoir à Hollywood. 21.32 Musique : Black and Blue. Tout le blues. Avec Philippe Bar-Robert. 22.40 Les Nuits magnétiques. Petites ondes. Avec Anne Borel, Jacques Hassoun, Selim Nassib, Paule Charles-Dominique, Raul Barosa. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Coda. Rudolf Kirsinsky (5).

**FRANCE-MUSIQUE** 19.05 Domaine privé. Gérard Courcelle, journaliste. 20.00 Concert franco-allemand. Emis de la Mittel-deutscher Rundfunk et transmis simultanément sur Saarländischer Rundfunk et Hessischer Rundfunk. Concert donné le 23 janvier 1995 au nouveau Gewandhaus de Leipzig, par le Chœur et l'Orchestre symphonique de la MDR, dir. Krzysztof Penderecki, avec Vencislava Hrubá-Freiburger, soprano, Rosemarie Lang, alto, Peter Dvorstky, ténor, Piotr Novacki, basse ; Stabat Mater, de Penderick ; Stabat Mater, de Dvorak. 22.30 Musique pluriel. Œuvre de Kytzbur. 23.07 Ainsi la nuit. Quintette pour clarinette et cordes K 581, de Mozart, par le Quatuor Amadeus ; Incompréhension pour piano D 935, de Schubert, par Alfred Brendel, piano. 0.00 Jazz club. En direct du New Morning. Paul Motian, batterie, Joe Lovano, saxophone, et Bill Frisell, guitare.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

France-Info en commun

FRANCE 2

SAMEDI 4 FÉVRIER 1995

SAVOIR PLUS

SANTÉ

COUVERTURE

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS

SAVOIR PLUS



# France-Info en communication avec Guy Delage

Par le biais d'un montage et du différé, la station d'information en continu relie ses auditeurs au nageur solitaire, à quelques jours de son arrivée

ON PENSAIT le retrouver à la Martinique. Aux dernières nouvelles, n'importe quel commandement parisien, il devrait toucher terre sur l'île de la Barbade, vers le 9 février. Info nu « info » ? Qu'il apporte l'essentiel est qu'il attend... de pied ferme, impatient de pouvoir célébrer la promesse et mesurer de visu l'étendue des dégâts. C'est que, faute de mieux, on s'est contenté jusqu'à présent de quelques péripéties : une méduse sur un poignet, une course-poursuite de deux heures et demie pour rejoindre un bateau qui avait décidé de prendre le large... Menu fretin pour 3 800 kilomètres « à la nage ».

De fait, tenter d'établir une communication avec un nageur isolé au beau milieu de l'Atlantique est une entreprise délicate... qui aurait sans nul doute ravi Ferdinand Raynaud. Le 16 décembre, à son départ des îles du cap Vert, Guy Delage était équipé d'un émetteur radio et d'un ordinateur susceptible de recevoir et d'envoyer des fax. Après dix-neuf jours de traversée, l'objet a malencontreusement pris... Peau, ce qui somme toute est bien le moins.

« L'écran a commencé à donner des signes de faiblesse, précise-t-on au PC installé au CNIT de La Défense. Quelques jours après, les circuits de l'ordinateur étaient complètement oxydés par l'eau de mer. » Depuis le 7 janvier, il ne reste donc au nageur, pour communiquer avec sa famille, son

équipe scientifique et le service de presse de l'opération, que la fameuse mais aléatoire BLU. Le sigle désigne la « bande latérale unique » qu'utilisent les marins : six fréquences en mégahertz (MHz) utilisées par les navigateurs. Pour émettre, ceux-ci choisissent la fréquence adéquate en fonction des conditions météorologiques.

## UNE JOURNÉE SPÉCIALE

Au central de Saint-Lys, près de Toulouse, des opérateurs écoutent les messages en permanence puis établissent les connexions avec les destinataires éventuels. Dans le cas inverse, un « appel à nageur » n'étant pas encore passée dans le langage courant, est lancé depuis le central. Encore faut-il que le récepteur du « nageur » en question soit resté en veille.

Si tel est le cas, il reste à tenir compte du décalage horaire, qui dans le cas présent s'accroît au fur et à mesure des coups de palme donnés par Delage, et surtout des multiples interférences qui peuvent venir brouiller la communication.

Ces incertitudes n'ont pas eu raison de la volonté des médias de faire parler le héros. France-Info, qui suit Delage à la trace depuis son départ – et même avant, puisque la radio d'information avait rendu compte en 1991 de sa traversée de l'Atlantique sud en ULM –, consacre samedi une « journée spéciale » à Guy Delage. Dimanche 29 et lundi 30 janvier, la station d'information lançait à

l'antenne un appel à ses auditeurs, qui étaient invités à poser leurs questions au nageur. Ou tout au moins à un répondant, qui en aurait enregistré, « compte non tenu des encouragements, plus d'une centaine » en quarante-huit heures : « Quels problèmes vous ont posé les requins ? (...) Le contre-courant ne risque-t-il pas de vous mettre à plat pendant un an ou deux ? (...) Quelles sont vos boisons de confort et dans quelle quantité les prenez-vous ? (...) A quel rythme vous la nuit ? (...) Comment percevez-vous les poissons dans vos moments de solitude ? », etc.

Des questions et, déjà, des critiques : « Ça m'atterre [c'est le cas de le dire] de voir quelqu'un qui s'épuise comme ça alors qu'il y a tant de choses à faire sur la terre ferme ! » L'ensemble a été communiqué au cours de la semaine à Guy Delage, qui a ainsi pu quelque peu réfléchir avant de fournir ses réponses. Par la grâce du montage, le tout sera mis bout à bout et diffusé dans la journée de samedi, à raison de deux minutes.

MUSIQUE AU THÉÂTRE : Gérard Mannoni, ancien critique musical au *Quotidien de Paris*, produit pour France-Culture une série de cinq émissions sur « La musique au théâtre ». Cette série fait partie du cycle « Le rythme et la raison », diffusé sur les ondes du lundi 6 au vendredi 10 février, de 20 h à 20 h 30. Il a imaginé un parcours chronologique à travers

musiques de scène du Moyen Âge à nos jours, les compositions pour les masques élysabéthains – entre autres ceux de Purcell –, les mélodies-ballets françaises de Lully et Charpentier ainsi que celles de la période romantique, notamment avec Schumann et Mendelssohn, l'auteur de la fameuse partition pour *Le Songe d'une nuit d'été*.

Des témoignages de certains de ses plus fervents supporters devaient être diffusés dans les journaux de 11 heures, 12 heures, 22 heures, minuit et 1 heure. Le matin, après la diffusion d'une interview de M<sup>me</sup> Delage, Arielle Cassin aura reçu dans son magazine « Espace océan » Bernard Serret, scientifique à l'Orstom. Après avoir adressé au nageur nombre de messages de confort dans ses bulletins de météo marine, Arielle Cassin espérait bien bénéficier d'une liaison en direct afin d'organiser, entre 12 h 40 et 13 heures, un « dialogue à trois ».

Jean-Baptiste de Montvalon

## Un candidat

par Daniel Schneidermann

Le voici donc, pour la première fois, en candidat. Plus précisément, en vrai candidat, et non plus en candidat officiel, comme lors de la déclaration, derrière le promoteur de Matignon. En vrai candidat, c'est-à-dire en candidat qui éventuellement, le cas échéant, si les choses se présentent ainsi, pourrait ne point remporter cette élection. Et même, à l'extrême limite, la perdre. D'ailleurs, il le reconnaît lui-même, « la compétition est très ouverte ». On a bien entendu : « très ouverte ». Il l'a dit sans sourire, et d'ailleurs nul ne sourit sur le plateau. L'hypothèse peut donc – doit donc – être envisagée.

Candidat, il se soumet de bonne grâce à un questionnaire de candidat, c'est-à-dire d'homme politique ordinaire. Comme revêtu d'un scaphandre, Claire Chazal, Gérard Carreyrou et Robert Namias, sur la pointe des pieds, explorent devant nous un prolongement inattendu du métier de journaliste : poser des questions politiques à Edouard Balladur. Il y a du Nicolas Hulot, dans cet instant-là. Dès le début, surgissent donc les questions habituellement réservées à la fin de ce type d'interview. Y a-t-il eu, oui ou non, un pacte entre Jacques Chirac et vous ? Plus fort encore : prendrez-vous des ministres Front national dans votre gouvernement ? Et encore mieux : ne pensez-vous pas qu'il y a peut-être, disons-le, comme un problème de communication entre la jeunesse et vous ?

On craint pour eux. Interroger Edouard Balladur, comme un homme politique ordinaire ? Les imprudents ! Leurs curiosités,

croit-on, vont leur revenir dans la figure, poliment mais fermement. Mais non ! Chose incroyable, le candidat répond aux questions que le premier ministre est méprisé. Divine modestie : il daigne se souvenir qu'il fut naguère humain. Il ne va certes pas jusqu'à accepter de débattre avec Jacques Chirac, mais au moins la question peut-être posée. On murmure même qu'il s'apprête à publier un programme, dont il livre un avant-goût. Il souhaiterait diminuer les droits de succession, « pour les petites successions ». Quant aux droits de mutation, ils peuvent aussi se faire du souci. Bigre ! Le grand élan est en marche.

Pendant ce temps, France 2 consacre une édition spéciale aux victimes des inondations. Pompiers, parpaings, cuissards. Imaginez-on, dans les villes, que les greniers et les garages recèlent tant de cuissards ? Même les envois spéciaux arborent les leurs. Certains n'ont trouvé que des bottes, mais les plus rusés ont déniché des cuissards. Et même, pour l'édition des cuissards remontant jusqu'à la pointe – les télespectateurs et les pêcheurs comprennent. Il faut être M. Balladur, pour se promener en macramé dans Charleville-Mézières, ces temps-ci. Se souviennent-ils de cette scène, l'autre soir ? Il sembla que devant lui les eaux s'écartaient. Il est vrai que c'était avant qu'il apparût comme vrai candidat, face à Gérard Carreyrou et Claire Chazal, quand il était encore demi-dieu. S'il y retourne ces jours-ci, sans doute devra-t-il chausser au moins des bottes.

SAMEDI 4 FÉVRIER

### TF 1

- 13.15 **Magazine : Reportages.** Je fais un métier de rêve, de Philippe Baland et Pierre-Marie Barrois. Quatre personnes qui assouviennent leurs passions à travers leur activité professionnelle.
- 14.45 **Série : Sydney Police.**
- 14.45 **Série : K 2000.**
- 16.30 **Série : Superboy.**
- 17.10 **Sport : Football.** 16<sup>e</sup> de finale de la Coupe de France : Auxerre-Lens.
- 19.10 **Série : Beverly Hills.**
- 20.00 **Journal, Tiroir, La Minute hippique et Météo.**
- 20.45 **Variétés : Super Mecc.** Émission présentée par Patrick Sébastien et Sophie Favier. Invités : Jacques Vergès, Thierry Roland, Sacha Distel.
- 22.45 **Magazine : Ushualu.** Voies en ville sur le Rocher. Au royaume de Kishindjo. La Danse de Lenka.
- 23.50 **Magazine : Formule Foot.** Coupe de France.
- 0.25 **Journal et Météo.**
- 0.35 **Magazine : Les Rendez-vous de l'entrepreneuriat (rediff.).**
- 1.00 **TF 1 nuit** (et à 2.00, 3.00, 3.40, 4.15).
- 1.10 **Programmes de nuit.** Les Aventures du jeune Patrick Picaud (56); 2.10, Histoire naturelle (et à 5.00); 3.15, Côté cœur (et à 3.50); 4.25, Musique.

### FRANCE 2

SAMEDI 13H35

#### SAVOIR PLUS SANTE

comment soigner ses rhumatismes

2

- 13.35 **Magazine : Savoir plus santé.** Les rhumatismes.
- 14.35 **Documentaire : L'Homme et l'éléphant.** De Vijay Singh.
- 15.00 **Magazine : Samedi sport.** A 15.00, Tiroir, en direct de Vincennes; à 15.20, Rugby, en direct de Twickenham; Journal des cinq nations : Angleterre-France; A 17.15, Rugby; Tournoi des cinq nations, résumé du match Écosse-Irlande; à 17.35, Patinage artistique : Championnat d'Europe libre dames.
- 18.45 **INC.**
- 18.55 **Magazine : J'ai un problème.**
- 19.50 **Tirage du Loto** (et à 20.35).
- 19.50 **L'image du jour : America Cup.**
- 19.59 **Journal et Météo.**
- 20.40 **Sport : Football.** 16<sup>e</sup> de finale de la Coupe de France : Marignac-PG; à 21.30, mi-temps; à 21.45, 2<sup>e</sup> mi-temps.
- 22.40 **Magazine : Les Enfants du ciné.**
- 23.50 **Les Films Lumière.**
- 23.55 **Journal, Météo et Programmes de courses.**
- 0.05 **Magazine : Les 28<sup>e</sup> Heures.** Voyage d'enfer à Edgewood, de David Wright.
- 1.00 **Programmes de nuit.**

### FRANCE 3

- 13.00 **Samedi chez vous** (et 15.00, 16.45).
- 14.05 **Série : Les Brigades du Tigre.**
- 17.45 **Magazine : Montagne.** Chikot Pass : l'escalier d'or, de Jacques Bouffard. En route pour le Montblanc, les chercheurs d'or devaient traverser le Chikot Pass : 50 kilomètres de neige, de pluie, de froid et la pente finale de 45 degrés.
- 18.20 **Questions pour un champion.** 18.50 **Un livre, un jour.** Histoire naturelle, de Primo Levi.
- 18.55 **Le 19-20 de l'information.** A 19.00, Journal de la région.
- 20.05 **Jeu : Fa si la chanter.**
- 20.35 **Tout le sport.**
- 20.50 **Méfilm : Sa dernière lettre.** De Serge Meynard, avec Marc Jobet, Jean-Baptiste Bétyou. La souffrance d'un enfant face à la séparation de ses parents. Sensibilité et émotion.
- 22.25 **Sport : Tennis.** Coupe Davis France-États-Unis à Saint-Petersburg (Floride). Le double.
- 0.30 **Méfilm et Journal.**
- 0.50 **Sport : Rugby.** Tournoi des Cinq Nations : Écosse-Irlande à Murrayfield.
- 2.20 **Musique : Cadran lunaire.** Suite n° 3, pique et sarabande de Bach, par Lætitia Himo, violoncelle (15 min).

### M 6

- 13.00 **Série : Les Rues de San Francisco.**
- 13.55 **Série : Les Têtes brûlées.**
- 14.50 **Série : Amicalement vôtre.**
- 16.20 **Série : Chapeau melon et bottes de cuir.**
- 17.25 **Série : Mygländers.**
- 18.20 **Série : Agence Acapulco.**
- 19.10 **Magazine : Turbo.** La cage de cœur; La fascination de la vitesse; L'info express; Le face à face; Le salon auto-moto karting compétition et exception du Bourget; La rubrique du télespectateur.
- 19.54 **Six minutes d'informations.**
- 20.00 **Série : Classe mannequin.**
- 20.35 **Magazine : Stars et couronnes.** Lauren Bacall.
- 20.45 **Série : Docteur Quinn, Femme médecin.** Sully mort ou vif. Un amour du passé. Avec Jane Seymour, Joe Lando.
- 23.55 **Concert : Dance Machine 5.** Présenté par Ophélie Winter, Laurence Roman, Yves Noël, Calet et Di Fodi du Palais omnisports de Paris-Bercy. Avec Riel 2 Real, Magic Affair, Wingfield, Jimmy Sonorelli, Masterboy, Centory, 20 Fingers, Zhane, 2 in a Room, C + C Music Factory, Technotronic, Kylie Minogue, MC Sar & The Real MC Coy, 2 Unlimited, DJ Bobo, Corona, Take That, Ice MC, Dr Alban.
- 3.00 **Rediffusions.** E = M 6; 3.25, Fax'O; 3.50, Culture pub; 4.15, Le Monde des hélicoptères (2); 5.10, Nature et civilisation (1); 6.05, Préquelator.

### CANAL +

- 15.45 **Courts métrages.** Tour de France, de Vincent Bal; La Trêve, de Emmanuel Paulin; Le Chat de mémé, de Pascal Dault.
- 16.25 **Les Superstars du catch.** By Chance, 19.30, 20.30.
- 17.15 **Décode pas Tony.**
- 18.15 **Dessin animé : Les Simpson.**
- 18.40 **Magazine : Tellemeux mieux.**
- 18.55 **Flash d'informations.**
- 19.00 **Magazine : L'Hebdo.**
- 20.00 **Magazine : C'est pas le 20 heures.**
- 20.30 **Téléfilm : L'homme qui avait trois femmes.** De Peter Levin.
- 21.55 **Flash d'informations.**
- 22.05 **Sport : Boxe.** Championnat d'Europe des poids super-légers : Khalid Rahimou-Patrick Ballestra. Championnat WABF des poids super-welters : Ronald Wright-Rory Marshall.
- 23.05 **Documentaire : Hélices.**
- 0.00 **Le Journal du mardi.**
- 0.05 **Cinéma : Obsessions cachées 2.** Film américain, classé X, d'Andrew Blake (1994).
- 1.20 **Cinéma : Posse.** La revanche de Jessie Lee. Film américain de Mario Van Peebles (1992, v.o.).
- 3.05 **Court métrage : Les Attes de l'ombre.** De P. Robert.
- 3.15 **Cinéma : Le Fils du requin.** Film franco-belge luxembourgeois d'Arne Mattel (1992).
- 4.40 **Surprises (et à 5.40).**
- 5.10 **Cinéma : Fardyskurka.** Film franco-polonais de Jerzy Skolimowski (1991, v.o.).

### LA CINQUIÈME

- 13.00 **Jeu : Ça déminage.**
- 13.30 **Documentaire : A tous vents.** Le voyage de Sindbad.
- 14.30 **Les Grandes Biographies.** Manahem Begin.
- 15.30 **Documentaire : Arts musicaux.** Un siècle de danse : de la danse libre à l'expressionnisme allemand (rediff.).
- 16.30 **Les Grands Châteaux d'Europe.** Glamis (rediff.).
- 17.00 **Les Grands Séducteurs.** Gregory Peck (rediff.).
- 18.00 **Magazine : Arrêt sur images.** Présenté par Daniel Schneidermann et Pascale Clark.

### ARTE

- 19.30 **Le Dessous des cartes.** Populations en danger. 2. Les réfugiés et déplacés dans le monde (rediff.).
- 19.35 **Histoire parallèle.** Actualités britanniques et françaises de la semaine du 4 février 1945, commentées par Marc Ferro et Hélène Ahrweiler.
- 20.30 **8 1/2 Journal.**
- 20.40 **Téléfilm : Le Grimpeur.** De Rumble Hammerich, avec Björn Kjellman, Per Oskarsson (1<sup>re</sup> partie). En prison à dix-sept ans.
- 21.40 **Documentaire : Desert Wind.** Le train des Rocheuses, de Jürgen Lodemann. Même si le réseau ferré américain n'est plus aussi étendu que celui qui a permis la Conquête de l'Ouest et l'unification du continent nord-américain, les trains existent toujours. Chaque jour, un train va de Denver (Colorado) jusqu'au parc national d'Arches (Utah), en traversant les montagnes Rocheuses. Un « rail-movie » filmé pendant l'été indien.
- 23.05 **Magazine : Velvet Jungle.** Proposé par Patricia Blanc-Francard. Spécial Love Symbol : The Beautiful Experience. Une heure en compagnie de celui qui fut Prince et qui ne répond plus qu'au nom de « Love Symbol ».
- 0.25 **Série : Johnny Staccato.** 5. Épisode nuit, avec John Cassavetes, Dean Stockwell (v.o.).
- 0.50 **Téléfilm : En désespoir de cause.** De Ian Munn, avec Angie Milliken, Mark Owen-Taylor (v.o.). Un couple de fermiers australiens dans le combat écologique.
- 2.30 **Entretien : Rancourt.** Dialogue Lisa Bresner-Alain Comeau (25 min.).

### CÂBLE

TV 5 19.00 C'est tout Coffe. 19.25 **Mémo des cinq continents** (et 20.55). 19.30 **Journal de la TSR.** En direct. 20.00 **Série : Au nom du père et du fils.** 21.00 **Journal de France 2.** Édition de 20 heures. 21.40 **Surprise sur prise.** Rediff. de France 2 du 19 novembre 1994. 23.10 **J'ai un problème.** Rediff. de France 2 du 28 janvier. 0.00 **Journal de France 3.** Édition sur 3 (25 min).

**PLANÈTE** 20.30 **Les Ailes de légende.** De Barry Cawthron. 13. P 47 Thunderbolt. 21.30 **Lecteur du libraire.** De Jean-Christophe Rosé (195 min). 23.05 **15 jours sur Planète.** 23.30 **Aléa du monde.** De Nicolas Gabrillat. 0.00 **BD : Hugh I Les Indiens.** De Christophe Heck. 0.25 **Force brute.** De Robert Kirk. 25. Armées expérimentales (50 min).

**PARIS PREMIÈRE** 19.00 **Ecran total.** 19.30 **L'album.** 20.00 **Café-théâtre.** 20.30 **Equitation.** L'école espagnole d'équitation de Vienne. Enregistré le 15 octobre 1994. 22.00 **Palais omnisports de Paris-Bercy.** 22.00 **Emboutillage.** 23.05 **Maurice Chevalier.** Le Kid de Minimontant. Documentaire d'André Halimi. 23.55 **Laurent Violet au Café de la Gare.** Enregistré à Paris en 1991 (65 min).

**CANAL J** 18.00 **Bêtes pas bêtes.** 18.15 **La Vénérable Histoire de Malviva.** 18.30 **Série : La Baie des fuguirs.** 19.00 **Regarde le monde.** 19.15 **Phares d'ouest.** 19.30 **Reconnais-nous une autre histoire.** 20.00 **Dessin animé (60 min).**

**CANAL JIMMY** 21.00 **Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones.** Princeton, 1916. 21.50 **Série : Au nom de la loi.** 22.15 **Chronique du crime.** 22.20 **Tas pas une ville ? Invité : Jean-Pierre Coffe.** 22.30 **Série : Lonesome Dove.** Les plaines. 0.05 **Quatre en un.** 0.35 **Série : Seinfeld.** L'enregistrement. 1.00 **Série : Dream On** (30 min).

**SERIE CLUB** 19.10 **Série : Force de frappe.** 19.55 **Série : Tonnerre mécanique.** 20.45 **Série : Les Bousardes.** 22.20 **Série : Cosmos 1999.** 23.10 **Série : O'Hara.** 0.00 **Série : Belphégor ou le Fantôme du Louvre.** Deuxième époque : Le secret du Louvre (70 min).

**MCM** 19.00 **Autour du groove.** 19.30 **L'invité de marque.** 20.30 **MCM Euro-musiques Nordica.** 21.30 **Naked City.** En vost. 22.00 **Best of Player One.** 22.30 **MCM Dance Club** (210 min).

**MTV** 19.00 **European Top 20.** 21.00 **Poison Unplugged.** 21.30 **Queensrÿche Unplugged.** 22.00 **Beavis and Butt-Head Marathon.** Émission spéciale. Huit heures en compagnie de Beavis et Butt-Head (480 min).

**EUROSPORT** 12.50 **Ski alpin.** En direct de Abetloden. Coupe du monde. Slalom géant messieurs (et à 18 heures). 14.00 **Patinage artistique.** En direct de Dortmund (Allemagne). Championnats d'Europe : programme libre dames. 17.00 **Natation.** 2<sup>e</sup> manche de la Coupe du monde à Paris. 18.30 **Saut à ski.** Épreuve de la Coupe du monde à Falun, en Suède. 19.00 **Ski nordique.** 19.55 **Basket-ball.** En direct du Mans. Championnat de France Pro A. Cinquième tour retour : Le Mans-Dijon. 21.30 **Patinage artistique.** 23.30 **Golf** (90 min). 1.00 **International Motorsports** (rediff.).

**CINÉ CINEFIL** 18.10 **Actualités Pathé n° 1.** 1930, 1932, 1933 et 1941. 19.00 **Actualités Pathé n° 2.** 1936, 1938, 1939, 1942 et 1950. 19.50 **Actualités Pathé n° 3.** 1921, 1924, 1935 et 1937. 20.45 **Le Club.** 22.00 **Documentaire.** 23.00 **Le Mouchard.** Film américain de John Ford (1935, N, v.o.). 0.25 **Les Trois Mousquetaires.** Film français d'Henri Diamant-Berger (1923, N, 90 min).

**CINÉ CINÉMAS** 19.40 **Le Bazar de Ciné-Cinéma.** 20.30 **Téléfilm : Les Frères Forestier.** De William Fruet. 22.05 **Les Dessous d'Hollywood.** 3. Les scénaristes. 23.00 **Femmes de personne.** Film français de Christopher Frank (1984). 0.45 **Les Clés du plaisir.** Téléfilm classé X (80 min).

### RADIO

**FRANCE-CULTURE** 19.32 **Poésie sur parole.** Traduire Rilke. Avec Marc de Launay. 20.00 **Le Temps de la danse.** Pina Bausch. 20.30 **Photo-portrait.** Diana Lévy, éditrice. 20.45 **Fiction.** Écriture le milieu des glaces, de Catherine Zamboin. 22.35 **Opus.** Orchestre Festival de musiques contemporaines, à Strasbourg. Avec Ahmed Essayed, Kaja Saariaho, Jacques Rebottier, Bernard Cavanna. 0.05 **Clair de nuit.** Deuxième biennale du cinéma japonais d'Orléans.

**FRANCE-MUSIQUE** 19.30 **Soirée lyrique.** En direct de l'Opéra national de Paris : Lucia di Lammermoor, de Donizetti, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra national de Paris, dir. Maurizio Benini avec Jane Anderson (Lucia), Roberto Alagna (Edgardo), Gino Quilici (Enrico), Gérard Ganno (Arturo), Francesco Eltero d'Artegna (Raimondo), Francesc Mahé (Alfio), Christian Jean (Normanno). 0.05 **Musique pluriel.** Concert donné le 14 novembre 1994 à la salle Favart de l'Opéra Comique, par l'Ensemble Tomkins et l'Ensemble Modern, dir. Peter Eötvös : Jeux, de Kurtág par Marta Kurtág et György Kurtág, piano; Jürgen Röck, guitare; Marta Fabian, cymbalom; Csaba Kerey, piano; Andras Keller, violon; István Mányok, violoncelle. 0.05 **Auto-portrait.** Jean Rouch, Ontario.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-jour. Signification des symboles : \* Signifié dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Tous les films.  
36 15 LE MONDE  
219 F la minute

سكس موناكو



